



BRÉSIL
COMMENT VAINCRE BOLSONARO
Débat dans le PSOL

CUBA

MOBILISATIONS POPULAIRES ET AGRESSIONS IMPÉRIALISTES



L'AFGHANISTAN ABANDONNÉ ET TRAHI

- Argentine ● Venezuela ● Allemagne ● Russie ● Hong Kong ● Tunisie ●

LA STRATÉGIE SOCIALISTE ET LE PARTI, par Gilbert Achcar

inprecor sur le web :
<http://www.inprecor.fr>

Aux abonné(e)s !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



é

(22)

18

p p

1é é

8 8

8 8

p p

8 8

9 1ré 1 p

c b99/5a SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
 PECI-INPRECOR, 27 Rue Taine,
 75012 Paris, France

Tél. : 33/0 1 49 28 54 87 ou ...88

E-mail : inprecor@wanadoo.fr

Directeur de publication, gérant :
 Jan Malewski

Rédacteur en chef : Jan Malewski

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0921 I 88313.

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,
 93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies
 prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

septembre-octobre 2021 n° 689/690

Cuba	
<i>Dilemmes cubains, débats socialistes</i>	Manuel Garí 3
<i>Mobilisations populaires et agressions impérialistes</i>	Bureau exécutif de la IV ^e Internationale 6
<i>À propos des manifestations du 11 juillet à Cuba</i>	Comunistas 7
<i>Actualisation de la révolution</i>	Mario Valdés Navia 11
Argentine	
<i>Punition pour le gouvernement et de nombreux points d'interrogation</i>	Eduardo Lucita 13
Brésil	
<i>Le génocidaire Bolsonaro, la crise et 7^e congrès du PSOL</i>	Pedro Fuentes 15
<i>Cinq leçons du congrès du PSOL</i>	Valerio Arcary 20
<i>Les élections de 2022 et l'avenir du PSOL</i>	João Machado et Gilson Amaro 22
<i>Le Front unique dans le débat de la gauche brésilienne</i>	João Machado 29
<i>Quo vadis, Lula ? Problèmes du front unique et du front démocratique...</i>	José Correa Leite 33
Notes de lectures	
<i>M. BENQUET, T. BOURGERON, la Finance autoritaire</i>	
<i>P. DARDOT, H. GUÉGUEN, C. LAVAL, P. SAUVÊTRE, le Choix de la guerre civile</i>	Roger Goddin 36
Venezuela	
<i>Vers une nouvelle approche géopolitique</i>	Luis Bonilla-Molina 37
Afghanistan	
<i>Solidarité avec le peuple afghan, victime de l'impérialisme et des talibans</i>	B. E. IV ^e Internationale 41
<i>Premier mois de l'occupation talibane : « Cent ans d'isolement »</i>	Yasmine Afghane 42
<i>L'Afghanistan abandonné et trahi</i>	Farooq Sulehria 44
Hong Kong	
<i>Le mouvement de 2019 et son écrasement – Questions-réponses</i>	Alain Baron 45
Notes de lectures	
<i>N. LAPEYRE, J. LAUFER, S. LEMIERE, S. POCHIC, R. SILVERA, Genre au travail</i>	Didier Epszstajn 48
Tunisie	
<i>De la désespérance au saut dans l'inconnu</i>	Union syndicale Solidaires 49
<i>La résistible ascension de Kaïs Saïed & Les partis politiques en présence</i>	Dominique Lerouge 51
<i>Le coup d'État de Kaïs Saïed cherche à restaurer le « béalisme »</i>	Chaïma Najjar 53
Notes de lectures	
<i>D. HORMAN, Leurs profits... nos vies !</i>	Michael Löwy & Didier Epszstajn 58
Marxisme	
<i>La stratégie socialiste et le parti</i>	Gilbert Achcar 59
Allemagne	
<i>Perte de légitimité de la politique... et lourde défaite de Die Linke</i>	Manuel Kellner 64
Russie	
<i>Élections : résultats et perspectives</i>	Léonid Krieger 65
Les Nôtres	
<i>Michel Husson (1949-2021), un économiste expert et rouge</i>	Norbert Holcblat 68

Abonnement

(6 ou 11 numéros)

- France - DOM-TOM -

Europe - Afrique	30 EUR (6 mois)	<input type="checkbox"/>	55 EUR (1 an)	<input type="checkbox"/>
Autres destinations	39 EUR (6 mois)	<input type="checkbox"/>	71 EUR (1 an)	<input type="checkbox"/>
Pli fermé	50 EUR (6 mois)	<input type="checkbox"/>	90 EUR (1 an)	<input type="checkbox"/>
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 EUR (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois)
- *Lecteurs solidaires* (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR)
- ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE POUR LA DIFFUSION À PRIX RÉDUIT (1 an, 40 EUR)

Nom - Prénom :
 Rue :
 Commune / Code postal :
 Ville : Pays :

Tél./Fax : E-mail :

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

● Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
 IBAN : FR76 3007 6020 4415 7185 0020 094 BIC : NORDFRPP

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous !

Dilemmes cubains, débats socialistes

Par
Manuel Garí*

Depuis le 11 juillet 2021, la situation à Cuba interpelle à bien des égards celles et ceux d'entre nous qui luttent pour une société libérée de l'exploitation et de l'oppression de classe, nous qui aspirons à construire le « *royaume de la liberté* » avec des personnes libres et égales en harmonie avec la nature. En bref, le communisme, l'horizon émancipateur capable de réaliser l'espoir des peuples et des gens.

Cela nous oblige de discuter de la meilleure défense (et du meilleur développement) des acquis sociaux existants dans un pays post-capitaliste comme Cuba face au blocus impérialiste. Cela nous oblige à envisager des stratégies pour court-circuiter les plans visant à la restauration du capitalisme, qu'ils soient d'origine cubaine ou internationale, en tirant les leçons d'autres expériences de processus de rétablissement du capitalisme. Ceci nous amène à imaginer le scénario politique, ou plutôt la conception de l'architecture politico-institutionnelle au service des objectifs énoncés ci-dessus. Aucun de ces trois éléments ne peut être traité indépendamment des autres et on ne peut ici qu'en donner un aperçu.

Tout d'abord, écartons du débat les thèses avancées par la droite qui vocifère



cyniquement « *contre la dictature communiste* ». Ce n'est pas le débat et encore moins avec eux – ceux qui ne condamnent pas la dictature de Franco et restent silencieux et complaisants face aux massacres au Chili et en Colombie, ou aux excès de Bolsonaro ou du régime saoudien... n'ont aucune autorité morale ou politique. La droite cubaine veut simplement reprendre ses sucreries, ses terres et ses tripots et imposer un régime néolibéral. La droite dans d'autres pays n'est qu'un autre instrument du projet de restauration réactionnaire du conglomerat cubain de Miami, dont une aile réclame une intervention militaire américaine sanglante qui déboucherait sur une nouvelle formule néocoloniale.

monde s'est manifesté par l'admiration pour deux figures, le Che et Fidel Castro. Le peuple cubain, après des années d'esclavage, de dépendance coloniale vis-à-vis du royaume d'Espagne puis du géant américain, a retrouvé sa dignité de nation souveraine. Cette légitimité d'origine a été initialement consolidée parce que, parallèlement à l'effondrement du dictateur, il y a eu d'importantes améliorations sociales et des progrès indéniables dans les conditions de vie de la population cubaine. Ce furent également les premières années de débats socialistes sur le modèle économique, ouverts et publics, intéressants et très pluralistes, avec une présence internationale. Cela impliquait également de parler des mécanismes de prise de décision politique, puisqu'à cette époque il était encore nécessaire de construire une légitimité dans la pratique par le biais de nouvelles institutions révolutionnaires populaires au-delà du Che et de Castro.

C'est pourquoi l'impérialisme est intervenu dès le début, car, comme l'a dit

Les vents de la révolution

On peut difficilement nier la légitimité originelle de la révolution de 1959 et l'importance de sa transition vers des objectifs socialistes en 1961. L'encouragement qu'il a donné aux aspirations populaires en Amérique latine est un fait « *structurel* » de la lutte des classes dans le sous-continent, et l'enthousiasme qu'il a suscité chez plusieurs générations de la gauche dans le



* Manuel Garí, économiste, est membre du conseil d'administration et du conseil consultatif de la revue *Viento sur* et militant d'Anticapitalistas (section de la IV^e Internationale dans l'État espagnol). Il est membre du Foro Transiciones y Espacio Público. Il est co-auteur de *Como si hubiera un mañana, ensayos para una transición ecosocialista* (Comme s'il y avait un lendemain, essais pour une transition écosocialiste, éditions Sylone et Viento sur, Madrid 2020). Cet article a été d'abord publié sur le site web de la revue *Viento sur* : <https://vientosur.info/dilemas-cubanos-debates-socialistas/> (Traduit de l'espagnol par JM)

Cuba

Eduardo Galeano, « *ce qui les dérange à propos de Cuba, ce ne sont pas les erreurs de la révolution, qui ont existé et existent encore. Ce qu'ils ne supportent vraiment pas, c'est qu'un pays pauvre et petit ne s'incline pas devant l'empire* ». Une question de discipline exemplaire. Il s'agissait de faire avorter l'expérience, et, en plus des aventures militaires, l'impérialisme a décrété le blocus pour rendre impossible la promesse révolutionnaire de 1959 : la liberté avec du pain et le pain sans la terreur.

Blocus, maudit blocus

Les effets du harcèlement américain – exacerbé par la loi Helms Burton de 1996 et couronné par l'entrée en vigueur de son chapitre III en 2019 et le déploiement des mesures de Trump – ont été dévastateurs et n'ont pas permis à l'île de modifier substantiellement sa position dans la division internationale du travail – que ce soit la monoculture de sucre pour l'exportation ou sa conversion en plateforme touristique. Ceci, ainsi que la dépendance énergétique et alimentaire vis-à-vis de l'étranger, et malgré les progrès en matière d'éducation et de santé, de biomédecine de pointe et de formation de professionnels dans ce domaine, fait que les conditions de vie en 2021 – et personne ne peut faire semblant de ne pas le voir – se caractérisent par une plus grande pénurie et par une inégalité au sein de la société pour l'accès aux biens et services (notamment suite à la dollarisation de nombreuses transactions en réponse au besoin de devises étrangères par le biais du mécanisme de la monnaie librement convertible), le tout aggravé par l'inflation résultant d'une série de décisions erronées.

Cela a un impact sur la population cubaine, où 3 millions de personnes sont payées par l'État en pesos et 3 autres millions vivent de l'économie plus ou moins informelle, avec en plus quelques centaines de milliers de personnes qui, dans une mesure limitée, ont des entreprises privées. La pandémie – qui a eu un impact sur la santé publique, malgré les progrès et les efforts réalisés, et sur la baisse du PIB –, a aggravé la situation ainsi que d'autres éléments : la réduction du flux des entrées de devises étrangères due à la baisse des envois de fonds par les familles et à la crise du tourisme, le déficit en pétrole brut du Venezuela et le retour d'une grande partie des professionnels de la santé qui travaillaient dans des pays tiers.

L'impérialisme a perdu plusieurs batailles, mais il peut gagner la guerre en

sapant la base matérielle des avancées révolutionnaires et la création d'une nouvelle institutionnalité socialiste démocratique. C'est évident et il serait naïf d'attendre de l'impérialisme qu'il facilite le développement économique d'un pays dissident. L'internationalisation de la révolution n'est pas un caprice idéologique, mais une nécessité pratique pour la survie à long terme d'un pays post-capitaliste.

Ce n'est pas la première fois que l'impérialisme tente d'étouffer les processus d'émancipation. Il a tenté de le faire depuis 1917 et nous avons vu les effets toxiques de l'effort militaire qu'il a imposé à la révolution sandiniste pour affronter la Contra – en drainant les ressources pour satisfaire les besoins de la population – avec pour résultat l'échec du projet révolutionnaire et l'intronisation des satrapes Ortega-Murillo. L'impérialisme – avec Biden qui renie ses promesses électorales – n'hésite pas à créer une crise humanitaire pour saper les attentes populaires à Cuba et réduire la capacité de manœuvre du gouvernement. Dans un tel cadre, il est plus que logique qu'il y ait un mécontentement populaire, notamment dans les secteurs les plus appauvris. Dans des circonstances extrêmes, Lénine a déclaré que la pire erreur que les bolcheviks pouvaient commettre était de ne pas tenir compte de la réalité des masses dans la Russie des soviets elle-même.

Réinitialiser l'internationalisme

C'est pourquoi il est si important de développer une activité solidaire anti-impérialiste à partir des peuples – en particulier de leurs classes ouvrières – et aussi des gouvernements qui se considèrent progressistes ou simplement démocratiques, pour condamner le blocus illégal et inhumain auquel est soumis le peuple cubain et imposer son arrêt, en exigeant que Biden allège la situation économique de Cuba en la retirant de la liste des pays qui protègent et favorisent le terrorisme. Mais aussi – et c'est essentiel – contribuer, par la solidarité internationale, à pallier la situation de pénurie sur l'île en réactivant les campagnes de collecte et d'envoi de matériaux de base sur l'île. Il est donc difficile de comprendre pourquoi les López Obrador ou Alberto Fernández, dont les ressources ne sont pas illimitées mais certainement suffisantes pour fournir une aide efficace, n'agissent pas par des actes. Il est également inacceptable que les partis de gauche, les syndicats et les organisations sociales du monde entier, en particu-

lier dans les pays de l'OCDE, ne s'engagent pas dans des activités d'incitation et d'organisation du soutien populaire.

Mais même si l'anti-impérialisme est nécessaire, il n'est pas suffisant dans le labyrinthe cubain actuel. Il est encore moins suffisant de réduire la situation complexe de Cuba à un jeu géostratégique régional ou mondial. Il faut mettre sur la table la réalité sociale interne du pays et le degré de sclérose du modèle politique, sans écarter ces éléments comme faisant partie et du problème et de la solution. Pour le marxisme, le conflit social fait partie de la réalité elle-même en toutes circonstances et s'exprime de nombreuses manières différentes. Oublier cela et s'enfermer dans le cadre d'un discours géostratégique serait une erreur. Il y a à gauche des positions acritiques et une justification de tout ce qui est dit à un moment donné par des gouvernements considérés comme « amis » face à l'ennemi impérialiste, qui manifestent un campisme grossier et dépassé, capable de rassembler des régimes et des dirigeants du monde entier et de nature très différente dans un même front pour les défendre. Une telle position est nuisible à la défense effective de Cuba contre les attaques qu'elle subit.

Plus intelligente et intéressante est la position qui considère la question cubaine uniquement ou principalement dans le cadre du jeu des pouvoirs et des contre-pouvoirs, des équilibres, qui s'établissent entre les États et les gouvernements du sous-continent latino-américain vis-à-vis du voisin tout-puissant. Il est évident que les rapports de force sont également établis à ce niveau, mais pas seulement. Ils dépendent également des rapports de force entre les classes dans le conflit social de chaque pays, qui à leur tour influencent les processus dans les autres pays. Et dans les décisions politiques et économiques prises par les gouvernements. Et cela vaut aussi pour Cuba. La manière dont le peuple cubain résout son avenir face aux problèmes auxquels il est confronté déterminera également la situation finale de l'Amérique latine dans son ensemble, car si l'avenir de l'île dépend dans une large mesure de son environnement régional, l'avenir de ce dernier dépend également de celui de Cuba.

Les choses n'arrivent pas par hasard

Le malaise grandit sur l'île pour des raisons objectives et matérielles, mais aussi pour des raisons politiques face à une nou-

velle direction du Parti communiste cubain qui n'a pas l'ancienne légitimité – la légitimité ne fait pas partie de l'héritage – et qui n'a pas non plus tenu les promesses et les espoirs suscités par la Constitution de 2019 qui proclamait un État socialiste de droit, ce qui ne s'est pas encore concrétisé dans les faits. Les solutions ne peuvent se réduire à une simple « *gestion* » intelligente du malaise (une telle intelligence a brillé par son absence ces derniers temps) : il existe des problèmes structurels dans le modèle existant qui nécessitent des solutions plus profondes.

Le 11 juillet a été un signal d'alarme. Il est inutile de minimiser sa portée aux quelques milliers de personnes qui sont descendues dans la rue, car elles représentaient potentiellement beaucoup plus de personnes et nous savons que les dynamiques sociales peuvent bondir en peu de temps. Dans un sens ou dans l'autre. Il ne sert à rien de les assimiler au simple produit d'une conspiration et d'une instigation impérialiste et droitière. La déclaration du Groupe de Puebla à cet égard est l'une des manifestations de l'aveuglement politique du progressisme latino-américain, qui est par ailleurs incapable de proposer des solutions pour l'éradication du capitalisme lorsqu'il gouverne. Bien sûr, des agents ont agi, mais ils sont intervenus dans un flux plus large ; il serait stupide de penser le contraire. Mais, avant tout, cette méthodologie voyant l'intervention de puissances et de forces manipulatrices comme unique cause des conflits dans les sociétés est une arme à double tranchant ; imaginez qu'elle soit appliquée aux peuples d'autres pays lorsqu'ils se mobilisent pour leurs intérêts, en réduisant les causes à une conspiration socialo-communiste. Lorsqu'il y a des mobilisations populaires, elles ne reposent pas nécessairement sur une conscience de classe achevée, ni sur un programme socialiste ; elles sont l'expression de moments subjectifs sous-tendus par des situations objectives. Et, par conséquent, elles sont un espace de confrontation entre différentes orientations pour l'hégémonie de la direction de ce mouvement.

Considérer tous les mécontents de Cuba comme contre-révolutionnaires est aussi simpliste que de les considérer comme porteurs de solutions révolutionnaires. Mais surtout, c'est un acte grave que d'utiliser la répression de l'appareil d'État contre une partie du peuple dont le comportement majoritaire était pacifique et très éloigné de l'usage des armes contre le régime. Cela a impliqué l'utilisation de la

force, des arrestations – y compris celles des militants communistes présents – et un manque total de transparence sur qui avait été arrêté, où, pourquoi, etc. Cela s'est accompagné d'une « coupure » de l'internet et d'appels à resserrer les rangs. Tout cela est incompréhensible dans un pays où le peuple est hautement conscient de sa résistance à l'impérialisme, où il existe une large culture marxiste et où le Parti communiste cubain lui-même a encore une certaine réalité et de profondes racines populaires. Ce n'est pas avec des bâtons et la fermeture d'internet que l'on traite les problèmes existants et les demandes et aspirations populaires.

L'hégémonie dans la transition vers le socialisme

Cuba n'est pas un pays socialiste. C'est un pays engagé dans une longue transition vers le socialisme, dans un monde capitaliste, où le capital fait pression et opère également à l'intérieur de l'île. Il est donc naïf de croire que les crises économiques et sociales comme celles que connaît le reste du système mondial ne touchent pas Cuba. Peut-il y avoir des crises et des mobilisations avec les mêmes raisons sous-jacentes que dans d'autres pays du monde ? Des manifestations qui ne sont en soi ni réactionnaires ni progressistes, mais qui expriment un malaise face à la crise ? La réponse à la question est oui. Si l'on admet cela, le débat devient politique : qu'est-ce qui est proposé face à de telles protestations ?

Le problème, soyons clairs, c'est de considérer qu'une fois que le Parti communiste a pris le pouvoir, la question de la légitimité et de l'hégémonie post-révolutionnaire est déjà réglée. Mais, heureusement, ou malheureusement, ce n'est pas vrai. La politique ne s'arrête jamais. De nouvelles impulsions, contradictions, dilemmes et même de nouveaux acteurs sociaux apparaissent. Les sociétés deviennent de plus en plus complexes et diverses, et les solutions passent par un débat public permanent. La fameuse et tant convoitée hégémonie doit également être renouvelée dans la transition vers le socialisme : la légitimité d'origine ne suffit pas. Et cette régénération ne peut se faire qu'avec la participation active des secteurs populaires. Sinon, tôt ou tard, le parti, aussi fort soit-il, se retrouvera seul.

Il est nécessaire que toutes les associations, tous les syndicats et tous les groupes engagés dans la lutte contre le blocus et le harcèlement impérialiste aient

la plus grande liberté d'expression et de fonctionnement. Jusqu'à présent, nous avons raconté la partie héroïque de la révolution, la partie résistante. Mais ces dernières années, le Parti communiste cubain a opéré un véritable virage. Un changement qui a introduit des réformes pro-marché. Ses cadres parlent ouvertement du Vietnam comme d'un modèle. Il s'agit clairement d'un moyen de sortir de l'isolement économique, également exacerbé par la catastrophe vénézuélienne ou les crises d'autres gouvernements progressistes. Mais il n'est pas exclu qu'il existe une section de la bureaucratie désireuse de passer de la NEP à un nouveau modèle économique, qui préserve le pouvoir du Parti communiste dans le cadre d'une économie capitaliste d'État. C'est déjà le cas en Chine. Mais il y a de plus en plus de risques dangereux à éviter, et il est bon de rappeler qu'en URSS, ce n'est pas l'impérialisme américain qui a restauré le capitalisme, mais une partie de la bureaucratie – dont l'un des représentants est Poutine – qui est passée au capitalisme avec armes et bagages, conduisant un énorme processus de privatisation et d'appropriation des bijoux du système productif.

Débatte de tous ces problèmes et orientations et faire un choix conscient, voilà ce qu'est la démocratie socialiste. Et aujourd'hui, à Cuba, cela n'existe pas. Même la lettre de la Constitution n'a pas de place réelle dans la pratique. Si la pénurie peut être mise en relation avec le blocus, ce manque de libertés socialistes ne peut être compris que par la conception monopolistique du pouvoir détenu par le Parti communiste, plus typique du stalinisme que de ceux qui continuent à se revendiquer du Che.

Le socialisme c'est la démocratie totale

Ni dans Marx, ni dans Lénine, ni dans le Castro du Mouvement du 26 juillet, nous ne trouvons la moindre trace d'un socialisme se construisant uniquement et exclusivement sous le commandement d'un parti unique monopolisant le pouvoir politique. La meilleure garantie de conquêtes partielles et de l'avancée vers le socialisme est un peuple organisé qui ne dépend pas de l'appareil d'État et n'en est pas un simple bras, qui doit jouer un rôle actif dans la transition jusqu'à ce qu'il soit possible de parler avec Marx du royaume de la liberté.

La démocratie socialiste implique non seulement la socialisation des moyens de

production sous différentes formes de propriété sociale et collective, non exclusivement étatique et avec le contrôle actif de la classe ouvrière, mais aussi la liberté de créer des partis politiques, des syndicats et des organisations sociales féministes, écologiques et de quartier, et l'établissement d'une planification démocratique avec une participation populaire active dans tous les domaines et à tous les niveaux. Cela implique nécessairement la liberté d'expression dans tous les domaines et sphères et la liberté de la presse. La question n'est pas nouvelle, elle remonte à l'aube des fondateurs politiques du communisme des siècles passés.

Comme le souligne Rosa Luxemburg – et cette longue citation vaut la peine d'être citée : « *c'est un fait absolument incontestable que, sans une liberté illimitée de la presse, sans une liberté absolue de réunion et d'association, la domination des larges masses populaires est inconcevable. (...) La liberté seulement pour les partisans du gouvernement, pour les membres d'un parti, aussi nombreux soient-ils, ce n'est pas la liberté. La liberté, c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement. Non pas par fanatisme de la "justice", mais parce que tout ce qu'il y a d'instructif, de salutaire et de purifiant dans la liberté politique tient à cela et perd de son efficacité quand la "liberté" devient un privilège.* » (1)

C'est pourquoi l'approfondissement de la démocratie n'est pas une remise en cause des processus révolutionnaires ou du projet socialiste, mais au contraire une condition de leur réalisation dans un horizon émancipateur. ■

Madrid, 18 juillet 2021



1. Rosa Luxemburg, *la Révolution russe* (1918) : <https://www.marxists.org/francais/luxembur/revo/rus/rus4.htm>

Mobilisations populaires et agressions impérialistes

*Fin immédiate du blocus économique impérialiste de Cuba !
Pour une Cuba libre et souveraine ! À bas l'ingérence
impérialiste ! Pour une démocratie socialiste à Cuba !*

Déclaration de la IV^e Internationale

Le 11 juillet dernier nous avons assisté à des mobilisations motivées par les terribles pénuries que subit Cuba depuis que Trump l'a placée sur la liste des pays terroristes, coupant les envois de fonds des États-Unis vers l'île.

Les pénuries ont augmenté avec la pandémie qui a coupé drastiquement les revenus du tourisme. Cela se passe sur une île qui doit importer une grande partie des produits qu'elle consomme, sans aucun soutien international (les énormes difficultés que traverse le Venezuela ont également eu un impact négatif sur Cuba), ce qui, à certains égards, rappelle les pires moments de la « période spéciale ». Ce blocus entrave également la production de vaccins contre le Covid-19 pour les Cubain·e·s, malgré l'aide que Cuba a fournie à d'autres pays durant la pandémie.

À cela s'ajoute le malaise profond de l'île : la différenciation sociale qui s'est fortement accrue au cours des trente dernières années, pendant lesquelles le gouvernement a cherché à attirer les investissements étrangers, a développé le secteur touristique et a permis une augmentation des initiatives privées employant une main-d'œuvre salariée. Dans une situation de rareté des biens, l'accès inégal aux dollars américains a encore amplifié les inégalités, qui sont néanmoins restées bien plus faibles que dans les pays ayant restauré le capitalisme, comme la Chine, le Vietnam et l'ancien bloc d'Europe de l'Est. À Cuba, un vaste secteur capitaliste local autorisé à exploiter le travail salarié ne s'est pas développé. Le secteur capitaliste local est certes en pleine croissance, mais pas dans la même mesure que les pays mentionnés ci-dessus. Les amendements de 2019 à la Constitution ont clairement montré qu'il existe encore des obstacles juridiques au libre développement du secteur capitaliste, notamment la limitation du nombre de salarié·e·s que le secteur privé local peut embaucher.

Aux effets inquiétants de l'accroissement des inégalités et du blocage de l'augmentation de la production nationale pour répondre aux besoins de la population, s'ajoute le développement de sectes religieuses évangéliques qui font pression sur le gouvernement pour limiter, par exemple, la pleine reconnaissance des droits LGBTQI+.

Il convient également de noter l'activité des nouvelles générations, très connectées aux réseaux sociaux, au sein desquelles s'est développée une nouvelle génération d'artistes, qui ne se sentent pas du tout concernées par l'héritage de la révolution. Dans le même temps, une partie

importante de la génération qui a participé directement au processus révolutionnaire du troisième quart du siècle dernier s'éteint.

Ce cocktail explose dans un contexte où le gouvernement a très peu de marge de manœuvre pour atténuer les effets à court terme de la pénurie et beaucoup de résistances à ouvrir un processus démocratique de prise de décisions qui attire les nouvelles générations (le processus constituant de 2018-2019 était une tentative en ce sens, mais a clairement été insuffisant). En favorisant des méthodes bureaucratiques, le gouvernement ne fait aucun effort pour accroître la participation des travailleurs et travailleuses, en particulier pour développer le contrôle ouvrier dans les entreprises et le contrôle citoyen dans la société.

Cela explique la répression et la mobilisation des secteurs qui lui restent fidèles pour arrêter les protestations et essayer de récupérer au moins un certain revenu touristique pendant la saison estivale, ce qui lui redonnerait une marge de manœuvre pour combattre certains aspects de la désaffection populaire. Le discours du président Miguel Díaz-Canel, dimanche 11 juillet, suite à la vague de protestations qui a touché plus d'une douzaine de villes du pays, d'est en ouest, ne constitue pas une réponse adéquate à la situation. Bien que Díaz-Canel reconnaisse que de nombreux manifestant·e·s étaient sincèrement préoccupé·e·s par les difficultés de la vie, il n'a fait aucune autocritique de sa gestion de la situation et n'a fait que souligner les manipulations du secteur contre-révolutionnaire qui est clairement en faveur de l'intervention des États-Unis, ce qui doit évidemment être condamné. L'appel gouvernemental aux révolutionnaires à se mobiliser dans les rues en réponse aux menaces des contre-révolutionnaires risque de provoquer des affrontements et une répression accrue.

On ne peut pas séparer les protestations à Cuba de ce qui se passe dans d'autres pays d'Amérique latine où, avec des motivations différentes, la cherté de la vie aggravée par la pandémie et les mesures ultra-libérales sont à l'origine d'explosions sociales comme en Colombie récemment, ou en Équateur et au Chili en 2019. La pandémie a sans aucun doute exacerbé toutes les contradictions sociales au niveau international et en Amérique latine en particulier, entraînant une exclusion sociale croissante et une augmentation des inégalités. Malgré des soins de santé exemplaires à bien des égards, Cuba n'est pas non plus en mesure d'échapper aux effets économiques et sociaux les plus pervers de la crise mondiale et de la pandémie. Cependant, la résistance sociale latino-américaine, tout aussi croissante, en affrontant les plans économiques et politiques de l'impéria-

lisme pour la région, joue en faveur de la rupture de l'isolement de Cuba et du maintien de son indépendance politique.

Malheureusement, d'importants secteurs de la gauche ne font aucune analyse critique de la situation que vit Cuba, de l'usure de son système politique et du désespoir des jeunes générations. Au contraire, nous assistons dans de nombreux pays à un resserrement non critique des rangs, où tout est une conspiration de l'impérialisme, où la légitimité de la mobilisation populaire n'est pas reconnue et est attribuée exclusivement aux « agents de l'impérialisme ». Il est évident que l'impérialisme cherche à interpréter le sens des protestations sociales au service de ses intérêts dans les différents conflits internationaux d'un monde de plus en plus convulsif, a fortiori dans un pays qui fait figure d'exemple de résistance souveraine pour toute la région... Et qu'il le fasse de plus en plus par le biais de campagnes intenses sur les réseaux sociaux, par lesquelles il tente de diriger le mécontentement social de l'extérieur, afin de le canaliser vers l'effondrement du gouvernement cubain. Mais prétendre que tout est le produit de l'ingérence des grandes puissances est une position bien éloignée de la réalité complexe et contradictoire. En outre, cette réponse fait fi de la participation des secteurs populaires aux conflits sociaux, comme si tout était une partie d'échecs à laquelle le peuple n'est jamais invité et dans laquelle il est considéré comme une sorte de mineur incapable de prendre conscience de ses intérêts et de les défendre.

Bien que la situation soit complexe et contradictoire, nous, la IV^e Internationale, qui depuis le début avons soutenu inconditionnellement la Révolution cubaine, défendons quelques idées fondamentales :

- D'abord, nous condamnons et exigeons la fin immédiate du blocus illégal et inhumain auquel est soumis le peuple cubain. Nous appelons à la mobilisation solidaire pour pallier la situation de pénurie de produits de base dont souffre l'île et pour s'opposer au blocus décrété par les États-Unis.

- Nous exigeons que l'administration Biden retire Cuba de sa liste des pays qui abritent et favorisent le terrorisme, ce qui est indispensable, pour des raisons évidentes, pour soulager la situation économique du pays. Nous répudions les menaces d'intervention avec lesquelles Biden cherche à encenser l'ultra-droite cubaine en exil et les secteurs républicains les plus réactionnaires.

- Nous dénonçons la campagne médiatique internationale qui prétend faussement que tout le peuple cubain se soulève contre le gouvernement et que celui-ci répondrait avec une grande brutalité, alors que ces mêmes médias ont fermé les yeux face aux formes de répression antipopulaire beaucoup plus violentes utilisées dans des pays comme la France face aux Gilets jaunes en 2018-2019, aux États-Unis lors des manifestations de Black Lives Matter en 2020, ou en Colombie en 2021, pour ne citer que quelques exemples d'une longue liste.

- Nous exigeons que les autorités cubaines respectent le droit démocratique de protester, le développement de mouvements sociaux indépendants, le pluralisme politique et le débat démocratique, seul moyen d'éviter que la Révolution ne cesse d'être un exemple pour les peuples d'Amérique latine et du monde.

- Nous exigeons la vérité sur les conditions de détention et de répression afin de mettre fin à l'utilisation abusive de la force et de traduire en justice les responsables des abus.

- Nous demandons la libération immédiate des personnes détenues lors des manifestations du 11 juillet, à condition qu'elles n'aient pas commis d'actes menaçant la vie d'autrui.

- Nous défendons une Cuba souveraine et indépendante avec une véritable participation démocratique-populaire des travailleurs et des travailleuses au destin de l'île. Pour une Cuba socialiste et démocratique. ■

21 juillet 2021

Bureau exécutif de la IV^e Internationale

À propos des manifestations du 11 juillet à Cuba

Déclaration de *Comunistas**

Six jours après les événements et après s'être livrée à une analyse approfondie, la rédaction de *Comunistas* rend publique cette déclaration sur les manifestations de protestation qui se sont déroulées à Cuba dimanche dernier, 11 juillet.

De façon quasi simultanée et avec plus ou moins d'intensité, Cuba a connu le 11 juillet une série d'explosions sociales qui ont touché au moins 6 des 14 provinces qui constituent le pays. Au cours des 62 années écoulées depuis la victoire de la Révolution sous la direction du commandant Fidel Castro, Cuba n'avait jamais connu une situation comparable.

Même si, dans un premier temps, les premières protestations ont eu un caractère pacifique, la quasi-totalité des manifestations se sont terminées dans des affrontements violents, provenant des deux côtés. Cette série de manifestations simultanées antigouvernementales n'a pas de précédent à Cuba sous le socialisme. C'est un facteur à prendre nécessairement en compte pour comprendre ces événements.

Il faut rappeler qu'à Cuba les dernières protestations massives, datant du 5 août 1994, connues depuis sous le nom de *Maleconazo*, avaient été contenues en quelques heures alors que Fidel Castro s'était rendu sur place. Une manifestation de 200 personnes scandant des mots d'ordre contre le gouvernement dans un lieu central était quelque chose d'inconcevable dans la société cubaine.

Pourtant, ne serait-ce qu'à La Havane, ce sont au moins 3 000 personnes qui ont défilé spontanément ce 11 juillet.

Les événements à La Havane

Les protestations, dont le détonateur a été la manifestation qui s'est produite dans la ville de San Antonio de los Baños, à 100 km à peine de la capitale, se sont rapidement étendues à La Havane. Peu après 15 heures (heure locale), près de 200 personnes ont occupé un espace dans le centre-ville, le parc de la Fraternité, pour se rendre ensuite devant le Capitole (le siège officiel du Parlement).

Pendant la première heure de la protestation, la police n'a procédé qu'à des interpellations isolées, en permettant, au moins tacitement, que se déroule la manifestation. Elle a alors gagné un autre lieu dans le centre-ville, le parc Máximo-Gómez, situé entre l'ambassade d'Espagne et le siège du bureau national de l'Union des jeunes communistes. Jusque-là, plus de 500 personnes s'étaient rassemblées de façon pacifique sur l'esplanade du parc, alors que se poursuivaient des interpellations ponctuelles.

Par la suite, un groupe d'une centaine de personnes, brandissant des drapeaux cubains et du Mouvement du 26 juillet, scandant des mots d'ordre socialistes et favorables au gouvernement, a gagné le parc Máximo-Gómez. Simultanément, d'autres groupes liés au Parti communiste et à l'Union des jeunes communistes, ainsi

* *Comunistas* est une revue cubaine indépendante en ligne. Nous reproduisons ici l'article de son comité éditorial (<https://www.comunistascuba.org/2021/07/acerca-de-las-protestas-en-cuba-del-11.html>) qui a été traduit de l'espagnol (Cuba) par Robert March et publié par la revue suisse en ligne *À l'encontre* (<http://alencontre.org/ameriques/amelat/cuba/a-propos-des-manifestations-du-11-juillet-a-cuba.html>) le 19 juillet 2021 et par *Contretemps* (<https://www.contretemps.eu/cuba-mobilisations-crise-blocus/>) le 20 juillet 2021. Le 22 juillet 2021 *Comunistas* a publié également la déclaration de la IV^e Internationale sur ce sujet (cf. p. 6).

que des cadets du ministère de l'Intérieur, ont investi le quartier.

De leur propre initiative les manifestants se sont dispersés et il semblait qu'à La Havane tout au moins, où les protestations avaient commencé, elles s'étaient terminées, et de façon pacifique. On a pourtant appris plus tard que le cortège s'était transformé en une grande manifestation qui parcourait des rues importantes de La Havane. Sur son parcours la manifestation de protestation était rejointe par de nombreuses personnes, de 2 000 à 3 000 – selon des sources non officielles –, qui scandaient des mots d'ordre hostiles au gouvernement.

À un moment donné, les manifestants ont décidé de gagner la mythique place de la Révolution, où se trouvent les sièges de la Présidence, du Comité central du Parti communiste, du ministère de l'Intérieur, du ministère des Forces armées ainsi que les locaux des principaux journaux nationaux.

Aux abords de la place de la Révolution, les manifestants ont été refoulés par les forces de l'ordre et des groupes de civils pro-gouvernementaux, ce qui a conduit à des affrontements violents opposant les deux parties, qui se sont conclus par un nombre indéterminé de blessés et d'interpellations.

Parallèlement, dans la Calzada de 10 de Octubre, à La Havane, se sont produits des événements d'une grande violence avec deux voitures de police renversées. Par la suite ont été diffusées des vidéos montrant des actes de vandalisme graves tels que le caillassage d'un dispensaire pour enfants. La mort d'un manifestant, Diubis Laurencio Tejeda, a été confirmée. À l'heure actuelle, on n'a pas connaissance d'autres décès liés aux manifestations.

Les violences ont été le fait aussi bien des manifestants que des groupes qui sont venus les agresser, tous armés principalement de pierres et de bâtons. On ne connaît pas le nombre de blessés de part et d'autre, pas plus que le nombre d'interpellations sur les lieux des événements, ni celles qui ont eu lieu postérieurement en lien avec les manifestations. Nous ne connaissons pas le nombre de personnes toujours détenues irrégulièrement depuis six jours.

Alors que les manifestations se produisaient à La Havane, des faits similaires avaient lieu dans les villes de Bayamo, Manzanillo, Camagüey, Santiago de Cuba, Holguín, ainsi que dans des localités de moindre importance, qui ont également pris fin dans la violence, et dès le début pour certaines.

Origine et nature des protestations

Les protestations qui ont eu lieu à Cuba le 11 juillet ne peuvent se comprendre ni comme un affrontement entre contre-révolutionnaires et communistes, comme a voulu le faire croire le gouvernement ; ni comme un affrontement entre un peuple opprimé et un régime dictatorial ; ni comme un affrontement entre la classe ouvrière révolutionnaire et une bureaucratie politiquement dégénérée.

Les protestations du 11 juillet ont en fait réuni simultanément ces trois dimensions : les organisations contre-révolutionnaires – financées par les États-Unis – s'en prenant violemment au Parti communiste ; des groupes d'intellectuels ressentant profondément les atteintes à leurs libertés publiques qu'impose la censure ; et la classe ouvrière exigeant du gouvernement des améliorations de ses conditions de vie. Néanmoins, même si cette dernière dimension était largement majoritaire, on ne peut pas expliquer ces manifestations en invoquant des masses socialistes politiquement conscientes exigeant davantage de socialisme à une bureaucratie ankylosée.

Nous pouvons caractériser les protestations du 11 juillet en neuf points essentiels.

❶ **Dans leur grande majorité les manifestants n'étaient liés à aucune organisation contre-révolutionnaire, et les protestations n'étaient pas dirigées par des organisations contre-révolutionnaires.**

La principale cause des manifestations était le mécontentement face à la grave pénurie provoquée par la crise économique, les sanctions imposées par le gouvernement des États-Unis et la gouvernance critiquable et inefficace de la bureaucratie d'État. C'est un mécontentement qui tient au manque d'aliments et de produits de base ; à l'existence des magasins en monnaie librement convertible auxquels ne peuvent accéder que ceux qui ont des devises, et où se concentre une grande partie de l'offre des produits de base ; aux longues files d'attente pour acheter des aliments aussi élémentaires que le pain ; à la pénurie de médicaments ; aux restrictions visant les dépôts en banque de liquidités en dollars ; à la hausse des prix des services publics (à La Havane le tarif des transports en commun a augmenté de 500 %) ; à la réduction des services gratuits ; à une inflation galopante ; à la hausse du prix des produits de base ; aux incessantes coupures d'électricité... Tels sont les facteurs objectifs qui ont conduit à une situation propice à une explosion sociale.

N'oublions pas non plus que Cuba connaît sa plus grave crise économique depuis 30 ans. Il aurait fallu la venue de plus de 4 millions et demi de touristes et la stabilité des prix sur le marché international pour que le PIB croisse d'au moins 1 % en 2020. Mais Cuba n'a accueilli que le quart des touristes attendus, 1 million et demi, et l'économie mondiale est entrée en crise. La chute du nombre de touristes a provoqué la perte de quelque 3 milliards de dollars. Cuba importe près de 80 % des denrées alimentaires et y consacre 2 milliards de dollars. À part la Chine qui a bénéficié d'une faible reprise, tous les pays partenaires commerciaux de Cuba ont connu une récession économique.

Au mois de juin 2021, Cuba n'avait accueilli qu'à peine plus de 130 000 touristes. L'essentiel des réserves du pays ont été épuisées en 2020. Les dépenses liées à la prise en charge par l'État de la lutte contre le coronavirus ont lourdement pesé sur l'économie du pays. Il faut y ajouter les graves sanctions imposées par Trump que le président Biden n'a pas abrogées et qui ont encore aggravé les effets cumulés du blocus.

Mais ce ne sont pas les causes de la crise de l'économie cubaine qui importent aux travailleurs et à leurs familles quand ils se retrouvent devant leurs assiettes, et ce d'autant moins que la légitimité politique du gouvernement continue à se détériorer.

❷ **La légitimité politique du gouvernement s'est considérablement affaiblie.** Le discours politique officiel est loin d'être convaincant. Il ne touche pas la jeunesse. La propagande des organisations de jeunesse officielles lui reste étrangère. Le grand nombre de jeunes qui ont participé aux protestations en témoigne (sans qu'on puisse le chiffrer pour le moment). Au-delà, il y a l'impact du discrédit politique résultant d'années de crise et des erreurs accumulées globalement par l'administration gouvernementale. En outre, le gouvernement ne bénéficie plus aujourd'hui de la légitimité qu'avaient les dirigeants historiques de la Révolution. La coupure entre les dirigeants du pays et la classe ouvrière est chaque jour plus visible et met en cause des conditions de vie très inégalitaires.

❸ **Les protestations ont pris naissance dans les quartiers ouvriers et socialement défavorisés.** Les inégalités sociales sont un problème toujours plus présent dans la société cubaine. Pauvreté, baisse des aides sociales, précarité des politiques publiques et sociales, pénurie des aliments et des produits de base fournis par l'État, à quoi s'ajoute la dégradation des politiques

culturelles, telles sont les caractéristiques dominantes dans les quartiers périphériques ou défavorisés. La conscience politique s'y affaiblit et la rigueur de la précarité et de la simple survie prend le dessus sur l'idéologie. Le discours politique, qui plus est, se développe très souvent sans faire la jonction avec les nécessités quotidiennes des travailleurs. Pour les habitants des quartiers vulnérables plongés dans cette situation socio-économique, les dirigeants du pays ne sont vus que comme des gens qui bénéficient d'un niveau de vie élevé.

❶ **Les protestations n'ont pas un caractère majoritaire.** La majorité de la population continue à soutenir le gouvernement. Les manifestations ont effectivement reçu le soutien d'une partie des habitants des quartiers où les événements se sont produits, mais une partie importante de la population s'y est opposée et en a rejeté les revendications. Certes, les manifestations à La Havane ont réuni environ 5 000 personnes mais, objectivement, cela ne permet pas de dire qu'elles ont reçu un soutien majoritaire.

Malgré le discrédit politique qui affecte le gouvernement, il bénéficie toujours du capital politique de la Révolution et du prestige de Fidel Castro et il règne toujours en maître sur l'imaginaire socialiste. Ce sont ces éléments qui lui permettent dans une large mesure de bénéficier d'une considérable légitimité dans la majorité de la population.

Les mots d'ordre des manifestants n'étaient pas des revendications socialistes. Les mots d'ordre scandés principalement dans les manifestations étaient « la Patrie et la Vie », « Liberté » et des injures visant le président Miguel Díaz-Canel. « La Patrie et la Vie » est un mot d'ordre dérivé d'une chanson clairement de droite dont l'opposition vivant à Miami fait la promotion. Les autres revendications concernaient les libertés publiques, ce qui n'en fait pas pour autant des revendications à caractère socialiste.

Outre les protestations contre la censure et l'exigence de davantage de libertés publiques, le mot d'ordre « À bas la dictature » est revendiqué et capitalisé par la droite cubaine et la contre-révolution. Des membres de notre comité éditorial ont rencontré des manifestants qui n'étaient pas contre Fidel Castro ni contre le socialisme, mais qui étaient là pour réclamer de meilleures conditions de vie. Mais ces points de vue différents n'étaient pas explicites dans les manifestations.

❷ **Un groupe minoritaire d'intellectuels s'est engagé dans les protestations.**



Regroupés pour l'essentiel dans le mouvement du 27 N, ces intellectuels réclamaient des libertés publiques en particulier dans le domaine de la création et de l'expression. Mais ces revendications n'étaient pas au centre des protestations. C'est dû, dans une grande mesure, au fait que les revendications des intellectuels dissidents ne répondent pas aux attentes de la majorité de la population qui exige avant tout une amélioration de ses conditions de vie.

❸ **Le lumpenproletariat y a joué un rôle significatif.** Des groupes appartenant au lumpenproletariat ont joué un rôle important en se livrant à des actes de vandalisme et de saccage qui ont affecté le cours initialement pacifique des manifestations à La Havane.

Il est de plus en plus évident que la propagande contre-révolutionnaire a tenu un rôle organisateur dans les protestations. Même si ce n'est pas le principal facteur qui a provoqué ces manifestations, il est indéniable qu'une campagne de droite massive a été organisée à partir des États-Unis sur les réseaux sociaux, avec l'objectif clair de renverser le gouvernement. Cette campagne a eu un impact notable dans un important secteur de la population. Il faut avoir en tête que 4,4 millions de Cubains ont accès aux réseaux sociaux via leurs téléphones portables.

❹ **La fin des manifestations a été marquée par des violences.** À La Havane, à part quelques faits isolés, la manifestation partie du centre-ville s'est d'abord déroulée pacifiquement. Elle a ensuite dégénéré en un grave affrontement avec les forces de police et des personnes favorables au gouvernement quand les manifestants ont voulu se rendre sur la place de la Révolution, où se trouvent les sièges du Comité central du Parti communiste, du gouvernement, du ministère de l'Intérieur, du ministère des Forces armées révolutionnaires ainsi que les locaux des princi-

paux journaux nationaux.

Les affrontements violents ont été le fait des deux camps et ont provoqué des blessures graves parmi les civils. Des groupes violents se sont de leur côté livrés à des actes de vandalisme et ont attaqué avec des bâtons et des pierres les militants communistes et les sympathisants du gouvernement.

Pourquoi notre camarade Frank García Hernández, membre de notre comité éditorial, a-t-il été arrêté ?

Notre camarade Frank García Hernández se rendait chez une amie avec qui il se trouvait dès le début des manifestations quand il s'est trouvé par hasard là où se sont produits les affrontements violents près de la place de la Révolution, alors que ces affrontements venaient de prendre fin. Notre camarade Frank avait assisté à la manifestation dès le début, mais en sa qualité de militant du Parti communiste. C'est quand Frank et son amie ont pensé que les manifestants étaient en train de quitter le parc Máximo-Gómez (vers 18 heures), qu'ils ont décidé de se rendre chez elle. Elle habite à 200 mètres à peine de l'endroit où se sont produits les affrontements opposant les manifestants et les forces de police qui cherchaient à empêcher l'accès des manifestants à la place de la Révolution.

D'après notre camarade, alors qu'ils arrivaient à l'angle des rues Ayestarán et Aranguren, ils ont entendu des tirs en l'air. Ils se sont retrouvés au sein d'un groupe favorable au gouvernement qui était accompagné par des forces de police. C'est alors qu'il a rencontré par hasard Maykel González, directeur de la revue *Tremenda Nota* qui défend les droits des LGBTIQ, une publication qui a reproduit les textes de *Comunistas*. Maykel

Cuba

González avait participé à la manifestation, dès le début, et jusqu'aux affrontements violents opposant les deux groupes, en s'associant aux manifestants mais sans se livrer à aucun acte de violence.

Alors que les manifestations prenaient fin, un officier de police a arrêté Maykel González en l'accusant à tort d'avoir jeté des pierres contre les forces de l'ordre. Frank, toujours présent, a alors essayé, calmement, en sa qualité de militant du Parti communiste, d'obtenir que l'officier renonce à arrêter Maykel. C'est dans ces conditions qu'il a lui-même été arrêté. Le policier l'a accusé de s'être livré à des actes de violence et d'avoir fait partie des manifestants. Les autorités ont reconnu par la suite la fausseté de ces accusations.

L'arrestation s'est produite aux environs de 19 heures. Ils ont tous deux été conduits au commissariat de police le plus proche. Par la suite, à 1 h 30 du matin, Frank a été transféré dans un autre centre de détention où les faits ont été rapidement éclaircis et où il a été reconnu qu'il n'avait pas participé à des actions violentes et qu'il ne faisait pas non plus partie du groupe hostile aux manifestants. Frank et Maykel ont été libérés lundi 12 juillet vers 20 heures. Frank témoigne qu'il n'a subi AUCUN mauvais traitement ni aucune forme de torture, pendant sa détention qui a duré un peu plus de 24 heures.

Actuellement, il n'est pas assigné à résidence, mais il est soumis à une mesure préventive qui limite ses possibilités de déplacement à ses activités professionnelles et à des rendez-vous médicaux. Il n'est pas tenu de rendre compte quotidiennement de ses déplacements aux autorités policières. Ces dispositions font partie de la procédure légale suivie jusqu'à ce que soit reconnue officiellement sa non-participation à des actes de violence et à la manifestation.

La rédaction de *Comunistas* exprime sa reconnaissance devant la puissante vague de solidarité internationale organisée pour exiger la libération de Frank García Hernández. Nous rendrons compte prochainement de cette campagne internationaliste en témoignant notre gratitude aux personnes et aux organisations qui se sont mobilisées pour obtenir la libération de notre camarade.

Nous tenons à souligner que lors des

manifestations aucun autre membre de notre comité éditorial, aucun collaborateur ou sympathisant de notre publication n'a été arrêté. Pour autant, invoquant ne serait-ce que des considérations élémentaires de justice révolutionnaire, nous tenons à réclamer la libération immédiate des autres personnes détenues lors des manifestations du 11 juillet, sous réserve qu'elles n'aient pas commis d'actes qui aient pu mettre en danger la vie d'autres personnes.

Post-scriptum. Au moment où nous publions cette déclaration, nous prenons connaissance des appels à manifester lancés à la fois par le gouvernement et par l'opposition. Les deux parties auraient appelé à se rassembler au même endroit à La Havane, un lieu connu sous le nom de la Piragua.

Nous dénonçons ces deux appels que nous considérons irresponsables, compte tenu de la gravité de la situation sanitaire due au coronavirus, avec 6 000 contaminations par jour. Nous condamnons avec plus de force encore tout acte de violence éventuel qui se produirait lors d'affrontements entre les deux parties. ■

Quelque part à Cuba, 17 juillet 2021

Un mois après le 11 juillet*

Un mois après les manifestations qui ont eu lieu à Cuba le 11 juillet, le gouvernement n'a pas apporté de grands changements et la crise économique et sanitaire reste au même niveau de gravité. De cette manière, les problèmes à l'origine des manifestations restent pratiquement inchangés.

L'adoption de la loi sur les PME n'est pas une conséquence des manifestations. Il suffit d'analyser le discours officiel et les pratiques politiques pour se rendre compte que la direction suprême du pays s'oriente de plus en plus vers les réformes libérales inspirées du Vietnam – le fameux Doi Moi – lesquelles s'inspirent fortement de Deng Xiaoping. L'adoption de cette loi était une décision préparée à l'avance par le gouvernement, et si elle a été ralentie c'est en raison de l'opposition de l'aile fidéliste. En tout cas, les manifestations ont été un accélérateur pour son approbation.

L'un des rares changements a été d'autoriser l'entrée d'aliments et de médicaments exemptés d'impôts. Mais même ce léger palliatif souffre de l'inefficacité bureaucratique.

En outre, le peuple cubain attend toujours une autocritique publique du gouvernement, où les erreurs qui ont conduit au

11 juillet seraient exposées de manière convaincante. En même temps, une clarification des événements du 11 juillet est nécessaire, car le discours officiel ne présente qu'une seule version des événements et une bonne partie de la société en est consciente. Un mois après les manifestations, de nombreuses personnes arrêtées alors ne savent toujours pas si elles seront jugées ou si elles devront attendre patiemment qu'on leur notifie la fin de leur mesure préventive.

Un mois après le 11 juillet, les causes qui ont conduit aux manifestations sont toujours présentes, la crise économique actuelle sera très difficile à surmonter, et à tout cela s'ajoute le malaise généré par le traitement des manifestations par le gouvernement, tant pendant qu'après les événements.

Il est frappant de constater que le gouvernement n'a pris aucune mesure qui impliquerait davantage de participation de la classe travailleuse dans la prise de décision, tant sur le plan économique que politique. Dans le même temps, le gouvernement continue de minimiser et de criminaliser les manifestations, ce qui génère davantage de mécontentement et renforce le discours de la droite.

Malgré tout cela, il est très probable qu'un autre 11 juillet ne se produira pas, du moins pas dans les mois à venir. Bien que l'idée se répande que la protestation a été utile parce que certains changements ont été constatés, il y a aussi la perception que le risque est trop grand par rapport à ce qui a été gagné. Beaucoup de celles et ceux qui appellent sur les réseaux sociaux à descendre dans la rue n'ont pas participé aux manifestations du 11 juillet.

Le 11 juillet a été le point culminant de la grave crise politique que traverse le gouvernement cubain et qu'il ne veut pas reconnaître. Il s'agit là d'un élément clé pour comprendre les manifestations du 11 juillet : la crise que vit Cuba aujourd'hui n'est pas seulement économique et sanitaire mais, bien plus profondément, la crise actuelle est politique et idéologique. Bien qu'il ne l'admette pas publiquement, le gouvernement le sent et c'est pourquoi il prend des mesures coercitives fortes contre les personnes arrêtées lors des manifestations : il veut donner une leçon à celles et ceux qui ont participé aux plus grandes manifestations depuis le triomphe de la Révolution. Cependant, il ne fera pas disparaître la crise politique de cette manière, il ne fera que l'aggraver. ■

Quelque part à Cuba, le 11 août 2021

* Cette déclaration du comité éditorial de *Comunistas* a été publiée par la revue en ligne le 11 août 2021 (<https://www.comunistascuba.org/2021/08/a-un-mes-del-11-de-julio-declaracion-de.html>) et traduite en français et en anglais pour publication sur le site web de la IV^e Internationale (<https://fourth.international/amerique-latine/364>).

Actualisation de la Révolution

Par
Mario Valdés Navia*

Si, en Europe, la France a été le pays des révolutions au cours des XVIII^e et XIX^e siècles, Cuba a été le pays des révolutions en Amérique latine entre la seconde moitié du XIX^e siècle et celle du XX^e. En moins d'un siècle, quatre profondes révolutions ont radicalement transformé les fondements de la Colonie (1868-1878 ; 1895-1898) et de la République (1930-1935 ; 1956-1958). Dans la psychologie populaire, le terme « *Révolution* » est devenu un mythe et une épopée.

Après le triomphe de 1959, commence ce que Fernando Martínez a appelé à juste titre « *la Révolution socialiste de libération nationale* » (1), bien que la bureaucratie hégémonique et ses serviteurs l'aient rebaptisée à leur convenance « *Révolution au pouvoir* ».

Soixante ans après les événements qui ont fait de Cuba l'île de la liberté, le monde a profondément changé. Économiquement, politiquement et culturellement, l'humanité s'est intégrée à l'échelle planétaire à l'ère de la mondialisation.

Dans ce nouveau contexte du XXI^e siècle, que reste-t-il de la révolution cubaine et que faut-il faire pour son actualisation indispensable ?

① Depuis la guerre de Dix Ans (2) jusqu'à aujourd'hui, le concept de *révolution* s'est inséré dans le langage politique cubain de telle sorte que différentes positions politiques ont cherché à le monopoliser. Alors que pendant la période coloniale, les révolutionnaires étaient les séparatistes qui avaient opté pour la lutte armée afin d'obtenir l'indépendance, pendant la Première République (1902-1930) le terme a été utilisé pour désigner les généraux et les médecins militaires de l'Armée de libération nationale, qui ont monopolisé la politique nationale pendant trois décennies en exploitant leur passé révolutionnaire.

Les conservateurs s'appelaient ainsi parce qu'ils prétendaient « *conserver et défendre les idéaux de la Révolution* »,

tandis que les libéraux se disaient les continuateurs des principes libertaires, démocratiques et populaires de la jungle. En particulier, les partisans de José Miguel Gómez (3) s'appelaient eux-mêmes « *les historiques* » et leur faction libérale « *le parti du peuple cubain* ».

Lorsque l'ouragan de la Révolution des années trente a balayé cette république amendée et a donné naissance à la seconde (1936-1958), tous les partis qui en sont issus se sont considérés comme révolutionnaires. Même Batista a apprécié ce terme, car il voulait être considéré comme dirigeant d'une révolution militaire victorieuse, et non d'un coup d'État qui a renversé Machado le 4 septembre 1933.

La plus importante des nouvelles organisations politiques nées de la révolution des années trente, le Parti révolutionnaire cubain (authentique), s'est approprié le nom de l'organisation de Martí. Lorsque sa faction la plus radicale, dirigée par Chibás, rompt avec l'authenticité de Grau et Prío, le nom adopté est une tentative de sauvetage du terme sacré : Parti du peuple cubain (orthodoxe) – celui des vrais révolutionnaires.

Même le PSP réformiste (4) avait sa propre conception de la vraie révolution, créée par son président Juan Marinello, qui faisait appel aux urnes et aux alliances pour obtenir le pouvoir politique et rejetait la lutte armée. L'imposition de la dictature de Batista ruinerait ce système de démocratie représentative et laisserait le chemin de la lutte armée pour la restaurer.

Tous les insurgés radicaux des partis opposés au dictateur se considéraient comme des révolutionnaires : MR-26-7, DR-13-3, Deuxième Front national de l'Escambray, Organisation Authentique, Triple A, etc. C'est pourquoi en janvier 1959 il y eut une situation ambivalente : pour certains, avec la fuite de Batista et le rétablissement de la Constitution de 1940, la révolution était terminée ; pour d'autres, elle ne faisait que commencer.

Pour la mener à bien, dès le 7 février, les dirigeants du noyau dur ont adopté la

loi fondamentale de 1959, qui a dissous les organes représentatifs de l'ancienne République et conféré les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire au nouveau Conseil des ministres. L'organe tout puissant des révolutionnaires les plus radicaux de la Sierra et du Llano était prêt à agir. Commencerait alors la révolution pour transformer le pays pour le bien des majorités et créer un nouveau Cuba à vocation socialiste.

Pendant une décennie, le gouvernement révolutionnaire a promulgué, avec un large soutien populaire, des mesures qui ont démantelé le modèle social précédent et tenté d'en créer un autre, plus productif et à la fois plus juste et équitable, qui n'a jamais fonctionné comme prévu. À l'unisson, le pays était sur le pied de guerre pour faire face aux agressions extérieures et intérieures ; en conséquence, la composante militariste gagnait du terrain dans le sens commun de la nation jusqu'à devenir une partie inaliénable de la nouvelle société.

Face à la politique de coexistence pacifique entre les deux systèmes, prônée par l'URSS et le camp socialiste européen, la Chine, le Vietnam, la Corée du Nord et Cuba, pour leur part, se montrent réticents et défendent le droit à la violence révolution-

* Mario Valdés Navia, professeur de pédagogie et d'histoire, chercheur, fait partie de l'équipe de rédaction de la revue cubaine alternative en ligne *La Joven Cuba*. Cet article a été publié le 28 août 2021 par *La Joven Cuba* : <https://jovencuba.com/actualizacion-de-la-revolucion/> (Traduit de l'espagnol et annoté par JM).

1. Fernando Martínez, *El corrimiento hacia el rojo*, Letras Cubanas, 2001, p. 5.

2. La guerre des Dix Ans (1868-1878), dite aussi Guerre de 68, ou Grande Guerre, est la première tentative de Cuba pour obtenir l'indépendance. Elle se solde finalement par le maintien de la présence espagnole. L'insurrection recommence en 1895 avec la guerre d'indépendance cubaine.

3. José Miguel Gómez (1858-1921) a rejoint la révolution le 11 septembre 1895, a été désigné membre de l'Assemblée qui a rédigé la Constitution de la République de Cuba, puis général. Élu président de la République en 1908, il fait massacrer le soulèvement du Parti indépendant de couleur, qui lutte pour l'égalité et la reconnaissance des Noirs dans la nouvelle société cubaine. Surnommé « *Tiburón* » (le requin), car « *cuando il prend son bain, il élabousse* » (allusion à la répartition des charges publiques entre ses proches). Ayant perdu les élections en 1913 et en 1917, il tente un coup d'État militaire et est obligé de s'exiler aux États-Unis.

4. Le Parti socialiste populaire (avant Union communiste révolutionnaire, avant Parti communiste cubain), stalinien, a soutenu la candidature de Batista en 1940 et deux de ses dirigeants les plus connus, Juan Marinello et Carlos Rafael Rodríguez, ont été ministres en 1940-1944. En 1953, le PSP a été interdit par Batista, ce qui ne l'a pas empêché de condamner l'assaut de la Moncada par Fidel Castro et ses camarades, en tant que « *activités putschistes et aventurières de l'opposition bourgeoise* ». Cf. Alina B. López, « *La concepción de la Revolución Verdadera en el pensamiento político de Juan Marinello* », dans *Segundas Lecturas*, Ediciones Matanzas, 2015.

Cuba

naire pour détruire le capitalisme. Fidel l'a résumé dans une phrase lapidaire que le Che et ses partisans de la guérilla porteront dans tout le tiers-monde : « *le devoir d'un révolutionnaire est de faire la révolution* ».

② Au milieu des années soixante, le bureaucratisme était perçu comme une manifestation de l'idéologie petite-bourgeoise qu'il fallait déraciner pour mener à bien le processus tant attendu de construction simultanée du socialisme et du communisme par la formation de l'homme nouveau. Par conséquent, le *Granma* nouvellement créé l'a dénoncé sans équivoque : « *Avec le triomphe de la révolution socialiste, la bureaucratie acquiert une nouvelle qualité (...) toute la bureaucratie, qui était auparavant dispersée et fragmentée, est vertébrée verticalement par l'appareil d'État et, dans un certain sens, organisée et renforcée (...) En plus de son organisation et de sa croissance numérique, la bureaucratie acquiert un nouveau pouvoir dans ses relations avec les moyens de production et, par conséquent, avec l'activité politique. Lorsque la révolution a triomphé et que la direction de l'économie est passée aux mains de l'État, la bureaucratie est intervenue dans la direction de la production, dans le contrôle et le gouvernement des ressources matérielles et humaines du pays. De fonctionnaires subalternes, sans possibilité de décider des problèmes politiques et administratifs, ils en sont venus à occuper des positions décisives sur les moyens de production et la politique. En d'autres termes, il y a eu un changement dans leur relation avec la vie du pays. Cet appareil a une certaine relation avec les moyens de production, distincte du reste de la population, qui peut transformer les positions bureaucratiques en un lieu d'accommodement, de stagnation ou de privilège. C'est le problème le*

5. « La lucha contra el burocratismo : tarea decisiva » (La lutte contre le bureaucratisme : une tâche décisive), *Granma*, cité dans *Lecturas de filosofía*, t. II, pp. 643-647.

6. En 1970 la « Zafra » (récolte de la canne à sucre) devait atteindre dix millions de tonnes et la population a été mobilisée pour couper la canne à sucre. Ce fut un échec.

7. Organización Superior de Dirección Empresarial (OSDE) correspond à la direction de branche dans le système soviétique, un niveau de direction intermédiaire entre l'entreprise et le ministère.

8. « Uchronie » signifie « l'utopie dans l'histoire ». Le terme a été inventé par le philosophe français Charles Renouvier (1815-1903). L'écrivain pacifiste Régis Messac a donné en 1936 cette définition de l'uchronie : « *Terre inconnue, située à côté ou en dehors du temps, (...) où sont relégués, comme des vieilles lunes, les événements qui auraient pu arriver, mais ne sont pas arrivés* ».

plus profond et le plus important dans la lutte contre le bureaucratisme ! » (5)

Granma attribuait au parti la mission historique de freiner la bureaucratie, à condition qu'il soit « *toujours jeune, toujours impétueux ; jamais stagnant. Un parti toujours créatif et fondu dans les masses, jamais un parti qui se résigne à essayer de répéter ce que d'autres ont déjà fait, sans en faire d'abord une évaluation critique* ». En revanche, il prédisait que s'il ne gagnait pas cette bataille, s'il stagnait et tombait lui-même dans la grisaille bureaucratique, il deviendrait un corps privilégié, incapable d'assumer son rôle d'avant-garde et de développer la conscience des masses.

Face à cet assaut, la bureaucratie a résisté à la tempête et a cédé du terrain, pour ensuite se métamorphoser et continuer à se doter de nouvelles ressources idéologiques. Elle s'est rapidement approprié le terme de « *Révolution* » – comme Staline s'était auparavant approprié les termes de marxisme et de léninisme pour les unir à sa manière. De cette façon, le monopole du pouvoir des bureaucrates allait être démagogiquement identifié aux objectifs du peuple, de la nation et même de la révolution mondiale.

En 1970, l'échec de la *Zafra des six millions* (6) mit fin au projet d'un socialisme national-libérateur et anti-bureaucratique qui n'était pas une copie du modèle soviétique. Dans la bouche de la bureaucratie au pouvoir, la « *Révolution au pouvoir* » serait désormais un fétiche représentant la triade Gouvernement/Parti/État.

La révolution ne se ferait plus par des initiatives d'en bas, mais par des orientations d'en haut ; les masses ne la dirigeraient pas, mais s'y joindraient, elles y seraient incorporées, elles seraient convoquées et, pour cela, elles devaient être fidèles, loyales et prêtes à tous les sacrifices. Pour qui ? Pour la révolution des humbles, ou pour le *statu quo* établi à leur image et à leur convenance par les bureaucrates ?

On apprit rapidement que les cadres qui commettaient des erreurs pouvaient être *tronados*, c'est-à-dire chassés de leurs postes, mais non écartés de la révolution, ni de la caste (nomenklatura). On leur réservait ce qu'on appelait le *plan pyjama*, après quoi ils étaient recyclés vers d'autres postes et ne revenaient presque jamais dans le secteur de la production ou de services dont ils étaient issus.

Le processus d'institutionnalisation (1976-1980) et la nouvelle division politico-administrative ont multiplié la bureaucratie à une échelle géométrique par « *l'homolo-*

gisme » (la prolifération verticale de postes et de fonctionnaires homologues aux niveaux national, provincial et municipal) avec sa cohorte supplémentaire de chefs de bureau, de conseillers, de techniciens, de commissions de travail, de secrétaires, d'assistants, de chauffeurs et autres. La création de nouveaux ministères, comités d'État, entreprises, syndicats, OSDE (7), chaînes commerciales, etc. a eu un effet similaire.

Au début des années 1990, la guerre froide a pris fin avec la disparition de l'URSS et du camp socialiste européen, et cette débâcle a entraîné avec elle les perspectives historiques du modèle étatiste-bureaucratique. Sa permanence à Cuba, comme exemple d'une « *Révolution au pouvoir* » qui défend ses conquêtes, semble être plus une uchronie (8) qu'un anachronisme.

Depuis des années, les hauts fonctionnaires cubains sont devenus propriétaires à part entière des moyens de production, tandis que les autres citoyens ne le sont que dans les discours. Ils accaparent l'usufruit du revenu national produit par le peuple travailleur et prennent les décisions qui incombent à tous les citoyens. C'est pourquoi la question de la libre participation populaire comme alternative à la représentation bureaucratique traditionnelle devient une confrontation vitale dans la lutte de classe entre les secteurs de la bureaucratie au pouvoir et le reste du peuple.

Il faut une nouvelle relation de la direction avec le peuple, où ce dernier ne peut plus être perçu comme un public complaisant, mais comme une collectivité diverse et critique, afin que nous puissions sortir du calvaire constant dans lequel nous vivons, où les bureaucrates, loin d'exiger du peuple une loyauté et une discipline permanentes, les lui doivent en tant que serviteurs des travailleurs ordinaires qui les entretiennent.

L'histoire du socialisme au XX^e siècle a montré que lorsque son pouvoir est en danger et qu'elle doit choisir entre le capital et les travailleurs, le choix naturel de la haute bureaucratie est de se convertir en bourgeoisie, en trahissant et en abandonnant les secteurs populaires à leur sort. À Cuba, il est de notre responsabilité de faire en sorte que cela n'arrive jamais, c'est pourquoi l'actualisation de la révolution aujourd'hui signifie faire ce qui a été reporté dans les années 1960 : la révolution anti-bureaucratique, à la poursuite d'un socialisme de plus en plus autogéré, libératoire, démocratique et participatif. ■

Élections primaires 2021 Punition pour le gouvernement et de nombreux points d'interrogation

Par
Eduardo Lucita*

Dimanche 12 septembre ont eu lieu les élections primaires (1), dont les résultats ont surpris tant le parti au pouvoir que l'opposition, ainsi que les principaux analystes. Si ce vote se répète dans deux mois pour les élections législatives, la coalition au pouvoir Frente de Todos (2) perdrait sa majorité absolue au Sénat, tandis que le parti de droite Juntos por el Cambio (3) deviendrait le premier groupe à la Chambre des députés et consoliderait sa position d'alternative pour 2023. Ces élections internes ont également révélé la progression d'une droite ultralibérale et anti-politique (qui a de nombreuses ressemblances avec le bolsonarisme brésilien et le Vox espagnol) et, en contrepartie, la présence d'une gauche anticapitaliste qui a réussi à se positionner comme la troisième force au niveau national, bien qu'à une grande distance des forces hégémoniques.

États d'esprit

Le climat préélectoral n'était pas des meilleurs, et pas seulement à cause de la pandémie, des craintes de contagion, voire de la résurgence du variant Delta. L'apathie et le désintérêt ont dominé la scène, reflet d'une campagne dépourvue d'idées et de débat politique sérieux, comme en témoigne le taux d'abstention de 33 %, le pire résultat depuis le rétablissement du régime libéral-démocratique.

C'est ce que montrent les analyses quantitatives (questionnaires) et qualitatives (discussions) : désillusion et colère face à l'absence de solutions aux principaux problèmes qui touchent les travailleurs : pandémie, baisse structurelle des salaires et des pensions, chômage, inflation galopante et pauvreté croissante dans un contexte de fort ajustement des dépenses budgétaires.

Enfin, il y a quelque chose de plus fondamental : une sorte de déconnexion entre



les citoyens et la politique et les politiciens, d'une part, et une attitude négative face à l'absence de débat sérieux sur les problèmes concrets du pays, d'autre part. La faible participation des jeunes (sur environ 34 millions d'électeur-es, 7 millions ont entre 16 et 25 ans) contrairement à ce qui se passait il y a dix ans, complète le tableau.

Tout cela a abouti à une campagne aussi fade que vide. Le passé (des débats sur qui a le plus endetté le pays ou s'il était correct de maintenir le très large confinement initial) a été davantage discuté que l'avenir (les propositions pour sortir de la crise ou quel projet post-pandémie pour le pays). Pour le FdT pro-gouvernemental, il s'agissait de gagner 10 nouveaux sièges au Parlement afin d'atteindre la majorité absolue. Pour la coalition d'opposition de droite, JxC, son but était simplement négatif (entraver les objectifs du gouvernement) avec l'argument banal que « nous sommes à sept sièges de devenir le Venezuela ».

Les résultats

Juntos por el Cambio, qui a gagné dans 17 des 24 districts, a obtenu 40 % des voix tandis que Frente de Todos en a obtenu 30,55 % (le plus faible pourcentage obtenu par le péronisme depuis 1983 à ce jour), soit une différence d'un peu plus de deux millions de voix. Non seulement le FdT n'a pas réussi à augmenter le nombre

de ses sièges au Parlement, comme c'était son objectif, mais il en a perdu neuf, tandis que JxC a conservé les sièges qu'il avait déjà mais n'en a pas gagné de nouveaux. C'est sur l'abstention et le vote blanc que se sont portés centralement les votes que

* Eduardo Lucita fait partie du collectif argentin EDI (Économistes de gauche) et milite dans la IV^e Internationale.

1. Les élections primaires appelées PASO (primaires ouvertes, simultanées et obligatoires) existent depuis 2009. Elles définissent par un vote obligatoire (pour les plus de 18 ans, entre 16 et 18 ans le vote est autorisé, mais non obligatoire) dans chaque circonscription, quelles listes seront habilitées à se présenter aux élections nationales et de plus permettent à chaque liste de choisir ses candidats. Seules les listes dépassant 5 % des suffrages exprimés ont le droit de se présenter. Les élections législatives de 2021 renouvellent la moitié de la chambre des députés, soit 127 sièges dans l'ensemble du pays et un tiers du sénat, soit 24 sénateur-es dans 8 provinces. L'abstention est sanctionnée par une amende d'un montant variant entre 50 et 500 pesos argentins, et par l'interdiction d'occuper des fonctions ou des emplois publics pendant trois ans.

2. Le Front de Tous (FdT) est une coalition créée pour les élections de 2019. Il a permis à Alberto Fernández (président) et à Cristina Fernández de Kirchner (vice-présidente) de remporter la présidentielle de 2019. Autour du Parti justicialiste (péroniste) il regroupe 18 autres partis du centre et centre-gauche, se réclamant du péronisme, du kirchnerisme, du radicalisme, de la social-démocratie et même... du communisme, dans ses versions post-staliniennes ou post-maoïstes.

3. Ensemble pour le changement (JxC) est une coalition constituée en 2019 pour tenter de faire réélire le président sortant, Mauricio Macri, sans succès. Elle regroupe les partis néolibéraux traditionnels mais aussi un courant péroniste.



le parti a perdus, tandis que l'opposition de droite a obtenu les mêmes pourcentages, ou légèrement moins, que lors de l'élection précédente. La droite ultralibérale ne s'est présentée que dans deux districts, obtenant un total de 7,13 %, ce qui pourrait conduire à 4 sièges à la Chambre des députés. Il est possible qu'une partie de ces votes soit due à des désertions de JxC, mais il est également possible que beaucoup de ces votes soient le fait de jeunes (y compris ceux qui votent pour la première fois), mécontents de la situation générale et ne voyant aucune perspective d'avenir (en Argentine, on peut voter dès l'âge de 16 ans, bien que le vote ne soit pas obligatoire, comme pour les plus de 18 ans).

La gauche anticapitaliste

Avec 7,29 % des voix (1 600 000), elle a réalisé un score électoral que l'on peut considérer comme historique au niveau national, surtout dans le contexte de la polarisation. De toutes les organisations qui composent cet espace (toutes issues du trotskisme, inexplicablement divisés

4. Le Front de gauche et des travailleurs (FIT) a été formé en 2011 pour présenter des candidatures aux élections, par le Parti ouvrier (PO, anciennement Politique ouvrière, fondé en 1964, qui se donne pour but la « refondation de la Quatrième Internationale »), le Parti des travailleurs socialistes (PTS, issu d'une scission en 1988 du Mouvement pour le socialisme dirigé par Nahuel Moreno, accusant ce dernier de « national-trotskysme » ; il construit une « Fraction Trotskyste-Quatrième Internationale ») et la Gauche socialiste (IS, créé en 2006, se voulant continuatrice de Nahuel Moreno et construisant l'« Unité internationale des travailleurs-Quatrième Internationale »). En 2013 le FIT-U a remporté 5,11 % des suffrages et obtenu 3 députés (deux PO et un PTS) et en 2015 un quatrième député national (PTS). En 2019 le Mouvement socialiste ouvrier (MST, issu d'une scission de 1992 du Mouvement pour le socialisme, entre 2007 et 2020 il s'était rapproché de la IV^e Internationale, en tant qu'observateur, avant de décider de construire la Ligue socialiste internationale, LIS-ISL) a rejoint le front, devenu alors le FIT-U (FIT-Unité).

électorale), le Frente de Izquierda y los Trabajadores-Unidad (4) – qui regroupe le Partido Obrero (PO), le Partido de los Trabajadores por el Socialismo (PTS), Izquierda Socialista (IS) et le Movimiento Socialista de los Trabajadores (MST) – était la seule force capable d'avoir une représentation parlementaire. Il a obtenu 6,25 % des voix, ce qui signifie qu'il pourrait conserver ses deux sièges actuels et en gagner deux autres. Il convient de noter qu'il a non seulement obtenu de très bons résultats dans deux des principales circonscriptions du pays (la capitale fédérale et la province stratégique de Buenos Aires), mais aussi dans d'autres provinces, avec des pourcentages allant de 7 % à 9 %, jusqu'à un surprenant 23 % dans la province septentrionale de Jujuy (le candidat, qui pourrait devenir député, est d'origine indigène).

Les votes obtenus par la gauche proviennent des secteurs touchés par la crise. Son électorat a un fort contenu ouvrier et populaire, tout en recueillant également le soutien des mouvements féministes, écologistes, anti-extractivistes...

Un autre fait est que le MST a présenté ses propres candidats aux élections internes, obtenant des pourcentages plus qu'intéressants dans plusieurs districts. Il proposait la discussion sur la manière d'élargir le front en intégrant d'autres groupements plus identifiés à ce qu'on peut appeler la gauche populaire et qui font partie de la richesse et de la diversité de la gauche anticapitaliste en Argentine.

D'ici à novembre et au-delà

Bien qu'il s'agisse d'une élection primaire pour les futures élections législatives, la présidentielle de 2023 a dominé toute la campagne, voire l'événement électoral lui-même. De ce point de vue, les résultats provisoires attendus en novembre imposent déjà la réorganisation/reconfi-

guration interne des deux grandes coalitions qui ont dominé le scrutin. La coalition pro-gouvernementale envisage également une restructuration ministérielle du gouvernement afin de faire face à la crise économique et à sa propre crise politique.

Dans le cas de l'opposition de droite, qui a organisé des élections internes dans de nombreuses circonscriptions, les résultats ont renforcé l'aile moins conflictuelle ou plus orientée vers le dialogue, dans une double perspective : les politiques publiques sur lesquelles s'accorder pour surmonter la crise et la sélection du prochain candidat à la présidence, pour laquelle plusieurs candidats se sont déjà présentés.

Au sein du parti au pouvoir, le fort vote de sanction a ouvert un grand débat à deux niveaux :

❶ D'abord, comment récupérer des voix pour les élections législatives de novembre – au moins pour réduire le niveau de défaite – sachant que les citoyens sont toujours plus nombreux à voter aux élections finales qu'aux primaires. Une politique plus distributive est à l'horizon immédiat. Mais elle nécessitera une émission monétaire plus importante. Comment rendre cela compatible avec la nécessité, afin d'éviter un nouveau défaut de paiement, de conclure des accords avec le FMI et le Club de Paris qui imposent leurs conditions concernant le déficit budgétaire ?

❷ Ensuite, comment utiliser les deux années restantes du gouvernement pour reconquérir une chance d'emporter l'élection présidentielle, alors qu'aujourd'hui ses principales figures ont été fortement dévaluées. Les termes du débat évoluent entre la soi-disant « radicalisation », comprise comme un contrôle accru et une plus grande intervention de l'État, et l'accord avec l'opposition et le capital le plus concentré, offrant comme contrepartie que le péronisme a démontré une fois de plus au cours de ces deux années de gouvernement sa capacité reconnue à maintenir la gouvernance tout en évitant les troubles sociaux.

Le vote pour la gauche anticapitaliste est utile pour renforcer le discours critique du système, pour faire avancer les revendications, pour dénoncer l'accord avec le FMI, pour interpeller les secteurs critiques au sein du gouvernement, mais aussi pour renforcer la présence dans les mobilisations. Les deux prochaines années seront décisives, soit le gouvernement change de cap dans une direction plus progressiste et populaire, soit il finira par ouvrir la voie au retour de la droite. ■

Buenos Aires, 14 septembre 2021

Le génocidaire Bolsonaro, la crise et le 7^e congrès du PSOL

Par
Pedro Fuentes*

Après la défaite de Trump, Bolsonaro a fait du Brésil un acteur clé de la droite autoritaire mondiale. Cette dernière a été affaiblie par la défaite de son principal leader et lors des élections dans divers pays européens, mais elle reste une menace dans le cadre de la crise de domination globale en cours.

C'est pourquoi beaucoup dans le monde, et en particulier des larges secteurs démocratiques, ont désormais les yeux tournés vers le Brésil. Les mobilisations anti-Bolsonaro se poursuivent, et ont fait un retour en force le 2 octobre, la probabilité d'une défaite électorale de Bolsonaro et la possibilité que Lula – désormais libéré des poursuites judiciaires – revienne au gouvernement sont aussi en hausse.

Il va sans dire que la défaite de Bolsonaro – et c'est la tâche de l'heure – peut venir de la mobilisation de rue, qui ouvrirait les conditions d'un impeachment (destitution), ou du vote pour un futur gouvernement Lula. Lula est pour l'instant en tête des sondages dans tous les scénarios et l'emporterait avec une large marge sur Bolsonaro.

Dans de larges secteurs démocratiques et de gauche, logiquement, la perspective d'un retour au pouvoir de Lula produit attente et sympathie. Parallèlement à ces attentes, les avant-gardes les plus à gauche, celles qui ont émergé dans les dernières luttes et les secteurs anticapitalistes, regardent aussi en direction du PSOL. Ces deux attitudes coexistent, bien que plus spécifiquement le PSOL soit considéré, à juste titre, comme une alternative plus à gauche et que, même s'il est minoritaire par rapport au PT, il influence au niveau national la lutte politique contre Bolsonaro.

Le fait que les deux partis soient aujourd'hui dans l'opposition amène de nombreux secteurs à confondre le rôle que l'un et l'autre ont joué et joueront à l'avenir



dans la politique nationale. Nous disons cela parce que cette unité d'objectif immédiat n'efface pas les différences qualitatives entre ces deux partis, marquées dans la décennie et demie qui s'est écoulée depuis la fondation du PSOL, lorsque les député-es radicaux Luciana Genro, Baba et Heloisa Helena ont été exclus du PT pour avoir refusé de voter la réforme des retraites des travailleurs publics. La taille du PSOL peut être évaluée en considérant ses 200 000 adhérents un peu comme des sympathisants. C'est le parti qui a le plus grandi, avec un bloc de 9 députés fédéraux et environ 20 000 militants actifs.

L'expulsion des radicaux fut une mesure cohérente avec la politique suivie par le PT tout au long de ses 15 années de gouvernement. Quelques mois avant les élections qui l'ont mené à la victoire en 2002, il a publié une « Lettre au peuple brésilien » (en réalité une lettre aux banquiers) dans laquelle il promettait de respecter tous les accords et exigences du FMI. Et il a tenu sa promesse. C'est un gouvernement qui, dès le début, a intégré de hauts représentants de la bourgeoisie dans sa composition ministérielle. Un important producteur de soja (Rodriguez) était ministre de

l'Agriculture, un ancien membre du conseil d'administration international de la banque de Boston (Mierelles) gérait la Banque centrale, un représentant de l'industrie manufacturière (Furlan) était secrétaire des industries et l'industriel du Minas Gerais, José de Alencar, était le vice-président. C'est une période au cours de laquelle le secteur bancaire (capital financier) a accumulé d'énormes bénéfices, et les grandes entreprises du bâtiment se sont transformées en multinationales brésiliennes qui ont étendu leurs tentacules en Amérique latine et en Afrique. Un seul nom résume tout cela : Odebrecht, le groupe de BTP qui a dominé la réalisation de grands projets en Amérique latine et dans certains pays d'Afrique, connu pour son recours à la corruption pour remporter les appels d'offres.

Sur le plan politique, le PT s'est allié à deux partis bourgeois traditionnels qui, depuis la chute de la dictature, ont toujours été au pouvoir dans tous les gouvernements : le MDB (Mouvement démocratique brésilien) de Michel Temer, vice-président

* Pedro Fuentes est fondateur du PSOL et dirigeant national du parti et du Mouvement de la gauche socialiste (MES, organisation sympathisante de la IV^e Internationale). (Traduit de l'espagnol par AG).

Brésil

de Dilma Rousseff et connu pour avoir dirigé le coup d'État parlementaire contre elle, et le PP (Parti populaire) avec lequel il a partagé les postes et les prébendes. Au-delà de la manipulation organisée pour écarter Lula des élections de 2018 avec l'opération Lava Jato orchestrée par le juge Sergio Moro, la corruption a existé, et à grande échelle, à tel point que des gouverneurs alliés de toujours de Lula sont aujourd'hui inculpés ou emprisonnés.

Les vents favorables pour les pays exportateurs, dus à la hausse des prix des matières premières, et qui ont duré jusqu'en 2011-2012, ont permis aux gouvernements du PT de faire des concessions aux secteurs les plus pauvres en créant un programme d'aide d'urgence connu sous le nom de « *Bolsa Família* », qui accordait environ 50 dollars par mois aux familles pauvres. Il a également ouvert l'accès à l'université à de nouvelles générations de jeunes. Il s'agissait de mesures palliatives qui, lorsque la crise a commencé dans la région, ont pris fin et ont amené le gouvernement de Dilma Rousseff à lancer une politique d'ajustement économique. Avec cela, le gouvernement a commencé à perdre son prestige dans les secteurs du mouvement de masse.

L'incapacité à prendre des mesures structurelles fondamentales a commencé à susciter la désillusion, le scepticisme et le rejet des méthodes d'une caste politique trop accommodée au pouvoir et ses avantages. Ce sont les bases objectives qui expliquent que le mouvement de masse se soit détourné du PT et que ce soit constitué un terreau propice à la recherche d'un sauveur qui se présenterait comme antisystème. C'est de là que Bolsonaro est sorti. On ne peut expliquer son émergence que par la désillusion face à la dégénérescence du PT et au gouvernement bourgeois qui en découle. Au Brésil, il s'est passé ce qui s'est passé dans de nombreux pays du monde de manière plus ou moins profonde. L'extrême droite est au pouvoir face à l'échec des gouvernements progressistes dans lesquels les travailleurs et le peuple avaient placé leurs attentes.

Un gouvernement profasciste dans un pays en crise

Les attributs du profascisme de Bolsonaro sont bien connus et nous n'y reviendrons pas dans ce texte. Chaque jour qui passe, un fait nouveau surprend les Brésiliens et le monde entier. Ses intentions, depuis qu'il a pris le pouvoir, sont d'imposer un régime dictatorial autori-

taire. Comme le disent certains de ses partisans les plus radicaux, « *un gouvernement militaire présidé par Bolsonaro* », pour Bolsonaro l'armée est « *son* » armée. Si Bolsonaro a pu avancer sur certaines de ses intentions, comme la libération des conditions d'achat d'armes pour les chasseurs et les tireurs, il n'a pas pu réaliser un saut qualitatif dans la mise en place d'un régime dictatorial.

Le gouvernement est réactionnaire, il veut changer le régime en dissolvant les deux autres pouvoirs (judiciaire et législatif), il est putschiste et il essaye d'imposer une dictature, mais n'y a pas réussi et ne semble pas aujourd'hui avoir les conditions politiques pour le faire. Après son coup d'éclat lors de deux manifestations massives le 7 septembre (Brasília et São Paulo) où il a durement attaqué le Tribunal fédéral suprême (STF), il a dû faire marche arrière le lendemain. Il se trouve que le Parlement et le pouvoir judiciaire conservent leur autonomie. Au Parlement, pour éviter l'impeachment, il dépend des votes du secteur dit du *Centrão* formé par les partis politiques de droite, en particulier le PP (Parti populaire), qui était autrefois un soutien fondamental des gouvernements du PT. Ces députés, qui soutiennent Bolsonaro non seulement parce qu'ils sont de droite mais aussi et surtout parce qu'ils reçoivent des avantages économiques et des millions pour des projets dans leurs villes, ne voient pas d'un bon œil une dictature qui mettrait fin à leurs propres privilèges. Ils le feraient s'il y avait une situation révolutionnaire dans le pays, mais nous en sommes loin.

Le gouvernement est affaibli aux yeux de la population. Selon les sondages, il conserve l'appui de 25 % de la population. Cette tendance à la baisse se confirme alors que le gouvernement ne résout rien et que les prix augmentent et les salaires stagnent. La crise économique se fait sentir, la crise sociale est profonde et il n'y a aucun signe d'amélioration au cours de cette année qui précède les élections. Mais ce rejet passif généralisé ne s'est pas encore transformé en une irruption plus forte du mouvement de masse. Les actes unitaires des partis de gauche et des syndicats sont importants, mais il n'y a pas d'éruption de masse comme ce fut le cas au Chili. Le peuple semble attendre de pouvoir le battre dans l'arène électorale et la bourgeoisie, bien qu'elle ait des franges très mécontentes, n'est pas prête à jouer la carte de la destitution.

Lula non plus. Il préfère user le gouvernement, convaincu que les élections le

ramèneront au pouvoir. Cependant, l'imprévisibilité est l'une des marques de fabrique de Bolsonaro et marque la situation. Une nouvelle bravade pro-dictature pourrait ramener le mouvement Fora Bolsonaro (dehors Bolsonaro) directement sur le devant de la scène. Comme le dit Roberto Robaina dans sa note à la suite du rassemblement du 2 octobre « *les manifestations du 2 octobre, malgré la victoire que représente le cri de Fora Bolsonaro de nouveau dans la rue après de nombreuses semaines sans actions nationales unifiées, n'ont pas été décisives. Il peut s'agir de la dernière véritable mobilisation de masse pour mettre Bolsonaro hors-jeu par la force de la rue et de la première mobilisation électorale. Ou il peut s'agir d'un rebond, d'une nouvelle tentative de la rue pour se débarrasser de Bolsonaro* ». Voilà l'incertitude dont nous parlons ; avec une probabilité croissante que nous soyons confrontés à la première option, puisqu'il n'y a aucun signe d'irruption du mouvement de masse. Une impasse objective, avec une pression vers une sortie électorale parce que les masses ne percent pas et que Lula parie sur cette sortie. Nous pouvons également ajouter que ce n'est pas seulement Lula qui « *attend les élections* », mais aussi la Centrale unique des travailleurs (CUT), ses syndicats et les structures du PT qui ont perdu le lien qu'ils avaient tissé il y a des décennies avec le mouvement de masse.

C'est dans ce cadre politique que le PSOL a tenu son septième congrès.

Unité d'action et défense d'un programme anticapitaliste

Dans ce contexte politique et la situation instable qui le caractérise, la politique défendue par le MES a été de prendre l'initiative pour destituer Bolsonaro. Ce sont les députés du MES qui, en 2019, ont été à l'avant-garde d'une première demande d'impeachment qui a reçu le soutien d'intellectuels et recueilli un million de signatures, mais malheureusement pas celui du reste du PSOL ou du PT. Quelques mois après, une démarche plus collective de la gauche pour l'impeachment a été réalisée ; beaucoup de temps a été perdu par le secteur majoritaire de la direction du PSOL pour que le parti apparaisse comme une alternative. Il convient de noter que l'initiative du MES a permis au PSOL d'apparaître à l'époque comme une avant-garde et non pas comme un fourgon de queue des partis d'opposition qui font partie du régime.

Le MES soutient que parallèlement à cette unité d'action la plus large possible autour du mot d'ordre « *Dehors Bolsonaro* », il est nécessaire d'avoir un programme anticapitaliste dans l'agitation et la propagande ; c'est-à-dire qu'on ne peut pas abandonner même un instant la stratégie socialiste. Il ne s'agit pas d'intervenir dans l'agitation de masse avec l'ensemble du programme mais avec des revendications transitoires ressenties comme nécessaires par le mouvement de masse face à la crise actuelle. Établir un ensemble de revendications qui répondent aux besoins actuels et qui ne peuvent être réalisées qu'en attaquant le système capitaliste dans un secteur donné. Par exemple, il s'agit d'exiger un gel des prix, mais nous ne pouvons pas nous limiter à cela. Nous devons avancer des exigences qui montrent que la crise doit être payée par les riches, que les grandes fortunes doivent être taxées, qu'il faut mettre fin au capital financier spéculatif, que les banques doivent être nationalisées et contrôlées par les usagers afin de consacrer leurs ressources à la construction de logements populaires. Prendre le pouvoir aux banques pour qu'elles cessent de faire des profits colossaux et que l'argent aille à la construction de logements populaires, réaliser un audit de la dette publique en suspendant son paiement.

Si on participe à un rassemblement avec les réformistes et la bourgeoisie sans pouvoir y avancer les mots d'ordre montrant notre caractère de parti de classe, on finit par se diluer. Et comme les anticapitalistes (en l'occurrence le PSOL) sont un parti logiquement plus petit en dimension politique et sociale par rapport au PT, le cours actuel de la direction majoritaire fait que le PSOL finit par être connu ou reconnu uniquement comme le petit frère ou le partenaire junior du PT. Cela conduit à la déqualification totale du parti, puisqu'il n'y a qu'un pas à franchir pour penser que l'original grandeur nature est meilleur que la copie réduite.

Conformément à cette politique, le MES, avec le bloc de gauche, a pris au Congrès la défense du PSOL indépendant avec sa propre candidature au premier tour afin de défendre cette politique.

Le congrès a montré un parti vivant de deux blocs politiques

Le congrès a eu lieu les 25 et 26 septembre. Depuis cette date, les différents courants en ont déjà tiré le bilan. Ce texte

Juliano Medeiros (président du PSOL), Talíria Petrone (députée fédérale PSOL) et Lula, le 5 octobre 2021 à Brasília



est basé sur l'article écrit le jour même par Roberto Robaina, leader du MES, intitulé « *PSOL : un parti nécessaire en construction* ». Nous l'avons rendu plus explicatif tant pour l'avant-garde et les militants brésiliens que pour l'ensemble de la gauche anticapitaliste, désireuse de connaître les résultats du Congrès et les orientations qui se dessinent.

Le Congrès s'est tenu dans la modalité virtuelle (en ligne, à distance), avec 402 délégués de tout le pays, représentant près de 51 000 membres qui se sont rendus aux urnes pour voter lors des étapes municipales du processus. Le précédent congrès, qui s'est tenu alors que le pays n'était pas encore sous le gouvernement de Bolsonaro, avait réuni 27 000 adhérents à la base en séances plénières pour débattre des différentes positions. Ce congrès n'a eu que des sessions plénières virtuelles où la participation a été faible, 5 000 adhérents. Cela montre en soi l'erreur de tenir le congrès dans les conditions de la pandémie et la demande de report formulée le Bloc de gauche et d'autres courants était justifiée. De manière contradictoire, malgré ce très faible taux de participation, 51 000 membres sont allés voter dans des urnes physiques réparties dans tout le pays.

Ces nombres montrent que le parti est en pleine croissance et que son congrès aurait pu être beaucoup plus représentatif et démocratique s'il s'était tenu lorsque les conditions sanitaires permettaient des véritables séances plénières en face-à-face et non un simple bulletin de vote ; un vote passif qui ressemble aux pratiques des

partis bourgeois et du PT. Mais la précipitation pour tenir le congrès dans ces conditions précaires est la conséquence de la politique de la majorité de la direction qui voulait à tout prix, comme nous le verrons plus loin, changer le rapport des forces et établir une nouvelle majorité des deux tiers (70 %) à la direction du parti.

Tout bilan se doit de respecter rigoureusement les faits, indépendamment des positions. Ce n'est pas le cas du bilan présenté par la majorité de la direction. Si nous prenons le site officiel du PSOL (www.psol50.com.br) nous ne verrons que les résolutions votées majoritairement, alors qu'il serait du devoir de la direction (suivant la pratique de la démocratie socialiste et du marxisme) de rapporter les votes majoritaires et minoritaires. Nous devons découvrir les résultats des votes à partir des rapports des différents courants, dont certains, comme nous le verrons, manquent d'objectivité et sont chargés de demi-vérités, dans un effort de justifier leurs positions.

Deux positions opposées : la majorité est déjà avec Lula au premier tour mais l'opposition a beaucoup de vie

Avant tout, le congrès a montré un parti vivant qui se trouve au carrefour d'une intense controverse qui n'a pas été entièrement résolue. Il y avait deux blocs qui s'opposaient au congrès. Un bloc majoritaire qui a obtenu 56 % des voix dans le vote le plus important (pour soutenir Lula au premier tour) contre 44 % du bloc anticapitaliste qui a défendu que le PSOL au premier tour devait se présenter avec « *son identité* » et pour cela soutenait la pré-candidature du député Glauber Braga pour défendre un programme anticapitaliste devant les masses.

Il faut dire que ceux qui ont défendu la politique de soutien à Lula dans un front de gauche n'ont pas mis de conditions programmatiques à ce soutien. Leur résolution dit : « *...nous voulons un gouvernement de gauche, engagé sur les droits sociaux, l'environnement, la souveraineté nationale...* ». Et elle parle « *d'un arc d'alliances et de synthèse* », multiplie les déclarations de principe telles que « *la justice sociale* » qui seraient acceptées par n'importe quel parti du centre bourgeois tel que le PSDB (Parti social-démocrate brésilien), fidèle représentant de la bourgeoisie de São Paulo, la plus forte du pays. Sur la dette publique, les salaires, le capital finan-



cier, l'imposition des grandes fortunes, pas un mot... Il y avait pourtant des secteurs qui, avant le congrès, conditionnaient la formation d'un front dirigé par Lula à la mise en avant d'un programme anticapitaliste, comme l'ont écrit à plusieurs reprises les camarades du courant Résistance.

La majorité a fait du congrès un exercice de *real politik*. Ils savaient que c'est impossible et que c'est une tromperie de le présenter de cette façon. Parce que l'on sait que Lula ne défend en aucun cas un programme de ruptures minimales. Il est allé jusqu'à déclarer que « *taxer les grandes fortunes est une erreur car elles iraient dans les paradis fiscaux* ». Comme si un tiers d'entre elles n'y étaient pas déjà, selon le Crédit Suisse.

La politique du front unique a raison d'être avancée systématiquement tant qu'il en existe la possibilité, un minimum de disposition ou « *attitude à l'égard du front uni* », comme l'a dit Trotsky dans ses écrits sur l'Allemagne. Sans cela, c'est créer des illusions dans le mouvement de masse, donner des signaux confus qui finissent par renforcer les opportunistes. C'est comme demander des oranges au bananier.

Il est bien connu que Lula ne veut pas d'un front de gauche. Il veut un front très large qui inclut des secteurs de la droite. Il a déjà pris des mesures dans ce sens dans le Nord-Est où il a conclu des pactes avec les caciques locaux du MDB et du PP, ce dernier étant la base fondamentale du soutien de Bolsonaro. Il est à la recherche d'un

vice-président bourgeois et, dans ce sens, il tâte le terrain en direction de Luiza Trajano, propriétaire de l'un des plus grands réseaux de vente d'appareils électroménagers et de vente par Internet du pays.

Le Bloc de gauche a explicitement affirmé qu'au second tour il soutiendra le candidat qui affrontera Bolsonaro et si, comme tout l'indique, il s'agit de Lula, il investira toutes ses forces militantes pour sa victoire. Et nous avons ajouté dans nos arguments que s'il y avait un danger que le génocidaire Bolsonaro gagne au premier tour, nous soutiendrions alors la candidature de Lula, toute en défendant nos points de vue.

La position du bloc a été cohérente avec la défense du PSOL et de son identité, afin qu'il mette en avant les mots d'ordre et le programme anticapitaliste nécessaires pour affronter la crise. En outre, et bien que pour nous cela n'ait pas la même importance, le PSOL a besoin de soutenir ses candidats à la députation au niveau national ou des États par sa présence indépendante. Le PSOL doit, pour bénéficier du fonds de financement public des partis politiques, dépasser le seuil de 2 % des votes au niveau national et recueillir au moins 1,5 % dans onze États de la fédération. Avec le parti dilué au premier tour dans un front, cette tâche semble être plus difficile car il n'y aura pas de candidature nationale pour agglomérer les votes en faveur des candidats à la députation.

Bien que la résolution reporte la décision sur la candidature présidentielle à une convention électorale qui se tiendra en avril 2022, « *une conférence nationale avec les membres de la Direction nationale afin de définir les décisions finales...* »

cette formulation est contradictoire avec l'ensemble de la résolution, ne laissant qu'une petite fenêtre ouverte pour que, comme nous le verrons plus tard, le bloc des deux courants qui formaient la majorité au congrès maintienne sa cohésion. La réalité est que cette politique de soutien à Lula dès le premier tour est déjà en cours. Malgré le fait que certains secteurs s'appuient sur l'existence de cette conférence pour dire qu'il y a encore une discussion en cours, la résolution au bout du compte est en elle-même une définition. Lula est déjà candidat, c'est la réalité objective incontestable, et le PSOL le soutient, comme l'a dit le président du PSOL dans ses déclarations aux deux journaux les plus importants (Folha de Sao Paulo et O Globo). Il y affirme sans ambages que le PSOL a voté pour la candidature de Lula au premier tour (1).

Participer à un gouvernement Lula ? La porte est déjà ouverte

Si pour les marxistes le vote est un problème tactique important, mais où finalement la décision ne remet pas en cause les principes, la participation à un gouvernement de conciliation des classes est une autre affaire. Nous sommes ici confrontés à un problème de principe : une rupture avec l'indépendance de classe. Entre voter tactiquement pour un moindre mal et participer à un gouvernement avec la bourgeoisie, il y a un saut qualitatif. Gérer un gouvernement avec des secteurs bourgeois est ce qui a conduit à la dégénérescence du marxisme comme cela a été le cas pour la social-démocratie française, puis pour tous les partis sociaux-démocrates. Quelque chose de similaire s'est produit avec la dégénérescence de la IIIe Internationale sous Staline : la participation à des gouvernements dits du Front populaire avec la bourgeoisie dans une grande partie des pays d'Europe.

Et au congrès, de même que la ferme intention de voter pour Lula dès le premier tour était explicitée, la porte était laissée ouverte pour entrer dans son gouvernement. En fait, le bloc majoritaire qui avait déjà décidé de voter pour Lula a refusé de voter une résolution de refus de participer à un futur gouvernement Lula, qui comptera, à n'en pas douter, la participation de la bourgeoisie, comme ce fut le cas pour les gouvernements précédents.

Les 56 % qui ont défendu et approuvé le soutien à Lula au premier tour ont présenté une motion générique qui dit « *réaffirmer la position de ne pas participer et de*

1. <https://www1.folha.uol.com.br/poder/2021/09/psol-reforca-tendencia-de-apoiar-lula-e-diz-esperar-generosidade-de-partidos-por-boulos-em-sp.shtml>.

ne pas orienter la participation aux gouvernements des partis de droite ou ceux qui promeuvent les attaques contre les travailleurs et reproduisent l'agenda libéral/conservateur et/ou les aspects autoritaires ». La minorité – dans ce cas de 43 % (un délégué n'a pas voté avec la minorité) – a mis les points sur le « i » : « Pas de participation à un futur gouvernement Lula ». La résolution adoptée est d'une généralité abstraite, qui permet de concrétiser la participation à un gouvernement Lula. On peut dire que le gouvernement Lula ne sera pas de droite et ce sera le cas. Bien sûr, Lula ne sera pas ouvertement un gouvernement de droite, ce sera un gouvernement du centre pour utiliser une terminologie héritée de la révolution française, mais du point de vue social, ce sera un gouvernement avec la bourgeoisie et pour la bourgeoisie, qu'il soit très à droite ou moins à droite. Nous avons déjà dit que Lula et son premier gouvernement étaient « sociaux libéraux » et rien ne permet de dire qu'il y a eu un changement. La conclusion est évidente. La porte est entrouverte pour participer à un gouvernement Lula comme le souhaite la partie majoritaire du bloc qui avait la majorité au Congrès.

Une majorité en deux blocs

Mais pourquoi la majorité a-t-elle voté pour cette généralité abstraite ? C'est une définition qui a permis à l'ensemble du bloc de rester uni dans tous les votes. En fait, le bloc majoritaire est composé de deux blocs différents. D'un côté il y a le bloc PSOL-Popular, avec les courants Primavera Socialista (Printemps Socialiste) d'Ivan Valente et du président réélu Juliano Medeiros et Revolução Solidária (Révolution Solidaire) qui est le courant de Guilherme Boulos, leader du Mouvement des Travailleurs Sans Toit (MTST).

Primavera est un courant qui, bien qu'il ait ses origines dans le marxisme, a défendu un programme de « démocratie populaire », et non un programme anticapitaliste, depuis qu'il fait partie du PT. Jusqu'au « mensalão de 2005 » (un système de paiement mensuel que le gouvernement du PT accordait aux députés du centre et du centre-droit pour s'assurer de leur vote à la Chambre des députés) Força Socialista (Force Socialiste, comme le courant Primavera s'appelaient alors) intégrait le gouvernement du PT et occupait des postes de haut niveau au ministère de l'Éducation. Ils dirigent maintenant la mairie de Belém, où ils n'ont élaboré aucune

politique différente de celle du gouverneur, qui appartient au parti MDB de Michael Temer.

Révolution Solidaire, pour sa part, a un programme d'action de solidarité communautaire et populaire ; « la solidarité ou la mort, la solidarité doit réorienter profondément la société... » C'est bien pour un mouvement social comme le MTST, qui fait appel à la mobilisation pour les sans-toit et contre les logements précaires, mais c'est insuffisant pour un courant politique du PSOL, c'est même en deçà du programme du PT à ses origines. (Primavera a obtenu 26 % du total des délégués, et Revolução Solidaria environ 18 %).

Les autres courants qui intègrent la majorité sont regroupés dans le bloc PSOL Semente (semences) constitué de deux courants qui font partie de la IV^e Internationale, Insurgencia (Insurgence) et Subverta (Subversion), et surtout du courant Resistencia (Résistance), une scission du PSTU et qui est l'organisation qui a le plus de délégués parmi les trois, qui ensemble comptent pour 12 % des délégués (le reste des votes étant dispersés sur des groupements beaucoup plus petits). Et ainsi PSOL Semente se trouve en situation de faire pencher la balance dans tous les votes. Mais dans aucun des votes, ils n'ont agi de manière indépendante au sein du Congrès, ni au sein du Comité exécutif.

Notre bloc « Pour un PSOL Indépendant » a comme force principale le MES (Mouvement de la Gauche Socialiste), une organisation sympathisante de la IV^e Internationale, qui a eu 21 % des délégués), APS (Action Populaire Socialiste, 5 %), Comuna (Commune, également membre de la IV^e Internationale, elle aussi proche des 5 %) et d'autres courants qui ensemble représentaient 44 % du vote politique et 43 % de la direction.

Un parti vivant

Des éléments importants ressortent de cette description du Congrès. La première conclusion est qu'il s'agit d'un parti vivant, où il n'existe pas de majorité consolidée, structurée et homogène qui dominerait aisément les structures du parti. Les 44 % signifient que la camarade du MES Mariana Riscalci continue d'occuper le poste de trésorière du parti, le deuxième poste le plus important au sein de la direction du PSOL.

Une deuxième est que la force qui privilégie l'expansion des espaces démocratiques et la participation aux institutions au

détriment d'une stratégie socialiste (Primavera et Revolução Solidaria) ne rassemble pas la majorité du PSOL.

Enfin, l'analyse montre que les organisations qui se réclament du trotskisme sont divisées. Les quatre organisations de la IV^e Internationale au Brésil, qui ensemble constituent une part importante de l'organisation mondiale, ont défendu des positions différentes sur le problème crucial du gouvernement. Subverta et Insurgência ainsi que Resistencia continuent de se réclamer du marxisme révolutionnaire. Nous croyons sincèrement que cette politique du PSOL Semente a été un compromis avec le secteur déjà décidé à intégrer le futur gouvernement PT (Primavera et Revolução Solidaria), pour surmonter les tensions internes, rester dans le bloc majoritaire et éviter l'éclatement en restant dans l'appareil de direction du PSOL.

Nous disons que nous avons affaire à un parti vivant car nous pensons que le dernier mot n'a pas encore été dit sur le problème crucial de l'intégration dans un futur gouvernement. Et parce que nous avons le grand espoir, une quasi-certitude, que PSOL Semente ne cédera pas aux pressions pour participer au gouvernement. Que ce qui s'est passé avec Democracia Socialista, l'organisation de la IV^e Internationale au Brésil, qui a assumé dès 2003 des postes ministériels dans le premier gouvernement de Lula, ne se reproduira pas. À cette époque, il y avait des réserves programmatiques de sorte qu'un secteur, ainsi que la direction de la IV^e Internationale, a rejeté cette politique et a rejoint la construction du PSOL. Nous espérons que la bannière de l'indépendance politique sera préservée, et que de nouveaux processus et de nouveaux moments seront vécus par le PSOL pour affirmer son identité et se maintenir comme un parti anticapitaliste et une référence pour la construction d'alternatives indépendantes et pour développer celles qui existent.

La lecture des derniers paragraphes pourrait laisser croire que ce texte s'adresse presque exclusivement aux membres de la IV^e Internationale. Ce n'est pas notre intention. L'avant-garde doit savoir le rôle que ces organisations ont joué et continuent de jouer au Brésil, mais le PSOL ne se limite pas à elles ; c'est un vaste mouvement anticapitaliste et nous espérons qu'il continuera de l'être. C'est l'outil dont nous avons besoin et que nous devons construire dans autant de pays que possible. ■

Cinq leçons du congrès du PSOL

Par
Valerio Arcary*

1. Vaincre Bolsonaro. Le PSOL est sorti de son congrès (26-27 septembre) renforcé, un peu cabossé, mais entier. Il y a une majorité et une minorité, ce qui est normal. Les congrès devraient être les réunions les plus importantes pour un parti. Comme on peut s'y attendre, ils sont le lieu de forts débats. Au PSOL, les débats sont publics, et la démocratie interne presque chaotique. Malheureusement, la gauche doit encore apprendre à se protéger de l'environnement toxique d'attaques et d'insultes que l'on trouve parfois sur les réseaux sociaux.

Ce congrès était le premier après l'assassinat traumatisant de Marielle Franco et d'Anderson Gomes (le 14 mars 2018). Le sang des combattants a été versé, ce qui nous oblige à être meilleurs. Le cœur d'un Congrès est de déterminer l'orientation générale proposée et élire la direction,

* Valerio Arcary, historien, a vécu à Paris et à Lisbonne entre 1966 et 1978. Militant de Convergência socialista (section brésilienne de la LIT-QI, dirigée par Nahuel Moreno), il a participé à la fondation du Parti des travailleurs (PT, 1980) et de la Centrale unique des travailleurs (CUT, 1983). Dirigeant national du PT (1987-1992), puis du PSTU, puis du Mouvement pour une alternative indépendante et socialiste (MAIS) après la rupture du PSTU en 2016. Il anime le courant Resistência du PSOL depuis l'adhésion du MAIS à ce parti en 2018. Cet article a été d'abord publié le 28 septembre 2021 sur le site de son courant, *Esquerda Online* (<https://esquerdaonline.com.br/2021/09/28/cinco-coes-do-congresso-do-psol/>), puis en français par *À l'Encontre* (<http://alencontre.org/ameriques/amelat/bresil/bresil-cinq-lecons-du-congres-du-psol.html>) le 29 septembre 2021.

1. Le Pantanal est une écorégion appartenant au biome des prairies et des savanes inondées, qui s'étend dans l'État du Mato Grosso do Sul, mais aussi de l'État du Mato Grosso et une portion plus petite de la Bolivie et du Paraguay. Entre janvier et septembre 2020 cette écorégion a connu une sécheresse exceptionnelle, 16 000 départs de feu ont été enregistré, 20 % à 25 % (3 à 4 millions d'hectares) de sa superficie boisée a brûlé.

2. Armageddon est le lieu symbolique de rassemblement pour la bataille entre les rois de la Terre et Dieu, mentionné dans le verset « *Apocalypse* » de la Bible. Il est utilisé pour désigner des batailles catastrophiques et, au sens de bataille finale, celle dont l'issue donnera la victoire définitive.

c'est-à-dire le bilan et les perspectives.

Le dernier congrès du PSOL a eu lieu à la fin de l'année 2017. Dans cet intervalle, la situation réactionnaire au Brésil, ouverte par l'impeachment en août 2016 de la présidente Dilma Rousseff du PT, a été consolidée, la contre-réforme du droit du travail et la loi sur le plafond des dépenses ont été votées, Marielle Franco a été assassinée, Lula a été arrêté, Jair Bolsonaro a été élu à la présidence, une nouvelle contre-réforme des retraites approuvée, Eletrobrás a été privatisée, le Pantanal (1) et l'Amazonie ont brûlé comme jamais auparavant, les terres indigènes ont été envahies par les orpailleurs clandestins, la vente d'armes a été libéralisée et encouragée, un cataclysme humanitaire s'est abattu sur le peuple qui a vu six cent mille vies sacrifiées dans la pandémie, et encore bien d'autres choses.

Le gouvernement d'extrême droite s'est érodé constamment mais lentement et Bolsonaro a pu faire descendre des centaines de milliers de personnes dans la rue le 7 septembre dernier, ce qui confirme qu'il n'a pas encore été vaincu. La décision centrale du Congrès du PSOL de 2021 se résume en une idée : le PSOL veut être un instrument utile pour unir la gauche afin de renverser Bolsonaro, ici et maintenant, dans la rue et, si l'impeachment n'est pas approuvé, lors des élections. Rien n'est plus important. Le pari de la majorité de la gauche anticapitaliste qui s'organise au sein du PSOL est que cette insertion au sein du Front unique ne diminue pas le PSOL. Au contraire, elle renforce le PSOL aux yeux des secteurs les plus avancés et politiquement actifs des masses populaires qui perçoivent le PSOL comme un outil révolutionnaire sérieux.

2. Le PSOL plus fort parce qu'il a opéré un virage. Mais, bien sûr, ce processus n'a pas pu être sans douleur. Le PSOL était depuis sa fondation une opposition aux gouvernements du Parti des travailleurs (PT). La nouvelle situation politique, après le coup d'État institutionnel de

2016, a placé le PT dans l'opposition. La tâche centrale de l'étape présente, la lutte pour vaincre les néofascistes, a abouti à exiger une nouvelle localisation du PSOL aux côtés du PT dans un Front unique de gauche. Un virage brusque était nécessaire. Les tournants produisent des divisions. Les tournants produisent des divisions. À l'approche du Congrès, qui a réuni cinq mille militant·e·s lors de sessions plénières virtuelles et plus de cinquante mille adhérents lors de votes en présentiel, les divisions étaient inévitables. Le PSOL est aujourd'hui, de manière surprenante, plus nombreux qu'il ne l'était avant 2016. Après tant de défaites cumulées, qui ont répandu le découragement et l'insécurité même dans l'avant-garde la plus combattante, on aurait pu penser qu'un parti à la dynamique révolutionnaire comme le PSOL perde de l'influence. Les idées radicales sont moins convaincantes dans des conjonctures marquées par la défensive. Paradoxalement, même en considérant les énormes difficultés auxquelles font face les luttes, le PSOL est aujourd'hui incontestablement plus fort que jamais. Il a gagné le respect des travailleurs et travailleuses, une audience dans les mouvements féministes, noirs et LGBT, le soutien des jeunes et des mouvements indigènes et environnementaux, la sympathie des artistes et des intellectuels, et Guilherme Boulos est le dirigeant de gauche qui jouit de la plus grande autorité après Lula, ce qui est quelque chose d'immense. Le rapport de force politique entre le PSOL et le PT a changé, même si le parti de Lula est majoritaire. Le PSOL est un parti qui a une influence de masse, même s'il est minoritaire. Comment expliquer cette croissance, sinon comme la confirmation d'une ligne politique ?

3. Le Congrès n'était pas un « armageddon » (2). Le débat a été rude, car il existe des différences vraiment importantes dans l'évaluation de la situation brésilienne. Elles ne se réduisent pas à la question du lancement (ou non) de la propre candidature du PSOL, en 2022. Après tout, comme il existe un accord selon lequel

le PSOL devrait voter pour Lula lors d'un éventuel second tour, la décision concernant le vote au premier tour devrait être considérée comme tactique, et non comme la dramatisation d'un « *armageddon* », la lutte finale du « *bien contre le mal* ».

Les différences sont plus sérieuses. Mais contrairement à ce qui a été agité à la légère, elles ne concernent pas des négociations secrètes imaginaires avec la direction du PT en vue d'une éventuelle participation à un gouvernement Lula, une accusation qui est tout simplement fautive.

Les différences renvoient à une évaluation de la manière de combattre Bolsonaro, donc de savoir s'il est ou non un néofasciste. Trois tactiques ont divisé le PSOL ces dernières années : ① celle de l'immobilisme, sur le mode de « *ne pas provoquer* », d'attendre les élections de 2022 et de soutenir la formation d'un Front large « *jusqu'à ce que ça fasse mal* », en sacrifiant l'indépendance de classe ; ② celle de l'offensive permanente sur le mode d'actions « *exemplaires* », en privilégiant, curieusement, l'unité d'action avec l'opposition libérale à la place d'un Front unique de classe, et en transformant sa propre candidature en stratégie ; ③ celle du Front unique de gauche dans les luttes et les élections. Malheureusement, il n'a pas été possible d'éviter la rupture de Marcelo Freixo (3), car il a décidé de miser sur la ligne de construction d'un front large avec les partis d'opposition libéraux.

Mais il y a eu aussi des excès du principal courant d'opposition interne qui a dramatisé, de manière exaltée et emportée, que le destin du PSOL serait en danger de vie ou de mort, ce qui relève d'un épouvantail pour justifier le maintien de la pré-candidature de Glauber Braga (4) à la présidentielle ce qui est un droit, mais aussi l'orientation d'une fraction politique publique.

4. Une nouvelle majorité a été consolidée. Les deux principales décisions du Congrès du PSOL le week-end dernier ont été les suivantes : ① la confirmation de l'orientation des cinq dernières années et la défense de la tactique du Front unique de gauche ; ② la consolidation d'une nouvelle majorité de direction avec l'intégration du courant *Revolução Solidária* animé par le MTST (Mouvement des travailleurs sans toit) et du pôle PSOL Semente, qui réunit les courants *Resistência*, *Insurgência* et *Subverta*, ainsi que les collectifs régionaux. Mais un bilan était incontournable.

① La concrétisation de la dénonciation du coup pour la destitution de Dilma Rousseff

en 2016 par le PSOL, dans la foulée de la dénonciation de Sergio Moro et de l'opération réactionnaire de criminalisation de la direction du PT ; cela en opposition à une neutralité « *technique* » envers Lava Jato.

② La participation à la campagne Lula Livre (libérer Lula), en préservant l'indépendance du PSOL et la défense de son évaluation critique des erreurs des gouvernements du PT ; cela en opposition à l'indifférence face à l'arrestation de Lula.

③ L'alliance avec le MTST et l'Articulation des peuples indigènes du Brésil (Apib) et le lancement de la candidature de Guilherme Boulos et Sonia Guajajara pour les présidentielles d'octobre 2018, qui a permis de doubler le groupe parlementaire fédéral ; en opposition au lancement de la candidature d'un intellectuel de gauche.

④ La défense de la dénonciation de Bolsonaro comme ennemi politique central lors du premier tour de la campagne électorale de 2018 ; l'impulsion donnée à la mobilisation organisée par les mouvements féministes pour *#elenão* (Pas lui) et la campagne *Viravoto* (vote pour le candidat du PT Fernando Haddad) au second tour.

La ligne de la campagne électorale municipale de 2020, centrée sur la lutte pour battre l'extrême droite du second tour, moment clé de la victoire électorale à Belém, et pour porter la campagne Boulos/Luiza Erundina au second tour à São Paulo, en plus de l'élection de conseillères femmes, noires et trans, et de militant·es sociaux populaires.

⑤ L'initiative de la campagne *Fora Bolsonaro* et la constitution d'un Front unique des mouvements syndicaux et populaires, des femmes et des noirs, des étudiants et des écologistes, avec des partis de gauche pour organiser la résistance.

L'initiative consistant à défendre le retour dans la rue, en pleine pandémie, d'abord avec les groupes organisés, en 2020, puis en 2021, en appuyant la convocation de la Coalition noire pour les droits le 13 mai, ouvrant la voie aux mobilisations de masse, à partir du 29 mai.

L'initiative parlementaire visant à organiser une pétition unifiée pour la destitution de Bolsonaro avec les partis de gauche à la chambre des députés.

5. Celui qui ne sait pas contre qui il se bat ne peut pas gagner. Nous avons un ennemi. Bolsonaro est un néofasciste et sera prêt à tout pour rester au pouvoir, d'autant plus s'il se sent menacé par le danger d'une enquête et d'un procès. Il y a une lutte d'influence à gauche entre le PSOL et le PT, et elle est légitime.

Mais cela se passe à un niveau complètement différent.

En outre, le temps a la même importance en politique que dans la vie. Chaque jour a sa propre fin. Les temps s'accroissent dans certaines circonstances. Une tactique politique doit toujours répondre à des conjonctures, et non à des situations futures hypothétiques, et encore moins à des projections issues de sondages électoraux... un an à l'avance. L'anticipation de la place du PSOL comme opposition de gauche à un éventuel futur gouvernement Lula ne peut pas être notre préoccupation « *numéro un* ». Par contre, vaincre Bolsonaro, doit l'être. Lula n'était-il pas le favori contre FHC (Fernando Henrique Cardoso du Parti de la social-démocratie brésilienne) en 1994 jusqu'à six mois avant l'élection ? Et Lula n'a-t-il pas été impitoyablement battu au premier tour ? Réfléchissons aux conséquences irréparables de cette défaite. Qui peut prédire aujourd'hui quelle sera la force de Bolsonaro en 2022 ? Ceux qui pensent que le PSOL peut allègrement présenter son propre candidat et faire campagne pendant un an sur le thème « *ni Bolsonaro ni Lula* », puis, face au danger de l'abîme, faire volte-face à la veille des élections et retirer sa candidature, a-t-il sérieusement envisagé qu'une telle démarche n'est pas possible ?

L'argument qui brandit le fait que Lula n'a pas besoin du PSOL pour battre Bolsonaro au premier tour, mais admet un soutien à Lula au second tour, ne fait-il pas fi d'innombrables impondérables ?

En affirmant que le PSOL doit préconiser la constitution d'une « *table ronde de la gauche* » pour discuter d'un programme commun et définir un arc d'alliances pour le premier tour des élections présidentielles, le congrès du PSOL n'a pas décidé d'autoriser des négociations pour une éventuelle participation à un gouvernement du PT. Ce que sera un gouvernement du PT si Lula gagne les élections, n'était pas un sujet au congrès du PSOL.

De manière responsable, le Congrès a voté, préventivement, une résolution qui établit les critères qui préservent l'indépendance de la classe. Le danger qui nous menace n'est pas de succomber devant le PT. Le nom du danger c'est Bolsonaro. ■

3. Marcelo Freixo, élu député fédéral du PSOL pour l'État de Rio de Janeiro en février 2019, a quitté le parti en 2021 pour rejoindre le Parti socialiste brésilien (PSB).

4. Glauber Braga, a été membre du PSB de 2001 à 2015, qu'il a quitté pour rejoindre le PSOL. Il est député fédéral pour l'État de Rio de Janeiro depuis février 2011. Il a annoncé sa pré-candidature en mai 2021.

Les élections de 2022 et l'avenir du PSOL

Par
João Machado et Gilson Amaro*

Aggravée par la pandémie, la réalité brésilienne atteint des niveaux dramatiques de corrosion sociale et de tension politique sous le gouvernement d'extrême droite de Jair Bolsonaro, responsable d'une politique génocidaire et réactionnaire. La gravité de la situation unit plusieurs secteurs de la gauche brésilienne, de diverses tendances, dans un diagnostic de base fondamentalement similaire. Mais si ce diagnostic est pratiquement unanime, les conséquences qui en sont tirées divergent beaucoup, tant dans les aspects de lecture historique que de positionnement tactique et stratégique concernant tant la réalité actuelle que les chemins de l'avenir.

Le retour de l'ancien président Lula sur la scène du conflit politique et électoral, après l'annulation des condamnations qu'il avait subies au tribunal de Curitiba et la reconnaissance de la partialité de l'ancien juge Sergio Moro dans le procès de l'appartement triplex de Guarujá, a rendu ce cadre encore plus complexe. Il s'agit là d'un aspect décisif pour ceux qui, au sein du Parti socialisme et liberté (PSOL), disent croire en l'hypothèse d'un front de gau-

che dirigé par Lula et le Parti des travailleurs (PT) pour l'élection présidentielle et qui, dans la pratique, travaillent explicitement en faveur de ce « *front de gauche* » mystifié, presque sébastianiste (1).

Pour que le débat soit productif, il faut être clair dans ce qu'on affirme. Après tout, il est évident qu'un « *front de gauche avec Lula en tête* » n'a aucune chance d'exister. Si le PSOL, en renonçant à sa propre candidature, composait cette alliance avec Lula/PT basée sur les éléments réellement existants, sans idéalisation, ce serait en fait une adhésion programmatique, politique et organisationnelle du PSOL à un processus qui ne sera ni de gauche ni anti-capitaliste, mais du statu quo.

Depuis son arrivée au gouvernement fédéral en 2002, les constructions politiques du PT et de Lula se sont appuyées sur trois axes structurels :

- ❶ la recherche d'un pacte avec le grand capital, se plaçant comme son représentant ;
- ❷ la construction d'alliances avec des secteurs de la droite brésilienne et du mal nommé « *centre politique* » (pour composer une base de gouvernabilité dans une logique comptable) ;
- ❸ la cooptation pour défendre une logique de la conciliation de classe des organisations de la classe ouvrière, des secteurs progressistes et populaires.

Cette ligne a été défendue dans les déclarations et les réunions politiques des dirigeants du PT, et elle caractérise également les gouvernements des États de ce parti.

Nous avons écrit ce texte pour contribuer au débat sur le parti, dans le but d'approfondir la discussion et de démystifier certains éléments de la polémique autour des questions tactiques et stratégiques du PSOL dans la conjoncture actuelle, en particulier en ce qui concerne les élections de 2022 et les implications réelles des mouvements qui pourraient conduire le PSOL vers un processus d'adaptation aux cadres de gouvernabilité de l'ordre du capital.

PSOL : une alternative radicale à la subordination des gouvernements Lula et PT à l'ordre néolibéral

Pour bien comprendre les impacts et les conséquences de l'adhésion du PT à la logique néolibérale – dont l'émergence du PSOL était la conséquence – il est important de comprendre que le néolibéralisme est une réponse globale du capital à l'éclatement de sa crise structurelle, qui a commencé au milieu des années 1970. Son orientation fondamentale vise à chercher l'augmentation des taux de profit en modifiant les relations entre le capital et le travail – en réduisant les droits sociaux et le droit du travail qui avaient été obtenus au cours de la période précédente, en modifiant le rôle de l'État et en accroissant le pillage environnemental.

Après la Seconde Guerre mondiale, sous l'hégémonie de l'impérialisme américain, le capitalisme a maintenu sa domination mondiale. Mais il a été confronté à une vague de luttes – sociales, de libération nationale et de caractère socialiste – dans un cadre de renforcement de l'Union soviétique, capable de faire contrepoids aux États-Unis durant quelques décennies. L'élan de la révolution de 1917 avait été contenu par le renforcement de la bureaucratie et la dégénérescence de l'État soviétique. Mais l'URSS entretenait une relation contradictoire avec les luttes populaires (réprimées en URSS et dans les pays sous sa domination, elles étaient parfois soutenues dans d'autres pays, toujours avec le souci de la direction soviétique de les garder sous son contrôle). En ce qui concerne l'expérience soviétique, l'analyse d'István Mészáros est importante. Il affirme : « *ce n'est pas le bureaucrate qui produit le système pervers du capital de type soviétique, même s'il est impliqué dans sa conduite désastreuse, mais plutôt la forme de capital post-capitaliste héritée et reconstituée qui fait apparaître sa propre personification sous la forme du bureaucrate comme l'équivalent post-*

* Gilson Amaro est un dirigeant du Parti socialisme et liberté (PSOL) dans l'État de São Paulo et membre de la coordination du Coletivo Anticapitalistas. João Machado est membre de la coordination nationale de la tendance Comuna du PSOL (qui fait partie de la section brésilienne de la IV^e Internationale), ancien dirigeant du Parti des travailleurs et membre du Bureau exécutif de la IV^e Internationale. Cet article a d'abord paru le 23 septembre 2021 sur le site web de Comuna : (<https://www.comunapsol.org/single-post/as-eleicoes-de-2022-e-o-futuro-do-psol>) et sur celui du Coletivo Anticapitalistas (<https://psolanticapitalista.medium.com/as-eleicoes-de-2022-e-o-futuro-do-psol-185de97fcc4f>). Traduit du portugais et annoté par JM.

1. Le sébastianisme est un mythe messianique basé sur l'espoir d'un retour du roi portugais Sébastien Ier, mort en 1578 lors d'une bataille d'invasion du Maroc. Cet espoir s'est progressivement transformé en mythe d'homme providentiel et a joué un rôle important lors de l'invasion militaire et de la liquidation de la ville rebelle de Canudos en 1897, peuplée par des pauvres et des dissidents, qui avaient supprimé la propriété privée des terres et des troupes.

capitaliste de l'ancien système de capital » (2).

La politique internationale de l'Union soviétique après la Seconde Guerre mondiale était fondamentalement conservatrice. Elle a respecté la division du monde en sphères d'influence, puis en deux blocs, établie à partir des accords entre les grandes puissances victorieuses (URSS, États-Unis et Royaume-Uni). Elle a favorisé l'endigement des luttes révolutionnaires développées dans les pays censés appartenir au bloc capitaliste (comme la France, l'Italie et la Grèce) et n'a admis qu'à contrecœur la victoire des partis communistes en Yougoslavie et en Chine.

Le fait est que, même si elle cherchait à éviter les processus révolutionnaires, l'URSS ne pouvait pas, à l'époque, ne pas les soutenir une fois qu'ils étaient victorieux. Ainsi, le simple fait que l'URSS ait existé en tant que contrepoids du bloc capitaliste a favorisé ces processus, ce qui a conduit les États capitalistes à craindre le « *danger communiste* » et leur ont imposé d'accepter des politiques de concessions aux masses populaires. Cela a contribué, pendant environ trois décennies, à la prédominance dans les pays capitalistes des politiques keynésiennes et social-démocrates. Cet arrangement a permis à l'économie mondiale de connaître au cours de ces décennies la plus forte croissance de son histoire et a également ouvert un espace pour des expériences « *développementistes* » dans les pays dépendants.

Le début de la crise structurelle du capital, avec ses manifestations dans l'économie capitaliste à partir des années 1970, y a mis fin. Les grandes luttes sociales de l'après-Seconde Guerre mondiale ont régressé (bien que des processus révolutionnaires aient continué à se développer dans la périphérie capitaliste), les pays capitalistes centraux se sont renforcés économiquement au cours des décennies de prospérité, et l'URSS s'est effondrée sous le poids de ses contradictions et des limites d'une conception de société n'ayant pas réussi à rompre avec le système mondial du capital et son processus socio-métabolique (3).

Sous la domination de la bureaucratie, l'économie du « *bloc soviétique* » a stagné et s'est affaiblie face à la concurrence des pays capitalistes. Ce sont ces conditions qui ont permis l'émergence du néolibéralisme, une politique systémique du capital beaucoup plus agressive.

Les politiques néolibérales ont été anticipées par la dictature chilienne dans les

années 1970, puis mises en pratique au Royaume-Uni avec Margaret Thatcher (à partir de 1979) et aux États-Unis avec Ronald Reagan (à partir de 1981). Elles sont devenues hégémoniques au cours des années suivantes dans les pays capitalistes centraux et, un peu plus tard, également dans les pays dépendants. Il y a eu de très fortes luttes de classes, à la fois de résistance et révolutionnaires, mais les secteurs populaires ont été vaincus.

Au Brésil, les politiques néolibérales ont commencé à être mises en œuvre au cours des dernières années du gouvernement Sarney, à la fin des années 1980, et ont été renforcées par les gouvernements Collor, Itamar et Cardoso. Bien que, jusqu'à son arrivée au gouvernement, le PT se soit toujours opposé à ces politiques, Lula s'est engagé, avant même son élection en 2002, à ne pas rompre « *unilatéralement* » avec elles. Tel était le sens fondamental de sa Lettre au peuple brésilien (4).

Après son élection, Lula a continué à donner l'assurance que l'essentiel des politiques néolibérales serait maintenu. Entre autres mesures inspirées de l'ajustement néolibéral, il a choisi le banquier Henrique Meirelles (qui avait été élu député fédéral pour le PSDB en 2002) comme président de la Banque centrale, il a maintenu le régime monétaire du ciblage d'inflation (qui représentait, à l'époque, « *l'art* » de la politique monétaire orthodoxe) et a annoncé l'augmentation de « *l'excédent budgétaire primaire* ».

Dans cette feuille de route néolibérale offrant des « *garanties* » aux « *marchés* », il faut souligner la « *réforme de la sécurité sociale* » qui visait la fonction publique, annoncée début 2003 et approuvée la même année. Si, en comparaison avec la réforme approuvée par le gouvernement Bolsonaro, elle peut être considérée comme moins draconienne, il est important de souligner que les deux ont le même « *esprit* » de réduction des droits et sont historiquement liées au même phénomène, produisant en conséquence une grande régression historique.

Dans la bataille pour l'approbation de la réforme de 2003, le gouvernement Lula et son « *camp majoritaire du PT* » ont dû affronter une lutte acharnée au sein même du parti, pour imposer l'obéissance au gouvernement par la cooptation et la coercition. À cette fin, il a menacé d'expulser les insubordonnés – ce qui a été fait. C'était la démonstration définitive que le PT avait accepté de se soumettre à l'ordre néolibéral.

Ainsi, l'expulsion, le 14 décembre

2003, de celles et ceux que l'on appelait alors les radicaux du PT était centrale pour la construction future du PSOL, et ne peut être considérée comme un simple choix circonstanciel de la direction du PT, ou comme une mesure ponctuelle. C'est en réalité le moment décisif où le PT a consolidé le passage du refus de l'ordre du capital, qui le caractérisa dans ses premières années, à sa défense ardente par tous les moyens, qui est devenu sa marque.

De nombreuses politiques sociales du PT, comme nous le verrons, ont été conduites dans le cadre de l'impératif du marché, exprimant la néolibéralisation de la politique sociale conduite par le gouvernement Lula. La maxime a toujours été : « *pour le grand capital et les oligarchies, tout ; pour le peuple brésilien, les miettes et des politiques sociales partielles et ciblées* ».

En conséquence, comme il ne pouvait en être autrement, les gouvernements du PT ont également mené des politiques visant à répondre aux intérêts populaires en atténuant les effets du néolibéralisme mis en œuvre par le PT, qui ont eu des incidences électorales négatives sur le projet de maintien du PT au pouvoir. Ils ont ainsi adopté des mesures visant à réduire les inégalités extrêmes – comme le programme *Bolsa Família* (bourse familiale) et la

2. István Mészáros, *Beyond Capital : Toward a Theory of Transition* (Au-delà du Capital, vers une théorie de la transition), New York University Press, New York 1995. À propos des élaborations de Mészáros, voir *Inprecor* n° 644-645-646 d'octobre-novembre-décembre 2017 (<http://www.inprecor.fr/inprecor?numero=644-646>).

3. La lecture faite ici se fonde sur la tradition marxiste critique, qui inclut la contribution d'István Mészáros. En sauvant et en développant la conception marxienne qui différencie le capital du capitalisme, nous aurons une lecture correcte de l'expérience soviétique. Le système du capital est composé du tripode capital, travail, État, il a donc une dimension de totalité sociale et, en ne rompant pas avec le tripode du capital, la société soviétique est restée sous son contrôle socio-métabolique. Même s'il s'agissait d'une expérience post-capitaliste, le travail dans cette société était soumis aux impératifs structurels hiérarchiques du capital, il n'y avait pas de plus-value, mais l'appropriation du surtravail se faisait sous une forme politique par l'État soviétique. István Mészáros est catégorique lorsqu'il affirme que nous devons construire des processus au-delà du capital, en rompant avec sa domination socio-métabolique. Pour vaincre le capital, il ne suffit pas d'avoir une révolution politique, qui nie ou supprime politiquement la domination capitaliste, en créant un État post-capitaliste, il est nécessaire d'avoir une révolution sociale qui dépasse le processus socio-métabolique du capital et de son système.

4. La « *Lettre au peuple brésilien* » est un texte signé par Lula en juin 2002, en réponse à la crainte qu'avaient les « *marchés financiers* » face à sa victoire électorale alors probable. Lula s'engageait à ne pas prendre de « *décisions unilatérales* » et à mettre en place « *une large négociation nationale* » dont le principe serait « *le respect des contrats et des obligations du pays* ».

Brésil

récupération partielle du salaire minimum – et à répondre aux demandes sociales dans des domaines tels que l'éducation et le logement. Nous pouvons affirmer que le critère était, au-delà d'un calcul électoral, de tout réaliser dans le cadre des limites et de la logique du marché, sans heurter l'ordre néolibéral ou les classes dominantes, constituant une expression évidente du « *moins mal* » qui est une synthèse des politiques du PT.

Au fur et à mesure que les politiques mercantilistes du « *moins mal* » étaient exécutées, l'ordre néolibéral était renforcé : même les « *programmes de transfert de revenus pour les classes dominantes* » étaient préservés – par exemple, la priorité du paiement de la dette publique a été maintenue, y compris en augmentant l'objectif d'« *excédent budgétaire primaire* », mentionné dès le début du gouvernement Lula. Certains défenseurs des gouvernements du PT disent qu'ils étaient « *développementistes* ». Cette caractérisation est déplacée : une caractéristique fondamentale du « *développementisme* » a toujours été de chercher à faire progresser l'industrialisation, alors que les gouvernements du PT ont maintenu la tendance à la désindustrialisation et à la « *reprimarisation de l'économie* », un processus que le Brésil connaît depuis la fin des années 1980.

Au-delà des aspects plus économiques et sociaux des politiques adoptées par les gouvernements du PT, il est important de se rappeler que de nombreuses mesures régressives en matière d'environnement ont été prises. Nous ne pouvons pas oublier les grands barrages, le détournement du rio São Francisco, les mégaprojets miniers, l'avancée des OGM et la croissance exponentielle de l'utilisation des pesticides. Il est vrai que rien n'est

comparable à la dévastation promue par le gouvernement Bolsonaro. C'est pourtant sous un gouvernement PT que s'est produit le crime des entreprises Samarco, Vale et BHP à Mariana (Minas Gerais), qui ont enseveli sous les boues toxiques le sous-district de Bento Rodrigues et dévasté la rivière Doce, privant des villes entières d'eau potable (5).

L'expansion de l'enseignement supérieur promue par les gouvernements du PT a facilité l'accès à l'enseignement supérieur de secteurs auparavant exclus – il est important d'attirer l'attention sur la présence plus importante d'hommes et de femmes noirs. Toutefois, cette expansion est en partie due aux mécanismes de financement de l'enseignement privé, qui ont renforcé et créé les empires des « *barons de l'enseignement privé* ». Ainsi, même si cette avancée est l'une des raisons de la haine que les secteurs racistes de la société brésilienne vouent au PT, il n'y a pas eu de confrontation avec l'ordre néolibéral, mais plutôt une néolibéralisation des politiques sociales.

En fait, la personne qui a le plus clairement mis en évidence le sentiment général d'adaptation à l'ordre néolibéral des gouvernements du PT est sans doute Lula lui-même. Dans une interview bilan accordée à Emir Sader et Pablo Gentili, « *O necessário, o possível e o impossível* » (6), il a déclaré à propos de son gouvernement : « *ils [l'opposition] n'ont jamais gagné autant d'argent dans leur vie que dans mon gouvernement. Ni les chaînes de télévision, qui presque toutes étaient fauchées ; les journaux, presque tous faillis lorsque j'ai pris mes fonctions. Les entreprises et les banques n'ont jamais gagné autant, mais les travailleurs aussi.* » Et il a ajouté, pour ne laisser aucun doute : « *Maintenant, évidemment, le travailleur ne peut gagner que si l'entreprise va bien. Je ne connais pas, dans l'histoire de l'humanité, de moment où l'entreprise va mal et où les travailleurs réussissent à gagner autre chose que le chômage.* » Évidemment, ce n'est pas un point de vue de gauche, et encore moins un point de vue socialiste.

Il est important de comprendre que la montée du PSOL a été une réponse historique à ce processus d'adhésion totale du PT au néolibéralisme. Après l'expulsion des radicaux du PT en décembre 2003, le processus de construction du parti a suivi, sa fondation a été officialisée le 6 juin 2004, et l'enregistrement définitif réalisé le 15 septembre 2005. D'autres secteurs de gauche du PT ont rejoint le PSOL la même année et les années suivantes, poussés par les scandales de corruption, la fin de la

démocratie interne au PT et l'abandon complet du socialisme.

PSOL : opposition de gauche contre le néolibéralisme et la corruption

En plus de symboliser la subordination au néolibéralisme, la réforme de la sécurité sociale de 2003 a également matérialisé l'adhésion du gouvernement du PT aux méthodes les plus honteuses de la « *gouvernance* ». C'est dans le but d'approuver le démantèlement de la sécurité sociale et le retrait des droits des travailleurs qu'est né le scandale de l'achat de votes des parlementaires, connu sous le nom de *Mensalão*.

Cet achat prouvé de votes parlementaires a conduit le PSOL, en plus d'une grande mobilisation sociale, à déposer une Action directe d'Inconstitutionnalité (ADI 4889) en 2012. Cette action se fondait sur le fait que l'achat avéré de voix avait vicié le processus législatif qui a approuvé le retrait des droits de sécurité sociale des travailleurs. L'ADI a alors demandé l'annulation de la réforme. L'action n'a pas eu de succès juridique, mais elle a une signification politique profonde sur les fonctions et le rôle du PSOL contre les gouvernements de l'ordre du capital.

Le PSOL s'est consolidé sous les gouvernements PT comme une opposition de gauche radicale. L'expulsion de ceux qui sont devenus les dirigeants de la fondation du PSOL, et la méthode basée sur l'achat de votes pour approuver les projets néolibéraux, sont des faits historiques, mais ils ne concernent pas seulement le passé. La réforme à laquelle nous nous sommes fermement opposés exprimait, en fait, deux axes stratégiques que le PT a maintenus : l'exécution des plans du grand capital, bien que pas toujours à l'échelle qu'il souhaite, et la construction d'alliances avec des secteurs de la droite pour garantir ce projet.

Nous faisons face à un combat acharné contre les forces du gouvernement du PT dans les bases sociales, dans les mouvements sociaux, dans les syndicats, c'est-à-dire dans le cadre des organisations de travailleurs dans leur ensemble, au-delà du parlement. Les chocs se sont produits parce que nous avons toujours construit une opposition de gauche et radicale contre la soumission du bloc du PT au capital et aux méthodes de la Nouvelle République.

Au cours de cette période, nous avons constaté que le gouvernement de l'époque avait lancé un vaste processus d'adapta-

5. Le 5 novembre 2015, la rupture d'un barrage a libéré 43,7 millions de m³ de résidus miniers dans la rivière Doce, provoquant une coulée de boue brune toxique qui a pollué la rivière et les plages près de l'embouchure lorsqu'elle a atteint l'océan Atlantique 17 jours plus tard. Des centaines de personnes ont été déplacées et les villes le long de la Doce ont subi des pénuries d'eau lorsque leurs approvisionnements en eau ont été pollués. La fuite d'un rapport de 2013 a permis de voir que les sociétés propriétaires étaient au courant des problèmes structurels de leur barrage. En 2016, 21 dirigeants, dont l'ancien PDG de Samarco et des représentants des propriétaires de cette compagnie, les multinationales Vale et BHP, ont été accusés d'homicides involontaires et de dommages environnementaux.

6. L'interview intitulée « *Le nécessaire, le possible et l'impossible* », réalisée pour le livre *Lula e Dilma : 10 anos de governos pós-neoliberais no Brasil* (Lula et Dilma : 10 ans de gouvernements post-néolibéraux au Brésil), éd. Boitempo-Flasco, São Paulo 2013, a été publiée le 20 mai 2013 sur le site *Carta Maior*, lié au PT.

tion et de recul idéologique, visant à établir le PT et son gouvernement comme le sommet du « *réellement possible* » du point de vue des travailleurs dans la politique nationale, dénonçant tous ceux qui s'y opposent comme des ennemis, des sectaires et la « *cinquième colonne* » de la droite. Une mystification absurde soutenue par une large bureaucratisation des syndicats et des mouvements sociaux.

Il est également important de souligner que l'emploi de la force et la brutalité, en tant que méthode de contrôle politique et social, était la règle générale pendant les gouvernements du PT. Et qu'elle continue d'exister de cette manière dans les États gouvernés par le PT. Il n'était pas rare que notre militantisme soit réprimé dans les rues par les forces défendant l'ordre néolibéral sous le commandement du PT, précisément pour avoir mené une opposition de gauche.

Nous avons souvent été confrontés à ce qui a été qualifié de coalition violente entre les Toucans (7) et le PT. Rappelons en particulier la répression des manifestations de juin 2013 (8), la répression brutale lancée contre le mouvement « *Não vai ter copa* » (9) en 2014, et la criminalisation des mouvements sociaux avec l'approbation de la loi antiterroriste en 2016, toujours sous le gouvernement de Dilma. Ce ne sont là que quelques exemples de la répression menée par le consortium néolibéral dont le PT fait désormais partie.

Où en est le Brésil d'après 2016 et pourquoi des secteurs du PSOL ont-ils préconisé de rejoindre le bloc du PT aux élections de 2022 ?

Tant que le PT gouvernait le Brésil, le PSOL ne pouvait cesser de s'y opposer. Cependant, depuis que le PT a été écarté de la présidence de la République, sa place au niveau fédéral a été modifiée – il est passé dans l'opposition. D'une certaine manière, le PT s'est alors rapproché du PSOL.

7 septembre 2021, manifestants bolsonaristes demandent l'intervention de l'armée pour liquider les tribunaux...



Les gouvernements qui ont suivi ont été différents de ceux du PT. Ils ont pris un caractère nettement antipopulaire – contrairement au PT, ils ne cherchaient aucune conciliation entre le capital et le travail, même en apparence. La bourgeoisie a exigé des politiques de recul des droits beaucoup plus dures que ce que les gouvernements du PT semblaient capables de faire à ce moment-là. C'est précisément la raison pour laquelle la grande majorité de la classe dirigeante brésilienne a soutenu la destitution de Dilma Rousseff. Construisant le « *pont vers l'avenir* » du PMDB, Temer a promu un changement de la Constitution sans précédent dans le monde : l'amendement du « *plafond de dépenses* », avec lequel la protection des intérêts du capital financier et le mépris des conditions de vie de la population sont devenus tout à fait explicites. Le gouvernement Bolsonaro, quant à lui, a cherché à combiner des politiques comme celles-ci avec un programme aux fortes caractéristiques fascistes.

L'analyse des causes et des origines du coup d'État de 2016 est souvent faite depuis la perspective du PT et de manière déformée, étant naïvement reproduite par les secteurs progressistes qui ont repris le récit partiel et erroné selon lequel nous

serions devant une « *montée conservatrice* ». Il s'agit là, il est important de le dire, d'une lecture superficielle qui fait abstraction de la compréhension des phénomènes politiques dans le contexte de l'offensive du capital contre le travail et qui évite d'affronter les contradictions, le caractère régressif et les limites du projet du PT. Au lieu d'identifier ce qui opposait la classe dirigeante brésilienne au gouvernement du PT – celle-ci avait compris que, en raison de l'aggravation de la crise, les politiques néolibérales mises en pratique par le PT commençaient à être considérées comme insuffisantes –, ils ont attribué aux gouvernements du PT un caractère « *totallement positif* » dans la défense des droits du peuple, ce qui est une grande mystification de la réalité.

Cette caractérisation ignore par exemple que l'une des grandes raisons de la perte de soutien dont a souffert Rousseff juste après les élections de 2014 était le « *cheval de bataille* » sur l'économie qu'elle avait annoncé avant même son investiture pour son second mandat, lorsqu'elle a choisi un économiste très orthodoxe, Joaquim Levy, comme ministre des finances et annoncé un ajustement budgétaire fort.

Il est vrai que le fait que *Lava Jato* (10) ait mené une grande campagne contre les

7. Les membres du Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB, néolibéral) sont appelés « *toucans* » d'après le symbole de ce parti. Le PSDB a été considéré comme le parti « *le plus sale* » du Brésil par les institutions électorales en 2012 en raison d'affaires de corruption récurrentes le concernant. Après avoir soutenu la candidature de Geraldo Alckmin à l'élection présidentielle de 2018, éliminé au premier tour avec 4,8 % des suffrages, une partie de ses cadres ont apporté leur appui à Jair Bolsonaro au second tour, vers lequel l'essentiel de l'électorat traditionnel du parti s'était déjà tourné.

8. Pour exiger l'annulation de l'augmentation des tarifs des transports publics et pro-

tester contre la violence policière, des mobilisations massives ont eu lieu simultanément dans plus de 500 villes au Brésil, soutenues selon les sondages par 89 % de la population et qualifiées d'insurrection de 2013. La répression a été particulièrement violente, la police tirant à balles réelles et à balles en caoutchouc et procédant à des arrestations massives, mais dans plusieurs villes la hausse des tarifs des transports publics a dû être annulée et le gouvernement de Dilma Rousseff a été obligé d'annoncer une loi garantissant l'emploi des redevances pétrolières pour la santé publique et l'éducation.

9. D'importantes manifestations ont eu lieu

contre la Coupe du monde de football au Brésil en 2014 – « *Il n'y aura pas de coupe* » ou « *Fifa go Home* » – centrées sur la critique des dépenses élevées du gouvernement pour la Coupe du monde au détriment des faibles investissements dans les services publics. Le gouvernement de Dilma Rousseff (PT) les a violemment réprimées et a mobilisé l'armée pour une action intégrée avec la police locale dans les villes où se tenaient les matchs.

10. L'opération *Lava Jato* (lavage au jet – ce terme fait référence à l'utilisation d'une station-service pour le blanchiment d'argent, objet d'une enquête lors de la première phase de l'opération) était une enquête de

la police fédérale, commencée en mars 2014, concernant la corruption et le blanchiment d'argent, notamment des entreprises Petrobras et Odebrecht. Dirigée par le juge Sergio Moro (ensuite ministre de Bolsonaro, avant d'être écarté par ce dernier), l'enquête a été discréditée par les médias qui ont levé le voile sur les messages compromettants échangés entre les procureurs et le juge Moro et a pris fin officiellement en février 2021. Elle avait entretemps permis l'arrestation de nombreux dirigeants du PT et la condamnation de Lula pour corruption (condamnation annulée en 2021 par le Tribunal suprême fédéral pour vice de forme).

gouvernements du PT a contribué à l'augmentation du rejet du gouvernement ; mais la « *fraude électorale* » de Dilma – puisqu'elle faisait peu après son élection ce qu'elle avait dit qu'elle ne ferait pas « *même si la vache tousse* » – n'a pas eu moins d'importance pour la révolte des secteurs qui soutenaient auparavant le PT.

La destitution de Dilma n'a pas seulement été la conséquence d'une conspiration de la bourgeoisie, avec des secteurs plus à droite du pouvoir judiciaire et du ministère public, des grands médias et du Congrès (beaucoup de ces derniers, d'ailleurs, ont soutenu Dilma jusqu'en 2014). Cette conspiration existait, bien sûr, et elle était facilitée par le fait que les gouvernements du PT maintenaient des méthodes de gouvernement, de financement des élections et d'achat de soutien pas très différentes de celles traditionnellement utilisées par la bourgeoisie brésilienne.

Mais l'aggravation de la crise (en partie le résultat des politiques économiques basées sur l'illusion que toutes les classes peuvent gagner dans une économie capitaliste – une économie capitaliste dépendante ! – et avoir cédé à la pression de la bourgeoisie pour tenter un ajustement fiscal sévère dans une économie qui entrainait déjà en récession) a joué un rôle majeur. Et peut-être qu'un rôle encore plus important a été joué par la démobilisation du mouvement ouvrier et populaire promue par les gouvernements du PT depuis le début, accentuée par la frustration liée au revirement post-électoral de Dilma en 2014. La conspiration anti-PT de la bourgeoisie a trouvé un terrain fertile pour prospérer, avec un faible degré de résistance de la part du PT et des mouvements populaires.

Après le coup d'État de 2016, avec le PSOL et le PT dans l'opposition, un certain rapprochement entre les deux partis était inévitable en raison des luttes concrètes à mener contre Temer-Bolsonaro et du changement d'orientation que le PT, rejeté au

niveau fédéral dans l'opposition par d'anciens alliés, ne pouvait manquer de faire. Cependant, ce changement du PT ne signifie pas un changement fondamental dans la subordination de ce parti à l'ordre néolibéral, ni dans ses méthodes politiques ou dans l'action d'avilissement idéologique de la classe ouvrière avec la propagation de la conciliation de classe. Les incohérences du PT dans son opposition aux nouvelles « *réformes* », plus dures et plus antipopulaires, et sa recherche fondamentale des mêmes alliances avec les secteurs bourgeois et antipopulaires qu'auparavant, le montrent très clairement.

Le PSOL, quant à lui, s'est opposé à la destitution de Dilma Rousseff, comprenant qu'il s'agissait non seulement d'un coup d'État, mais aussi d'un durcissement des politiques antipopulaires. En 2018, le PSOL a défendu Haddad au second tour, et s'est mobilisé pour que les votes n'aillent pas à Bolsonaro. Il ne fait aucun doute que nous devons avoir une unité d'action avec tous les partis et secteurs sociaux qui sont prêts à combattre les politiques néolibérales ou d'extrême droite. Cela inclut évidemment l'unité d'action avec le PT et les autres forces qui s'opposent au démantèlement des politiques publiques. Néanmoins, il est toujours nécessaire de se confronter aux partis qui, même s'ils s'opposent au gouvernement fédéral pour combattre ses politiques néolibérales, pratiquent exactement les mêmes politiques dans les États qu'ils dirigent, comme l'ont fait et le font le PT, le PCdoB (11) et le PSB (12), en mettant en œuvre des « *réformes* » étatiques qui suivent et renforcent la « *réforme* » fédérale des retraites de Bolsonaro.

Les positions contradictoires du PT, combattant la politique de Bolsonaro au niveau fédéral, mais appliquant la même logique ultralibérale dans les États et municipalités qu'il gouverne, révèle en soi que son opposition à Bolsonaro n'est pas pleinement programmatique, et concerne seulement certains aspects de sa politique. En ce qui concerne les bases fondamentales des diktats néolibéraux, il n'y a souvent aucun désaccord structurel entre le PT et les partis bourgeois, seulement des nuances d'intensité, de rythme et des méthodes d'application. Comme le PT continue de croire à la conciliation des intérêts populaires avec la domination capitaliste, il pense qu'il est toujours possible d'atténuer les politiques antipopulaires exigées par la bourgeoisie et d'ouvrir un espace pour le « *moins mal* ».

Il est clair que le simple fait du passage

du PT dans l'opposition au niveau fédéral ne doit pas conduire à modifier l'analyse faite par le PSOL de la nature des gouvernements du PT et du PT lui-même (et de ses alliés). D'autant plus que le PT maintient la défense intégrale de tout ce qu'il a fait au gouvernement. Cependant, des secteurs du PSOL ont entamé une sorte de révisionnisme historique, en reprenant dans nos rangs les mêmes arguments qui ont été combattus à juste titre par le PSOL lorsque nous menions une opposition de gauche aux gouvernements de Lula et de Dilma.

Certains secteurs tentent de réviser l'histoire et d'adoucir l'évaluation critique des gouvernements du PT, que le PSOL a fait depuis sa fondation. Ils ignorent ou cherchent intentionnellement à dissocier « *l'héritage du PT* » de ses conséquences sur l'aggravation de la crise politique, économique et sociale brésilienne. En plus de prendre ses distances de manière flagrante avec les faits, une telle tentative de réhabilitation du PT va produire de graves conséquences pratiques.

Le débat critique de l'histoire du Brésil, en particulier la période la plus récente, qui englobe le cycle PT, est essentiel pour comprendre la montée de Bolsonaro et nous apporte des éléments centraux pour la construction d'une véritable alternative qui prépare une période d'offensive de la classe ouvrière contre les forces du capital.

La gravité de la conjoncture ouverte avec l'élection de Bolsonaro – qui a des intentions explicites de coup d'État en plus de sa défense de programmes réactionnaires d'inspiration nazie-fasciste – a conduit des secteurs du PSOL à confondre l'urgence de l'unité dans la lutte antifasciste et démocratique et contre le génocide de Bolsonaro, avec la défense du statu quo à travers l'adhésion du PSOL aux projets électoraux d'un supposé front de gauche voire d'un « *camp démocratique* » ou « *camp progressiste* » dans un front large.

De nombreuses positions sont justifiées par une vision impressionniste de la situation ou une lecture erronée des causes de la montée de l'extrême droite au Brésil et dans le monde, qui ne peut être considérées indépendamment des effets de la crise structurelle du capital et du néolibéralisme. D'autres se justifient par une mauvaise compréhension de la tradition de la tactique du front unique défendue par les secteurs les plus conséquents de l'Internationale communiste dans les années 1920 et 1930.

Une bonne tactique de front unique vise certainement à créer de meilleures conditions pour l'affrontement avec un

11. Le Parti communiste du Brésil (PCdoB), créé en 1962 et à l'origine procubain, s'est rapproché de la Chine après avoir été condamné par Moscou. Il a soutenu la candidature de Lula en 2002 et en 2006, ainsi que celle de Dilma Rousseff en 2010. En 2018 Manuela d'Ávila, députée du PCdoB dans l'État de Rio Grande do Sul, a été candidate à la vice-présidence de Fernando Haddad (PT). Son candidat, Flávio Dino, a été élu gouverneur de l'État de Maranhão en 2014 et 2018, mais le 21 juin 2021 il a annoncé qu'il rejoignait le PSB.

12. Parti socialiste brésilien (PSB, centre-gauche), fondé en 1947. En 2018 il a fait élire des gouverneurs dans trois États et contrôle deux capitales d'États, Recife (Pernambuco) et Maceió (Alagoas). Sa candidate a obtenu 21,32 % des suffrages exprimés lors de la présidentielle de 2014 et en 2018 le PSB a soutenu Haddad au second tour.



2003 : la sécurité sociale n'est pas une marchandise

ennemi commun (comme le bolsonarisme et le néolibéralisme). Mais elle inclut, ne serait-ce que pour que cette lutte soit plus efficace, le débat d'orientation dans le mouvement entre les secteurs révolutionnaires et les secteurs réformistes et conciliateurs. Un débat d'orientation c'est un débat des consciences : il faut dire la vérité, formuler des critiques chaque fois qu'elles sont importantes, chercher à élever le niveau de conscience des masses et ne jamais renforcer leurs illusions ou contribuer à leur faire oublier l'expérience du passé.

Malheureusement, les lectures superficielles et même ahistoriques prospèrent dans la gauche brésilienne. Il est important de souligner que le néolibéralisme n'est pas seulement une « *question économique* », mais un ajustement social global, avec des conséquences politiques et idéologiques majeures, selon la célèbre phrase de la représentante du néolibéralisme Margaret Thatcher : « *l'économie est la méthode ; le but est de changer le cœur et l'âme* » (13).

Le néolibéralisme est essentiellement antidémocratique et vise à affaiblir la classe ouvrière et ses luttes. Il est certain que la croissance de l'extrême droite, avec ses caractéristiques actuelles, est un produit de cet arrangement sociétal dans notre période historique. Pour faire face à la menace fasciste, il faut affronter le néolibéralisme et ne pas s'accorder avec les forces qui l'appliquent.

Pour éviter toute confusion politique supplémentaire, nous devons différencier l'unité d'action contre Bolsonaro et d'autres fascistes – qui peut se faire même avec les forces libérales « *démocratiques* », autour de thèmes concrets tels que la destitution, les vaccins, les moyens alloués pour la santé et l'éducation, entre

autres – d'une alliance programmatique sur les projets de gouvernement avec les forces néolibérales, avec lesquelles le PT est actuellement allié et dont il fait organiquement partie.

Il serait plus productif que des secteurs du parti cessent de fantasmer sur l'alliance avec le PT, a priori comme un « *front de gauche* » (un argument dénué de toute base matérielle et historique) et commencent à s'interroger sur ce que serait le programme pour surmonter la crise et affronter les bases politiques et matérielles qui nourrissent l'extrême droite brésilienne, que nous devrions incarner dans un véritable projet de réponse structurelle à la crise.

Ce serait une grave erreur pour le PSOL de rejoindre un bloc de statu quo, qui, historiquement, contribuera à l'aggravation de la crise et au renforcement de l'extrême droite dans un éventuel scénario post-Bolsonaro. Nous avons besoin d'un programme qui doit nécessairement rompre avec le néolibéralisme en ouvrant un processus de mobilisation sociale en vue de produire des changements radicaux dans la société brésilienne. Le débat autour de la pré-candidature de Glauber Braga à la présidence de la République au nom du PSOL l'a démontré.

De nombreux secteurs du PSOL s'interrogent sur la nécessité pour le parti d'avoir sa propre candidature au premier tour de l'élection du président prévue en 2022. Il existe au moins deux variantes de la défense par le PSOL du soutien à Lula au premier tour (si nous laissons de côté ce qui serait une troisième variante : « *le soutien avec un programme de gauche et des alliances dans le camp de la classe ouvrière* » – car nous savons que cette hypothèse n'appartient qu'au terrain de l'auto-illusion et n'a aucun ingrédient du réalisme).

La première variante, défendue essen-

tiellement par les partisans de la thèse « *PSOL populaire* » – la tendance *Primavera Socialista* (Printemps socialiste) et d'autres courants (14) – dit que, après avoir soutenu Lula au premier tour, et son éventuelle élection, le PSOL devrait également participer au futur gouvernement, répétant l'ancienne illusion des secteurs de la gauche du PT qu'il serait possible de contester le gouvernement Lula « *de l'intérieur* ». Dans cette hypothèse, le PSOL s'engagerait dans un gouvernement de conciliation de classe, et toute son histoire jusqu'à aujourd'hui, tous les sacrifices consentis pour sa construction, seraient jetés aux oubliettes, faisant du PSOL un « *parti de l'ordre* ».

L'autre variante, défendue par la thèse « *PSOL Semente* » – la tendance *Resistência* et d'autres courants estime que, après avoir soutenu Lula au premier tour, le PSOL devrait refuser de participer au futur gouvernement, qui serait un gouvernement de conciliation de classe, donc un gouvernement qui favoriserait la subordination des classes exploitées et des secteurs opprimés à l'ordre du capital. Le PSOL, après avoir soutenu Lula au premier tour, en viendrait à s'opposer à son éventuel gouvernement. La raison de la défense d'une ligne aussi tortueuse serait l'évaluation selon laquelle le manque de soutien du PSOL à Lula au premier tour ne serait pas compris par les masses tra-

13. « *Economics are the method ; the object is to change the heart and soul.* » Interview à Ronald Butt, *Sunday Times*, 3 mai 1981.

14. Au 7^e Congrès du PSOL, le courant « *PSOL Populaire* », formé par les tendances *Primavera socialista* (la plus importante, le président du parti Juliano Medeiros fait partie de cette tendance) et *Revolução Solidária* (Révolution solidaire, animée par Guilherme Boulos et le Mouvement des travailleurs sans toit – MTST) avait 167 délégués. Le courant « *PSOL Semente* » (Semence), formé par les tendances *Resistência* (Résistance, animée par les militants issus du PSTU qui animent le site web *Esquerda Online*), *Insurgência* (Insurrection, qui fait partie de la section brésilienne de la IV^e Internationale), *Subverta* (Subversion, qui fait partie de la section brésilienne de la IV^e Internationale), *Maloka Socialista* (tendance présente à São Paulo et Minas Gerais), *Vamos PSOL* (Allons-y PSOL, groupe local de Pernambuco), *Carmen Portinho* (groupe local de Rio de Janeiro) ainsi que des militants indépendants avait 61 délégués. Les deux courants « *PSOL Populaire* » et « *PSOL Semente* » ont formé la majorité de direction à l'issue du congrès. Une opposition de gauche a rassemblé le MES (Mouvement gauche socialiste, organisation sympathisante de la IV^e Internationale), *Comuna* (Commune, tendance qui fait partie de la section brésilienne de la IV^e Internationale), APS (Action populaire socialiste), *Fortalecer* (Renforcer), CST (Courant socialiste des travailleurs), LS (Lutte socialiste), *Coletivo Anticapitalistas* et des groupes locaux. Cette opposition, favorable entre autres à ce que le PSOL présente une candidature à l'élection présidentielle de 2022, avait réuni 173 délégués.

Brésil

vailleuses et les secteurs populaires, qui veulent vaincre Bolsonaro et croient qu'il est nécessaire d'élire Lula pour cela.

Cette position est marquée par la confusion. On peut se demander, s'il en était ainsi, pourquoi le refus de participer au gouvernement (dès le début) serait compris ? Il est beaucoup plus logique de dire que, pour que la position des secteurs qui préconisent que le PSOL reste sur le terrain de l'indépendance politique de classe soit bien comprise, elle doit commencer à être énoncée dès maintenant, sans crainte, sans hésitation ou doute.

Si nous refusons de participer à un gouvernement qui sera un gouvernement de conciliation de classe et néolibéral (ce que nous savons déjà), nous ne devons pas non plus soutenir au premier tour un candidat qui a cette orientation. Indépendamment de ce que pensent les partisans de cette thèse, il s'agira d'une adhésion politique du PSOL et leur argument est fallacieux. La prémisse ne fait pas valoir la conclusion.

Nous pouvons expliquer nos différences calmement, tout en exposant notre vision du type de gouvernement qui serait le meilleur pour le Brésil. Et, en même temps, faire comprendre que si le PSOL n'est pas au second tour, il défendra un vote contre Bolsonaro, que ce soit avec Lula ou avec un autre candidat. Une parole claire sur le PT et ses gouvernements est beaucoup plus pédagogique, et contribuerait beaucoup plus à élever le niveau de conscience de l'électorat populaire, que le soutien à un programme organique du grand capital ou au messianisme luliste.

Un autre point important est qu'il est devenu de plus en plus clair que Bolsonaro doit être vaincu au plus vite – il a même déjà annoncé qu'il n'accepterait pas le résultat des élections. Il est vrai qu'après les menaces les plus explicitement criminelles du 7 septembre, il a fait marche arrière et annoncé le respect de la Constitution. Mais quiconque croit qu'il était sincère en disant cela mérite de gagner le grand prix de l'auto-illusion ; son recul n'est pas une conversion, mais un élément tactique.

Bolsonaro continuera certainement à attaquer les institutions, et s'il est toujours à la présidence après les crimes de masse qu'il a déjà commis et ceux qu'il commettra dans les mois à venir, il sera très difficile que les élections puissent être un tant soit peu normales. La prise de conscience de cela nous impose la conclusion que nous avons besoin d'un front unique sur le terrain de classe et d'une unité d'action plus

large pour vaincre Bolsonaro maintenant ou dans les mois à venir, et non d'une unité électorale confuse l'année prochaine.

L'unité est importante, mais de quelle manière ?

Ce qui est demandé à la gauche et aux secteurs populaires, c'est de construire l'unité sur le terrain de classe, l'unité d'action, ou l'unité sur des questions spécifiques. Mais pas l'unité programmatique avec des partis qui cherchent à réconcilier les classes et à appliquer les diktats du capital et des oligarchies tout en tentant de réduire leurs effets dévastateurs. La mystification et le manque de compréhension de l'unité ont contribué à de nombreuses distorsions dans les débats politiques de la gauche brésilienne.

Un gouvernement de conciliation des classes n'est pas un gouvernement qui défend les intérêts des secteurs populaires mais qui négocie avec la classe dominante pour permettre une certaine avancée, par le biais de calculs électoraux. C'est un gouvernement qui démobilise les secteurs populaires et les empêche d'affronter les classes dominantes pour défendre leurs intérêts légitimes. Et qui répand l'illusion que dans le capitalisme (même dans un capitalisme dépendant comme celui du Brésil) « *tout le monde peut gagner* », alors qu'en réalité la classe ouvrière perd toujours.

L'unité programmatique du PSOL avec les partis qui adoptent cette ligne impliquerait un renoncement à l'indépendance de classe. C'est-à-dire renoncer à la défense des intérêts fondamentaux des exploités et des opprimés en collaborant pour que leurs revendications ne soient pas satisfaites. Ce qui est en jeu n'est pas un débat sur l'unité du PSOL avec d'autres forces, mais un débat sur l'adhésion programmatique masquée par la logique inavouée du « *salut national* ».

Le PSOL doit défendre une alternative non seulement au bolsonarisme, mais aussi aux politiques du grand capital qui lui sont associées. Bolsonaro est une expression de la crise. Réduire toute la crise à Bolsonaro, c'est ne pas comprendre la dimension du danger de l'extrême droite et du chaos économique et social qui s'approfondit. Loin d'être une simple auto-affirmation du PSOL, la défense de sa propre candidature et d'un véritable front de gauche dans la situation difficile que nous vivons a un sens clair du programme et de la construction historique.

L'unité nécessaire et urgente pour la destitution de Bolsonaro et pour empêcher

la continuité de son gouvernement (d'autant que le PT n'a même pas agi de manière cohérente dans ce sens) ne peut se confondre avec l'incorporation du PSOL à un programme et à une logique de gouvernance qui ne représentera aucune rupture avec la structure qui régit la logique de la surexploitation du capital et de la préservation des mécanismes de ségrégation sociale au Brésil. On ne peut pas confondre lutte démocratique et défense du statu quo.

Avec l'aggravation de la crise de l'économie capitaliste et des crises connexes – telles que la catastrophe environnementale, la crise humanitaire – nous ne pouvons manquer de souligner la nécessité de surmonter le capitalisme, la nécessité d'une politique anticapitaliste.

Conclusion : nous ne pouvons pas renoncer à la construction que nous avons réalisée jusqu'à présent et Lula n'est pas la solution pour vaincre Bolsonaro et l'extrême droite

Comme nous l'avons vu, le PSOL est né de la transformation du PT en un parti défendant l'ordre capitaliste – une position rendue tout à fait explicite lorsque le PT a assumé le gouvernement du pays. Le PSOL a dû commencer sa construction alors que le PT suscitait encore beaucoup d'espoir, et a dû faire face à de nombreux moments difficiles. Malgré cela, il a réussi à se développer, bien que lentement. Il faut aller plus loin, mais pour cela il faut éviter de perdre ce que l'on a déjà réalisé. Il ne peut se subordonner au PT et à son orientation qui réduit l'horizon de ses politiques à ce qui peut être fait sans rompre avec le capitalisme et sans affronter la bourgeoisie. Notre parti ne peut se joindre à ceux qui disent qu'il n'y a pas d'alternative à la logique du capital.

Il est probablement vrai et il y a de fortes indications que Lula sera le candidat le mieux placé pour gagner... s'il y a des élections raisonnablement normales. Les sondages indiquent qu'il pourrait même gagner au premier tour. Une telle victoire face à Bolsonaro pourrait être considérée par certains secteurs de la société comme positive à court terme. En outre, compte tenu du retard et des destructions opérés par Bolsonaro, une comparaison à court terme pourra être aisément appréciée de manière positive, mais l'approfondissement de la crise sociale, politique et économique ne tolérera pas les hésitations. La sortie de la crise ne se fera pas dans le cadre de l'ordre du capital, donc celles et

ceux qui ne construisent pas de politiques de rupture devront appliquer les ajustements et s'en prendre à la classe ouvrière.

Par conséquent, la capacité de réaliser toutes les confrontations nécessaires avec le bolsonarisme, l'extrême droite et le néolibéralisme d'un gouvernement appliquant la ligne défendue par le PT et s'appuyant sur les alliances que le PT réalisera sera fortement réduite. L'auto-organisation de tous ceux qui sont exploités et opprimés par le capital n'est pas encore assez avancée pour être une alternative immédiate sur le plan politique. C'est ce qu'il faudra construire. Cette auto-organisation – c'est-à-dire un mouvement auto-organisé d'unité du camp de la classe – ne peut pas être reportée. Nous devons avancer d'urgence dans la construction d'une force extraparlamentaire en même temps nous ne pouvons pas faire l'erreur sur le terrain électoral de renoncer à une candidature et son propre programme en 2022.

Pour le PSOL, le débat programmatique est une nécessité qui va bien au-delà du débat électoral. La construction programmatique est fondamentale pour la préparation de l'auto-organisation, qui sera renforcée par la lutte pratique quotidienne sur les fronts les plus divers. Nous ne devons donc pas confondre programme et échéancier électoral. Ce dernier doit faire partie d'un programme de construction socialiste.

Il faudra aller bien au-delà de ce dont le PT est capable : déborder par nos propositions les limites acceptées par les classes dominantes et le capitalisme. Considérer les mobilisations de masse des exploités et des opprimés comme la principale force motrice (et non comme une menace qu'il faut réprimer, comme le PT l'a fait à plusieurs reprises). Le PSOL a émergé en tant qu'instrument de lutte contre l'ordre du capital. Il doit maintenir cette attitude. Son rôle en tant qu'opposition radicale et de gauche est un facteur clé face à tout gouvernement de l'ordre qui pourrait être élu en 2022. Construire et affirmer un programme anticapitaliste, travailler à la construction de notre propre candidature qui l'exprime, doit être notre tâche centrale sur le terrain de la lutte électorale.

Il faut vaincre Bolsonaro, l'extrême droite et toutes les forces néolibérales le plus vite possible. Le PSOL doit donc construire un pôle contre l'ordre du capital, en se réaffirmant comme un parti socialiste et en renforçant l'unité du mouvement ouvrier et populaire avec une indépendance de classe et un projet d'auto-organisation. ■

Le Front unique dans le débat de la gauche brésilienne

Par
João Machado*

Tout d'abord je voudrais dire que c'est une grande satisfaction de participer à cette table ronde avec Mariana [Conti], qui a fait un très bel exposé, et avec Plínio [de Arruda Sampaio Jr.] qui en a fait un aussi beau. Et avec toutes celles et ceux qui sont venus participer à un débat sur deux thèmes si importants, d'autant plus quand on les aborde ensemble : marxisme et révolution brésilienne.

Comme ce thème est très vaste, j'ai finalement préparé quelque chose d'un peu différent de ce qu'ont préparé et exposé Mariana et Plínio. Au lieu d'essayer de broser une vision panoramique, touchant à divers points, j'ai choisi de me concentrer sur un aspect. Un aspect important du marxisme et de l'expérience historique du marxisme révolutionnaire, des luttes socialistes, on va le dire comme ça, et qui prend beaucoup d'importance dans le Brésil d'aujourd'hui, et une importance toute particulière dans les débats qu'on a eus au sein du PSOL. Je vais donc emprunter un autre chemin.

Révolution, auto-organisation et nécessité d'unification grâce à la lutte

Le thème que j'ai choisi de traiter est celui de la conception de la révolution qui a été une des idées fondamentales de Marx. La révolution en tant que processus d'auto-organisation et d'autodéveloppement de la conscience de la classe ouvrière – et je crois qu'il convient aujourd'hui de l'élargir : de la classe ouvrière et de toutes les opprimés par le capital, ou qui affrontent le capital de diverses manières. Donc le processus de la révolution est un processus d'auto-organisation, de développement de la conscience de classe elle-même dans le processus de lutte et de transformation de cette mobilisation, de cette lutte, en révolution.

Une des conséquences de cette vision

– il est clair que cela va s'appliquer de manières différentes en fonction des différents pays et des différentes formations sociales, comme l'ont dit Mariana et Plínio, et dans les différentes conjonctures historiques – c'est la nécessité de lutter pour l'unité des exploités et des opprimés.

Cette unité, on le sait aujourd'hui, peut-être mieux qu'il n'était possible de le savoir du temps de Marx, ce n'est pas quelque chose de simple. Et ce n'est pas quelque chose de donné. Si on ne prend que la classe ouvrière, cette classe ne s'unifie pas naturellement, parce qu'elle est divisée par la concurrence, par les conditions de vie dans la lutte quotidienne, et encore plus dans une époque de crise généralisée et d'impasses du capitalisme comme nous la vivons.

L'unité de la classe ouvrière et, encore plus, celle des exploités et des opprimés par le capital est quelque chose qui doit être le résultat d'un effort, d'un travail, il faut la construire. Je ne vais pas développer ce thème, juste mentionner que c'est une tâche fondamentale pour un parti – et plus encore pour un parti révolutionnaire – aussi bien que pour d'autres

* João Machado, économiste, professeur à l'Université pontificale catholique de São Paulo, est membre de la coordination nationale de la tendance Comuna du Parti socialisme et liberté (PSOL), fondateur et dirigeant de ce parti et membre du Bureau exécutif de la IV^e Internationale. Ce texte est la transcription de l'intervention de João Machado dans le débat « *le marxisme et la révolution brésilienne* » qui a eu lieu le 13 février 2020 (la vidéo est disponible ici : <https://www.facebook.com/comunapsol/videos/3141346936091201>). La rencontre a été organisée par la régionale de São Paulo de la tendance Comuna du PSOL, membre de la section brésilienne de la IV^e Internationale ; y ont également participé le professeur d'économie Plínio de Arruda Sampaio Jr. (Unicamp) et la conseillère municipale Mariana Conti du PSOL. Transcrit par Fernanda Rocha et Pedro Barbosa, ce texte a été publié le 26 juillet 2021 par le site Théorie marxiste (<https://teoriamarxista.wixsite.com/blog-mri/post/frente-unica-tradicao-marxista-revolucionaria-joao-machado>) et repris le même jour par celui de la revue *Movimento* (<https://movimentorevista.com.br/2021/07/frente-unica-na-tradicao-marxista-revolucionaria/>) animée par le Movimento Esquerda Socialista (MES), organisation fondatrice du PSOL sympathisante de la IV^e Internationale. Traduit du brésilien par Jean-José Mesguen.

Brésil

organisations de la classe et des exploité-es et des opprimé-es.

Donc, c'est à l'intérieur de ce thème que se situe mon propos particulier aujourd'hui. C'est ce qui a été appelé au moins depuis le IVe Congrès de l'Internationale Communiste, en 1922, la tactique de front unique.

Front unique et divisions de classe : réformistes et révolutionnaires

La tactique de front unique, telle que l'a formulée ce congrès, est un développement de cette idée plus générale qu'il est important de lutter pour l'unité de la classe ouvrière et des exploité-es et opprimé-es. Elle prend en compte une chose qui était déjà une réalité à cette époque et qui l'est encore aujourd'hui, peut-être encore plus, le fait qu'il y a des divisions durables dans la classe ouvrière et dans l'ensemble des exploité-es et des opprimé-es, entre différentes conceptions politiques, différents partis, des organisations syndicales distinctes et d'autres organisations.

On peut dire – c'est ce qui était le plus souligné en ce temps-là, en 1922 – qu'il y a une division particulièrement importante entre réformistes et révolutionnaires. Les révolutionnaires à cette époque, du point de vue de l'Internationale Communiste, c'étaient les communistes. Comme cette division existe, et qu'elle ne va pas cesser d'exister naturellement, spontanément, sans effort, il est important de lutter pour l'unité de la classe ouvrière et des exploité-es et des opprimé-es.

On pourrait se demander : mais si vous allez défendre l'unité, ça n'aurait pas été mieux d'avoir défendu et de défendre, dès le début, l'idée que toutes les organisations ouvrières et syndicats s'unifient dans un parti unique, un syndicat unique, une centrale syndicale et des choses dans ce genre ? Et la réponse donnée à cette époque était que non, parce qu'il n'est pas possible d'avoir dans le même parti des réformistes et des révolutionnaires, parce que les réformistes ne sont pas seulement des gens qui ont choisi un chemin plus modéré, « *on va faire des réformes, parce qu'on va plus lentement* »... Non.

L'idée affirmée dans cette discussion était que les réformistes expriment au sein même de la classe ouvrière, au fond, des intérêts et des pressions de la bourgeoisie. Alors il est nécessaire de les vaincre, de conquérir la majorité de la classe ouvrière à une perspective révolutionnaire pour que s'ensuive le processus d'auto-organisa-

tion, de mobilisation et qu'arrive la révolution.

Il était donc nécessaire d'avoir une division entre partis distincts ayant des perspectives distinctes, en particulier les réformistes et les révolutionnaires. Mais d'un autre côté, comme la majorité de la classe n'était pas déjà révolutionnaire, ne suivait pas le parti révolutionnaire, comme une partie considérable – et, dans beaucoup de pays, majoritaire – était orientée par les partis réformistes, en faisait partie ou sympathisait avec, il est nécessaire d'avoir une tactique de front unique.

Les deux aspects de la tactique de front unique : unité et différenciation politique

Mais la tactique d'unité était alors pensée comme quelque chose, il faut le souligner, qui a deux aspects. Il était nécessaire en même temps – c'est ce qui est déjà dit dans les thèses sur le front unique adoptées par le congrès de l'Internationale Communiste en 1922 – de lutter pour l'unité, avec le souci d'affronter les besoins pressants, immédiats, de la lutte de classes, de la véritable guerre de classes qu'il y avait déjà à cette époque, qui aujourd'hui est peut-être encore plus sanglante, plus dure ; cette unité, il importe de l'avoir. De l'autre côté, pour que la lutte puisse être victorieuse, pour que cette unité puisse se faire de manière à servir aux intérêts immédiats et historiques de la classe ouvrière et des exploité-es et opprimé-es, il faut tenir bon dans la lutte pour les idées révolutionnaires, pour l'idée qu'il n'est pas possible d'atteindre les objectifs et les intérêts des exploité-es et des opprimé-es au sein du capitalisme – au fond défendre une révolution signifie fondamentalement cela : croire qu'un autre type d'organisation de la société, un autre type de mode de production est nécessaire.

Alors, pour que cette unité puisse se faire dans de bonnes conditions il faut qu'en même temps qu'on défend l'unité on poursuive le débat politique, les critiques politiques, la lutte pour développer la conscience des exploité-es et des opprimé-es, mais chaque parti le fait à sa manière.

Cet aspect-là est très important. Quand la tactique de front unique a été formalisée, disons, dans la tradition du marxisme révolutionnaire, au Congrès de l'Internationale Communiste, en 1922, elle était déjà pensée de cette manière : c'est une lutte pour l'unité, l'unité est nécessaire, l'unité renforce la classe, pour faire une grève il faut avoir l'unité, pour affronter les

fascistes il faut avoir l'unité (même si en 1922 le danger fasciste n'était pas très présent, mais cette discussion s'est poursuivie au cours des années suivantes quand le fascisme est devenu un problème majeur).

Maintenant cette unité ne signifie pas que nous allons simplement oublier les différences, que nous allons les laisser tomber pour en parler à un autre moment. Non. L'unité, pour qu'on la fasse dans de bonnes conditions, du point de vue du marxisme révolutionnaire, signifie lutter pour les conceptions d'affrontement avec le capitalisme, de non-conciliation avec la bourgeoisie, du refus de rester circonscrits à des changements au sein de l'ordre, mais défendre des changements contre l'ordre – ce qui est la révolution en fin de compte... défendre cela, c'est quelque chose de nécessaire.

Je pense que c'est très important, je vais attirer l'attention là-dessus, parce qu'une des choses qui apparaît parfois dans le débat brésilien aujourd'hui, par exemple, c'est de dire : « *maintenant nous devons faire l'unité pour défendre les intérêts populaires contre le fascisme, contre les semi-fascistes, contre les protofascistes, l'extrême droite et les réformes néolibérales. Et comme nous devons lutter contre ça, on ne va pas parler des différences qui existent dans le camp populaire, on va laisser de côté les critiques qu'on avait faites, par exemple, pour parler très concrètement du Brésil, au PT et à ses alliés pendant toute la période où ils ont été au gouvernement* ».

Du point de vue de ce qu'est la conception révolutionnaire de la tactique de front unique, cela n'a pas de sens. Si on pouvait, dans une situation grave, dans une situation de durcissement de la lutte des classes, dans une situation de guerre de classes, si on pouvait laisser de côté les différences qui existent entre les secteurs classistes et réformistes, opposés à l'ordre ou intégrés à l'ordre – pour utiliser une expression que Plínio apprécie particulièrement, la « *gauche de l'ordre* » –, si on pouvait laisser de côté ces questions dans un moment aussi grave que celui que nous vivons, ça voudrait dire que ces questions au fond n'ont pas d'importance, alors on peut être tous ensemble. Mais ça ne marche pas comme ça. Dans un tel moment les différences existent toujours et deviennent même brûlantes.

S'agissant du Brésil aujourd'hui, nous n'avons pas seulement des différences sur la question de comment lutter contre l'extrême droite, les néolibéraux, les protofas-

cistes sous le gouvernement Bolsonaro, mais nous avons des différences y compris sur des questions aussi fondamentales comme être contre les réformes néolibérales ou essayer de les appliquer d'une manière à peine différente. C'est ce qu'on voit aujourd'hui. Par exemple, dans le domaine de la réforme des retraites on voit que les gouverneurs du PT, ou le PCdoB, ou même le PSB (qui d'après certains devrait être considéré comme un parti de gauche ; ce n'est pas mon opinion) sont en train d'appliquer dans les États la même chose qui a été faite au niveau national, et même pire dans certains cas.

Alors à mon avis il est évident que cette idée, selon laquelle nous devons oublier toutes les différences, n'a pas de sens sous prétexte que nous devons affronter un ennemi bien pire – et c'est vrai que Bolsonaro est bien pire que la gauche de l'ordre, je n'ai pas le moindre doute là-dessus, pire aussi que la droite plus traditionnelle ou plus civilisée, de moins en moins civilisée, mais qui fut longtemps civilisée. Les différences continuent à avoir une importance décisive dans cette lutte que nous devons mener.

Pour pouvoir vaincre, nous ne pouvons pas faire n'importe quoi. Je suis convaincu, et j'imagine qu'une grande partie d'entre nous, ici présent-es, est convaincue qu'on ne peut pas mener une lutte conséquente contre l'extrême droite et les néolibéraux extrêmes en prenant en compte et en acceptant une bonne partie de leur programme économique.

La tactique de front unique est quelque chose de fondamental, mais cela ne signifie en aucun cas, et cela ne peut signifier, que cessent les divergences, que cessent les débats. Non. Tout au contraire, c'est un moment où il faut aussi débattre sur le fond de l'orientation des luttes pour montrer quelle est la meilleure manière de lutter contre l'extrême droite, etc.

Front unique, « *front populaire* » et nécessité d'une alternative d'ensemble

De plus, on ne peut pas lutter de manière consistante contre les mesures d'un gouvernement comme celui que nous avons aujourd'hui sans présenter une alternative d'ensemble. Parce qu'on nous demandera des comptes là-dessus. Et pour présenter une alternative d'ensemble nous ne pouvons pas répéter ce qui a échoué dans le passé.

Il y a une grande confusion dans le débat qui a été mené au Brésil, et même



au sein du PSOL, sur la tactique de front unique et ce qu'on a traditionnellement nommé « *front populaire* » – tactique de front populaire –, qui était une unité qui incluait des secteurs bourgeois. Quand elle a été formulée en France, par exemple, la tactique de front populaire incluait le Parti radical, qui était un parti à la base principalement petite-bourgeoise et paysanne, mais qui était le parti qui était resté le plus longtemps dans les gouvernements bourgeois de la France des années 1920 et 1930.

L'idée de défendre l'importance du front unique ouvrier implique d'unifier la classe ouvrière pour ses propres intérêts, contre la bourgeoisie. Donc elle ne doit pas être confondue avec un soi-disant élargissement de ce front pour y faire entrer des secteurs et partis bourgeois. Et il y a une raison pour cela. Pour faire un front qui inclut des partis bourgeois, il est nécessaire de limiter les revendications ouvrières et populaires pour que la bourgeoisie accepte, pour que les partis bourgeois acceptent. Il est nécessaire de commencer à freiner les luttes, sinon ces alliés ne seront pas d'accord.

Dans le cas du Brésil, pour faire une alliance avec des libéraux nous allons devoir mener une discussion, qu'ils considèrent comme responsable, sur les réformes – en vérité des contre-réformes – qui sont proposées. Il n'existe pas de possibilité d'essayer d'élargir l'unité à des secteurs de la bourgeoisie sans affaiblir la lutte, sans réduire la portée de la lutte, sans démobiliser des secteurs qui ne se sentiront plus représentés, parce qu'on laisse tomber la défense de questions fondamentales.

Est-ce que ça signifie que nous ne ferons pas l'unité avec des secteurs libéraux sur des questions spécifiques ? Non.

Il y a des domaines spécifiques où on peut le faire, par exemple contre les ingérences de ce gouvernement pour restreindre la liberté de la presse. Pour défendre la liberté de la presse aujourd'hui, on peut faire alliance avec les libéraux. Mais ça, c'est une alliance spécifique sur un point spécifique, qu'on peut faire et qu'en général on a faite, et personne ne remet ça en question.

En aucune façon cela ne signifie qu'on puisse faire une alliance plus large pour lutter, par exemple, pour la démocratie, parce que c'est quelque chose d'extrêmement vague. Lutter pour la démocratie c'est très bien, mais nous devons savoir quelle lutte en faveur de quoi. Nous ne pouvons pas avoir la même conception de ce que signifie lutter pour la démocratie que les partis bourgeois. D'ailleurs, on ne peut pas non plus avoir la même conception que des partis qui, dans un passé récent, ont défendu par exemple une législation restreignant les mobilisations populaires, la loi dite antiterroriste.

Finalement, on peut faire l'unité sur des points spécifiques avec des secteurs libéraux, mais rechercher une unité plus vaste, on ne peut le faire qu'avec des secteurs qui font partie, qui représentent, qui ont une base dans la classe ouvrière, les exploités et les opprimés. Parce que c'est seulement avec ces secteurs qu'il y aura une possibilité d'aboutir à des plateformes communes et même comme ça ce ne sera pas facile. Même comme ça il faudra compter sur la mobilisation, par exemple, de la base de partis réformistes pour qu'il y ait une possibilité de lutter de façon plus cohérente contre la droite, les ultralibéraux, etc.

Front unique et lutte de classes : défensive et offensive

J'aimerais aborder encore une chose. Au Brésil, une manière de poser la question contraire à la tradition du débat sur le front unique ouvrier dans le mouvement socialiste a été très répandue. Le front unique serait une tactique défensive : « *quand nous sommes sur la défensive, c'est là que nous devons faire l'unité de manière très large* ». Non.

Quand la tactique de front unique a commencé à être discutée, par exemple, dans l'Internationale Communiste, on disait que c'était une tactique qui s'appliquait principalement en situation d'offensive de la classe ouvrière. Pour unifier la classe ouvrière afin de lutter pour le pouvoir il est nécessaire d'avoir une unité plus large.



Je pense qu'on peut dire que la tactique de front unique peut être plus facilement appliquée quand la lutte de classe est plus aiguë. Pas forcément plus aiguë au sens où la classe ouvrière serait plus sur la défensive ou à l'offensive. C'est l'aiguïssement de la lutte de classe qui est la motivation qui pousse le plus à l'unité de la classe ouvrière, des exploités et des opprimés contre la bourgeoisie.

Autre question importante, cette division entre situation défensive et situation offensive est une division qui souvent n'a guère de sens. Supposons que nous soyons dans une situation défensive, et que nous allions nous défendre contre une menace très forte, comme c'était le cas en 2019 avec la réforme des retraites. Si on lutte contre cette réforme – pour de bon, malheureusement on n'est pas arrivé à le faire – on suppose que nous admettons pouvoir mettre en échec cette réforme. Eh bien, si nous avons mis en échec cette réforme, il y aurait eu une crise terrible du gouvernement et des alliances libérales avec le gouvernement. Immédiatement, la situation qui était défensive, serait devenue plus offensive.

Donc cette question d'essayer de doser le degré de radicalité ou d'ambition de ce que nous allons défendre, selon une certaine façon de mesurer la conjoncture – plus offensive ou défensive – c'est quelque chose de très artificiel. Nous devons estimer ce que nous allons défendre fondamentalement à partir du critère de ce qui est nécessaire – tant pour éviter les reculs, éviter de plus grandes défaites du point de vue de la classe ouvrière et des exploités et des opprimés, que pour pouvoir obtenir des avancées.

Donc ce n'est pas parce que la situation est difficile. Nous avons vu que c'était difficile au point que nous avons perdu contre la réforme des retraites, mais nous

n'allions pas soutenir une formulation intermédiaire parce que le rapport de force était mauvais. Ce n'est pas ainsi qu'on doit faire de la politique si on a une perspective de réelle transformation de la société, une perspective révolutionnaire. Nous devons défendre ce qu'il est nécessaire de défendre.

Bien sûr qu'il faut tenir compte de la conjoncture. Je ne suis pas en train de dire qu'il ne faut pas tenir compte de la conjoncture. Il faut le faire. Mais on doit faire attention de ne pas faire des distinctions très mécaniques entre situation défensive et situation offensive, pour dire si une tactique est bonne ou non. On doit aller plus loin.

Front unique et élections

Pour finir je voudrais parler d'un autre point : front unique et élections. La tactique de front unique, telle qu'elle a été formulée initialement, dans l'Internationale Communiste et dans la tradition du marxisme révolutionnaire, est fondamentalement une tactique pour la lutte de masse, pour l'action, pour les grèves, pour les mobilisations.

Un des arguments importants qu'on voit, par exemple, dans les textes des thèses sur le front unique qui ont été adoptées par l'Internationale Communiste, est que dans la lutte de masses le terrain est naturellement plus favorable pour les révolutionnaires que pour les réformistes, il est plus facile de faire l'unité et de réussir à faire avancer la conscience de classe des exploités et des opprimés.

Ça, c'est une première chose. Il y a plein de gens qui disent : « il a parlé d'unité, la chose la plus importante c'est l'unité électorale ». Non. Je crois même qu'on peut dire le contraire : pour arriver à une unité électorale, il convient d'abord

de faire l'unité dans la lutte sur des sujets qui démontrent la possibilité d'avoir des perspectives plus communes.

D'un autre côté, dans la tradition révolutionnaire marxiste, éventuellement, le front unique peut s'appliquer aussi aux élections. Mais il faut être bien clair sur le fait que pour avoir une unité, une bonne unité aux élections, les conditions sont bien plus restrictives que pour faire une unité, une bonne unité dans une grève par exemple.

Une élection, c'est un débat de programmes, de perspectives pour la société. Alors pour faire une unité électorale, il faut avoir un accord bien plus large que pour faire une grève, où il suffit qu'il y ait un accord sur cette revendication spécifique de la grève, sur le moment où il est correct de faire grève... Pas besoin d'avoir un accord sur toute une perspective programmatique pour faire l'unité dans une grève, ou dans d'autres actions de masses. Dans une élection, pour avoir une bonne unité, il faut qu'il y ait la possibilité d'un accord programmatique substantiel et pas d'un truc régressif.

Programme de transition et revendications transitoires

Je termine avec quelque chose que je n'ai pas eu le temps de développer. Quelque chose qui dans la tradition révolutionnaire a toujours été lié à la défense de la tactique de front unique, c'est l'idée de revendications de transition, d'un programme de transition. Et pas d'une séparation – qui est typique des réformistes, d'après la critique qui a été faite par les marxistes révolutionnaires – entre un programme minimum et un programme maximum : « *le programme minimum on le fait parce que c'est ce qui marche, et on laisse pour plus tard le programme maximum et le socialisme quand la situation aura changé* ». Mais nous, on ne va pas changer cette situation parce que nous sommes tout le temps en train de défendre le programme minimum, c'est ça ?

Alors l'idée de programme de transition qui était une chose, dans le débat de l'Internationale Communiste, intimement associée à la défense du front unique, c'est qu'on doit défendre un programme qui parte des intérêts les plus immédiats des exploités et des opprimés mais qui en même temps, ne serait-ce que pour être cohérent dans la défense de ces intérêts, ouvre des ponts vers une transformation plus vaste de la société. ■

13 février 2020

Quo vadis, Lula ?

Problèmes du front unique et du front démocratique pour virer Bolsonaro

Par
José Correa Leite*

Les manifestations bolsonaristes du 7 septembre ont posé de manière concrète comme un processus en cours le coup d'État contre les institutions établies de l'État brésilien et les élections de 2022. Cela a été immédiatement remarqué par l'opposition libérale, qui avait jusqu'alors refusé de se saisir de l'impeachment et qui s'oriente désormais dans cette direction. Les premières réactions de la gauche reflètent les impasses stratégiques que nous devons discuter et surmonter, notamment le positionnement de l'ancien président Lula sur l'impeachment et l'unité de la gauche avec la droite anti-Bolsonaro pour l'obtenir. Si ces deux nœuds gordiens ne sont pas tranchés, la campagne *Fora Bolsonaro* (dehors Bolsonaro) ne pourra jamais devenir un large mouvement civique nécessaire à la défense de la faible démocratie brésilienne, comme l'a été le mouvement *Direta Já* (élections directes maintenant) à l'issue de la lutte contre la dictature militaire en 1984.

❶ **Le coup d'État en tant que processus.** Les manifestations bolsonaristes du 7 septembre à Brasília, São Paulo et Rio et dans les petites villes agricoles ont montré que l'ex-président a la capacité de mobiliser un secteur militant d'extrême droite, néo-fasciste, minoritaire mais important dans la société brésilienne (1). Le gouvernement Bolsonaro a encore l'approbation de 24 % de la population, et une partie de celle-ci est prête à se mobiliser pour les drapeaux anti-démocratiques et réactionnaires du président, de ses enfants et de ses soutiens. Il est l'expression d'un mouvement conservateur plus large, enraciné dans les secteurs de l'agrobusiness, dans l'appareil de sécurité, dans le fondamentalisme religieux (surtout les églises néo-pentecôtistes, mais pas seulement) et qui a le soutien majoritaire ou la connivence de la Chambre des députés, contrôlée par le *Centrão* (2).

❷ **L'exaspération des élites.** La politique



des secteurs hégémoniques des classes dirigeantes et des partis libéraux liés au grand capital financier mondialisé a consisté, jusqu'à présent, à laisser la crise saigner Bolsonaro, tout en le soumettant à une pression politique institutionnelle croissante – par certains secteurs de l'entrepreneuriat (le « marché »), le Tribunal suprême fédéral (STF) et le Tribunal suprême électoral (STF), les médias, certaines parties du corps législatif (surtout au Sénat) et la plupart des gouverneurs. Mais la société brésilienne est entrée, en 2020, dans une phase de récession, d'anomie et de mal-gouvernance très défavorable à l'environnement des affaires de la grande bourgeoisie. La crise pandémique, qui approche les 600 000 morts officiels, s'est transformée en une crise multiforme : au-delà de la pandémie, non résolue, stagflation, famine, désespoir et atteinte aux droits des plus pauvres et des plus vulnérables, crise de l'eau et de l'énergie, impact sur le pays de la désorganisation des chaînes de production mondiales... Bolsonaro est incapable de tenir les promesses qu'il a faites à l'ensemble de son électorat et au monde des affaires ; Paulo Guedes (3) est devenu une figure pathétique. La large coalition bourgeoise qui a porté Bolsonaro au pouvoir est défaite et

* José Correa Leite, politologue et enseignant universitaire, a été animateur du Forum social mondial et militant de la Tendance Démocratie socialiste du Parti des travailleurs jusqu'en 2005. Il a rejoint le Parti socialisme et liberté (PSOL) en septembre 2005. Il fait partie de la direction de la tendance Insurgência (membre de la IV^e Internationale) du PSOL, qui a publié cet article sur son site : <https://www.insurgencia.org/blog/jose-correa-quo-vadis-lula?categoryId=164768> (Traduit du portugais par JM).

1. Les manifestations du 7 septembre 2021, journée de la fête de l'indépendance, organisées par Jair Bolsonaro, ont rassemblé plusieurs centaines de milliers de personnes dans 160 villes. À São Paulo les bolsonaristes étaient 125 000 (selon la police militaire) et un nombre similaire sur l'esplanade des ministères à Brasília.

2. Regroupement des partis du centre-droite, formé au printemps 2014 à l'initiative d'Eduardo Cunha, alors président du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) pour s'opposer à la présidente Dilma Rousseff du Parti des travailleurs (PT), comprenant alors, outre le PMDB, le Parti progressiste (PP), le Parti de la République (PR), le Parti social-chrétien (PSC), le Parti républicain de l'ordre social (PROS), le Parti travailliste brésilien (PTB) et Solidariedade. Après la démission de Cunha, accusé de corruption, le *Centrão* privé de leader devient un ensemble des partis du centre-droite, sans idéologie marquée mais unis pour obtenir une plus grande influence ou des postes au sein des institutions brésiéliennes. Sous Jair Bolsonaro, le *Centrão* reste incontournable au parlement et négocie son soutien au président contre des postes dans l'administration. Il remporte environ la moitié des municipalités brésiéliennes lors des élections municipales de 2020, dont il sort renforcé.

3. Paulo Guedes, économiste ultralibéral brésilien faisant partie des « *Chicago Boys* », connu pour son climatocécisme, a fait la campagne de Bolsonaro et a été nommé ministre de l'Économie.

Brésil

sa popularité s'effrite lentement. Et avec la victoire de Biden, la politique environnementale du bolsonarisme et des militaires, notamment pour l'Amazonie, est devenue un risque majeur pour les méga-exportateurs brésiliens opérant sur les marchés nord-américain et européen.

④ **L'opération de sauvetage d'urgence.** Lorsque le processus de tension de Bolsonaro avec le pouvoir judiciaire, les médias et les grandes entreprises a presque atteint un point de non-retour, l'ancien président Michel Temer, figure centrale du coup d'État contre Dilma, est entré en scène le 8 septembre et a orchestré une lettre de recul et d'excuses de Bolsonaro, reconnaissant l'autorité du STF (4). Bien entendu, il ne s'agit pas d'un retrait de la stratégie de coup d'État en cours, mais seulement de la prise de conscience que l'opération du 7 septembre était allée au-delà de ce qui était acceptable pour les « *marchés* », les grands médias et le STF – une opération dont la grève des camionneurs faisait partie, et qui a également dû battre en retraite. Pour l'instant, une confrontation définitive a été évitée, même si elle reste à l'horizon.

④ **L'opposition libérale descend dans la**

rue. Les mouvements de droite libérale *Movimento Brasil Livre* (5) et *Vem para a Rua* (6) ont appelé ce 12 septembre à des manifestations pour *Fora Bolsonaro* dans 18 capitales et à Brasília – avec des tensions entre eux, *Vem para a Rua* insistant sur le fait qu'il faut simultanément réfuter Bolsonaro et Lula. Elles ont attiré des secteurs de la droite non-bolsonariste, du centre de l'échiquier politique et même de la gauche, mais elles n'ont rivalisé ni avec les manifestations convoquées par Bolsonaro ni avec celles de la gauche depuis le mois de mai ; numériquement, elles étaient peu nombreuses. Leur pertinence ne réside toutefois pas dans la mobilisation de la rue, mais dans le poids que ces secteurs peuvent offrir sur le terrain institutionnel. Pas moins de six candidats à la présidence ont participé à ces événements : Ciro Gomes (7), João Dória (8), Luiz Henrique Mandetta (9), Simone Tebet (10), Alessandro Vieira (11) et, à Porto Alegre, Eduardo Leite (12). Cette évolution, ajoutée au poids institutionnel de la gauche, commence à rendre viable la demande de l'impeachment (la destitution du président), qui nécessite 342 voix sur 513 membres de la Chambre fédérale des députés

pour être approuvée – la gauche ayant un peu plus d'une centaine de députés.

La nécessité d'un large mouvement civique *Fora Bolsonaro*. Mais la destitution ou la disqualification de Bolsonaro, s'il franchit les limites tracées par le STF (ce qui n'est pas exclu – mais avec les conseils de Temer, il pourrait être plus prudent), ne sera pas réglée sur le seul terrain législatif ni sur le terrain judiciaire. La campagne *Fora Bolsonaro* doit se transformer en un vaste mouvement civique de défense de la faible démocratie brésilienne, dans les rues et sur tous les terrains de la société, comme l'a été le mouvement *Direta Já* à la fin de la lutte contre la dictature en 1984 (qui, rappelons-le, a été vaincu, mais a conduit à la transition vers la Nouvelle République avec l'élection indirecte du ticket Tancredo-Sarney et l'accord pour faire adopter l'Assemblée constituante).

Les deux nœuds gordiens de la conjoncture

④ **La gauche n'est pas unie dans *Fora Bolsonaro*.** La quasi-totalité du militantisme brésilien de gauche, progressiste et de centre-gauche est convaincue de la nécessité de la destitution de Bolsonaro. Mais il y a un acteur décisif qui ne semble pas partager cette conviction, l'ancien président membre du Parti des travailleurs (PT). Lula semble préférer que Bolsonaro « *saigne* » jusqu'aux élections d'octobre 2022. Contrairement à une grande partie de la gauche, il montre qu'il ne partage pas l'idée que laisser Bolsonaro opérer dans le gouvernement est un risque énorme pour les élections elles-mêmes. Si telle est vraiment la politique de Lula, cela signifie que l'ensemble du PT en tant que machine politique, avec ses gouverneurs, ses maires et ses milliers de députés et de conseillers municipaux, ne se mettra pas en mouvement, alors que les mouvements du camp du PT, qui ont – de loin – la plus grande structure matérielle et une attractivité dans toute la gauche, n'auront qu'une présence protocolaire dans le processus. Si cette structure ne s'engage pas résolument dans une campagne plus large pour la destitution, cette dernière ne sera pas viable.

Ce probable calcul électoral de Lula n'est pas officiellement assumé par le groupe parlementaire du PT, qui a signé plusieurs des plus de 130 pétitions de destitution présentées au Congrès et restées dans les tiroirs d'Arthur Lira, le président de la Chambre des députés et porte-parole du Centrão. Et il ne s'est pas exprimé, du

4. Deux jours après sa mobilisation du 7 septembre 2021, Bolsonaro a signé une lettre écrite par l'ex-président Michel Temer dans laquelle il affirme qu'il n'a jamais eu l'intention d'attaquer les pouvoirs en place.

5. Le Mouvement Brésil Libre (MBL), fondé en 2014 « *pour promouvoir des réponses de marché libre aux problèmes du pays* » (selon *The Economist*) a organisé des manifestations pour la destitution de Dilma Rousseff, puis a aidé le gouvernement Temer à promouvoir des contre-réformes, telles que celle de la sécurité sociale. Il a récemment abandonné le bolsonarisme et s'est opposé au gouvernement.

6. Viens dans la rue (VPR) est un mouvement politico-social qui se déclare non partisan et opposé aux gouvernements autoritaires, fondé en octobre 2014 pour obtenir la destitution de Dilma Rousseff. Il a organisé des manifestations contre la corruption, dont celles du 15 mars 2015 et du 13 mars 2016, considérées comme les plus grandes mobilisations populaires depuis le début de la Nouvelle République. Il s'est récemment opposé au gouvernement Bolsonaro.

7. Ciro Gomes a été ministre dans les gouvernements d'Itamar Franco (1994-1995) et de Lula (2003-2006) après avoir été gouverneur de l'État de Ceará (1991-1994). Candidat du Parti démocratique travailliste (PDT, centre gauche) à la

présidentielle de 2018, il avait recueilli 12,5 % des suffrages exprimés. Tout en annonçant qu'il combattra Bolsonaro « *pour la démocratie et contre le fascisme* », il n'a pas été jusqu'à appeler à voter au second tour pour Fernando Haddad, le candidat du PT.

8. João Dória, homme d'affaires et multimillionnaire, membre du Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB, centre-droite), gouverneur de l'État de São Paulo depuis 2019, ancien maire de São Paulo (2017-2018), avait soutenu Bolsonaro à l'élection présidentielle de 2018, avant de rompre avec lui et tenter de séduire les déçus du bolsonarisme. Il aspire à être candidat de son parti pour la présidentielle de 2022.

9. Henrique Mandetta, médecin, membre du parti Démocrates (DEM, libéral-conservateur), a été ministre de la Santé (2019-2020) de Bolsonaro, auquel il s'est opposé en proposant la distanciation sociale face au Covid et en s'opposant à l'usage de la chloroquine, ce qui lui a valu la perte de son poste.

10. Simone Tebet, avocate, enseignante et écrivaine, affiliée au Mouvement démocratique brésilien (MDB, anciennement PMDB, social-libéral et conservateur), sénatrice du Mato Grosso do Sul depuis 2015, elle a défendu une proposition de loi visant à suspendre la démarcation des terres indigènes.

11. Alessandro Vieira, politicien du

centre, membre de Cidadania (Citoyenneté, centre). Ancien chef de la police de l'État de Sergipe, il a été démis de ses fonctions par le gouverneur après avoir entamé un processus d'arrestations de corruptus locaux. Élu sénateur en 2018 avec le soutien du parti Réseau de soutenabilité (REDE, centre-gauche environnementaliste), il s'en est séparé en soutenant l'élection de Bolsonaro au second tour de la présidentielle. Il propose la criminalisation de la LGTBphobie et la légalisation du cannabis à des fins médicales. Il a déclaré que la conduite de Bolsonaro durant la pandémie constituait un crime de responsabilité passible de la destitution.

12. Eduardo Leite, gouverneur de l'État de Rio Grande do Sul depuis 2019 (premier gouverneur brésilien ouvertement homosexuel), membre du Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB, centre-droite). Il est favorable à la privatisation des entreprises publiques (dont la société d'approvisionnement en eau de Rio Grande do Sul), au mariage homosexuel et à la dépénalisation de la marijuana, mais s'oppose à la dépénalisation de l'avortement. En février 2021 il a annoncé sa pré-candidature au sein du PSDB à la présidence de la République en 2022. Il avait soutenu Bolsonaro au second tour en 2018, mais a critiqué sa position « *radicale* » lors de la crise sanitaire.

moins pas avant le 7 septembre, dans l'action décisive des mouvements populaires du camp du PT, qui ont codirigé les mobilisations antigouvernementales de juillet et août. Maintenant, après le 7 septembre et avec l'appel à la rue des mouvements de droite (qui étaient putschistes), Lula et le PT profitent de la méfiance de l'avant-garde de cette droite libérale, pour empêcher la matérialisation d'une unité plus large, d'un véritable front démocratique pour la destitution de Bolsonaro.

⑦ **Quo vadis Lula ?** Quo vadis ? signifie « Où vas-tu ? » en latin. Il fait référence à un passage de l'évangile apocryphe « *Les actes des saints apôtres Pierre et Paul* », dans lequel Pierre, fuyant Rome sur la voie Appienne, rencontre Jésus portant une croix et lui demande : Quo vadis ? Jésus répond : Romam vado iterum crucifigi (« Je vais à Rome pour y être crucifié à nouveau »). Pierre trouve alors le courage de retourner à Rome pour poursuivre son ministère, mais il est crucifié. Ce sont peut-être des doutes comme ceux que Pierre a eus en fuyant Rome qui sont dans l'esprit de Lula. Mais quelles que soient ses questions sur la destitution, cette symbolique centrale pour la société brésilienne n'avancera pas s'il ne l'assume pas. Et cela devra lui être facturé. Permettra-t-il que les élections du 2 octobre 2022 soient une répétition, cette fois peut-être réussie, de ce que Trump a tenté aux États-Unis le 6 janvier 2021 ? Jouera-t-il le rôle d'homme d'État ou laissera-t-il le Brésil s'effondrer pendant encore 16 mois – en supposant qu'il y aura des élections, que Bolsonaro sera battu et que le vainqueur prendra la relève en janvier 2023 ?

Front unique en tant que conflit. La campagne *Fora Bolsonaro* est structurée autour du *Frente Povo Sem Medo* (Front du peuple sans peur), dirigé par le MTST, du *Frente Brasil Popular* (Front populaire du Brésil), dirigé par les organisations du camp du PT, et de la *Coalizão Negra por Direitos* (Coalition noire pour les droits). Elle représenterait un large front unique de la gauche dans son objectif d'appeler à la mobilisation de la rue pour la destitution de Bolsonaro. Ses polémiques seraient, apparemment, avec des gauchistes qui divisent. En fait, il est fortement structuré – et nationalement, dans un pays fédéral – autour de mouvements organisés et, au cours de la dernière décennie, ces mouvements ont perdu en force, en capacité de rassemblement et en attraction.

Cependant, une campagne visant à



Bolsonaro défile le 7 septembre 2021

peser sur l'état d'âme et la conscience de larges pans de la population pour renverser le président élu en 2018 devrait être fortement décentralisée, attractive et organisée depuis la base (comme ce fut le Campagne contre l'Accord de libre commerce des Amériques en 2001 et 2002). Mais cette hiérarchisation reflète la grande régression de la compréhension de la démocratie de masse par la gauche brésilienne au cours des dernières décennies et il serait naïf de penser que ces orientations deviendront plus démocratiques, plus ouvertes au dialogue et plus transparentes sans une explosion populaire dans le pays.

D'autre part, et voici l'épée capable de trancher le premier nœud gordien, pourquoi n'exige-t-on pas, dans les mouvements et dans les rues, l'engagement effectif de Lula et de la structure plus large du PT dans la lutte pour la destitution ? Rappelons que le concept de front unique a été formulé par la III^e Internationale entre 1921 et 1922, comme une tactique pour contester la direction du mouvement contre les directions conciliantes. Réduire l'idée du front unique à des accords de leadership pour une action unitaire, c'est la vider de 90 % de son sens. Nous devons exiger que la gauche institutionnelle descende dans la rue et place l'unité pour vaincre Bolsonaro au-dessus de toute différence entre Lula et les autres dirigeants et candidats. Il est nécessaire de retirer le PT et les petistes de la position confortable qui consiste à dire qu'ils sont en faveur de la destitution, alors que ce qu'ils font ces derniers temps, c'est surfer électoralement sur l'usure du gouvernement. Il est nécessaire que ceux qui refusent d'aller de l'avant pour élargir le mouvement de destitution paient un prix élevé devant l'avant-garde des travailleurs et du peuple.

⑧ **L'unité d'action avec le centre et la droite libérale.** Le deuxième nœud à dénouer est de constituer un front démocratique global capable d'incorporer tous les secteurs qui peuvent s'engager dans des pressions et des mobilisations pour

Fora Bolsonaro, sans autre considération que le soutien au vote de destitution. Dans les polarisations politiques de la dernière décennie, l'idée s'est perdue qu'un mouvement civique essentiel pour le pays peut (et doit) mettre sur la même plateforme des forces politiques aux projets très opposés. Le meilleur exemple ici est la campagne *Diretas Já* pour les élections directes. Un processus unitaire a été mis en marche par une mobilisation initiale de 15 000 personnes à

São Paulo sur la place Charles-Miller le 27 novembre 1983, afin que celle d'un million de personnes puisse avoir lieu à Candelaria à Rio de Janeiro le 10 avril 1984 et une autre de 1,5 million à Anhangabaú à São Paulo le 16 avril 1984. Des dizaines de mobilisations, de concerts et de manifestations, petites et grandes, ont été organisées à différentes dates dans les principales villes du pays, créant la sensation d'un processus de boule de neige, impliquant gouverneurs et artistes, dirigeants syndicaux et joueurs de football. Aucun dirigeant politique de l'opposition n'a songé à rester en dehors du processus et personne n'a pu dire qu'il ne monterait pas sur la plateforme avec untel ou untel. Le processus *Fora Bolsonaro* ne réussira que s'il rassemble depuis Lula jusqu'à Doria, en passant par Ciro Gomes et Kim Kataguiri (13).

⑩ **Le temps et la contagion électorale.** Le temps est essentiel pour capitaliser la fenêtre ouverte dans la conjoncture, sous toutes les formes possibles : destitution – dans le meilleur des cas –, annulation de l'élection de 2018, inéligibilité. Si le processus de mobilisation ne prend pas de l'ampleur dans les semaines à venir, afin qu'il culmine encore cette année, il ne décollera tout simplement pas. Les mouvements sont déjà contaminés par les querelles électorales (comme le montrent les actions de *Vem para a Rua* contre Lula, le 12 septembre) et c'est déjà un problème essentiel pour impliquer le PT et Lula. Mais sans cela, l'élection de 2022 sera une roulette russe de possibilités et d'aventures au bord de l'abîme – pour les forces politiques démocratiques et pour la société brésilienne. ■

São Paulo, le 13 septembre 2021

13. Kim Kataguiri, journaliste néolibéral, un des cofondateurs du Mouvement Brésil Libre (MBL), s'est prononcé pour la levée de l'habeas corpus de l'ancien président Lula en 2018. Député fédéral du DEM depuis 2019. Il a appelé au « vote utile » en faveur de Bolsonaro au second tour en 2018, mais en 2021 il appelle à sa destitution et a coorganisé les manifestations du 12 septembre de la droite libérale en ce sens.

Néolibéralisme et/ou libertarianisme autoritaire : deux lectures croisées

Concernant le Brexit, il existe un récit convenu : alors que les classes moyennes éduquées – la City en tête – voulaient rester dans l'Union européenne, le prolétariat déclassé des régions désindustrialisées du Royaume-Uni a voté pour le Brexit. Les élites, pleinement acquises à l'UE en tant que maillon important de la mondialisation, ont été défaites par le peuple.

C'est ce récit que Marlène Benquet et Théo Bourgeron fracassent en moins de 150 pages dans leur livre *La Finance autoritaire*. Sur base de l'étude des sources de financement des campagnes du « oui » et du « non » au référendum de 2016, M. Benquet et T. Bourgeron relèvent qu'une bonne partie de la haute finance britannique était partisane du « leave » (la sortie de l'UE) : si l'établissement financier (banque, change, courtage, assurances, fonds de pension...) a majoritairement opté pour le « remain » (le maintien dans l'UE), c'est l'inverse pour les financiers opérant de manière spéculative (capital-investissement, hedge funds...). Pourquoi ?

Même si les institutions de l'UE sont totalement imprégnées de néolibéralisme, même si la souveraineté des peuples y est pleinement soumise aux intérêts des capitalistes, ce n'est pas encore suffisant pour les acteurs de cette finance alternative. En optant pour le Brexit, ils voulaient avoir les coudées franches pour investir où bon leur semble, pour commercer avec qui bon leur semble, sans être soumis à la tutelle bruxelloise. Ils souhaitent transformer Londres en « Singapour-sur-Tamise » – une place financière totalement dérégulée et largement défiscalisée.

Élargissant leur champ d'investissement, Marlène Benquet et Théo Bourgeron établissent ensuite le constat suivant : l'arrivée au pouvoir de Donald Trump (États-Unis), de Jair Bolsonaro (Brésil), de Boris Johnson (Royaume-Uni) révèle l'avènement d'un nouveau moment du capitalisme : le néolibéralisme tend à céder la place à quelque chose de plus radical – le libertarianisme. Le courant libertarien (qui alimente notamment le Tea Party du Parti républicain étatsunien) propose un capitalisme encore plus dérégulé

que néolibéralisme, et a pour objectif à terme de privatiser l'éducation, les transports, voire la justice et la police.

Libertarien sur le plan économique, le régime politique d'accumulation qui se profile ainsi est aussi autoritaire sur le plan politique. Hostile à tout mécanisme redistributif garantissant des conditions élémentaires d'existence à la population (santé, éducation, protection), il fait de la répression des mouvements sociaux et de la réduction des libertés publiques la modalité privilégiée de création d'un ordre social. Ainsi, notamment, les actions menées par Extinction Rebellion à Londres, en octobre 2019, ont été sévèrement réprimées.

Bon nombre de ces libertariens autoritaires sont aussi des climatonegationnistes. Croyant aveuglément que la technologie permettra de limiter les effets du réchauffement climatique, cherchant de nouvelles sources de profit dans la privatisation maximale des éléments de la nature, les climatonegationnistes n'ambitionnent pas de sauver l'ensemble de la population du globe... Comme l'écrivent Marlène Benquet et Théo Bourgeron, « ils demandent simplement, dans une sorte d'idéologie survivaliste élitaire ou d'hédonisme nihiliste, le droit de vider le magasin avant qu'il ferme ». En quelque sorte : après nous le déluge...

De Pierre Dardot et Christian Laval on connaissait déjà deux remarquables essais consacrés au néolibéralisme : *la Nouvelle Raison du monde* (La Découverte, 2009) et *Ce cauchemar qui n'en finit pas* (La Découverte, 2016). Pour leur nouvelle étude – *le Choix de la guerre civile*, ils ont été rejoints par Haud Guéguen et Pierre Sauvêtre. Contrairement à ce qu'écrivent notamment Marlène Benquet et Théo Bourgeron, ces auteurs ne voient pas de rupture mais une continuité dans la gouvernamentalité néolibérale. Ils rappellent que, depuis ses origines dans les années 1930, le néolibéralisme s'articule autour de quelques axes intangibles :

- la défense et la promotion d'une économie de marché pleinement concurrentielle, seul gage de l'équilibre économique ;
- le respect absolu de la propriété privée des moyens de production.

C'est à ces conditions que le citoyen-consommateur sera pleinement libre et responsable. Dans cette optique, la démocratie doit

être strictement limitée au choix des dirigeants. La répartition des richesses ne peut dépendre de la souveraineté du peuple. Seul le marché concurrentiel (la « concurrence libre et non faussée ») permet d'assurer l'allocation optimale des ressources... et la sauvegarde de la civilisation occidentale.

Autant dire que l'égalité et la justice sociale n'ont guère de place dans cet univers. Ni le socialisme, ni le syndicalisme, ni l'État-providence. À propos de l'État, celui-ci n'est en rien l'État faible du libéralisme classique : il doit veiller fermement au respect intangible du droit commercial et du droit pénal. Il s'agit, comme l'écrivent les auteurs, de constitutionnaliser le droit privé, pour le mettre hors d'atteinte des demandes redistributives et égalitaristes du peuple.

Pour arriver à ses fins ainsi délimitées, le néolibéralisme peut s'accommoder de toute sorte de régimes politiques : des plus démocratiques (à condition que la répartition des richesses reste hors de portée du peuple) jusqu'aux dictatures (dont le régime de Pinochet a été une illustration achevée). Mais que ce soit via la démocratie (limitée) ou la dictature, la stratégie néolibérale repose sur la guerre civile. Sur base des écrits de Michel Foucault, les auteurs ne limitent pas la notion de guerre civile à un affrontement armé. La loi et le droit en sont aussi des instruments. Ainsi qu'ils l'écrivent, « ces guerres menées à l'initiative de l'oligarchie sont des guerres "totales" : sociales, en ce qu'elles visent à affaiblir les droits sociaux des populations ; ethniques, en ce qu'elles cherchent à exclure les étrangers de toute forme de citoyenneté, notamment en restreignant toujours plus le droit d'asile ; politique et juridique, en ce qu'elles ont recours aux moyens de la loi pour réprimer et criminaliser toute résistance et toute contestation ; culturelles et morales, en ce qu'elles s'attaquent aux droits individuels au nom de la défense la plus conservatrice d'un ordre moral souvent référé aux valeurs chrétiennes ».

À partir des années 1980, la social-démocratie s'est largement convertie au néolibéralisme, tout en prétendant incarner une version plus progressiste de celui-ci (la « Troisième voie » de Clinton, Blair, Schröder). S'éloignant résolument de la lutte historique pour l'égalité sociale, elle a mis en avant des valeurs culturelles et morales d'ouverture : antiracisme, féminisme,

droits des LGBTQI+. Cette mise sous le boisseau des revendications sociales a créé un énorme désarroi parmi les couches populaires ; cela a ouvert un boulevard pour le populisme de droite et d'extrême droite.

Avec sa plasticité (son cynisme serait-on tenté d'écrire) habituelle, le néolibéralisme peut se couler dans ce profil nationaliste (le nationalisme à la sauce néolibérale implique le libre-échange entre les diverses nations) et autoritariste, en retournant une partie du peuple contre ses intérêts objectifs. Ainsi, à côté du néolibéralisme « de gauche », incarné par la social-démocratie, un néolibéralisme de plus en plus droitier en prend le contre-pied. L'espace politique est ainsi saturé, en centrant les débats autour de questions identitaires et sécuritaires, autour des valeurs (qu'elles soient chrétiennes ou laïques), au détriment de la question sociale. Tout en flirtant avec l'extrême droite, ce néolibéralisme ne peut pourtant pas (pas encore ?) être assimilé au fascisme : ainsi, l'hypervalorisation de la liberté individuelle (y compris la liberté d'être raciste, d'être homophobe, d'être islamophobe...) qu'il met en avant n'entre pas vraiment en résonance avec la conception fasciste des rapports entre l'individu et l'État.

Comme Marlène Benquet et Théo Bourgeron, les auteurs du *Choix de la guerre civile* abordent aussi le penchant de plus en plus autoritaire et répressif des régimes néolibéraux contemporains. Utilisant et pérennisant les mesures censées lutter contre le terrorisme, les États néolibéraux accentuent le côté répressif de leur gouvernance – le traitement appliqué aux Gilets jaunes en 2019 en est une illustration parmi d'autres.

L'horizon est-il pour autant à la désespérance ? Tant la *Finance autoritaire* que le *Choix de la guerre civile* se clôturent par l'énoncé de ce qu'il convient de faire pour contrer l'infamie machine du néolibéralisme ou du libertarianisme autoritaire.

Deux livres à lire, assurément !

Roger Goddin

* Marlène Benquet & Théo Bourgeron, *La Finance autoritaire. Vers la fin du néolibéralisme*, Raisons d'agir éditions, Paris, 2021.

* Pierre Dardot, Haud Guéguen, Christian Laval & Pierre Sauvêtre, *le Choix de la guerre civile. Une autre histoire du néolibéralisme*, Lux Éditeur, Montréal, 2021.

Vers une nouvelle approche géopolitique

Par
Luis Bonilla-Molina*

Pour les élites latino-américaines et occidentales, le Venezuela est une nuisance. Et cela parce qu'il a osé proposer une voie différente du capitalisme néolibéral à un moment où le triomphe de la pensée unique était annoncé. Les élites – locales et étrangères – se sont donné beaucoup de mal pour détruire une telle initiative.

La violence politique parrainée par l'étranger a ajouté à la vie démocratique un élément inconnu dans ce pays au cours des dernières décennies. Le plus grand espoir qui ressort des négociations au Mexique est que la violence en tant qu'option politique soit supprimée, que les institutions démocratiques reviennent à la normale et que les sanctions économiques criminelles – qui n'ont servi qu'à faire souffrir le peuple, à pousser le gouvernement dans les pires de ses tendances et à alimenter le discours sur l'échec de la voie socialiste – soient levées. Malheureusement, l'ordre du jour au Mexique n'inclut pas le besoin urgent d'améliorer les conditions de vie et de salaire de ceux qui vivent de leur travail.

Après l'échec des négociations d'Oslo, un nouveau cycle de pourparlers est en cours de réouverture sous les auspices des gouvernements mexicain et norvégien et avec le soutien de la Russie. Il ne s'agit pas d'une continuation, mais d'un nouveau chapitre. Le gouvernement vénézuélien rencontre au Musée d'anthropologie l'une des neuf factions de l'opposition vénézuélienne, étroitement liée au gouvernement américain. Un accord pourrait ouvrir les vannes d'un retour à une politique centrée sur la population, afin que la politique des politiciens ne domine plus la vie quotidienne des citoyens.

Politique, économie et géopolitique

La majorité des analyses surestiment la dimension politique nationale, sans

prendre en compte les dynamiques économiques et géopolitiques associées à ce processus. En conséquence, ces analyses restent bloquées dans la bipolarité de l'accord ou du désaccord et ont du mal à comprendre ce qui se passe en tant que processus.

La tension politique actuelle au Venezuela est le résultat de l'incapacité à résoudre au niveau politique la crise économique qui a éclaté il y a près de 40 ans (1983), la crise sociale (Caracazo, 1989) et la crise géopolitique générée dans les années 1980 (mondialisation et internationalisation du capital). Les alternatives systémiques (Caldera, Chiripero), anti-establishment (Causa R) et anti-système (MBR 200) se sont avérées incapables de trouver une solution à cette situation dans les années 1990.

Le triomphe électoral de Chávez (1998), résultat d'une large alliance, s'est construit autour de la possibilité de résoudre la crise. Au cours des trois premières années de son mandat, Chávez a mis l'accent sur l'aspect social de la crise, ayant moins de possibilités dans le domaine économique et de sérieuses difficultés dans le domaine géopolitique.

Le secteur de la bourgeoisie importatrice qui avait accompagné Chávez s'est senti menacé par les lois sur la propriété foncière, le contrôle des revenus pétroliers et la redéfinition du rôle des institutions étatiques. Le coup d'État de 2002, l'insurrection populaire pour ramener Chávez au pouvoir et la rupture avec le secteur bourgeois qui avait accompagné Chávez ont créé une situation nouvelle : une rupture de la chaîne État-bourgeoisie, essentielle dans un pays capitaliste où une part très importante de ce qui est consommé est importée.

Il s'est alors produit un phénomène inconnu depuis la période de Juan Vicente Gómez (au début du XX^e siècle) : l'État a accordé des licences d'importation à des secteurs proches de la bureaucratie gouvernementale pour tenter de faire face aux problèmes d'approvisionnement, car celui-

ci était menacé par la rupture produite par le coup d'État d'avril 2002. Cela a généré un nouveau circuit d'accumulation de profits et des formes perverses de relations avec l'État qui, dans les années suivantes, ont façonné une nouvelle bourgeoisie, désormais associée au processus de transformation bolivarien.

Néanmoins, certains groupes bourgeois de la IV^e République – comme les groupes de Mendoza ou de Cisneros – ont continué à recevoir des encouragements et des soutiens face à l'impossibilité pour la nouvelle bourgeoisie importatrice de produire des biens dans le pays même ou à la suite d'échanges d'informations pour l'accès à une part de l'exploitation pétrolière. Ajoutons que cela a entraîné des contradictions entre le cours socialiste formulé fin 2004 et les castes bourgeoises (de la IV^e et de la V^e République), que nous ne pouvons développer ici.

Ce nouvel élément est venu s'ajouter à la crise qui a débuté dans les années 1980 : les contradictions (2002-2012) entre la bourgeoisie de la IV^e et celle de la V^e République, pour qui la lutte pour le pouvoir a une motivation fondamentalement économique – qui prend des accents idéologiques seulement pour l'expression publique. Cela est passé pratiquement inaperçu pour la majorité des secteurs populaires, qui pariaient sur un approfondissement socialiste du processus et pour lesquels Chávez tentait de construire un réseau institutionnel et de soutien qui menaçait de plus en plus l'ancienne et la nouvelle bourgeoisie.

Alors que Chávez encourageait des politiques pour inverser la dette sociale

* Luis Bonilla-Molina, est professeur d'université et chercheur au Centro Internacional de Investigaciones Otras Voces en Educación (CII-OVE) du Conseil latino-américain de sciences sociales (CLACSO). Il a obtenu le prix international de justice sociale 2020, décerné par le Paulo Freire Democracy Project de l'Université Chapman, aux États-Unis. Cet article a d'abord paru le 1er septembre 2021 dans *Jacobin América Latina* : <https://jacobinlat.com/2021/09/01/venezuela-hacia-una-nueva-aproximacion-geopolitica/> (Traduit de l'espagnol par JM).

Venezuela

accumulée, il avançait en même temps une insertion géopolitique du pays qui était non seulement anti-impérialiste (fondamentalement anti-étatsunienne), mais qui renouvelait aussi la logique des non-alignés à travers des alliances avec des gouvernements progressistes, consolidant une alliance stratégique avec Cuba. Cela représentait une rupture avec la relation privilégiée et de dépendance entre les États-Unis et le Venezuela au XX^e siècle. Cela a un impact sur les négociations au Mexique aujourd'hui, impact qui ne doit pas être ignoré.

Chávez n'arbitrait pas la crise ouverte dans les années 1980, ni n'assumait un rôle de médiateur entre les factions bourgeoises, il a plutôt opté pour une radicalisation du processus par le bas, permettant l'émergence d'une nouvelle bourgeoisie dans le cadre d'une stratégie économique de durabilité. Sa maladie et sa mort sont survenues alors que le « jeu » était encore ouvert et battait son plein, qu'aucune faction bourgeoise ne s'était imposée et que la réalité sociale n'avait pas laissé le temps pour qu'un nouveau rapport de forces entre les classes s'installe. Les derniers messages de Chávez appelant à un « coup de barre » et à « la commune ou rien » réaffirmaient que son pari était celui d'une issue s'appuyant sur le camp populaire.

Ainsi, l'arrivée au pouvoir de Maduro s'est faite de manière pratiquement inattendue, au milieu d'une chute brutale des prix du pétrole qui a mis en échec le modèle rentier d'accumulation et de formation de la bourgeoisie basé sur l'appropriation des devises étrangères générées par l'industrie pétrolière. Les acteurs politiques associés à la vieille bourgeoisie ont perçu les implications de cette baisse de revenus comme une possibilité de générer une rupture qui leur permettrait de reprendre le contrôle du gouvernement.

Entre 2014 et 2017, on a vu diverses activités insurrectionnelles, entrecoupées de soulèvements et de mobilisations, qui n'ont toutefois pas réussi à déloger Maduro du pouvoir. Les gouvernements Trump, Duque et Piñera sont à l'origine du plus grand danger d'invasion de la patrie et de début d'une guerre civile ; les incidents de Cúcuta de 2019 ont été le point culminant d'une escalade de la violence.

Si une chose est certaine, c'est qu'il est impossible de construire une politique centrée sur le peuple au milieu d'une spirale de violence et de polarisation politique. La crise migratoire, surtout de 2014 à 2021, a affecté l'opposition beaucoup plus en ter-

mes politiques, en lui faisant perdre une partie importante de sa capacité de mobilisation. Cependant, il est faux de dire que « tous ceux qui partent sont des opposants » ; la plupart sont des citoyens qui cherchent à survivre aux ravages économiques de la crise.

Maduro, homme fort de la politique vénézuélienne

Maduro, contrairement à Chávez, assume le rôle d'arbitre et de médiateur entre les factions bourgeoises pour stabiliser la situation politique, mais il travaille également sur des scénarios et des modèles d'articulation du capital national et transnational. Ceux qui considèrent Maduro comme un figurant se trompent. Maduro n'est peut-être pas un homme instruit, mais c'est un politicien avisé : il a imposé la logique de la bureaucratie syndicale à la politique vénézuélienne.

Depuis son arrivée au pouvoir, pas à pas, il est devenu l'homme fort qui repousse toute influence :

1. En affaiblissant et en fragmentant l'opposition par une combinaison de la « carotte » (accords avec des fractions des partis, soutien aux dissidents, judiciarisation de la politique) et du « bâton » (interdiction d'organisations, disqualification et emprisonnement des opposants réfractaires à la négociation).

2. En éloignant les figures de référence morale du chavisme de la structure du parti et du gouvernement – au point de conduire certains d'entre eux à la terrible erreur de rencontrer le leader de l'opposition qui menait une tentative d'invasion du pays – vidant ainsi de sa substance la possibilité de construire une référence éthique chaviste traditionnelle avec une réelle option politique.

3. En coupant de son entourage l'architecte financier de la bourgeoisie bolivarienne (et en le forçant à s'exiler en Europe), écartant ainsi son influence et consolidant son propre leadership dans ce secteur.

4. En réduisant progressivement le nombre d'autres dirigeants du parti au pouvoir, qui sont passés du statut d'aspirants à la relève à celui de jokers (les récentes élections internes du PSUV l'ont démontré, réduisant les véritables sources de pouvoir au sein du gouvernement à quatre : Maduro, Delcy et Jorge Rodríguez, Diosdado).

5. En établissant un nouveau modèle de contrôle militaire dans les forces armées par le renforcement du leadership d'un militaire non charismatique mais compé-

tent, une sorte de Fouché de la structure armée.

6. En devenant « la main qui berce l'enfant [qui] est celle qui domine le monde » de l'opposition : toute l'opposition gravite désormais autour de ce que dit ou fait Maduro, sans pratiquement aucune capacité d'initiative.

7. En développant, avec une impunité presque totale, un modèle d'autoritarisme contre ceux qui protestent contre les terribles effets de la crise économique, en particulier les dirigeants et les secteurs de base de la classe ouvrière.

8. En utilisant à son avantage le blocus américain criminel contre le Venezuela, comme justification des politiques d'arbitrage inter-bourgeois qu'il tente de développer.

9. En construisant un récit qui se présente comme une continuation du chavisme, mais qui est en réalité une tentative de résoudre la crise bourgeoise générée dans les années 1980 de l'intérieur de l'État.

10. En instrumentalisant le désespoir face aux effets de l'inflation excessive, de la dévaluation astronomique de la monnaie et de la perte presque totale du pouvoir d'achat des salaires.

11. En obtenant que la solidarité automatique prévale dans la majorité de la gauche latino-américaine, ce qui réduit sa capacité critique. Certes, Maduro perd du soutien au sein de la gauche radicale ; mais au sein de la gauche orthodoxe et progressiste, le débat sur ce qui se passe dans le monde du travail au Venezuela est toujours en suspens.

12. Et finalement, en développant un programme d'ajustement structurel de l'économie vénézuélienne dont le profond impact social et salarial est justifié par les sanctions. Si les sanctions sont levées, ce seront les syndicats affaiblis qui devront se battre pour une restructuration significative conforme aux intérêts du monde du travail.

La migration massive des Vénézuéliens a joué en sa faveur, laissant presque tous les partis politiques d'opposition sans une partie importante de leur armée de protestation (et de leur base électorale). Il est vrai que seul un petit groupe de ceux qui ont émigré peut être placé dans la frange des partis d'opposition, mais ils constituaient la base de leurs mobilisations.

La délégation de Maduro s'est rendue aux négociations de Mexico avec un programme clair :

❶ démanteler les sanctions américaines sur l'économie vénézuélienne afin de pouvoir remplir son rôle d'arbitre des bourgeois-

sies et de facteur déterminant du contrôle social ;

② générer avec les différents secteurs de la bourgeoisie un accord de cohabitation qui tienne à distance les conflits politiques et sociaux ;

③ ayant appris au fil des ans que l'opposition n'a qu'une faible assise économique, tenter de parvenir à un accord sur de nouvelles règles du jeu politique en échange de la garantie économique de leurs activités par l'État ;

④ éloigner la possibilité d'un appel à la révocation de la part de l'opposition (en faisant comprendre à l'opposition que, lors de ces élections, elle doit se concentrer sur les élections des maires et des conseils municipaux et non sur les postes de gouverneur) ;

construire dans l'imaginaire social que désormais les multiples oppositions, devenues si divisées, sont à blâmer pour l'absence de changement politique.

Au Mexique, Maduro commence à construire une autre approche géopolitique, plus proche de la social-démocratie que de l'ancien concept de non-aligné ; l'idée de socialisme a été écartée par le gouvernement, au-delà de quelques déclarations pour rassurer les secteurs internes. Il n'est pas surprenant que dans un processus jusqu'à présent hypothétique de refondation, le PSUV change son nom en effaçant le mot socialisme afin de liquider les dernières résistances de l'establishment américain à la levée des sanctions. Cela ne signifie pas une distanciation vis-à-vis de Cuba ; au contraire, il est possible que ce soit avec la bénédiction de l'île.

Les oppositions vénézuéliennes

L'opposition est fragmentée et, dans de nombreux cas, il n'y a même pas de passerelles entre ses différents secteurs. Ils sont tous dépendants de l'agenda gouvernemental, dépourvus de capacité d'initiative propre et de plus en plus discrédités à la base par le double discours qui combine radicalisme verbal et conciliation permanente au niveau de l'action.

La première des oppositions est constituée des acteurs désormais rassemblés au Mexique, proches des formations politiques originelles de Primero Justicia (Borges-Capriles), Voluntad Popular (Leopoldo López-Guaidó), Nuevo Tiempo (Manuel Rosales) et Acción Democrática (Allup). Il s'agit de partis qui ont fait l'objet d'une procédure judiciaire et dont les instances ont été désignées ad hoc ; en fait, l'un des points de négociation est la

restitution des sigles, comptes et propriétés de ces partis. Cette opposition est désignée sous le nom de « G-4 ».

Pour la plupart (à l'exception d'Acción Democrática), ils sont des expressions politiques renouvelées des intérêts de la vieille bourgeoisie de la IV^e République. Leur orientation est profondément liée à la relation de leurs intérêts de classe avec le capital transnational ; ils recherchent une intégration harmonieuse entre le capital national et transnational – une tâche qui s'est avérée difficile depuis les années 1980. Face à la nouvelle répartition géopolitique, ils cherchent à contrôler l'État (ou une fraction de celui-ci) afin de capter la rente de l'extractivisme et de la consommation de biens importés. Il s'agit d'un secteur sans projet productif capitaliste.

La deuxième est une opposition patronale qui agit comme sa propre représentation parce qu'elle ne fait pas confiance aux médiations politiques qui prétendent la représenter. Son visage le plus visible est Lorenzo Mendoza, qui n'exclut pas d'être candidat à la présidentielle.

La troisième est constituée par la dite Alliance démocratique, qui réunit Avanzada Progresista (Henry Falcón) et les « *alacranes* » (directions des partis désignées par la Cour suprême qui a utilisé des poursuites intentées par certains membres) d'Acción Democrática (Bernabé), Primero Justicia (Primero Venezuela), Voluntad Popular, COPEI, Venezuela Unida, Movimiento ecológico de Venezuela, Unidad Visión Venezuela, Compromiso País, Bandera Roja, UPP89, Opina, Soluciones (Claudio Fermín), Movimiento Republicano, NVIPA, Prociudadanos, MAS, Min-Unidad, Alianza Centro. Ce groupe d'opposition est celui qui a conclu le plus d'accords et de négociations partielles avec le gouvernement ; il est donc considéré par le G-4 comme une opposition liée au gouvernement.

Dans le quatrième groupe, se trouvent les acteurs les plus radicaux (María Corina Machado, Antonio Ledezma et Andrés Velásquez), qui promeuvent l'application du Traité inter-américain d'assistance réciproque et l'invasion américaine. Ils sont pratiquement isolés depuis que les Républicains ont quitté la Maison Blanche.

Le cinquième est l'Alternative populaire révolutionnaire (APR), dirigée par le Parti communiste, qui comprend une longue liste d'anciens membres des partis qui, jusqu'à récemment, accompagnaient le gouvernement Maduro : le PPT (Patria Para Todos) et Tupamaros, mais aussi le parti REDES, Izquierda Unida, Nuevo

Caminos Revolucionario (NCR) et une pléthore d'organisations locales et régionales. Il s'agit d'une dissidence de gauche, c'est-à-dire qui cherche à se rattacher au monde du travail. Depuis sa formation, l'APR n'a pas su faire preuve d'une capacité de mobilisation ou d'articulation de son discours avec la gauche latino-américaine, c'est pourquoi elle n'a pas construit de force réelle pour être un facteur en faveur du monde du travail dans les négociations.

Le sixième groupe d'opposition regroupe des universitaires et des intellectuels structurés autour de la Plataforma en Defensa de la Constitución (PDC) et du Pensamiento Crítico. Ils sont souvent qualifiés de « *chavisme dissident* », bien qu'ils ne représentent pas toutes les expressions de ce groupe. Ce groupe n'a pas de capacité de mobilisation qui lui permettrait d'être pris en compte dans les négociations.

Le septième rassemble des secteurs de la gauche qui s'articulent à partir des mouvements sociaux écologiques, indigènes, féministes et éducatifs, pour défendre, entre autres, les dirigeants ouvriers emprisonnés ou la communication alternative. Bien que désarticulé à l'heure actuelle, ce secteur est le plus dynamique et le plus créatif. Une convergence de leurs forces pourrait être un facteur déterminant dans la création d'une option politique ayant une réelle présence dans les territoires. Mais jusqu'à présent, il n'y a aucun signe de cela.

Par ailleurs, lors des récentes élections du PSUV, de nouveaux dirigeants locaux et régionaux ont émergé – dont beaucoup ont été nourris par les communes. Dans certains cas leur élection a été respectée et dans d'autres invalidée. Le mouvement des communes pourrait signifier un réveil de l'esprit constituant.

Le huitième groupe, c'est la très faible gauche radicale trotskiste. Après avoir produit un regroupement important au début du XXI^e siècle, elle s'est fracturée sur l'évaluation du gouvernement Chávez. Actuellement, Marea Socialista et le PSL ont accompagné des luttes spécifiques, mais avec de profondes faiblesses en termes d'insertion dans les mouvements de masse ; ils n'ont pas réussi à construire un pôle de référence. Quant à Luchas, une scission de Marea Socialista, son travail s'est concentré sur la propagande, avec une faible insertion dans la lutte sociale.

La neuvième opposition est très marginale : une droite fondamentaliste et ultra-conservatrice, dirigée par l'ancien ministre de la planification de Chávez, Felipe Pérez Martí, qui semble être à moyen terme le

Venezuela

germe d'une droite à la Trump ou à la Le Pen, le messianisme religieux en plus.

La géopolitique comme facteur déterminant

Lors de la réunion de Mexico, un objectif non avoué sera de confirmer aux États-Unis, à l'Union européenne et à leurs alliés que le Venezuela ne représente pas un danger communiste, ce à quoi Maduro s'est employé ces dernières années. Le départ du parti communiste et des alliés ayant un passé de gauche de la coalition gouvernementale et de la première ligne de gestion a été un signe clair et sans équivoque dans ce sens. Au Mexique la délégation officielle montrera que non seulement une voie large et démocratique peut être construite pour les méga-élections du 21 novembre, mais que Maduro est un facteur déterminant dans l'arbitrage et l'accord entre les différentes factions bourgeoises.

La désarticulation des oppositions vénézuéliennes confirme le fait que Maduro est aujourd'hui l'homme fort de la politique vénézuélienne. Son gouvernement et sa manière d'entrer en relation et de négocier avec l'opposition de droite, en la subalternisant, constituent une garantie pour l'articulation du capital transnational avec le capital national.

Le vrai problème de la négociation actuelle

La réunion de Mexico pourrait être le début d'un nouveau régime de cohabitation et de relations entre le gouvernement Maduro et l'opposition du G-4. Cela entraînerait quelques frictions mineures avec des secteurs de l'Alliance démocratique (opposition). Cette tension et la manière de sa résolution pourraient faciliter ou entraver la construction d'un nouvel accord de gouvernement à long terme (qui, bien entendu, n'envisage pas d'alternance présidentielle).

Il semble que – contrairement à ce que certains prédisent – cela s'exprimera modestement dans les résultats des élections de novembre ; dans les circonstances actuelles, l'opposition pourrait obtenir d'importants sièges de maires et de conseillers municipaux mais de faibles résultats au niveau des gouverneurs.

La suspension progressive, graduelle et durable des sanctions américaines sera un facteur déterminant de la stabilisation politique et du renforcement du césarisme de Maduro pour la coexistence et l'articula-

tion des différentes factions bourgeoises.

Cependant, la pacification des principaux partis bourgeois pourrait ouvrir l'espace d'une instabilité sociale croissante, car le peuple a subi une perte dramatique et sans précédent de la qualité de vie et du pouvoir d'achat.

Et le monde du travail ?

Les dizaines de dirigeants ouvriers arrêtés et poursuivis en justice indiquent la volonté de son étouffement. Avec des salaires mensuels ne dépassant pas deux chiffres, une inflation cumulée dépassant 1 000 000 % et la dévaluation soutenue du bolivar (il vient d'être annoncé que six zéros seront à nouveau supprimés de la monnaie), il est prévisible que les luttes de la classe ouvrière, des employés publics et des salariés en général commenceront à faire sauter les restrictions imposées.

La tendance pourrait être à l'approfondissement de la voie autoritaire du gouvernement ou à une transition vers une négociation au long cours avec les syndicats et les organisations syndicales en vue d'un redressement substantiel de la qualité de vie. Le problème pour le gouvernement est que la nouvelle génération de dirigeants ouvriers qui émerge semble être très éloignée aussi bien de l'opposition que du gouvernement. Les machineries bureaucratiques dont les deux disposent ne semblent pas être capables de contenir le bouleversement social en cours.

Y a-t-il une transition ?

Il n'y a pas de transition à court terme dans le gouvernement de Maduro. Au contraire, ce qui est consolidé, c'est sa capacité à contrôler la situation politique. L'opposition ne semble pas assez forte pour créer des conditions favorables à une transition. Ce qui pourrait se produire, c'est le début d'une cohabitation politique, avec pour conséquence le partage des quotas de pouvoir entre le gouvernement et l'opposition de droite.

Les alternatives de gauche, quant à elles, traversent leur propre crise. Ni la plateforme de défense de la Constitution nationale ni la gauche radicale ne disposent d'une base sociale suffisante pour transformer la situation à court terme. L'Alternative populaire révolutionnaire a généré des attentes plus élevées que ce qu'elle a pu réaliser, piégée qu'elle était dans la logique du parti révolutionnaire et des fronts de masse.

Aucune option à la gauche du « *madu-*

risme » n'a réussi à devenir un facteur pertinent de mobilisation. Elles n'ont même pas réussi à clarifier pour la gauche régionale ce qui se passe réellement au Venezuela. On peut arguer que la dérive autoritaire du gouvernement est un facteur déterminant, mais auparavant, même dans des situations de dictature, la gauche n'avait pas perdu à ce point sa capacité de mobiliser les masses.

Dans ce contexte, les luttes sociales démocratiques jouent un rôle fondamental dans la recomposition démocratique du paysage politique, économique et social. Pour cette raison, la gauche radicale, plutôt que de s'inquiéter de la consolidation de micro-appareils de parti, devrait s'ouvrir à des formes d'organisation nouvelles et élargies qui lui permettent de se relier au rhizome de résistance qui s'enracine dans la société.

Que faire ?

Il est temps de reconstruire la gauche sur la base des territoires. Il est urgent de sortir des discussions byzantines sur les théorèmes politiques et de se reconstruire à partir des luttes, de laisser de côté l'épistémologie du parti d'avant-garde et de retrouver l'humilité de l'accompagnement et de l'apprentissage à partir de la lutte sociale concrète. La gauche a toujours réinventé l'espoir à partir des catacombes. Il est temps de le faire à nouveau.

La reconquête de l'espoir et la capacité de mobilisation de la démocratie sont aujourd'hui beaucoup plus localisées dans les activités communautaires, sociales et alternatives que dans les partis politiques de droite ou de gauche ; c'est là que la vie nationale semble se ressaisir.

La migration pourrait être le facteur qui fera pencher la balance dans les années à venir. Des millions de Vénézuéliens et de Vénézuéliennes ont dû quitter le pays pour survivre et, ce faisant, ont fait l'expérience de la barbarie du néolibéralisme, mais aussi de la main secourable de personnes simples dans d'autres territoires. Dans la mesure où les sanctions sont levées et où la violence politique disparaît, beaucoup reviendront et deviendront potentiellement un facteur déterminant pour un autre Venezuela possible, un Venezuela de justice sociale, d'équité, de solidarité et de démocratie.

Se pourrait-il que nous retrouvions la capacité de nous engager dans la politique de la rue ? C'est cette politique-là, et aucune autre, qui fait rêver, vibrer et qui ouvre la voie à un changement radical. ■

Solidarité avec le peuple afghan, victime de l'impérialisme et des talibans

Résolution de la IV^e Internationale

Dix ans après le retrait de l'armée étatsunienne de l'Irak, l'impérialisme américain subit à nouveau une véritable débâcle, cette fois en Afghanistan. Il faudra voir dans la période à venir dans quelle mesure cela affecte ses prétentions à manœuvrer et à régner sur la géopolitique mondiale en tant que première puissance mondiale, comme il l'a fait il y a 20 ans avec l'occupation de ces deux pays par une force militaire criminelle.

Au cours du nouveau millénaire, l'Afghanistan a été le premier pays d'une longue série à subir de tels assauts militaires. L'establishment de la politique étrangère américaine avait déjà identifié la Chine, l'Iran et la Russie comme étant ceux à surveiller. Ils étaient donc bien conscients que l'Afghanistan, à l'instar du Pakistan, était voisin de l'Iran, de la Chine et des républiques d'Asie centrale pro-russes, ces dernières possédant également d'importantes sources de pétrole et de gaz relativement inexploitées.

La prise de Kaboul par les talibans, le 15 août, a été marquée par un bain de sang, des enlèvements et des déplacements de la population, qui indiquent un avenir incertain pour la majorité des 38 millions d'Afghans. Le fait que les talibans aient à nouveau pris le pouvoir – et ce bien plus rapidement que les États-Unis ne l'avaient prévu – est un coup dur pour la crédibilité politique de l'impérialisme américain. Ses laquais afghans se sont effondrés.

Un bouleversement chaotique pour l'impérialisme

La victoire des talibans a été facilitée à bien des égards par l'impérialisme américain. L'accord de Doha avec les talibans a ouvert la voie à cette prise de pouvoir. Avec l'implication directe ou indirecte du Qatar, du Pakistan, de la Russie, de l'Iran et de la Chine, les États-Unis et les tali-



Le 19 août, à Kaboul, Crystal Bayat (24 ans) a pris la tête du rassemblement de 200 personnes.

bans ont conclu un accord. La guerre menée par les États-Unis en Afghanistan pendant 20 ans n'a rien donné. Avec le retrait des forces américaines d'Afghanistan, le pays est maintenant laissé à la merci de talibans enhardis. À aucun moment, le peuple afghan n'a été impliqué dans la décision concernant son propre destin. Donald Trump blâme maintenant le président Biden. Mais en fait, tous deux sont complices. Biden poursuit les politiques impérialistes de Trump, que ce soit à l'égard de l'Afghanistan ou d'Israël, comme de Cuba, du Venezuela et d'autres pays.

Trump a lancé cet accord, et Biden l'a mis en œuvre. Le retrait étatsunien témoigne du déclin du soutien pour la « guerre éternelle » dans ce pays et a permis à l'impérialisme de s'extraire militairement du borbier afghan et de concentrer ses moyens ailleurs. Les États-Unis voulaient quitter l'Afghanistan quoi qu'il arrive. Ils se sont retirés de la pire manière possible, sans organiser au préalable l'évacuation des civils.

Ce retrait sans cérémonie des États-

Unis a choqué y compris leurs alliés. Parmi les politiciens européens, furieux de ne pas avoir été impliqués dans les plans de retrait américains, on parle à nouveau de la formation d'une force armée qui pourrait opérer de manière autonome par rapport aux États-Unis et à l'Otan. Alors qu'ils avaient célébré avec euphorie la prise de Kaboul par les forces impérialistes vingt ans plus tôt, la défaite et surtout l'effondrement rapide de leur régime fantoche a ouvert de sérieux désaccords parmi les alliés. L'un des partenaires euphoriques de Bush en 2001, Tony Blair, a condamné l'« abandon » du pays comme étant « dangereux » et « non nécessaire ».

La Chine et la Russie se portent garantes du régime des talibans

Le retour des talibans ouvre la possibilité d'un nouveau renforcement de l'influence dans la région des rivaux des États-Unis, tels que la Russie et la Chine. Contrairement à l'époque de l'occupation de Kaboul par les États-Unis en 2001, la

Afghanistan

Chine et la Russie ne sont plus du côté de l'impérialisme américain. Les deux pays mènent des discussions sérieuses avec les talibans sur la manière de « développer l'Afghanistan » et d'achever les projets abandonnés par l'impérialisme US. La Russie et la Chine sont sans vergogne prêtes à reconnaître la dictature des talibans. Elles n'ont même pas à répondre devant leur peuple de ce qu'il adviendra du peuple afghan. Les dictatures ont leurs propres « avantages »...

Les divisions entre les alliés étatsuniens et le renforcement de l'influence de ses rivaux montrent que l'accord de Doha était un compromis pour l'impérialisme étatsunien. Dans son lent et tortueux déclin, il se rend compte qu'il n'est pas capable de dominer les événements comme son gouvernement l'avait prévu lorsqu'il a lancé la soi-disant « guerre contre le terrorisme » il y a deux décennies.

Une opération de transport aérien de grande envergure et chaotique a suivi la prise de Kaboul par les talibans. Les forces de l'Otan ont évacué des dizaines de milliers de personnes de l'aéroport de Kaboul. Alors que les troubles et les attentats ont fait des dizaines de morts, des milliers d'autres attendent encore de pouvoir s'échapper miraculeusement du pays pour éviter les escadrons de la mort talibans. Malgré les milliers de personnes qui attendent sur l'aéroport l'aide des États-Unis et de l'Otan, le président Joe Biden est resté déterminé à mettre fin à la dramatique opération d'évacuation au 31 août. Telle est l'indifférence des États-Unis quant au sort des Afghans.

Les États-Unis ont gelé les 9,5 milliards de dollars de réserves de change afghanes détenues par leur propre Banque centrale, tandis que le FMI suspend les 450 millions de dollars destinés à l'Afghanistan dans le cadre du programme de lutte contre le coronavirus. Cela signifie que l'Afghanistan, septième pays le plus pauvre du monde, laissé à la merci des talibans, va continuer à s'enfoncer dans la pauvreté.

Ce qui a été dépensé en Afghanistan au nom du développement, de la « démocratie » et de la formation des forces armées au cours des 20 dernières années est sans précédent en termes d'investissement. Selon Cost of War Project, les États-Unis ont déversé 2 226 milliards de dollars sur l'Afghanistan. Cet argent aurait pu permettre de fournir une éducation et des soins de santé de base dans le monde entier. Selon un rapport du ministère américain de la Défense en 2020, les États-

Premier mois de l'occupation talibane : « Cent ans d'isolement »

Par Yasmine Afghane*

Hier, exactement un mois s'est écoulé depuis la chute de Kaboul. Le monde entier a vu le chaos qui a suivi sa chute aux mains des talibans. L'Afghanistan est devenu un sujet de discussion majeur de presque toutes les chaînes d'information dans le monde. Des scènes horribles de l'aéroport de Kaboul ont été présentées dans chaque bulletin d'information. Des dizaines de milliers de personnes ont tenté d'une manière ou d'une autre de quitter Kaboul. Quatre jeunes hommes ont été tués alors qu'ils s'étaient accrochés à un avion en vol. À l'extérieur de l'aéroport, les talibans ont battu et terrorisé les gens, puis des attentats-suicides à l'extérieur de l'aéroport ont tué plus de 100 personnes.

Le jour de l'indépendance de l'Afghanistan, des femmes, des hommes, des jeunes et des vieux ont défilé à Kaboul et dans d'autres grandes villes, et le monde a vu comment les talibans ont tiré et tué des gens qui ont hissé le drapeau national de l'Afghanistan, mais le monde est resté un spectateur silencieux.

Les États-Unis se sont rapidement retirés d'Afghanistan le 31 août 2021, et avec eux la plupart des médias internationaux. Les femmes afghanes sont descendues dans la rue et ont réclamé l'égalité des droits. Elles ont été tuées. Des hommes et des femmes sont sortis pour protester et ont scandé des slogans : « Liberté, liberté » et quand les talibans les torturaient, que des gaz lacrymogènes étaient tirés, le monde regardait en silence.

Et nous-mêmes, comme tous les médias afghans, on a été réduit au silence. La nouvelle des journalistes couvrant les manifestations des femmes a atteint le reste du monde, mais la violence continue de s'intensifier. Les programmes de musique et de divertissement sont également absents de l'écran.

Beaucoup de choses ont changé à Kaboul et en Afghanistan en moins d'un mois. Ce changement n'est pas pour le meilleur mais pour le pire. Les gens vivent dans une peur constante, en particulier

les militant·es des droits des femmes, les militant·es des droits humains, les journalistes et les anciens membres des forces de sécurité... Tout le monde est obligé d'accepter la loi oppressive des talibans.

La trésorerie s'est arrêtée, les employés du gouvernement n'ont pas été payés et la plupart des gens sont sans travail, en particulier les femmes afghanes. Les prix des denrées alimentaires sont élevés et l'accès aux médicaments est limité. La mixité des universités est terminée, les écoles ne sont ouvertes que jusqu'à la sixième année.

Pendant ce mois, l'ensemble des gens ont perdu la liberté d'expression, les femmes ont été contraintes de rester à la maison. La vie s'est complètement arrêtée et il semble que l'Afghanistan soit de retour dans les années 1990 et que le même film soit à nouveau joué.

Palwasha, une étudiante universitaire à Kaboul, m'a demandé : « Vous appelez ça la vie ? Les femmes afghanes ne sont plus considérées comme des êtres humains ». Fahima (pseudonyme), enseignante de profession, m'a dit : « Ce mois me semble être un an, nous avons tout perdu. Nous n'avons aucun espoir d'un lendemain meilleur ».

« Je pense que je vis un enfer », a déclaré Wahidullah (pseudonyme), un habitant du quartier Macroryan de Kaboul. « Je ne peux pas sortir de chez moi par peur. Nous avons du mal à nous procurer de la nourriture et j'ai perdu mon travail. » Sa sœur a dit : « Quelle est la faute des Afghans ? On a l'impression d'être dans une grande prison. »

La population afghane est expulsée de force de ses maisons dans différentes régions du pays et les personnes déplacées et les femmes à Kaboul sont privées de presque tous leurs droits. L'Afghanistan ne fait plus la une des journaux. En moins d'un mois, les Afghans ont été laissés seuls à souffrir.

Kaboul, le 16 septembre 2021

* Yasmine Afghane (pseudonyme) est une journaliste qui a travaillé dans le passé pour diverses chaînes d'information afghanes et pour la BBC. Le quotidien en ligne de gauche pakistanaise, *Jeddojehad* (la Lutte), publie en ourdou ses articles envoyés depuis Kaboul. Nous avons repris (en utilisant les traducteurs automatiques vers plusieurs langues que nous comprenons mieux) cet article de *Jeddojehad* : <https://jeddojehad.com/archives/24805>

Unis avaient alors dépensé 815,7 milliards de dollars en frais de guerre.

Le nombre de victimes de cette guerre peut être estimé par le fait que jusqu'en avril 2021, 47 235 civils, 72 journalistes et 444 travailleurs humanitaires avaient été tués. 66 000 soldats afghans ont également été victimes de cette guerre.

Les États-Unis ont perdu 2 442 soldats et 20 666 ont été blessés. En outre, 3 800 agents de sécurité privés ont été tués. Des soldats de 40 pays ont participé aux forces afghanes de l'Otan. Parmi eux, 1 144 soldats ont été tués. Le nombre de personnes qui ont cherché refuge à l'extérieur du pays est de 2,7 millions, tandis que 4 millions ont été déplacées à l'intérieur du pays. L'impérialisme étatsunien a emprunté sans

compter pour financer cette guerre. Il a payé environ 536 milliards de dollars rien qu'en intérêts. En outre, il a dépensé 296 milliards de dollars en frais médicaux et autres pour les troupes de combat de retour au pays. 88 milliards de dollars ont été dépensés pour former les 300 000 soldats afghans qui se sont rendus sans combattre, et 36 milliards de dollars ont été dépensés pour des projets de reconstruction tels que des barrages, des autoroutes, etc. 9 milliards de dollars ont été dépensés à titre de compensation pour que les Afghans ne cultivent pas le pavot et ne vendent pas d'héroïne.

L'impérialisme étatsunien s'est servi du danger représenté par les talibans et al-Qaïda pour créer des camps et des prisons secrètes, pour torturer, pour perpétrer des

crimes contre l'humanité, pour emprisonner des personnes sans procédure régulière à Guantanamo, pour renforcer la CIA, la NSA, pour adopter le Patriot Act, etc.

Effondrement d'un régime violent, incompetent et corrompu

Les États-Unis et leurs alliés avaient promis que leur occupation apporterait le développement et libérerait les femmes du régime oppressif des talibans. Mais cela ne s'est pas produit. Dès le début, l'occupation s'est appuyée sur la corruption, la violence et des accords avec des détenteurs de pouvoir répressifs et d'anciens seigneurs de guerre plutôt que sur un véritable soutien local. Comme le souligne l'Association révolutionnaire des femmes afghanes, « l'occupation n'a entraîné que des effusions de sang, la destruction et le chaos. Elle a fait de notre pays l'endroit le plus corrompu, le moins sûr, le plus mafieux et le plus dangereux, surtout pour les femmes ». L'occupation a lamentablement échoué dans son prétendu objectif d'éradication de la pauvreté. À l'heure actuelle, le taux de chômage en Afghanistan est de 25 % et le taux de pauvreté de 47 %, selon les estimations de la Banque mondiale. Ashraf Ghani et Cie étaient impliqués dans une méga-corruption. La division des classes sociales était forte.

Les Afghans ne se sont pas battus pour les Américains ; pourquoi se battraient-ils pour leurs agents locaux ? Le peuple et les soldats afghans n'avaient aucune base idéologique pour se battre au nom du régime contre les talibans. Le régime s'est effondré non pas parce que le soutien aux talibans est écrasant, mais parce que sa violence, son incompetence et sa corruption font que peu de gens sont prêts à se battre pour lui. La leçon historique de l'Afghanistan est que les forces créées par une intervention militaire étrangère ne peuvent pas défendre le pays ou améliorer de manière significative les conditions de vie de la majorité. Pendant 20 ans, les forces étatsuniennes et de l'Otan ont stationné en Afghanistan, mais l'armée afghane qu'ils ont formée s'est dispersée sans combattre. L'occupation soviétique précédente – que nous avons dénoncée de la même manière – n'a pas non plus réussi à établir un régime à long terme.

Ashraf Ghani et Cie représentent la pire forme de capitalisme. Les talibans, quant à eux, ont su exploiter habilement la religion. Ils veulent un État religieux. Ashraf Ghani n'a jamais précisé quel État il voulait. Il y a

peu d'espoir qu'une opposition sérieuse aux talibans émerge en Afghanistan dans un avenir proche. La plupart des seigneurs de guerre (souvent d'anciens moudjahidins) qui se sont rangés du côté de Washington au cours des 20 dernières années et qui se trouvent encore en Afghanistan, s'engagent avec les talibans dans des négociations dites de « *gouvernement d'unité de partage du pouvoir* ». Ils ont accepté leur défaite et sont maintenant impatients d'accepter les miettes que les talibans pourraient leur octroyer. De tels seigneurs de guerre seront utilisés par les talibans, pour ensuite être poursuivis par leur « *justice* » et servir d'excuses à leur incapacité à venir en aide aux populations. La soi-disant « *résistance antitaliban* », actuellement célébrée par certains médias occidentaux, est composée de chefs de guerre abusifs tout aussi discrédités et ne constitue pas une alternative.

Les talibans consolident leur pouvoir par la violence

Les talibans consolident leur pouvoir par un mélange de stratégies. D'une part, ils se préparent et sont impliqués dans des assassinats ciblés de leurs opposants dans différentes régions d'Afghanistan ; d'autre part, ils tentent de gagner le soutien des chefs tribaux et des anciens fonctionnaires du gouvernement. Il s'agit de donner l'image d'un gouvernement inclusif. Ces gestes inclusifs ne sont rien d'autre qu'une farce. Avec Kaboul sous leur contrôle, les talibans peuvent se permettre le luxe d'accorder un partage du pouvoir symbolique en échange de la reconnaissance de leur régime.

Pour l'instant, les talibans travaillent toujours avec prudence à Kaboul, mais depuis quelques mois, ils font preuve de leur violence habituelle partout où ils sont présents. Les Nations unies elles-mêmes et Human Rights Watch ont fait des déclarations sur les crimes de guerre commis par les talibans au cours des dernières semaines.

« *Taliban* » cela signifie « *la barbarie est notre politique* ». Leur véritable stratégie consiste à maintenir les gens dans la peur et à les discipliner par la terreur. Par conséquent, des peines sauvages (telles que couper le nez ou les mains, les lapidations, les exécutions publiques, les largages d'hélicoptère) sont prononcées pour répandre la peur autant que possible. Ils brisent la résistance par la terreur.

La fois précédente, seuls les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite et le

Pakistan avaient reconnu le régime taliban. À présent, les gouvernements de Turquie, de Russie, de Chine, du Pakistan et d'autres pays signalent leur volonté de coopérer avec les talibans. Et si les politiciens des pays impérialistes occidentaux condamnent hypocritement la violence des talibans, ils laissent eux aussi ouverte la possibilité d'un « *engagement* » avec eux à l'avenir. L'histoire regorge d'exemples de soutien étatsunien aux mouvements réactionnaires, tant en Afghanistan que dans la région. Les États-Unis ont forgé une alliance avec la dictature de droite du général Zia-ul-Haq au Pakistan et le régime réactionnaire saoudien pour soutenir un réseau mondial de djihadistes contre le gouvernement afghan soutenu par les Soviétiques. Après avoir renversé le gouvernement de Najebullah, les talibans ont pris le pouvoir en Afghanistan à la suite d'une guerre civile sanglante et prolongée. La géopolitique et la concurrence impérialistes sont exposées dans toute leur laideur. Le prix à payer sera celui des Afghans et des autres peuples du monde.

Une nouvelle phase de la guerre civile

Le revers de l'impérialisme étatsunien en Afghanistan ne signifie pas une victoire pour les forces anti-impérialistes. L'impérialisme s'est vu porter un coup par une force réactionnaire qui n'a rien à voir avec la démocratie, les droits de l'homme et de la femme, l'écologie ou le développement social des peuples. Le premier mandat du régime taliban, de 1996 à 2001, a été un cauchemar pour les minorités, les femmes et l'opinion publique en Afghanistan. Les talibans n'ont pas changé. Ils sont seulement plus ingénieux et opèrent de manière plus sophistiquée que par le passé. Les talibans ont un programme global de « *victoire islamique* ». Ils répéteront, sous différentes formes, ce qu'ils ont fait au cours de leurs précédentes années de pouvoir en Afghanistan. Et cette fois, les talibans pourraient se maintenir au pouvoir plus longtemps.

La victoire des talibans n'est donc pas un signe de paix mais ouvre une nouvelle phase de guerre civile. L'établissement d'un autre État fanatiquement religieux en Asie du Sud sera synonyme d'oppression à l'intérieur de ses frontières et de promotion du sectarisme religieux dans toute la région. La paix restera insaisissable. La victoire des talibans est une mauvaise nouvelle pour les progressistes du monde entier. Notre critique des agents des États-

Afghanistan

Unis n'implique aucun soutien aux talibans.

Toute résistance populaire se heurtera à une répression brutale et à d'énormes obstacles. Pourtant, nous voyons des signes de résistance. Il n'est pas possible de soumettre le peuple afghan avec les fusils.

L'opposition à l'impérialisme et au régime réactionnaire des talibans doit se poursuivre. Seule la victoire des forces véritablement démocratiques et socialistes peut mettre un terme au futur bain de sang en Afghanistan. Les forces internationalistes progressistes et radicales doivent faire ce qu'elles peuvent pour atténuer la catastrophe en cours et ouvrir la voie à une alternative dans l'avenir. Le soutien aux organisations sociales en Afghanistan et

aux droits sociaux et politiques de la diaspora exilée est essentiel à la formation d'une alternative à l'impérialisme et aux talibans.

● Aucun pays ne doit reconnaître le régime des talibans comme gouvernement représentatif de l'Afghanistan.

● Il ne doit y avoir aucune restriction pour les personnes qui cherchent un refuge ou un asile et des dispositions adéquates doivent être prises pour qu'elles puissent rester ou s'installer là où elles le souhaitent.

● Plutôt que de bloquer l'aide humanitaire ou de l'utiliser comme monnaie d'échange avec les talibans, l'aide doit être apportée par l'intermédiaire des organisations de la population locale.

● Les forces internationalistes progressistes et radicales doivent essayer d'établir des liens avec les organisations progressistes des Afghans où qu'elles apparaissent et, en particulier, offrir un soutien aux appels des organisations de femmes afghanes.

● Ces forces doivent résister à toute tentative d'organiser une nouvelle intervention impérialiste. Elles doivent s'opposer à la propagande raciste qui dépeint les talibans comme le produit de « l'arriération islamique » alors que c'est un produit de l'impérialisme et de son intervention.

● Non à l'impérialisme, non aux talibans !

30 août 2021

Bureau exécutif de la IV^e Internationale

Une fois de plus, la barbarie puritaine a débarqué à Kaboul. Une fois encore, la plus grande barbarie, l'impérialisme américain, a ouvert la voie à son partenaire junior, les talibans. Cependant, au lieu d'examiner la chute ignominieuse de Kaboul, commençons par signaler la résistance dangereusement courageuse à l'occupation talibane.

Le premier acte de résistance, un jour après la chute de Kaboul, était minuscule mais massivement électrisant par son influence. Le 17 août, cinq jeunes femmes ont protesté devant le palais présidentiel, abandonné la veille par le président Ashraf Ghani. Dans la vidéo qui est immédiatement devenue virale, on peut les voir brandir des pancartes face aux talibans. Elles scandent : « Nous existons. Nous sommes la moitié de l'Afghanistan. Ne nous manquez pas. Ne nous nusez pas. Soutenez-nous ». Armés de fusils, les talibans étaient grossiers et injurieux. Cependant, lorsque l'équipe des médias est arrivée sur les lieux, ils sont devenus nerveux.

Le lendemain, quelques dizaines de jeunes se sont rassemblés à Jalalabad, pour hisser le drapeau afghan au sommet d'un monument, alors que le drapeau comme l'hymne national ont été interdits par les talibans. Ces derniers ont répondu en tirant sur le rassemblement. Bilan : trois morts.

Troisième jour d'occupation, le 19 août qui est célébré comme Yum-e-Istaklal (journée nationale) pour marquer l'anniversaire de l'expulsion des Britanniques par les forces afghanes en 1919. Depuis, tous les gouvernements ont célébré cette journée, sauf les talibans (1997-2001). Ces derniers l'ont interdit. Tenant le drapeau afghan, symbole de la défiance envers les talibans

L'Afghanistan abandonné et trahi

Par Farooq Sulehria*

depuis le 16 août, des milliers de jeunes ont afflué dans les rues du pays à l'occasion de la fête nationale. À Kaboul, un rassemblement de deux cents personnes comprenait des femmes. Crystal Bayat (24 ans), le drapeau afghan enroulé autour des épaules, a pris la tête du rassemblement. « Les talibans ont dit qu'il nous restait 20 jours et qu'ensuite ils s'occuperaient de nous. Je voulais donc profiter de ces 20 jours pour élever ma voix », a-t-elle déclaré plus tard dans un message vidéo au *New York Times*. Les talibans, qui ont l'habitude des médias, ont fait preuve d'une relative retenue à Kaboul. Mais dans les provinces, c'est une autre histoire. Ainsi, dans la ville d'Asadabad, seize jeunes ont été massacrés par les talibans le jour de la fête nationale.

« Les talibans n'ont-ils pas changé ? »

En bref : Non !

Les efforts mondiaux pour redorer le blason de ces fanatiques relèvent d'une stratégie à deux volets. Premièrement, les gouvernements occidentaux tentent de justifier, auprès de leurs publics nationaux, leur énorme trahison des Afghans. Deuxièmement, le maquillage appliqué sur les talibans pour les rendre présentables sur les écrans de télévision contribue à légitimer la trahison à venir, c'est-à-dire la reconnaissance du régime taliban. Les talibans sont assez rusés pour participer maintenant à ce reconditionnement afin d'obtenir une légitimité et recevoir l'aide occidentale.

Au-delà de cette politique-spectacle, la réalité est horrible. Les Afghans le savent. C'est pourquoi ils se pressent à l'aéroport de Kaboul où les talibans les humilient et les battent.

En fait, les talibans ont commis des crimes de guerre à l'approche de la prise de Kaboul. Par exemple, le 16 juin, 22 commandos afghans ont été massacrés à Dawlatabad après s'être rendus (les images disponibles). Un journaliste de l'agence Reuters, Danish Siddiquee (originaire d'Inde), a été traqué et assassiné après s'être réfugié dans une mosquée à Spin Boldik. Le bureau de l'ONU à Herat a été attaqué, et le gardien a été tué. De même, Sohail Pardis a été décapité simplement parce qu'il avait travaillé dans le passé comme interprète pour les troupes américaines. Ceci malgré la promesse des talibans que personne ne serait visé pour avoir travaillé comme interprète. Le 3 août, Human Rights Watch a dénoncé que les talibans commettent des crimes de guerre en exécutant sommairement des soldats détenus ainsi que des civils pour leurs liens supposés avec le gouvernement afghan.

Un militant afghan a résumé le débat sur le changement des talibans sur son Facebook : « Les talibans n'ont que des cornes [armes à feu], ils n'ont pas de tête [idées] » dit-il. « S'ils abandonnaient leurs cornes [leur barbarie], ils seraient dissous ».

En fait, ce ne sont pas les talibans mais les Afghans (et en particulier les femmes) qui ont changé sans que les

talibans ne parviennent à le reconnaître.

Un autre groupe incapable de reconnaître le caractère immuable des talibans est la troupe d'autoproclamés « anti-impérialistes » qui ont découvert dans la chute de Kaboul... « la décolonisation » !

Il ne fait aucun doute que la vie était mauvaise sous l'occupation américaine. Les missions suicides des talibans ont encore aggravé la misère des villages afghans bombardés par les avions de guerre américains. Ces derniers ont fait en majorité des victimes civiles.

Cependant, sous les talibans, les choses iront de mal en pis. Une fois leur pouvoir consolidé, les talibans commenceront à déployer leurs cornes de plus en plus impitoyablement. Les ayatollahs parlent toujours avec douceur dans leurs discours inauguraux. L'impérialisme et le fondamentalisme islamique sont dans une belle symbiose (l'Arabie saoudite en est un des exemples). Ce n'est que lorsque les seconds désobéissent (Iran, Al-Qaïda) que les premiers les réprimandent.

Le véritable anti-impérialisme et le véritable décolonialisme consistent à sauver des vies afghanes, à construire une solidarité mondiale pour la résistance afghane, à aider les réfugiés à quitter le pays et, surtout, à ne pas abandonner l'Afghanistan une fois de plus. ■

* Farooq Sulehria enseigne à l'université nationale Beaconhouse, à Lahore, Pakistan. Il est l'auteur de *Media Imperialism in India and Pakistan*, London 2018, Routledge. Cet article a été d'abord publié en suédois le 26 août 2021 par le journal *Tidningen Global* n° 338 : <https://tidningenglobal.se/2021/08/26/afghanistan-overgivet-och-forratt/> (Traduit de l'anglais par JM).

Le mouvement de 2019 et son écrasement

Questions-réponses

Par
Alain Baron*

De juin à décembre 2019, un gigantesque mouvement pour la démocratie a eu lieu à Hong Kong. Jusqu'à 2 millions de personnes sont descendues dans la rue, soit l'équivalent de la moitié de la population adulte. Nous reproduisons ci-dessous, sous la forme de questions-réponses, la présentation de la situation faite le 27 août 2021 à l'Université des mouvements sociaux et des solidarités dans l'atelier « *Soulèvements pro-démocratie et justice sociale : Iran, Syrie, Hong Kong* ».

● Quelles étaient les revendications du mouvement ?

Seule une infime minorité réclamait l'indépendance.

La revendication initiale était le refus d'un projet de loi rendant possible l'extradition sur le continent de toute personne présente à Hong Kong. S'y est ajoutée, à partir du 1^{er} juillet, celle de l'élection au suffrage universel du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif, qui est devenue la revendication centrale du mouvement.

Ce droit n'a jamais existé à Hong Kong. Du temps de la colonisation britannique (1841-1997) :

- Le pouvoir exécutif était exercé par un gouverneur nommé par Londres.
- Le Conseil législatif (LegCo) avait pour seul rôle de l'assister. Pendant 149 ans, aucun de ses membres n'a été élu par la population. Ce n'est qu'en 1991, six ans avant leur départ, que les Britanniques ont introduit une dose limitée de suffrage universel concernant l'élection de 30 % des membres du Conseil législatif.

Lors de la négociation sur la rétrocession de Hong Kong à la Chine, les États britanniques et chinois avaient fait en commun une promesse floue d'instauration du suffrage universel à une date non précisée (1). Une trentaine d'années plus tard, cette promesse n'a toujours pas été honorée.

● Qui dirigeait Hong Kong en 2019 ?



Formellement un pouvoir régional « autonome »... Mais :

- Pas plus que le gouverneur nommé antérieurement par le pouvoir britannique, le/la chef-fe de l'Exécutif hongkongais n'était élu par la population, mais était choisi par un collège fermé de 1 200 personnes triées sur le volet (soit 0,003 % de la population adulte), dominé par les sommets de la société et très majoritairement favorable au régime de Pékin.
- En ce qui concerne le Conseil législatif (LegCo), les procédures alambiquées mises en place ont toujours permis aux partisan-es de Pékin d'y être majoritaires en sièges. Et cela alors même qu'ils ont toujours été minoritaires en voix pour la partie des sièges issus du suffrage universel.
- Sur le plan judiciaire, continuaient à rester temporairement en vigueur une série de droits datant des Britanniques : la liberté d'expression et d'organisation, le droit de grève, un État de droit, une relative indépendance du système judiciaire, etc. Avaient été également soigneusement conservées les lois liberticides datant des pires moments de l'époque coloniale.

Même si le PC chinois n'a jamais eu d'existence officielle à Hong Kong, il y a toujours été secrètement présent. À partir de 1997, il a joué dans l'ombre un rôle déterminant.

● Quels ont-été les signes prémoniteurs de ce mouvement ?

En 2014, avait déjà eu lieu le Mouvement des parapluies qui avait paralysé 24h sur 24 le centre de Hong Kong pendant 79 jours. Sa revendication principale était – déjà – les élections au suffrage universel. Il avait été mené par des jeunes n'ayant pas connu la colonisation britannique et qui combattaient la mainmise croissante des autorités chinoises dans l'éducation. Ce mouvement se situait en rupture avec la politique des forces traditionnelles d'opposition qui, depuis des années, espéraient parvenir au suffrage universel graduellement par le biais de négociations sans fin avec les autorités chinoises.

Malgré l'ampleur du mouvement, les autorités n'ont pas cédé et la plus grande partie de la jeunesse en est ressortie démoralisée.

Mais une nouvelle génération militante était née qui s'est massivement remobilisée par la suite. En ce sens, le Mouvement des parapluies de 2014 a constitué une répétition générale de celui de 2019.

● Quelles ont été les forces motrices du mouvement de 2019 ?

* Alain Baron, syndicaliste retraité, fait partie de la commission internationale de l'Union syndicale Solidaires. 1. Déclaration sino-britannique (1984) ; Basic Law (1990), servant de Constitution.

Hong Kong

• Le Mouvement de 2019 a été initié en avril par les forces traditionnelles modérées. Il a été dirigé jusqu'au 12 juin 2019 par la coalition Civil Human Rights Front (CHRF, Front civil des droits humains). Celle-ci regroupait des partis politiques « *pan-démocrates* », des associations, la centrale syndicale HKCTU, etc. Son centre de gravité politique allait du centre-droit au centre-gauche.

• Après la manifestation du 9 juin 2019, qui a rassemblé un million de personnes, les jeunes ayant participé au Mouvement des parapluies se sont massivement remobilisés. À partir du 12 juin 2019, et encore plus après le 1^{er} juillet (marqué par le saccage du Conseil législatif), ils/elles sont devenu-es l'aile marchante du mouvement.

• À partir de l'automne 2019, face au piétinement du mouvement, des jeunes récemment salarié-es se sont lancé-es dans une stratégie de long terme passant par la construction de nouveaux syndicats. La centrale HKCTU leur a apporté son soutien. Mais cet élan a été bloqué début 2020 par le déchaînement de la répression.

● *Quelles ont été les formes d'organisation issues de la nouvelle génération ?*

Estimant que l'échec du Mouvement des parapluies s'expliquait par le rôle dirigeant d'organisations préalablement constituées, la tendance dominante des jeunes les plus mobilisés a été la constitution d'une multitude de petits cercles fermés de personnes ayant confiance les unes dans les autres. Surnommé-es the Braves (les Courageux), leur nombre peut être estimé à environ 10 000 personnes. S'inspirant des méthodes des Black Blocs européens, ces petits cercles coopéraient ponctuellement lorsqu'ils tombaient d'accord sur une action donnée.

Dans les faits, les prises de décision étaient l'apanage des plus déterminés d'entre eux. Le rôle des autres jeunes était de leur apporter un soutien.

Les syndicats nouvellement constitués à partir de l'automne 2019 ont au contraire reposé sur le débat public, la prise de déci-

sion en assemblée générale et des structures élues démocratiquement.

● *Quelles ont été les formes d'action ?*

La coalition CHRF a continué à appeler à des manifestations à vocation non-violente, qui ont été progressivement interdites.

Du côté de l'aile la plus radicale de la jeune génération, plusieurs tactiques ont été successivement pratiquées de juin à novembre 2019. Dès que l'une d'entre elles se révélait inefficace, une autre était mise en œuvre, plus violente et réunissant moins de monde.

Au début, le recours à la violence avait pour but essentiel de protéger les manifestant-es des agressions violentes de la police et des partisan-es de Pékin. Il s'inscrivait dans une tactique défensive basée sur l'évitement des violences policières, grâce à la mobilité (Be Water). Par la suite, le niveau de violence subie par les manifestant-es s'est amplifié avec notamment des morts suspects et des agressions sexuelles.

Sans que cela ait été débattu collectivement, le mouvement a alors progressivement glissé vers une politique d'affrontements dont la transformation d'universités en camps retranchés à la mi-novembre 2019 a été le point culminant.

En plus de participer au CHRF, la centrale syndicale HKCTU a appelé plusieurs fois à la grève générale. Cette forme d'action a été très rare depuis des dizaines d'années, dans un territoire où le recours à la grève est inhabituel et où le syndicalisme est très peu implanté sur le lieu de travail. Mais la grève générale du 5 août 2019 a été la seule ayant connu un nombre significatif de grévistes.

Dans ces conditions, les appels à la grève générale ont surtout été marqués par des blocages des moyens de circulation, impulsés par des jeunes radicaux détruisant des stations de transport en commun et des feux de signalisation.

Le mode d'action retenu par les nouveaux syndicats est symbolisé par la grève reconductible, partiellement victorieuse, de la santé publique de février 2020. Cherchant à unir dans l'action le maximum de salarié-es elle a reposé sur une structuration démocratique du mouvement.

Au final, chaque composante du mouvement a mis en œuvre sa propre orientation en s'abstenant de se désolidariser des autres. Des convergences ont eu lieu lorsque cela était possible.

● *Pourquoi ce refus du pouvoir chinois d'honorer sa promesse de suffrage universel ?*

Le principe sur lequel repose l'État chinois est que le Parti communiste dispose du monopole du pouvoir. Il était hors de question pour le parti-État chinois de déroger à ce principe et de reconnaître aux Hongkongais-es un droit refusé à la population du continent.

Le flou des textes adoptés en 1984 et 1990 lui a rendu possible de remettre toujours à plus tard la mise en œuvre concrète de l'engagement d'instauration du suffrage universel pour élire le pouvoir exécutif et législatif.

L'intransigeance du parti-État s'est renforcée depuis l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir en 2012.

Elle a franchi à Hong Kong un seuil décisif après les élections locales du 24 novembre 2019. Contrairement aux élections législatives, ces élections locales ont lieu au suffrage universel. Fortement mobilisée, l'opposition y a raflé 86 % des sièges à pouvoir. Ce succès fulgurant a rendu crédible l'hypothèse d'une victoire de l'opposition aux élections législatives initialement prévues en septembre 2020.

Face au spectre de perdre le contrôle du pouvoir législatif, le parti-État chinois a jugé que le moment était venu de passer à l'administration directe de Hong Kong, sans attendre la date de 2047 convenue avec les Britanniques. Il a commencé par reporter de plus d'un an les élections législatives initialement prévues le 6 septembre 2020, puis promulgué, le 30 mars 2021, une loi électorale réduisant à néant toute possibilité de l'opposition d'agir au sein des institutions.

Ce résumé de la métaphore du militant hongkongais Au Loong-yu, écrite fin 2019, synthétise la dynamique du mouvement :

« *La poule aux œufs d'or* [Hong Kong] jouissait d'une certaine autonomie. Elle voulait uniquement pouvoir continuer à parler cantonais, tout en aspirant à plus de liberté, et ne jamais être enrôlée de force dans la ferme d'élevage de Pékin. Si Pékin avait perpétué l'autoritarisme soft de Londres, la révolte n'aurait pas eu lieu. Mais le dragon [Pékin], craignait que si sa poule aux œufs d'or continuait à disposer de certaines libertés trop longtemps, les animaux de la ferme de Pékin pourraient commencer à vouloir en jouir également. C'est pourquoi le dragon de Pékin avait décidé de mettre la poule en cage, et celle-ci s'est alors rebellée. Mais pour le dragon, la poule était incapable d'être son propre maître. Pour cette raison, elle avait nécessairement agi en connivence avec des "maîtres étrangers" tentant de la séparer de la ferme d'animaux du dragon. » (2)

2. Joachim Blandy, « *À propos du livre d'Au Loong-yu, Hong Kong en révolte* », <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article58273>. Sur les événements présentés ici, on lira avec le plus grand intérêt le livre d'Au Loong-yu, *Hong Kong en révolte*, Syllepse, Paris 2021, 20,00 €. Comme l'a écrit J. Blandy, Au Loong-yu, militant trotskiste depuis qu'il était lycéen, était sur place lors d'un grand nombre d'événements figurant dans ce livre. Sa parfaite connaissance de l'anglais, du mandarin et du cantonais lui a permis de comprendre en profondeur les multiples sources orales et écrites auxquelles il a eu accès. Sa vision militante du monde lui permet par ailleurs de mieux comprendre le caractère contradictoire des événements et de leurs protagonistes.

● Quelle est la situation depuis 18 mois ?

❶ À partir de septembre 2019, les manifestations ont été presque toujours interdites et les arrestations se sont multipliées. À partir de début 2020, l'épidémie de Covid-19 a servi d'argument pour réprimer toute tentative de manifestation ou de rassemblement.

❷ Sur les lieux de travail, des licenciements ont eu lieu, notamment suite à la grève générale du 5 août 2019. Les salarié·es des entreprises hongkongaises (et des entreprises chinoises implantées à Hong Kong) ont subi des pressions pour ne pas agir contre le gouvernement.

❸ Une contre-révolution juridique est en cours alignant les droits des Hongkongais·es sur ceux existant sur le continent. L'État de droit et l'autonomie juridique de Hong Kong sont remis en cause. Une partie des lois concernant Hong Kong sont désormais écrites, adoptées et promulguées à Pékin. Le pouvoir d'interprétation des textes en vigueur appartient à Pékin. En cas de contradiction entre textes chinois et textes hongkongais, ce sont désormais les premiers qui l'emportent.

Le 30 juin 2020, une loi sur la sécurité nationale a été édictée par le pouvoir de Pékin. Elle doit être complétée ultérieurement par un article 23 inséré dans le texte servant de Constitution à Hong Kong (Basic Law). La loi sur la sécurité nationale prévoit des peines pouvant aller jusqu'à la prison à vie (3), ainsi que remettre en cause les libertés d'expression et d'organisation et attaquer sévèrement la liberté de la presse.

La Loi électorale du 30 mars 2021, évoquée plus haut, a fait passer de 57 % à 22 % le pourcentage de législateurs élu·es au suffrage universel. L'opposition qui a toujours été majoritaire en voix aux législatives, devrait passer en nombre de sièges sous la barre des 15 % (contre environ 40 % précédemment). Quant au comité chargé de désigner le/la chef·fe de l'Exécutif, en faire partie est désormais quasiment impossible à l'opposition.

La loi du 12 mai 2021 sur la prestation de serment permet par ailleurs aux autorités d'écarter, et/ou de traduire en justice, toute personne élu·e, candidat·e ou travaillant pour l'État.

Au final :

- Les contre-pouvoirs existant précédemment sont méthodiquement déconstruits ;
- Toute personne présente à Hong Kong vit aujourd'hui sous la menace permanente

d'être arrêtée et jetée en prison, y compris pour des propos ou des actions antérieures à la promulgation de ces récentes lois. Au 15 avril 2021, plus de 2 500 personnes faisaient l'objet de poursuites judiciaires (dont 720 risquant des peines pouvant aller jusqu'à la prison à vie). Parmi elles, 1 962 étaient en détention provisoire.



❹ Le processus d'éradication de l'opposition :

- L'essentiel des militant·es connue·es de l'opposition sont aujourd'hui en prison, en détention préventive ou en exil. Certain·es ont annoncé renoncer à toute action politique ;
- Face à l'ampleur de la répression (4) et l'accentuation de mesures frappant spécifiquement les élu·es d'opposition, un nombre croissant ont démissionné de leur siège : la quasi-totalité des élu·es d'opposition au Conseil législatif, et (au 16 juillet) 67 % de celles et ceux élu·es dans les institutions locales (5) ;
- Pour la même raison, une série d'organisations politiques, syndicales et associatives se sont auto-dissoutes.

Il s'agit de la pire des situations à Hong Kong depuis la « *terreur blanche* » des années 1920.

● Pourquoi le mouvement a-t-il échoué ?

❶ Une première raison est la disproportion considérable entre un parti-État régnant sans partage sur un pays de 1,4 milliard d'habitant·es, et un territoire de 7,5 millions

(soit 186 fois moins). Ce rapport des forces aurait pu être modifié si une convergence avait eu lieu entre les populations de Hong Kong et du continent. Mais, malheureusement, en Chine la répression s'est considérablement renforcée depuis 2013, et à Hong Kong le mouvement ne s'est qu'exceptionnellement tourné vers la population du continent (un courant très marginal a même tenu à son encontre des propos xénophobes) (6).

❷ Le mouvement ouvrier, qui a joué un rôle central dans l'obtention du suffrage universel en Europe, était dans l'incapacité de jouer un tel rôle. À Hong Kong, le recours à la grève est exceptionnel, la centrale syndicale HKCTU est faiblement implantée sur les lieux de travail et les nouveaux syndicats apparus vers la fin du mouvement (et qui auraient pu constituer le deuxième pilier d'une stratégie de long terme), n'ont pas eu le temps de prendre leur essor avant le déchaînement de la répression. Sur le continent, les seules structures syndicales ayant le droit d'exister depuis plus de 70 ans sont celles de la centrale ACFTU, partie-prenante du parti-État. Les petites structures indépendantes de base, qui s'étaient constituées depuis les années 1990 ont été pour l'essentiel éradiquées entre 2013 et 2018.

❸ Comme déjà indiqué, le mouvement de la jeunesse pensait initialement pouvoir triompher rapidement. Il a impulsé empiriquement dans ce cadre des tactiques successives, de plus en plus violentes et de moins en moins massives, en changeant de stratégie par glissements successifs. ■

3. En vertu de la loi du 30 juin 2020 sur la sécurité nationale imposée par Pékin, 143 personnes ont été arrêtées, dont à ce jour 81 inculpées et trois condamnées (chiffres au 27 août 2021) : <https://hongkongfp.com/2021/08/27/hong-kong-security-chief-levels-profiteering-charge-against-fund-set-up-to-help-2019-protesters/>

4. Au 16 juillet 2019, au moins un quart des élu·es ou élu·es locaux d'opposition avaient été arrêtés, inculpés ou condamnés à payer une amende, généralement pour avoir participé à des mobilisations depuis 2019 : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article58936>

5. <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article59115>

6. La xénophobie contre les Chinois·e du continent existe depuis longtemps à Hong Kong mais le gouvernement chinois y a joué une grande part. Fin 2020 beaucoup de Hongkongais·es ont communiqué sur les réseaux sociaux avec les dissident·es du continent. Sur le continent, les dissident·es se sont méfiés les un·es des autres, car il y a beaucoup d'infiltrations. Le gouvernement chinois a aussi utilisé des étudiant·es chinois·es à l'étranger pour attaquer des étudiant·es hongkongais·es à l'étranger afin de créer des conflits.

Les mutations de la division sexuelle du travail et le refus de l'égalité

Dans leur avant-propos « *Les femmes en première ligne face au covid-19* », Nathalie Lapeyre, Jacqueline Laufer, Séverine Lemièrre, Sophie Pochic et Rachel Silvera abordent, entre autres, les métiers féminisés en première ligne à l'utilité sociale incontestable mais souvent invisibles et dévalorisés, les conventions collectives et les classifications pensées par et pour les métiers occupés par des hommes, la détérioration des conditions de travail, les impacts du télétravail, la double journée de travail des femmes salariées « *encore renforcée avec le confinement* », les replis sur le foyer qui est loin d'être toujours un refuge : « *Si la rédaction de cet ouvrage est bien antérieure à la crise du covid-19, il nous est néanmoins apparu essentiel en préface d'évoquer cette pandémie tant la crise sanitaire et le confinement ont été des miroirs grossissants des inégalités de genre. Au niveau mondial, l'épidémie a fortement touché les femmes : leur exposition au virus a été plus forte, leur niveau de vie a baissé et leur quantité de travail domestique a augmenté, tout comme les violences conjugales dont elles sont victimes. Elles ont donc été plus que jamais en première ligne, tant sur le front du travail que sur le plan de la vie familiale.* »

Leur introduction générale explique : « *La première partie est consacrée au constat de la croissance des inégalités professionnelles parmi les femmes elles-mêmes, une évolution qui met à mal l'homogénéité même de la catégorie des femmes. D'une part des femmes, diplômées et cadres, peuvent apparaître comme les gagnantes des engagements sur l'égalité professionnelle, et, d'autre part, des travailleuses restent cantonnées à des emplois très féminisés dont les compétences sont mal reconnues, peu rémunérées, avec des conditions de travail particulièrement difficiles et invisibilisées. (...)*

« *La seconde partie ouvre la question du genre au travail à de nouveaux enjeux féministes et à de nouveaux risques pour l'égalité. Elle se décline également autour de trois thèmes : d'abord l'espace numérique comme nouveau marché du travail où les femmes restent bien trop peu nombreuses ; cet espace numérique est ensuite interrogé à l'aune des potentialités et des risques pour les*



lutttes féministes. Enfin, thème récent d'engagement des acteurs et actrices de l'emploi et des entreprises, les violences conjugales et intrafamiliales seront analysées du point de vue de leurs conséquences sur la vie professionnelle des femmes. » Car les femmes sont les premières concernées par la « *pauvreté laborieuse* », les effets des politiques d'austérité et de destruction des services publics.

Le premier chapitre traite des histoires de luttes de femmes ici et ailleurs. Sophie Pochic indique qu'il « *vise justement à rendre visibles les luttes de femmes, en France et ailleurs, en lien avec les questions de travail, de pouvoir d'achat et pouvoir agir, depuis les années 1968 jusqu'à la période actuelle* ». Les inégalités de rémunérations dans l'industrie, la division sexuée du travail « *impliquant hiérarchisation et séparation* », la déqualification des ouvrières dans les conventions de branche, l'ordre du genre qui régit la valeur travail... Mais aussi les groupes de femmes d'entreprise, le syndicalisme et le féminisme en Italie dans les années 1970, « *l'approche syndicale faussement neutre et centrée, en réalité, sur les intérêts des hommes* », l'organisation sexuée des pratiques et des hiérarchies, la frontière artificielle entre la sphère publique et la sphère privée. On apprendra aussi sur les ouvrières dans les syndicats tunisiens et la discrimination sexiste au sein de leur propre organisation syndicale... Je souligne notamment l'entretien avec Annick Coupé « *De 1995 à aujourd'hui : la place des femmes dans les mobilisations contre les réformes des retraites* ».

Dans le deuxième chapitre, Nathalie Lapeyre et Rachel Silvera rappellent les forts taux de féminisation des métiers de service : « *88 % des femmes en emploi exercent dans*

ces secteurs et certains métiers sont occupés par plus de 80 % de femmes (voire 90 % pour ce qui relève des métiers relatifs aux soins et à la santé) ». Elles abordent, entre autres, le secteur de la logistique, l'absence de mixité. « *L'intérêt de ce chapitre est de saisir les enjeux de l'évolution actuelle des métiers de service, à la fois sur la question de leur dévalorisation et de leur faible reconnaissance sociale, et sur les nouvelles dynamiques portées par les mobilisations de femmes de ces différents secteurs* ».

Je souligne particulièrement l'article de Rachel Silvera, « *Revaloriser les métiers du soin : se battre au nom du principe "à travail de valeur égale, salaire égal"* ». L'autrice discute, entre autres, de la reconnaissance des qualifications, de la revalorisation salariale, de la question du travail mis en œuvre, de son invisibilité, de sa dévalorisation systématique. Elle aborde la grève des sages-femmes, les différences de traitement entre infirmières et techniciennes ou entre aides-soignantes et ouvrières qualifiées, la place du relationnel, la construction de métiers définis comme féminins s'appuyant « *sur des compétences considérées comme naturelles* », la non-reconnaissance de la technicité des métiers à prédominance féminine, les nécessaires « *comparaisons d'emplois* » pour faire appliquer le principe « *un salaire égal pour un travail de valeur égale* ».

Le troisième chapitre interroge sur les « *bénéficiaires* » de l'égalité professionnelle. Jacqueline Laufer souligne l'égalité professionnelle principalement pensée par et pour les cadres « *aux dépens des autres catégories de travailleuses* », la persistance des inégalités de classes et leur non-dissolution dans la question des inégalités de genre.

Le quatrième chapitre « *Le genre de l'espace numérique : quelles opportunités d'emploi pour les femmes ?* » est d'une grande importance, compte tenu des retards d'élaboration du mouvement syndical (et des autres courants d'émancipation) sur ces questions. Nathalie Lapeyre souligne la résistance du secteur (et des hommes) à la mixité, les impacts futurs de la digitalisation, la reproduction de la division sexuée du travail, la destruction de nombreux emplois féminins du fait de leur automation, les biais sexistes des concepteurs des algorithmes et de la soi-disant intelligence artificielle. Elle analyse les femmes dans le numérique, l'économie de plateforme, le brouillage des repères entre

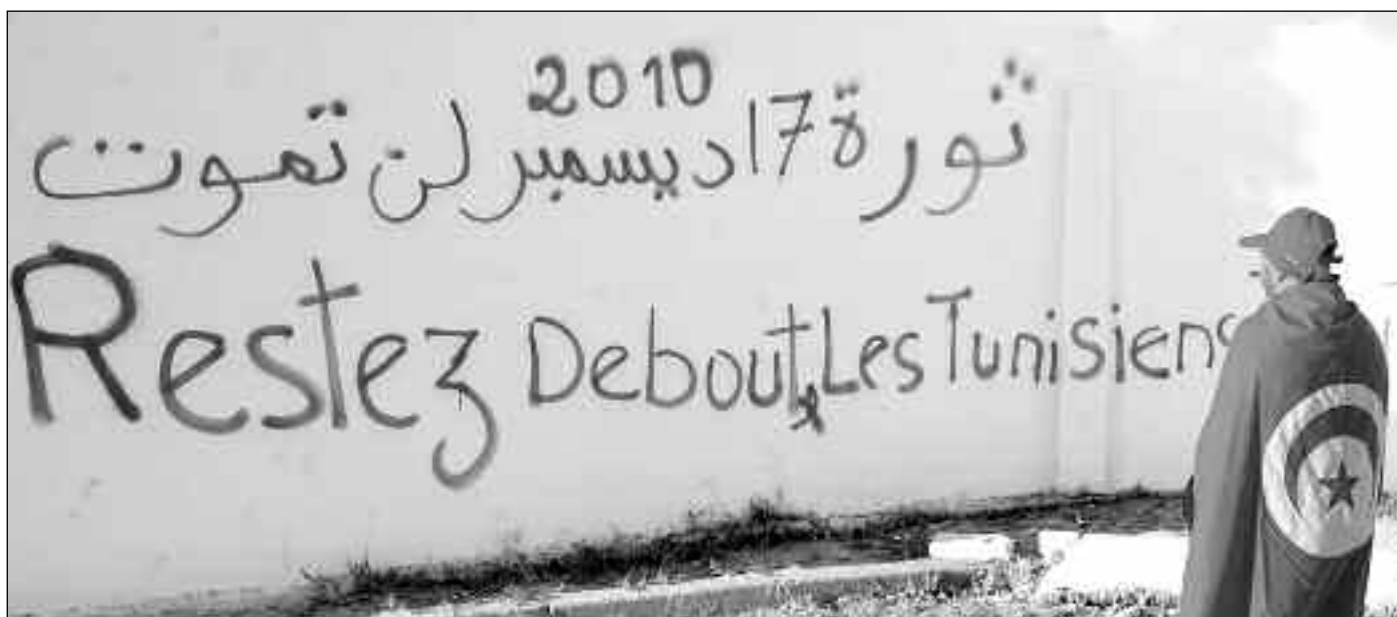
vie professionnelle et vie privée, le droit à la déconnexion, les flexibilités nouvelles imposées au travail, la fabrication continue du genre, les nouveaux imaginaires, l'autre face du « *bonheur au travail* », la culture technique viriliste, les actes sexistes et le peu de réaction des « *pairs* », un double rapport de domination en tant que prestataire et femme, la décredibilisation des compétences techniques, la performance comme habit de la masculinité.

Le cinquième chapitre est consacré au genre de l'espace numérique, au cyberféminisme, au cybersexisme. *MeToo*, les hashtag, les leviers pour encourager les femmes à briser les silences, les sites et les blogs féministes, la circulation de textes, l'expansion des violences en ligne, des nouvelles modalités d'activisme, les mobilisations en numérique, l'accélération des temps, l'élargissement de l'espace, les réseaux sociaux comme angle mort du militantisme syndical, les campagnes d'intoxication et de diffusion de contre-vérités, les paroles de femmes et les paroles de féministes. La « *cyberviolence fait partie intégrante de la domination qui est mise en place par les agresseurs pour perpétuer, continuer voire renforcer les violences* ».

Le dernier chapitre est centré sur les conséquences sur l'emploi des femmes des violences « *intrafamiliales et conjugales* ». À noter que cette formulation gomme à la fois les auteurs (dans la très grande majorité des cas des hommes) et la structure violente des rapports sociaux. « *Ces violences sont considérées comme de l'ordre du privé, du couple, de la famille, de l'intime, ont des conséquences sur la sphère professionnelle et sur la recherche d'emploi, sur la confiance en soi, sur son état de santé, de stress, de fatigue physique et mentale, bref sur sa capacité à être et rester employable* » (Séverine Lemièrre). Le lien entre violences « *conjugales* » et travail « *est un impensé dans le monde du travail et c'est aussi un impensé des politiques publiques ou même pour partie dans les mouvements féministes* », alors que la revendication d'un « *droit illimité à absence avec maintien du salaire pour les victimes de violences intrafamiliales* » devrait aller de soi...

Didier Epsztajn

* Nathalie Lapeyre, Jacqueline Laufer, Séverine Lemièrre, Sophie Pochic, Rachel Silvera (sous la direction de), *Le Genre au travail. Recherches féministes et luttes de femmes*, Mage et éditions Syllepse, Paris 2021, 344 pages, 20 €



De la désespérance au saut dans l'inconnu

Par
Union syndicale Solidaires*

À u début de l'été, la population tunisienne était en pleine désespérance avec :

- Une situation économique catastrophique liée à la poursuite des politiques néolibérales après 2011, entraînant notamment la perte de dizaines de milliers d'emplois dans le textile depuis 10 ans, et l'importation massive de marchandises provenant de Turquie ;
- Une crise financière et budgétaire majeure largement liée au mécanisme de la dette, renforçant la capacité de pays étrangers à vouloir dicter leur volonté ;
- Une accentuation constante de la corruption et du clientélisme ;
- Une décomposition sociale et morale croissante ;
- Le désespoir de nombre de jeunes rêvant de partir de Tunisie, même au péril de leur vie sur des bateaux pneumatiques ;
- La démoralisation d'une grande partie des militant·es ayant joué un rôle moteur avant et pendant la révolution de 2011 ;
- Un profond dégoût envers le fonctionnement de l'Assemblée législative (ARP), ainsi que des partis politiques qui y siègent ;
- Un rejet massif des gouvernements qui se sont succédé depuis 2011. Ceux-ci n'ont apporté aucune réponse aux revendications économiques et sociales qui étaient au cœur de la révolution. Ils ont poursuivi et même aggravé les pratiques de corruption

et de clientélisme de l'époque Ben Ali. Fait nouveau, ce rejet du système en place touche également une grande partie de l'électorat d'Ennahdha, parti islamiste ayant dirigé ou participé à toutes les coalitions gouvernementales depuis 2012 et aujourd'hui en pleine crise ;

- Et pour couronner le tout, un taux de mortalité par le Covid parmi les plus élevés au monde et un effondrement du tourisme suite à cette pandémie.

Une situation propice à l'émergence d'un « sauveur suprême »

Depuis 2019, une couche de jeunes révolté·es est entrée en action. Exigeant des mesures rapides, ces jeunes ressentent un profond dégoût pour le système en place.

À l'occasion de la campagne électorale présidentielle de 2019 ils/elles se sont tourné·es vers Kaïs Saïed, un Ovni politique : celui-ci n'avait eu en effet aucune activité politique ou associative du temps de Ben Ali, et n'avait jamais été membre d'un parti. Après 2011, cet enseignant de droit constitutionnel était devenu connu d'un large public, suite à ses passages fréquents à la télévision comme spécialiste en matière de Constitution. Développant un discours populiste conservateur (1), il s'est érigé en « sauveur suprême » capable de résoudre rapidement les problèmes dont souffre la Tunisie.

Kaïs Saïed et ses jeunes admirateurs et admiratrices, sont entrés en résonance avec le ras-le-bol généralisé de l'ensemble de la société.

Un blocage politique et institutionnel complet

Lors des élections présidentielles de 2019, Saïed avait raflé au deuxième tour près de 73 % des suffrages exprimés. Disposant de moyens très réduits, sa campagne avait largement reposé sur des tournées sur le terrain et les réseaux sociaux.

Le candidat d'Ennahdha n'avait pas été qualifié pour le second tour, car il était arrivé troisième au premier tour avec 12,9 % des suffrages exprimés, contre 18,4 % à Saïed (2). Malgré son brutal déclin électoral, Ennahdha avait néanmoins réussi à conserver après les législatives de 2019 la présidence de l'Assemblée. Pour y parvenir, ce parti avait monté une coalition parlementaire bancal avec un parti islamiste radical issu de ses rangs, et le parti d'un homme d'affaires accusé de blanchiment d'argent et de détournement de fonds. Dans de telles conditions, il n'était pas

* Nous reproduisons ici une analyse parue dans le Bulletin international de l'Union syndicale Solidaires (France).

1. Saïed veut notamment maintenir la peine de mort, la pénalisation de l'homosexualité et l'inégalité entre les sexes en matière d'héritage.

2. Le taux d'abstention a été de 51 % au premier tour et de 43 % au second.

La résistible ascension de Kaïs Saïed ?

Par Dominique Lerouge *

Cet enseignant en droit constitutionnel ne s'est intéressé à la politique qu'après la chute de Ben Ali. Début 2011, il s'est forgé des amitiés militantes, lors du « mouvement de la Kasbah ». C'est à partir de celles-ci qu'il tissera par la suite ses futurs réseaux. Devenu un juriste invité à la télévision, il y dénonce notamment le poids des partis dans les élections.

Son ascension fulgurante n'a été rendue possible que par la profonde déception causée par l'inachèvement de la révolution de 2011. Certes, les libertés d'expression et d'organisation ont été obtenues, mais seule la tête du régime a été supprimée. Les revendications économiques et sociales n'ont pas été satisfaites, et les conditions de vie de la grande majorité de la population se sont constamment dégradées. Simultanément, la corruption du système politique a été renforcée.

Kaïs Saïed et son frère, qui lui sert de conseiller, ont de profondes racines idéologiques islamistes. Celles-ci expliquent leur position en faveur du maintien de la peine de mort, de la pénalisation de l'homosexualité, ainsi que de l'inégalité dans l'héritage selon laquelle une femme touche moitié moins que son frère.

Saïed affiche publiquement des références éclectiques :

- Conservateur assumé, il est favorable à la peine de mort et est hostile à la dépénalisation de l'homosexualité. Il prône en ce qui conserve l'héritage, le maintien de la règle suivant laquelle une femme touche moitié moins que son frère ;
- Adversaire résolu d'Ennahdha, Saïed étale une grande piété et se réfère sans cesse à Dieu et au

Coran. Son frère Naoufel, qui est un de ses plus proches conseillers, a par ailleurs de fortes racines islamistes ;

- Saïed a une grande proximité avec les régimes fossoyeurs des révolutions arabes comme l'Égypte et l'Arabie saoudite ;

- Et pour compléter le tout, on trouve parmi ses conseiller-es deux transfuges de la gauche tunisienne.

Le discours du président possède toutes les caractéristiques du populisme :

- L'opposition entre d'une part les « gens ordinaires » constituant « le peuple », et d'autre part « les élites », les médias, les partis, et de façon générale les corps intermédiaires.

- La dénonciation de complots permanents organisés selon lui par des traîtres, des vendus, des voleurs et des affameurs du peuple.

- La volonté de court-circuiter les partis politiques, la centrale syndicale UGTT et les associations. Au final, le président veut pouvoir agir seul, en ne demandant un avis qu'à un cercle restreint de personnes de son choix. En font notamment partie des transfuges de la gauche tunisienne qui ont très certainement contribué à inspirer le discours de Saïed sur la nécessité de « renverser le sablier » et de mettre en place une « pyramide inversée » : « ancrer la légitimité au niveau local – à travers des conseils locaux élus au scrutin uninominal (qu'il préfère au scrutin de liste favorisant les partis) – d'où émaneraient ensuite des conseils régionaux et, in fine, l'Assemblée nationale » (1).

S'il se mettait en place, ce dispositif institutionnel remplirait deux fonctions. D'une part, contourner les partis politiques en leur retirant une de leurs fonctions essentielles. D'autre part, imposer à l'Assemblée un déficit de légitimité par rapport à un président qui resterait élu au suffrage universel direct et ferait ratifier ses décisions essentielles par référendum (2).

La première étape de la prise de contrôle de

l'ensemble des institutions par Kaïs Saïed a eu lieu le 25 juillet avec notamment la dissolution du gouvernement, la suspension des activités du Parlement et la levée de l'immunité des députés.

La seconde s'est produite le 22 septembre, avec notamment l'annonce d'une modification substantielle de la Constitution par un simple décret présidentiel. Le tout sans aucune consultation préalable des forces sociales et politiques, mettant tout le monde devant le fait accompli, y compris les forces ayant soutenu les décisions du 25 juillet.

Désormais, tous les pouvoirs sont entre les mains du président de la République. Celui-ci « se charge lui-même, et dans le cadre de ce décret, de l'élaboration de projets d'amendements relatifs aux réformes politiques, avec le concours d'une commission qui sera créée par décret présidentiel ». Les décrets-lois et autres décrets présidentiels que le chef de l'État édicte, en tant que seul législateur, ne sont pas susceptibles de recours en annulation (Art. 7). Ils concernent pourtant des domaines très vastes comme la rédaction d'un projet de Constitution qui serait ensuite soumis à référendum. En cas de vote favorable, la troisième étape du projet de Kaïs Saïed aura été franchie. Mais d'ici là, beaucoup de choses peuvent se produire : d'un côté une possible vague de luttes sociales, mais de l'autre une accentuation déjà à l'œuvre de la répression étatique sur les citoyens, les militantes et les organisations s'opposant à Saïed. ■

* Dominique Lerouge est militant du NPA et de la IV^e Internationale.

1. Frédéric Bobin, *Le Monde* du 25 septembre 2021.
2. Voir également l'article de Mohamed Chérif Ferjani http://lesdossiers-contretemps.org/2021/09/25/tunisie-le-decret-du-22-09-2021-vers-la-dictature/?fbclid=IwAR1S8GwEGa3rNBftVvSdAFWQhKx3qTMzbtapY4QNq_qd9P6jv_FpF21mDw

possible à Ennahdha d'accéder au poste de chef du gouvernement.

Un conflit a rapidement éclaté entre le nouveau président de la République et celui de l'Assemblée (Rached Ghannouchi du parti Ennahdha) qui avait été au centre du système de pouvoir pendant dix ans. Pendant près de deux ans, ils n'ont pas cessé de se faire des crocs-en-jambe. Il en a résulté un blocage politique et institutionnel complet. Pendant ce temps-là, la crise économique et sociale s'est aggravée. Simultanément, le pouvoir a été dans l'incapacité à faire face à la pandémie.

3. Voir notamment : <https://www.businessnews.com.tn/sondage-emrhod-87-des-tunisiens-approuvent-les-decisions-de-kais-saied,519,110629,3> ; <https://www.businessnews.com.tn/86-des-tunisiens-favorables-au-gel-des-activites-du-parlement,520,110634,3> ; <https://www.businessnews.com.tn/84-des-tunisiens-applaudissent-le-limogeage-de-hiem-meii,519,110631,3> ; <https://www.tunisienumerique.com/le-25-juillet-propulse-la-popularite-de-kais-saied-et-rached-ghannouchi-creuse-toujours/>

Le tournant du 25 juillet

La goutte d'eau ayant fait déborder le vase a été un ultimatum posé par Ennahdha pour le 25 juillet. Cette organisation avait en effet annoncé à ses partisans que l'État verserait des sommes importantes à une partie d'entre eux au titre de l'indemnisation des victimes de la répression. Comme rien n'était venu, Ennahdha avait exigé que ces versements aient lieu au plus tard pour le 25 juillet. Mais cela n'a pas été le cas.

Dans la journée du 25, de multiples manifestations majoritairement composées de jeunes ont eu lieu dans pratiquement tout le pays, exigeant que ces sommes colossales soient au contraire affectées aux chômeurs et chômeuses et aux autres personnes en difficulté. Les manifestant-es exigeaient également la dissolution de l'Assemblée et la fin de la corruption. Le tout émaillé de slogans hostiles à Ennahdha dont des locaux ont été attaqués et parfois incendiés.

Dans la soirée du 25, Kaïs Saïed a annoncé qu'il avait décidé de limoger le chef du gouvernement et de réunir dans sa main l'essentiel des pouvoirs étatiques avec notamment :

- Le gel présenté comme temporaire du Parlement, et la levée de l'immunité de l'ensemble des député-es ;
- Le transfert à sa propre personne des compétences antérieurement attribuées au chef du gouvernement.

Kaïs Saïed promettait notamment des mesures radicales contre la corruption, raison fondamentale à ses yeux de la crise économique, sociale et morale de la Tunisie. Ces annonces ont été suivies de scènes de liesse populaire et, d'après les sondages, d'un taux de popularité situé entre 84 % et 87 % (3).

Les réactions des différentes organisations

- De rares organisations politiques, syndicales et associatives ont apporté un sou-

rien inconditionnel à Kaïs Saïed. Cela a été par exemple le cas du Mouvement du peuple (Echaab), de tradition nassérienne.

- La plupart des autres organisations en place, dont la centrale syndicale UGTT, ont assorti leur soutien à la mise en œuvre de mesures supplémentaires, notamment en matière de respect des libertés et d'ouverture de négociations.
- Outre certains juristes, se sont opposées aux mesures annoncées des forces politiques disparates se combattant mutuellement, dont Ennahdha et ses alliés, l'ancien président Marzouki, et le Parti des travailleurs (ex-PCOT).

Les premières mesures de Saïed

Cette concentration des pouvoirs entre les mains d'une seule personne comportait de lourdes menaces pour les libertés individuelles et collectives. Kaïs Saïed a notamment procédé à quelques arrestations, mises en résidence surveillée et interdictions de voyager. Face aux protestations, certaines de ces mesures ont été par la suite annulées.



Kaïs Saïed

À part cela, l'action concrète du président s'est pour l'essentiel limitée à une accélération conséquente du programme de vaccination.

Kaïs Saïed évoque inlassablement la corruption qui gangrène l'économie, toutes les institutions et la classe politique. Mais, à ce jour, aucun grand dossier n'a été instruit et aucune mesure sérieuse n'a été

annoncée. Quant aux autres aspects importants de la crise économiques, financière et sociale, rien n'a été dit ou presque, et surtout aucune mesure n'a été prise à ce jour.

Alors qu'il avait réuni entre ses mains la quasi-totalité des pouvoirs, le président s'est contenté de faire périodiquement des déclarations annonçant comme imminentes la présentation de sa « feuille de route » et la nomination d'un nouveau chef de gouvernement.

Résultat, le système politique mis en place en 2014 a été complètement paralysé pour une période beaucoup plus longue que celle annoncée. Pendant plus de deux mois la Tunisie s'est par exemple retrouvée sans chef de gouvernement, et avec un nombre croissant de ministres intérimaires. Simultanément, le pays s'est enfoncé toujours plus dans la crise économique, sociale, politique et institutionnelle.

Le tournant du 22 septembre

Le Président a tiré argument de cette situation catastrophique dont il était en partie responsable, pour franchir, le 22 sep-

Les partis politiques en présence

Après la révolution de 2011, on a assisté à la prolifération d'organisations portant le nom de parti. Le nombre de ceux enregistrés légalement serait aujourd'hui d'environ 200.

En réalité la grande majorité d'entre eux ne regroupent au mieux que quelques personnes, et environ 90 % n'ont aucun élu-es à l'Assemblée législative.

Le financement des partis est aujourd'hui en chute libre avec notamment la suspension des indemnités des parlementaires depuis le 22 septembre, ainsi que les procédures judiciaires pour malversation engagées contre des hommes d'affaires finançant certains partis.

Les partis sont très discrédités, et le taux d'abstention aux législatives de 2019 a atteint 58 %.

D'après un sondage paru le 1er octobre, si des législatives avaient lieu en ce moment, 76,7 % des Tunisiens ne sauraient pas pour qui voter. Le parti recueillant le plus de suffrage exprimés serait le parti PDL des nostalgiques de Ben Ali avec un score de 4,1 %, et le second Ennahdha avec 2,7 %. Les deux partis suivants recueilleraient respectivement 1,7 % et 1,4 % et tous les autres moins de 1 %.

Dans le cadre de la situation actuelle, il est possible de classer les partis en fonction de leur positionnement face au Président Saïed, qui ne dispose pas de parti.

Partis soutenant ouvertement Saïed

Il s'agit essentiellement d'organisations nationalistes arabes comptant dans leurs rangs un certain nombre de responsables nationaux et intermé-

diaires de l'UGTT.

- Echaab - Mouvement du peuple. Dès le 26 juillet, ce courant de tradition nassérienne a apporté son plein soutien à Saïed.
- Le Courant populaire est un parti nassérien ayant été membre du Front populaire avant 2019. Son dirigeant Mohamed Brahmi avait été victime d'un assassinat le 25 juillet 2013. L'enquête et les suites judiciaires sur ce meurtre sont restées à ce jour bloquées.
- Le mouvement Baath (pro-Saddam Hussein).

Le 24 septembre, ces trois partis ont lancé une déclaration de soutien à Saïed en compagnie de trois petites organisations, dont Tunisie en avant du vieux routier Abid Briki, et un groupuscule maoïste dénommé Parti patriotique démocratique socialiste.

Partis clairement opposés à Saïed

On trouve parmi eux plusieurs regroupements d'organisations se combattant mutuellement.

- Le plus important est constitué des trois partis membres du gouvernement démis de ses fonctions le 25 juillet :
 - Ennahdha dont la popularité est depuis plusieurs années en chute libre, et qui traverse actuellement une crise sans précédent,
 - Al Karama (Coalition de la dignité), un parti islamiste radical, issu d'une scission d'Ennahdha,
 - Qualb Tounes (Au cœur de la Tunisie), le parti de l'homme d'affaires Karaoui accusé de blanchiment d'argent et de détournement de fonds, actuellement détenu en Algérie pour avoir franchi illégalement la frontière.

Ces trois partis demandent notamment la remise en place des institutions précédentes.

- Quatre partis regroupés dans un « Front démocratique » autour de l'ancien président de la République Moncef Marzouki, qui après avoir été un opposant à Ben Ali était devenu après 2011 un compagnon de route d'Ennahdha.
- Différents partis de droite ou du centre ayant participé au pouvoir depuis 2011.
- Le Parti des travailleurs (ex-PCOT), parti d'origine marxiste-léniniste ayant été membre du Front populaire avant 2019, a immédiatement qualifié de coup d'État les mesures annoncées le 25 juillet.

Position intermédiaire

- Le PPDU (Parti des patriotes démocrates unifié) est un parti d'origine marxiste-léniniste qui avait été membre du Front populaire avant 2019. Il compte dans ses rangs un nombre appréciable de responsables nationaux et intermédiaires de l'UGTT. Un dirigeant du PPDU a défini son orientation comme un « soutien critique » aux mesures annoncées par Saïed.
- Le Courant démocrate (Attayar) avait initialement soutenu les mesures annoncées le 25 juillet, puis a commencé à dénoncer le plan présidentiel à partir de la mi-septembre. Après le 22 septembre, Attayar a constitué une coordination d'opposition à Saïed avec des partis souvent classés au centre : Al Joumhour / Parti républicain, Afek Tounes, qualifié de « libéral », Ettakatol, affilié à l'Internationale socialiste.
- Le Parti destourien libre (PDL), nostalgique de l'époque d'avant 2011. Il est dirigé par Abir Moussa, une ancienne responsable du RCD, le parti de Ben Ali.

Dominique Lerouge



tembre, une étape supplémentaire dans la concentration des pouvoirs entre ses mains, et la marche vers un pouvoir absolu et autoritaire.

Certaines dispositions, présentées le 25 juillet comme provisoires puis prorogées le 24 août, sont désormais en place pour une durée indéterminée. C'est le cas de la suspension de l'Assemblée législative (ARP) ainsi que la levée de l'immunité des députés. Est venue s'y ajouter la suppression de leurs indemnités et avantages.

L'Assemblée étant dans les faits dissoute, les textes législatifs prendront la forme de décrets-lois édictés par la seule Présidence de la République, sans aucune possibilité de discussion préalable ni de recours.

En cohérence avec ces mesures, une modification substantielle de la Constitution a été promulguée. Seul le chapitre relatif aux principes généraux ainsi que celui relatif aux droits et libertés ont été maintenus. Tout le reste est désormais placé sous la seule autorité du Président. D'après un parti ayant prêté allégeance à Kaïs Saïed depuis la première heure, l'ensemble de ce dispositif devrait rester en place au moins six mois (4). Pendant cette période, le Président s'est notamment octroyé le droit de rédiger, sous son seul contrôle, un projet de nouvelle Constitution et de nouvelle loi électorale qui seront soumises ensuite à référendum.

4. <https://www.businessnews.com.tn/haykel-mekki-nous-avons-confiance-en-kais-saied,520,112390,3>

5. <https://www.businessnews.com.tn/ben-gaddour-lugtt-etonnee-par-la-prise-de-decision-unilaterale-du-president,520,112401,3>

Le 29 septembre, une cheffe de gouvernement a enfin été nommée. Mais en vertu des pleins pouvoirs que venait de s'octroyer le Président le 22 septembre, ses décisions lui seront en fait dictées par celui-ci.

Quelles perspectives ?

Grâce à la popularité dont il continue à jouir, Kaïs Saïed a réussi jusqu'à présent à mener habilement sa barque. Mais ayant concentré tous les pouvoirs entre ses mains, il sera rapidement tenu comme personnellement responsable de tout ce qui

ne va pas dans une Tunisie traversant de multiples crises. Face à celles-ci, le président ne dispose à ce jour d'aucun programme à mettre en œuvre autre que constitutionnel.

Sans programme économique et social, ne disposant pas d'un parti, et ne voulant négocier avec aucune organisation existante, y compris l'UGTT, Saïed ne dispose comme soutien réel que des jeunes en ayant fait leur idole. Mais si leurs conditions d'existence ne changent pas rapidement, ce qui est plus que probable, cet engouement a de bonnes chances de retomber. La capacité de Saïed à mener à bien sa politique est donc loin d'être assurée. Un renforcement conséquent de l'autoritarisme est donc à redouter.

Étant donné le discrédit entourant les partis, l'ampleur de la riposte à la politique autocratique de Saïed dépendra beaucoup du positionnement de l'UGTT et des associations attachées aux valeurs de la révolution de 2011. Les mobilisations qu'elles seront en capacité d'accompagner et/ou d'impulser face à la dégradation considérable des conditions de vie et les attaques contre les libertés seront déterminantes. Signes encourageants plusieurs grèves ont récemment eu lieu, et d'autres de plus grande ampleur ont été annoncées dans une série de secteurs. ■

3 octobre 2021

Le positionnement de l'UGTT

Comme plus de 80 % de la population, l'UGTT dont le positionnement dépend de l'équilibre des sensibilités internes à un moment donné, n'a pas qualifié de coup d'État les annonces faites le 25 juillet.

Dès le 26, elle a assorti son soutien à ces mesures de la demande d'une série de garanties dont :

- Le respect de l'engagement présidentiel que leur durée de validité ne dépasserait pas 30 jours ;
- Le respect des droits et des libertés individuelles et collectives ;
- L'annonce par le pouvoir d'une feuille de route clairement établie suite à une discussion dont l'UGTT serait partie prenante ;
- La formation rapide d'un gouvernement pour la mettre en œuvre ;
- L'activation des procédures en cours concernant la corruption, la fraude électorale, le terrorisme, les assassinats politiques, etc.

Ne voyant rien venir, l'UGTT a présenté le 10 septembre sa propre proposition de feuille de route comportant notamment :

- La mise en œuvre d'une réforme politi-

que incluant le régime politique, la loi électorale, et la Constitution,

- Une révision des codes et lois réglementant l'activité des partis, des associations et des médias.

Face à des déclarations officieuses, le 10 septembre, faisant état d'un projet du président de suspendre la Constitution pour y substituer son propre texte, l'UGTT s'est prononcé pour l'organisation d'élections législatives anticipées afin de permettre au parlement de débattre d'une nouvelle Constitution.

Suite aux annonces officielles du 22 septembre, l'UGTT a notamment dénoncé :

- le maintien des mesures d'exception et leur transformation en régime permanent ;
- le danger représenté par la concentration de l'ensemble des pouvoirs entre les mains du chef de l'État, prélude possible à la mise en place d'une autocratie absolue (5) ;
- la décision du président de rédiger sous sa seule autorité et sans aucun dialogue, un projet de Constitution et une nouvelle loi électorale ;
- l'absence de mesures pénales contre les personnes coupables de corruption, de terrorisme, et de fraude électorale.

Le coup d'État de Kaïs Saïed cherche à restaurer le « benalisme » décapité par la révolution en 2011

Par
Chaïma Najjar*

Une loi fondamentale de la révolution est celle-ci : avant même qu'elle ne se déclenche, elle est déjà combattue par des réactionnaires et des conservateurs, et crainte par les libéraux ; ils cherchent à l'éviter en faisant miroiter la voie de la réforme et en mettant en garde les masses (et les dirigeants) contre son coût. Mais une fois qu'elle triomphe, tous deviennent révolutionnaires, alors qu'ils restent réactionnaires. Leur tâche commune est alors de trouver le chemin le plus court pour ramener les masses insurgées dans le giron de la soumission, et laisser l'opportunité aux élites et aux cadres politiques et répressifs de la classe dominante de remettre de l'ordre et de revenir à la normale. Le coup d'État de Kaïs Saïed ne peut être compris que dans le cadre des tentatives du sommet de l'appareil d'État bourgeois de mettre fin aux déferlements cycliques des masses qui ont suivi la révolution de décembre 2010. La Tunisie n'est pas un cas unique dans le Maghreb et la région arabe.

La révolution tunisienne a suivi une trajectoire depuis le renversement de Ben Ali en janvier 2011, qui l'a menée des premiers gouvernements intérimaires marqués par les sit-in de la Kasbah, en passant par le champ ouvert au salafisme religieux réactionnaire qui a pu terroriser les masses par des assassinats (Choukri Belaïd, Mohamed Brahmi), le ciblage des femmes et les attaques du siège de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), au maintien de l'appareil d'État policier – dont n'a été dissoute que la vitrine politique partisane, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) – et au feuilleton du consensus national qui a abouti à une assemblée constituante, une Constitution et un gouvernement de coalition incluant le pôle contre-révolutionnaire (Ennahdha et Nidaa Tounes) en 2014... jusqu'au coup d'État de Kaïs Saïed de juillet 2021... soit la marche triomphale de la contre-révolution.

Ce consensus entre les partis



Tunis, 10 octobre 2021, 6000 manifestants contre le coup d'État, à l'appel du PT mais aussi d'Ennahda

Ennahdha et Nidaa Tounes a été l'expression locale de la contre-révolution qui a englouti la région depuis 2013, avec la contre-attaque de Bachar al-Assad en Syrie et le coup d'État de Sissi en Égypte. Ces deux pôles, au lieu de s'affronter, ont choisi le consensus soutenu par l'impérialisme et, localement, à la fois par la bourgeoisie cherchant à restaurer rapidement la stabilité et par la bureaucratie de l'UGTT, qui cherchait à restaurer la paix sociale et à contrôler une base ouvrière trop émancipée depuis la révolution.

Ce consensus a produit un édifice politique fragile, impliquant un conflit permanent entre ses composantes : la présidence de la République, la présidence du gouvernement, la présidence du Parlement, sans parler des guerres partisans. Avec, au cœur de ce conflit, toujours la même question : faut-il un système exécutif présidentiel, ou faut-il consacrer la dimension parlementaire ?

Ce conflit dans son ensemble n'est que la conséquence indirecte de la permanence de la révolution entre 2011 et 2014, et de la crainte de sa résurgence, de 2014 à aujourd'hui. La loi de la société est la lutte ; le rapport de force en impose l'issue. Le consensus ne fait que déplacer le conflit à l'intérieur du gouvernement de coalition et des coalitions partisans. C'est pourquoi

les tensions politiques que la Tunisie a connues et connaît depuis 2011 ne peuvent s'expliquer que par l'approfondissement de la crise économique et sociale permanente, aggravée par la crise sanitaire (Covid-19), et l'incapacité à répondre aux revendications populaires, laissant le foyer de la contestation incandescent, l'incendie se propageant à la situation politique, mise périodiquement à rude épreuve.

Crise sanitaire et économique

L'économie tunisienne a été affectée, comme l'économie mondiale, par la pandémie de Covid-19. Le Produit intérieur brut (PIB) a chuté de 21,4 % au deuxième trimestre de 2020. Les luttes sociales pour l'eau, l'emploi et les salaires ont redoublé, et les autorités sanitaires ont perdu le contrôle de la pandémie, qui s'est généralisée à tout le territoire (1) entraînant un

* Chaïma Najjar est journaliste du journal marocain Al Mounadil-a. Cet article a d'abord été publié sur almounadila.info puis traduit de l'arabe par Luiza Toscane et publié par le site de la Gauche anticapitaliste (section belge de la IV^e Internationale) : <https://www.gaucheanticapitaliste.org/le-coup-detat-de-kais-saied-cherche-a-restaurer-le-ben-alisme-que-la-revolution-de-2011-avait-decapite/>.

1. Thierry Brésillon, journaliste et correspondant en Tunisie (24 septembre 2020), « Tunisie, les aléas de la tentation populiste », traduit par Sarra Grira. <https://orientxxi.info/magazine/article4157>



quasi-effondrement du système de santé. Le ministère de la Santé a déclaré : « *Le bateau est en train de couler* ».

Le pays est confronté à un grave endettement après dix années de dégringolade financière. La dette est passée de 45 % du PIB en 2010 à environ 100 % aujourd'hui. Le pays négocie un quatrième prêt auprès du Fonds monétaire international (FMI). Le 8 juillet dernier, l'agence de notation Fitch a dégradé la note en devises de la Tunisie, la faisant passer à la dernière marche de l'escalier avant le défaut de paiement (2). Cela rendra difficile le financement à l'international et ouvrira la porte à l'exacerbation de la crise, ou mettra le pays face à des conditions plus sévères des donateurs internationaux si de nouvelles dettes étaient contractées.

De fortes manifestations populaires, qui ont culminé le 25 juillet 2021 (la Fête de la République) ont appelé au renversement du gouvernement dirigé par Hichem Mechichi et ont vu des slogans dirigés contre Ennahdha et son président Rached Ghannouchi ; elles ont donné lieu dans certaines régions à des actes de violence ou des mises à feu des locaux et des symboles d'Ennahdha.

Il s'agit de la crise économique la plus profonde en Tunisie depuis la révolution,

dont les conséquences enchevêtrées, tant économiques, sociales que politiques, pourraient entraîner de nouvelles manifestations populaires, toutefois dans un contexte peu favorable : l'échec quasi total du Front populaire, les entraves mises par la bureaucratie de l'UGTT à la combativité de la classe ouvrière frappée de plein fouet par la crise, l'absence de structures d'organisation permanentes pour la protestation populaire depuis le démantèlement des sit-in de la Kasbah en 2011.

Une crise politique au sommet, déclenchée par la crise et attisée par la résurgence périodique des manifestations

La crise politique dure depuis le consensus de 2014. Le conflit entre les composantes de l'État fondé par la Constitution de 2014 persiste. Le choc sanitaire et financier a renforcé le conflit ouvert entre le président Kaïs Saïed d'une part et la majorité parlementaire, essentiellement le parti Ennahdha (les deux étant présidés par Rached Ghannouchi) ainsi que le Premier ministre, d'autre part. Depuis le mois de janvier, Kaïs Saïed s'efforce de tendre la main à la présidence de l'exécutif.

Cette crise n'est qu'une expression institutionnelle de l'impasse d'un « *consensus* », qui n'a pas débouché sur des solutions, et ne saurait le faire puisque la révolution inachevée ne l'a pas pu, du fait de son incapacité temporaire à vaincre le système de domination de classes. L'élection de Kaïs Saïed en 2019 a été la traduction politique de cette impasse : des scores électoraux reflétant la frustration des masses et l'évaporation de leurs anciens espoirs de voir s'améliorer la situation après la révolution, ainsi qu'une perte de

confiance dans toutes les expressions politiques existantes. Les résultats ont reflété cette frustration politique : Kaïs Saïed « *n'avait pas une légitimité populaire extraordinaire, il a été élu président avec moins de 40 % de l'électorat au second tour de l'élection présidentielle il y a deux ans (72,7 % des 55 % qui ont voté) et avec moins de 9 % de l'électorat au premier tour (18,4 % des 49 % qui ont voté)* » (3).

Les masses ont renoué avec un phénomène qui fait partie de l'histoire politique de la Tunisie : la recherche du héros/père de la nation. C'est un phénomène cultivé par Bourguiba, renforcé par Béji Caïd Essebsi et sur lequel surfe de manière caricaturale Kaïs Saïed.

Une mauvaise copie de la tragi-comédie

Dans son livre *Symptômes morbides, la rechute du soulèvement arabe*, Gilbert Achcar emprunte l'expression à Marx, qui l'avait lui-même empruntée à Hegel, pour décrire le coup d'État de Louis Bonaparte en France en 1851 : « *Hegel remarque quelque part que tous les grands faits et les grands personnages de l'histoire universelle adviennent pour ainsi dire deux fois. Il a oublié d'ajouter : la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce.* » (4) Achcar a rappelé la phrase pour répondre à ceux qui font un rapprochement entre le coup d'État d'Abdel Fattah al-Sissi en 2013 et celui de Gamal Abdel Nasser en 1952, en précisant : « *Ce que Marx a omis, c'est que la "farce" peut être tragique.* »

Si Abdel Fattah al-Sissi est une farce tragique du coup d'État de Gamal Abdel Nasser, Kaïs Saïed est une grossière copie de la personnalité et du coup d'État de Sissi. Il n'est pas issu d'un milieu militaire, mais de constitutionnalistes traditionnels et de juristes de la vieille école qui n'ont pas eu leur mot dans la rédaction de la Constitution de 2014 (5) si ce n'est que le comité d'experts (dont Kaïs Saïed était membre) a été invité à commenter le projet de Constitution. Kaïs Saïed a été secrétaire général de la Société tunisienne de droit constitutionnel entre 1990 et 1995, puis en a été le vice-président depuis 1995, sous la dictature de Zine El Abidine Ben Ali, dont le recours aux tenants et aboutissants constitutionnels est connu de tous (6).

L'interprétation de l'article 80 de la Constitution tunisienne n'est pas à la base du coup d'État de Kaïs Saïed, mais l'un de ses moyens. Kaïs Saïed s'est appuyé sur le soutien des « *forces armées tunisiennes*

2. Thierry Brésillon (27 juillet 2021), « Tunisie. Un moment "césariste" sans César ». Traduction de Messaoud Romdhani : <https://orientxxi.info/magazine/article4938>

3. Gilbert Achcar (27 juillet 2021), « Kaïs Saïed s'inspire d'Abdelfattah Sissi », site de Al Quds Al Arabi

4. Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, (1851).

5. Thierry Brésillon (30 juillet 2019) « Tunisie. Béji Caïd Essebsi ou la réécriture de l'histoire », traduction de Nada Yafi. <https://orientxxi.info/magazine/tunisie-beji-caid-essebsi-ou-la-reecriture-de-l-histoire,3226>

6. Gilbert Achcar, op. cit. note 3.

à ses décisions, et la photo de la rencontre que lui et les dirigeants des forces armées tunisiennes ont tenue lorsqu'il a annoncé sa décision est de nature à assurer ceux qui en douteraient que ce qui s'est passé en Tunisie dimanche dernier était un assaut sur la démocratie que nous avons connu dans notre région chaque fois que la situation dans un pays s'est aggravée » (7). Les positions des puissances impérialistes ont été similaires à celles adoptées lors du coup d'État de Sissi en 2013 : allant de l'expression de l'inquiétude à l'appel au retour des institutions dès que possible (États-Unis et France). Un positionnement prudent, qui ne dénonce pas les actes de Kaïs Saïed et se contente de demander aux institutions de reprendre leur activité normale le plus rapidement possible et reste compatible avec la mesure prise par Kaïs Saïed : la suspension du Parlement pour trente jours. Les États impérialistes et leurs institutions n'avaient-ils pas présenté le régime Ben Ali comme un modèle de la réussite de leurs recommandations néolibérales et comme le pionnier du développement économique de l'Afrique, comme une marque de réussite dans les indicateurs de développement dans la région ?

Le coup d'État a été donc un moyen en vue d'un objectif qui met Kaïs Saïed au diapason de toutes les expressions politiques bourgeoises (tant réactionnaires que progressistes ou libérales) : attaquer la révolution et restaurer la stabilité politique, par l'anticipation de ce qui se préparait « *en bas* » en réponse à la l'exacerbation de la crise économique et sociale, en particulier avec les récentes manifestations de juillet. Au lieu d'attendre que les manifestations balayent le gouvernement Ennahdha, ce qui aurait ouvert la porte à une nouvelle radicalisation populaire, comme cela s'est produit en 2011, il valait mieux pour l'État (l'armée et le noyau dur de l'État hérité de Ben Ali), la bureaucratie de l'UGTT soucieuse de paix sociale et de stabilité politique et les forces impérialistes, donc pour tous, balayer ce gouvernement par le haut et imposer l'état d'urgence en arguant de la situation exceptionnelle résultant de la récente épidémie et de l'incapacité du gouvernement à faire face à la situation.

Par conséquent, tout soutien aux mesures de Kaïs Saïed – en le justifiant parce qu'elles seraient prises pour poursuivre les tâches de la révolution (comme si la contre-révolution n'avait plus besoin d'être prise en compte) ou pour combattre les corrompus et les voleurs d'argent public (comme si le président pouvait se

charger d'une tâche que la révolution n'était pas encore capable d'accomplir !) – serait similaire aux illusions du pôle de gauche, libéral et syndical égyptien, lorsqu'il a soutenu le coup d'État de Sissi. Le prix en a été catastrophique. Kaïs Saïed n'est peut-être pas le Sissi de la Tunisie, mais il pourrait préparer le terrain à qui prendrait la tâche en main, si son coup d'État ne parvenait pas à ses fins.

Attendre de Kaïs Saïed qu'il parachève les tâches de la révolution (!) dénaturerait les dispositions militantes des masses du peuple tunisien, de même que « *le choix de confier la tâche de la transformation politique et sociale à une Constitution rédigée par une Assemblée a eu pour effet de canaliser l'énergie politique vers la préparation des élections et ainsi de geler le mouvement révolutionnaire* » (8).

Kaïs Saïed a donné son point de vue sur la révolution lors de sa rencontre avec d'anciens chefs de gouvernement le 15 juin : « *Le sens de mon mandat est de poursuivre l'explosion révolutionnaire dans le strict respect des institutions* » (9), une position semblable à celle de l'ex-président Béji Caïd Essebsi pour qui, comme Hélé Béji l'a écrit, « *la Révolution n'est pas une rupture avec l'État national en tant que tel, elle n'est pas un phénomène hors du temps, d'une altérité radicale par rapport à l'histoire antérieure* » (10). Traduire ces déclarations dans le langage de la politique revient à éliminer la révolution pour reconstruire l'État bourgeois.

Ce n'est pas le seul sujet d'accord entre Kaïs Saïed et Béji Essebsi ; leur respect scrupuleux des institutions étatiques leur fait fuir les partis. Après le deuxième sit-in de la Kasbah, Béji Essebsi a estimé qu'il fallait organiser des élections présidentielles rapides, afin que les partis aient moins d'influence dans la rédaction de la Constitution et soient davantage soumis à l'autorité de l'État. Tout au long de sa campagne comme candidat, Kaïs Saïed s'est plu à répéter qu'il est « *sans affiliation politique* » et qu'il ne prend pas position sur les problèmes en fonction des critères des politiciens, rejetant une chose nommée programmes politiques : « *Les peuples agissent hors des cadres traditionnels et n'ont plus besoin de programmes mais d'instruments pour exprimer leur volonté* » (11). La dépolitisation des questions sociales et économiques est un trait de la contre-révolution, qui relie les masses atomisées au leader charismatique de la nation, transcendant les appartenances, directement et sans organes intermédiaires, notamment les partis. C'est ce qu'ont

fait Louis Bonaparte, Hitler et Khomeini.

Kaïs Saïed termine un chemin initié par d'autres

La recherche d'une autorité personnelle et charismatique qui mettrait fin au règlement politique de la Constitution de 2014 et rétablirait la centralité de la décision politique et administrative renversée par la révolution de 2011, précède le coup d'État de Kaïs Saïed. Elle trouve ses racines, non dans les dispositions de la Constitution, mais dans les convulsions de la société et de la politique résultant de la contre-révolution – elle-même divisée entre un pôle libéral/moderniste et un pôle réactionnaire religieux – et des secousses provoquées par le processus révolutionnaire à long terme qui se manifeste périodiquement par des luttes ouvrières et paysannes.

« *En décembre 2014, voici donc [Béji Essebsi] élu dans le cadre d'un régime parlementaire qu'il n'a pas souhaité, défini par une Constitution sur laquelle les cadres de la tradition destourienne, les juristes de la vieille école n'ont pas eu leur mot à dire. Dès les premiers mois de 2015, les voix vont se multiplier pour appeler à une présidentialisation. Béji Caïd Essebsi sera leur porte-parole. Ni le rôle d'un Premier ministre adossé à une majorité, ni les contre-pouvoirs parlementaires, ni la décentralisation, ni les instances indépendantes ne font partie de la culture institutionnelle de cette famille politique qui aspire à revenir aux affaires. Si aujourd'hui, la Cour constitutionnelle n'est toujours pas en place, c'est parce que ses représentants à l'Assemblée refusent de se lier les mains avec des membres trop indépendants dans des instances qu'ils ne contrôlent pas.* » (12)

Les conflits entre les partis et les appréhensions de ces derniers, héritées de la période prérévolutionnaire, ont alimenté la crise de l'édification institutionnelle de la Constitution de 2014. Nidaa Tounes s'est dissous après que le fils de Béji Essebsi a mis la main sur lui, le Front populaire s'est désintégré après avoir sombré dans la monotonie de l'activité par-

7. Ibidem

8. Thierry Brésillon, « Tunisie. Béji Caïd Essebsi ou... », op. cit.

9. Thierry Brésillon, « Tunisie, un moment "césariste"... », op. cit.

10. Thierry Brésillon, « Tunisie. Béji Caïd Essebsi ou... », op. cit.

11. 1^{er} juin 2019. <https://www.aljazeera.net/news/politics/2019/6/1>

12. Thierry Brésillon, « Tunisie. Béji Caïd Essebsi ou... », op. cit.

Tunisie

lementaire et un conflit idéologique avec les islamistes qui les a fait aller à la limite de l'alliance avec les héritiers de Ben Ali (Nidaa Tounes), bref, tout le monde (libéraux et gauchistes) craint Ennahdha. Ennahdha répond par des alliances électorales sans principes (en particulier avec Qalb Tounes) pour tenter de bloquer la route à la présidence qui veut s'accaparer le pouvoir exécutif, et avant cela, Ennahdha avait soutenu la candidature de Kaïs Saïed à la présidence. Ce conflit partisan n'a pas permis un gouvernement fort souhaité par la bourgeoisie et les États impérialistes en quête de stabilité, ce qu'a voulu réaliser le coup d'État de Kaïs Saïed en juillet 2021.

Aux racines du problème

Ce qui s'est passé en Tunisie ne peut s'expliquer sans rappeler l'atmosphère de rancœur propre aux années de la contre-révolution. « *L'espoir que suscite une révolution est toujours exagéré* », a écrit Trotski à ce propos. Un élément déterminant pour comprendre le renforcement des forces contre-révolutionnaires dans la période post-révolution est l'espoir placé dans la révolution par les masses travailleuses les moins conscientes, éveillées à l'activité politique révolutionnaire pendant le processus de renversement de l'ordre ancien. Ainsi, « *l'espoir suscité par une révolution est toujours exagéré. Ceci est dû à la mécanique de la société de classes, à la situation terrible de la grande majorité des masses populaires, au besoin objectif de susciter les plus grands espoirs et faire appel aux plus grands efforts pour s'assurer même le plus modeste résultat, etc. (...) Les conquêtes arrachées dans la lutte ne correspondent pas, et par la force des choses ne peuvent correspondre directement à l'attente des larges masses retardataires réveillées pour la première fois au cours de la révolution. La désillusion de ces masses, leur retour à la routine et la futilité, est partie intégrante de la période post-révolutionnaire comme l'est le passage dans le camp de "la loi et l'ordre" des classes ou couches de ces classes "satisfaites" qui ont participé à la révolution* » (13).

Comme en écho à ces thèses, le journaliste Thierry Brésillon écrit : « *Dix ans plus tard, l'opinion publique et les commentateurs dressent un bilan désenchanté de cette révolution, et le spectre d'une restauration de l'ordre ancien hante la Tunisie, pourtant épargnée par la répression féroce des élans démocratiques dans les autres pays arabes* » (14).

La formule du « *retour de l'ancien régime* » ne reflète pas pleinement la réalité de la Tunisie. L'ancien régime n'est pas tombé : ce qui est tombé, c'est sa tête, tandis que les responsables, les fonctionnaires et les ministres de l'ancien régime ont maintenu leurs positions dans les cercles du pouvoir, et que les membres du RCD (au pouvoir à l'époque de Ben Ali et dissous en 2011) se sont affiliés à de nouveaux partis politiques. Les institutions sécuritaires héritées de la dictature de Ben Ali n'ont pas été démantelées ou sanctionnées, notamment celles qui ont participé à la répression d'avant, pendant et après la révolution, et elles ont renforcé leur position en agitant en permanence le spectre de la menace terroriste. Les responsables de « *l'ancien régime* » (toujours méfiants à l'égard d'Ennahdha) profitent de l'incompétence des nouvelles institutions pour revenir au nom de la défense de l'État. N'est-ce pas là même la justification du coup d'État de Kaïs Saïed ?

Kaïs Saïed, une grossière caricature d'Abdel Fattah al-Sissi, certes, mais ses attributs personnels ne sauraient déterminer ce que son coup d'État va engendrer, qui est du ressort des forces de classes et des groupes qui opèrent derrière les masses. Louis Bonaparte était insignifiant, mais il enterra la République construite par la révolution de 1848. Kaïs Saïed est connu pour son discours populiste qui trompe ceux qui sont prêts à l'être, il est poussé par un bloc hétérogène, mais rassemblé par un objectif : le rétablissement de l'ordre et l'élimination finale de la révolution. Ce bloc est composé de cadres de l'armée, de l'appareil de sécurité et du personnel bureaucratique hérités de l'ère Ben Ali, sans oublier évidemment le capital, national et étranger, qui a toujours favorisé un État fort pour assurer la conduite du capitalisme et l'exploitation des masses.

La plupart des opinions émises en référence à la Constitution pour apprécier le coup d'État de Kaïs Saïed, jusqu'au Parti du Travail qui évoque une violation de la Constitution, comme si la Constitution et la loi étaient ce qui motive la société, et non pas la situation socio-économique et les réactions des classes à cet égard.

L'UGTT a appelé le Président à accompagner « *les mesures exceptionnelles d'un ensemble de garanties constitutionnelles, au premier rang desquelles figure la nécessité de déterminer les objectifs des mesures exceptionnelles et la durée de leur mise en œuvre, afin qu'elles ne se transforment pas en une procédure permanente, et de revenir à temps à un cours normal et aux institutions de l'État* ». C'est une illusion qui induira en erreur la classe ouvrière et le grand public, et les prendra par surprise car ils n'y sont pas prêts.

Le rôle honteux de la bureaucratie de l'UGTT

Le déclenchement de la révolution en décembre 2010 a bousculé la bureaucratie syndicale. Sous la pression des bases et de la gauche syndicale, elle a été contrainte de déclarer une grève générale mobile. Ben Ali a pris la fuite quand la grève a touché la capitale.

Depuis lors, la bureaucratie a repris l'avantage par le bas, engageant – et même parrainant – le règlement politique entre les pôles de la contre-révolution, qui a été parachevé en 2014, et elle a reçu le prix Nobel de la paix en 2015. Cela s'est produit à une époque où une organisation ouvrière aurait dû motiver les masses de la révolution à faire pression sur l'Assemblée pour qu'elle rédige une Constitution qui réponde aux revendications qu'elle avait formulées, ou pour la remplacer par un organisme populaire réel et efficace.

La bureaucratie de l'UGTT est pleinement et consciemment engagée dans le processus politique conduisant à la liquidation de la révolution par en bas, et a sa compensation par des hochets constitutionnels par en haut. Elle soutient le coup d'État de Kaïs Saïed, que le Bureau Exécutif de l'UGTT a qualifié de « *mesures exceptionnelles... prises afin de prévenir un danger imminent et rétablir le fonctionnement normal des rouages de l'État, au vu de l'épidémie de Covid-19* » (15).

La classe ouvrière est au cœur de la révolution et de la contre-révolution. Bien que la révolution n'ait pas touché aux fondements du système capitaliste dépendant, elle a ébranlé les fondements de la reproduction et de la circulation des capitaux, principalement la discipline de la classe ouvrière et la liberté des échanges en raison des grèves et de l'occupation des axes routiers. Le soutien de la direction de l'UGTT au coup d'État de Kaïs Saïed revient à accepter la liquidation des

13. Léon Trotski, 1926, « Thèses sur la révolution et la contre-révolution » : <https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1926/11/11t19261126.htm>

14. Thierry Brésillon (14 janvier 2021) « Tunisie, Le spectre du retour de l'ancien régime » traduction Sarra Grira, <https://orientxxi.info/magazine/article4437>

15. Communiqué du Bureau exécutif national sur les dernières évolutions dans le pays, 26 juillet 2021, (<http://www.ugtt.org.tn/>).



acquis politiques de la classe ouvrière depuis la révolution de 2011.

L'objectif du coup d'État de Kaïs Saïed rejoint celui de la contre-révolution sous toutes ses formes : imposer la stabilisation de la domination de classe et concentrer le pouvoir de décision, forcer les masses ouvrières et populaires à payer la facture, débarrasser la bourgeoisie dépendante d'une crise multidimensionnelle étouffante : démanteler les mobilisations pour l'emploi et contre la marginalisation des périphéries urbaines et des zones de l'intérieur, forcer la classe ouvrière à accepter des conditions régressives et à réduire son pouvoir d'achat, augmenter les prix et les impôts directs, geler l'emploi public conformément aux engagements pris envers les créanciers. Tout cela n'est pas possible avec la liberté de grève, d'organisation et d'expression.

Si Kaïs Saïed ou son coup d'État échouaient faute d'une force populaire organisée, alors l'aile la plus organisée de l'État, soit l'armée, s'acquitterait de cette tâche, en tournant la page du cadre juridique et institutionnel de transition issu du rapport de forces post 2011.

Les tâches des révolutionnaires

Il y a une tendance consciente et déli-

bérée à imposer une bipolarisation politique – similaire à celle que l'Égypte a connue après le coup d'État de Sissi contre Morsi et les Frères musulmans – entre les partisans de la légitimité et de la Constitution d'une part et les partisans du coup d'État de Kaïs Saïed, d'autre part.

Ce serait une grave erreur pour les militant·es de gauche de tomber dans le piège de cette polarisation et de considérer les mesures de Kaïs Saïed comme des « *décisions audacieuses et réjouissantes* » uniquement parce qu'ils ciblent un ennemi politique (Ennahdha). Kaïs Saïed est le chef de l'exécutif, sur lequel les ailes de la bourgeoisie tunisienne se sont mises d'accord dans le cadre d'une voie politique toute vouée à liquider la révolution tunisienne venue des profondeurs de la société. Ce qu'il a entrepris ne fait que s'inscrire dans la suite logique de ce règlement politique par en haut, entre ces ailes de la bourgeoisie, et au détriment de l'une d'entre elles. Il ne s'agit en aucun cas d'une continuation ni d'une victoire de la révolution.

Nous devons défendre une troisième ligne : une ligne révolutionnaire et démocratique cohérente jusqu'au bout. Nous ne défendons pas la légitimité constitutionnelle, car la Constitution de 2014 est la celle du consensus entre les pôles de la bour-

geoisie. Nous devons défendre les libertés démocratiques et politiques de la classe ouvrière et des masses du peuple laborieux : liberté d'expression, d'opinion, de manifestation dans la rue et de grève sur les lieux de travail, refus de toute mesure qui affecte ces droits, justifiée par une situation exceptionnelle et l'état d'urgence. Nous devons demander des comptes à tous ceux qui sont impliqués dans la répression et exiger le démantèlement de ses organes. Et, nous devons présenter un programme de revendications sociales et économiques prenant en compte la reconstruction de l'économie pour répondre aux besoins urgents et vitaux des masses des travailleurs et des travailleuses, des petits agriculteurs et agricultrices, des chômeurs et chômeuses :

- Des services publics gratuits et de qualité (santé, éducation, logement),
- Une vaste politique publique de l'emploi,
- Un soutien public permanent aux petits agriculteurs et agricultrices, en finir avec l'approche de l'agriculture extractive pour assurer la souveraineté alimentaire,
- L'arrêt définitif du remboursement de la dette externe et interne,
- Le recouvrement des fonds et des richesses pillées,
- La socialisation des secteurs des banques, de l'énergie et des transports. ■

Réduction collective du temps de travail

Le récent livre de Denis Horman est une synthèse réussie de la réflexion critique sur le temps du travail. Elle s'inspire des travaux de Daniel Bensaïd, Olivier Besancenot, Michel Husson, Stéphanie Treillet et Daniel Tanuro – parmi d'autres. L'auteur, militant de la section belge de la IV^e Internationale, présente de façon claire et argumentée les principaux enjeux du combat pour la réduction collective du temps de travail (RCTT). Ce n'est pas une idée nouvelle : déjà Thomas More, dans son *Utopie*, dénonçait le gaspillage de temps de travail dans des « industries totalement inutiles et superflues » et concluait : « il faut peu de temps pour produire les biens nécessaires ou simplement utiles ». Plus près de nous, Paul Lafargue plaidait pour la journée de 3 heures, tandis que Keynes, dans un article de 1930, défendait la semaine de 15 heures.

Le combat pour la réduction de la journée de travail a une longue histoire. La grève pour les 8 heures à Chicago le 1^{er} Mai 1886, punie par la pendaison des dirigeants syndicalistes révolutionnaires – les « *Martyrs de Chicago* » – en a été un jalon décisif. En Belgique, les grèves de 1919 et de 1936 ont fini par imposer la semaine de 40 heures. On observe des développements analogues en France, conduisant, en 1997, à la semaine de 35 heures (loi Aubry) une mesure qui, malgré ses limites, a créé 350 000 emplois et a amélioré la vie quotidienne des travailleurs.

On assiste cependant, au cours des dernières années, à une offensive, sous l'égide du néolibéralisme, pour imposer des régressions, sous le mot d'ordre trompeur « *travailler plus pour gagner plus* » : allongement de la journée de travail, « flexibilisation » des horaires, prolongation de l'âge légal de la retraite, etc.

La gauche syndicale (par exemple, la FGTB de Wallonie) reprend le combat pour la RCTT, en proposant la semaine de 32 heures, sans perte de salaires et sans augmentation des cadences. Cette revendication, observe l'auteur, favorise une alliance entre salariés, précaires et chômeurs. Elle permet aussi aux femmes de sortir de logique du travail partiel contraint. La RCTT est la seule mesure capable de faire reculer le chômage et ainsi améliorer le rapport de force entre les salariés et le patronat. D'où l'opposition féroce de ce dernier, au nom de la « *compétitivité* », à toute réduction collective du temps de travail.

La RCTT, rappelle Denis Horman, est une esquisse stratégique pour une autre société, en rupture avec le modèle productiviste et consumériste inhérent au système capitaliste. Marx, dans *le Capital*, la considérait comme le début du Règne de la Liberté : du temps disponible pour l'épanouissement individuel, la solidarité et la gestion économique et politique.

L'engrenage surproduction-surconsommation, croissance-compétitivité, au cœur du mode de production capitaliste, conduit à la catastrophe écologique. L'urgence climatique exige de produire moins, travailler moins, partager plus. Malheureusement les syndicats, au nom de « l'emploi » se rallient souvent au productivisme capitaliste et son idéologie de la « *croissance* » sans limites. Or, une autre politique, en rupture avec ce modèle, permettrait de créer un très grand nombre d'emplois verts : énergies renouvelables, extension du rail et des transports publics, agriculture paysanne, santé, éducation, etc. La RCTT est une condition nécessaire pour le contrôle, par les travailleurs, du contenu qualitatif de la production.

Michael Löwy

Contre l'amère sensation de « perdre sa vie à la gagner »

Dans son avant-propos, Tony Demonte parle de RCTT, un outil « *pour convaincre de la légitimité de nos combats* ». « *Comme syndicaliste, je pense que le rappel des notions qui est fait dans cet ouvrage, notamment celles qui fondent l'exploitation, mériterait, au minimum, d'être (re)lu par tout.e.s les permanent.e.s du mouvement syndical et les délégué.e.s responsables d'équipes syndicales* ».

Selena Carbonero Fernandez rappelle que la RCTT peut être « *un outil d'émancipation si on sort d'une conception sexuée du temps ainsi libéré* ». Elle plaide comme son organisation syndicale pour la « *réduction collective du temps de travail avec maintien du salaire et embauches compensatoires* ». Aujourd'hui la réduction du temps de travail, outre le chômage imposé, passe par des solutions individuelles qui « *sont loin d'être neutres du point de vue du genre* ». Quarante-huit 80 % des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes.

Seule une réduction collective et massive du temps de travail peut

ouvrir une remise en cause de l'ensemble des rapports de domination, permettre de dégager du temps pour gérer les entreprises et les affaires de la cité (autogestion), prendre en charge de manière égalitaire le travail domestique et libérer du temps pour soi.

Dans sa préface, Mateo Alaluf aborde l'exploitation de la force de travail, l'aliénation des travailleurs et des travailleuses, la distinction entre emploi et travail, les salaires et les conditions de travail, la réduction du temps de travail, l'appropriation du travail gratuit, l'enjeu politique de « *l'usage que la société réserve aux gains de productivité* »...

« *Contrairement donc à ceux qui soutiennent "la perte de centralité" et la "rarefaction du travail", l'emploi a considérablement augmenté, le temps de travail a diminué et le salariat est plus dominant que jamais* ». Ce n'est pas la diminution de l'emploi, mais bien le ralentissement de la réduction du temps de travail qui explique le niveau de chômage.

Le livre est divisé en trois parties. Dans la première partie, Denis Horman discute, entre autres, du soi-disant coût trop élevé du travail, de création de valeur, de l'exploitation dissimulée, de travail gratuit ou de surtravail, de la force de travail, de la journée de travail, de l'histoire et de la violence du mode de production capitaliste, d'accumulation par dépossession, de rapports sociaux et de rapports de subordination, de novlangue, d'extension du salariat...

Je souligne les passages sur la productivité, la division entre productif et improductif, la matérialité ou l'immatérialité de travail, la production du vivre et le travail gratuit des femmes, la révolution féministe. Une présentation pédagogique, avec des exemples bien choisis...

Dans la deuxième partie, l'auteur revient sur des épisodes de la lutte séculaire pour limiter la journée de travail. Il analyse l'extension de l'emploi à temps partiel, la flexibilité, les flexi-jobs, l'emploi temporaire, les horaires atypiques (il faut ajouter la banalisation du travail de nuit), leurs conséquences sur la santé physique et psychique des salariés, les accidents du travail, la réalité d'un « *état d'esprit négatif persistant lié au travail, caractérisé par l'épuisement, physique et émotionnel, un sentiment d'inefficacité, une démotivation et des comportements dysfonctionnels au travail* » (Isabelle Hansez citée par l'auteur).

« *La réduction massive du temps de travail à l'intérieur des entrepri-*

ses, avec réduction des cadences, avec embauche compensatoire, permettant à ceux et celles qui sont à l'extérieur de bénéficier d'un emploi, reste d'une brûlante actualité », partage du travail entre tous et toutes et donc embauches compensatoires des mesures de réduction des cadences et des horaires. Contre l'arbitraire patronal, contrôle des salariées sur la mise en place des mesures, la pénibilité, les emplois précaires, les heures supplémentaires, sur les éventuelles aides financières...

« *La réduction du temps de travail, telle que nous la concevons avec d'autres organisations et mouvements sociaux, pourrait être un élément essentiel de tout projet de transformation sociale. Comme nous l'avons déjà indiqué, c'est l'outil qui permet de faire des gains de productivité et d'automatisation, non pas en facteur d'exclusion, de régression sociale mais de réduction du temps de travail, de libération. C'est aussi une des conditions nécessaires pour une réduction des inégalités entre femmes et hommes. Elle implique également une rupture avec le "modèle" productiviste et consumériste inhérent à ce système capitaliste. Enfin, la conquête du temps libre nous libère partiellement des chaînes de l'aliénation, ouvre la possibilité pratique de l'épanouissement individuel, de la disponibilité pour construire un type d'organisation sociale radicalement différent où le mot solidarité ne disparaît pas dans le sablier du temps* ».

La réduction collective et radicale du temps de travail permet de tracer une « *esquisse stratégique pour une société* ». Le temps n'est pas un neutre défilement des secondes, le temps et sa mesure ont été un carcan dessiné par le mode de production capitaliste. C'est bien ce temps de la marchandise qu'il faut briser pour que, collectivement et individuellement, chacun.e puisse avoir le temps de choisir démocratiquement et de bénéficier de temps pour soi

L'auteur développe de nombreuses pistes sur la réappropriation collective du présent, condition d'autres futurs. Il s'agit comme il l'écrit en conclusion de partir « *à la conquête du temps volé !* »

Didier Epsztajn

* Denis Horman, *Leurs profits... nos vies ! Pour une réduction collective et radicale du temps de travail*, éditions Couleur livres, Mons (Belgique) 2021, 146 pages, 15,00€

La stratégie socialiste et le parti

Par
Gilbert Achcar*

Je vous remercie de m'avoir invité à faire un exposé à cette réunion. J'apprécie beaucoup l'occasion de discuter de ces questions avec des camarades du continent africain, étant moi-même né au Sénégal où j'ai passé mon enfance.

Le thème défini par les organisateurs est très large : « *Le marxisme, la stratégie socialiste et le parti* ». Ces sujets sont tous au singulier, bien qu'ils couvrent une pluralité de cas et une grande variété de situations. Il existe de nombreux « *marxismes* », comme chacun sait, chaque variante prétendant être la seule vraie et authentique. Et il y a certainement de nombreuses stratégies socialistes possibles, puisque les stratégies sont normalement élaborées en fonction des circonstances concrètes de chaque pays. Il ne saurait y avoir une stratégie socialiste mondiale qui serait la même partout et en tout lieu. Je dirais de même qu'il n'y a pas de conception unique du parti qui soit valable pour chaque époque et chaque pays. Les questions stratégiques et organisationnelles doivent être liées aux circonstances locales. Sinon, on tombe dans ce que Léon Trotsky a correctement appelé « *l'internationalisme bureaucratiquement abstrait* », qui s'avère toujours très stérile. Gardons cela à l'esprit.

Je traiterai de quelques conceptions qui ont été développées au cours de l'histoire du marxisme puisque notre discussion s'inscrit dans un cadre marxiste. Et j'essaierai de formuler quelques conclusions en tirant des leçons de la désormais longue expérience du marxisme.

Marx et Engels, le Manifeste communiste et la I^e Internationale

La naissance du marxisme en tant qu'orientation politique théorique et pratique combinée peut être datée de la parution du *Manifeste du Parti communiste*



publié en 1848 (1). C'est une longue histoire, qui nous oblige à réfléchir à l'énorme changement des conditions entre l'époque de la naissance du marxisme et notre XXI^e siècle actuel. Marx et Engels firent toutefois preuve dès le début de beaucoup de souplesse, à commencer par le document fondateur du marxisme en tant que mouvement politique. La section sur le rapport des communistes aux autres partis de la classe ouvrière (2) est bien connue, et fort importante et intéressante parce qu'elle définit le cadre du type d'attitude politique lié à la théorie marxiste émergente, qui en était encore à ses balbutiements. C'est une toute première expression de la perspective marxiste et, de ce fait, elle est certainement loin d'être parfaite. Mais c'est un document historique très important pour l'élaboration d'une nouvelle perspective politique mondiale. Conçu comme un « *manifeste* » politique, c'est un texte très lié à l'action.

On y lit ces fameuses lignes : « *Quelle est la position des communistes par rapport à l'ensemble des prolétaires ? Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers.* » Cela ne veut pas dire, bien sûr, que les communistes ne doivent pas former leur propre parti, d'autant que le titre même du document est *Manifeste du parti commu-*

niste. En fait, une traduction plus exacte de l'original allemand aurait été : « *Les communistes ne sont pas un parti singulier par rapport aux autres partis ouvriers* » (« *Die Kommunisten sind keine besondere Partei gegenüber den andern Arbeiterparteien* »). Ce qui est en fait souligné ici, c'est que le parti communiste n'est pas différent des

* Gilbert Achcar est professeur d'études du développement et des relations internationales à la SOAS, Université de Londres. Il est l'auteur, entre autres, de : *Le Marxisme d'Ernest Mandel* (dir.) (PUF, Actuel Marx, Paris 1999), *l'Orient incandescent : le Moyen-Orient au miroir marxiste* (éditions Page Deux, Lausanne 2003), *le Choc des barbaries : terrorismes et désordre mondial* (2002 ; 3^e édition, Syllepse, Paris 2017), *les Arabes et la Shoah. La guerre israélo-arabe des récits* (Sinbad, Actes Sud, Arles 2009), *Le peuple veut. Une exploration radicale du soulèvement arabe* (Sinbad, Actes Sud, Arles 2013), *Marxisme, orientalisme, cosmopolitisme* (Sinbad, Actes Sud, Arles 2015), *Symptômes morbides, la rechute du soulèvement arabe* (Sinbad, Actes Sud, Arles 2017). Nous publions ici la transcription, traduite de l'anglais par nos soins et revue par l'auteur, d'un exposé de Gilbert Achcar intitulé « *Marxisme, stratégie socialiste et parti* » fait le 25 avril 2021 pour l'initiative sud-africaine Dialogues for an Anti-capitalist Future (Dialogues pour un avenir anticapitaliste) : <https://anti-capitalist.online/blog/2021/04/25/socialist-strategy-and-the-party-gilbert-achcar/>. Cette transcription a d'abord été publiée en anglais le 28 août 2021 par la revue étatsunienne en ligne *Tempest* (<https://www.tempestmag.org/2021/08/socialist-strategy-and-the-party/>).

1. K. Marx, F. Engels, *le Manifeste du Parti communiste*, <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000.htm>

2. Ibid.

Marxisme

autres partis de la classe ouvrière. Quant à ce qu'il faut entendre par « *autres partis ouvriers* », cela est précisé quelques lignes plus loin, mais l'idée que les communistes ne leur sont pas « *opposés* » est expliquée juste après.

« *Ils* », c'est-à-dire les communistes, « *n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat* ». En d'autres termes, les communistes ne forment pas une secte singulière avec un programme qui lui est particulier. Ils luttent pour les intérêts de l'ensemble de la classe prolétarienne. Ils font partie intégrante du prolétariat et se battent pour ses intérêts de classe, et non pour des intérêts qui leur sont particuliers. C'est une idée très importante car nous savons, en effet, par l'histoire, que de nombreux partis de la classe ouvrière en sont venus à se détacher, en tant que blocs d'intérêts particuliers, de la classe dans son ensemble. L'histoire est pleine de tels exemples.

Les communistes n'ont donc pas d'intérêts séparés et distincts de ceux du prolétariat dans son ensemble. Ils n'ont pas de principes sectaires qui leur sont propres et qui seraient séparés des aspirations de la classe. En quoi donc les communistes se distinguent-ils ? « *Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points* » qui sont les suivants :

❶ La perspective internationaliste ou la compréhension que, « *dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat* ». Cette idée du prolétariat en tant que classe mondiale aux intérêts indépendants de la nationalité est un trait distinctif des communistes dans le Manifeste.

❷ La poursuite de l'objectif ultime de la lutte de la classe ouvrière, qui est la transformation de la société et l'abolition du capitalisme et de la division en classes. Dans les différentes étapes de la lutte contre la bourgeoisie, les communistes représentent cette perspective à long terme. Ils gardent toujours à l'esprit le but ultime, et ne le perdent jamais de vue en s'enlisant dans des luttes catégorielles ou des revendications partielles.

Ce sont les deux traits distinctifs des communistes en tant que section de la classe ouvrière, en tant que groupe ou parti au sein de la classe ouvrière, luttant

pour les intérêts de la classe entière. Cela a des implications à la fois pratiques et théoriques. Sur le plan pratique, les communistes constituent « *la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays* ». Ils sont les plus résolus dans la pratique politique en ce sens qu'ils poussent toujours le mouvement de l'avant, vers plus de radicalisation. Sur le plan théorique, grâce à leur perspective analytique, les communistes ont une appréhension globale des différentes luttes dans leur ensemble. C'est du moins le rôle qu'ils souhaitent jouer.

« *Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les partis ouvriers.* » Cet accent renouvelé sur les points communs est important : l'idée que nous, les communistes – et c'est Marx et Engels qui écrivent ici – ne sommes qu'un des partis prolétariens, pas le seul parti prolétaire. La prétention sectaire de constituer le seul parti de la classe ouvrière et qu'aucun autre parti ne représente la classe n'est certainement pas la conception défendue ici.

Et quel est ce but immédiat des communistes qui est partagé avec les autres partis prolétariens ? C'est une bonne indication de ce que Marx et Engels entendaient par autres partis prolétariens. Ce but, c'est la « *constitution des prolétaires en classe, [le] renversement de la domination bourgeoise, [la] conquête du pouvoir politique par le prolétariat.* » Ces objectifs définissent ce que les deux auteurs entendaient par parti prolétaire. Et ils éclairent la phrase initiale qui affirme que « *les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers* » (ou un parti singulier par rapport aux autres partis ouvriers). Par partis ouvriers, Marx et Engels entendaient tous les partis qui luttent pour ces objectifs : la formation politique de la classe, le renversement du pouvoir bourgeois et la conquête du pouvoir politique par le prolétariat.

Au-delà de cela, ce que la biographie politique et les écrits de Marx et Engels montrent clairement, c'est qu'ils n'avaient pas de théorie générale du parti ; élaborer une telle théorie générale ne les intéressait pas. Je crois que c'est à cause du point par lequel j'ai commencé : le parti est un instrument pour la lutte des classes, pour la lutte révolutionnaire, et cet instrument doit être adapté aux différentes circonstances. Il ne saurait y avoir une conception générale du parti, valable pour toutes les époques et tous les pays. Le parti de classe n'est pas une secte religieuse calquée sur le même modèle dans le monde entier.

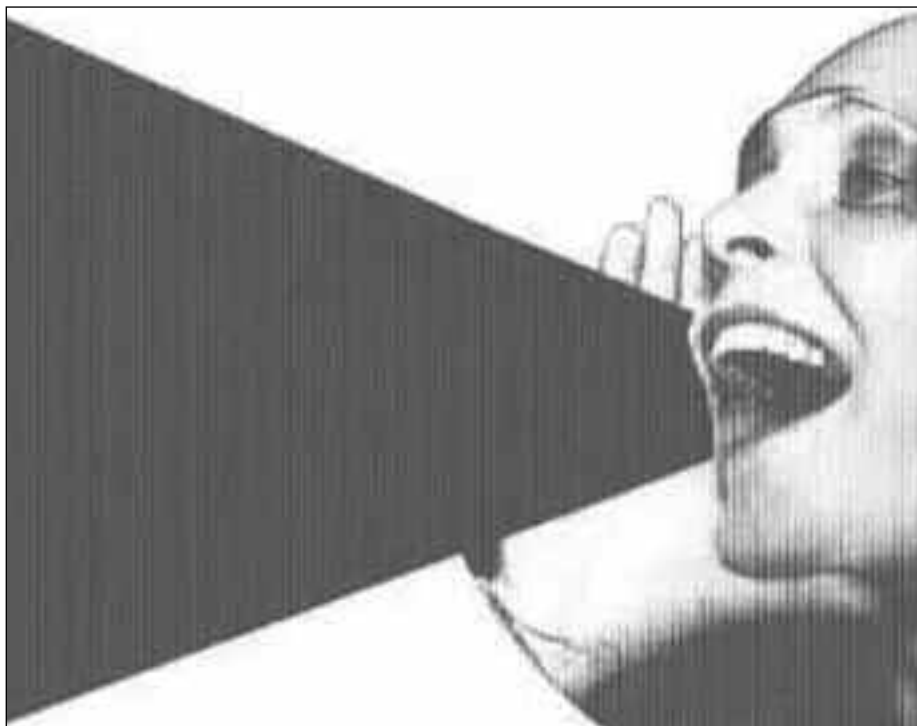
C'est un instrument pour l'action qui doit s'adapter aux circonstances concrètes de chaque époque et de chaque pays.

Cette adaptation aux circonstances réelles est constamment à l'œuvre dans l'histoire politique de Marx et d'Engels, depuis leur engagement politique initial au sein d'un groupe qu'ils jugent rapidement trop sectaire – un groupe plus proche de la perspective blanquiste – jusqu'à la vision plus élaborée qu'ils expriment en 1850 à la lumière de la vague révolutionnaire que l'Europe connut en 1848. Dans un texte célèbre centré sur l'Allemagne – *Adresse du Comité central à la Ligue des communistes* (3) – les deux amis décrivent les communistes comme appliquant exactement l'approche qu'ils avaient exposée dans le *Manifeste communiste*, en s'efforçant de faire avancer le processus révolutionnaire et prônant l'organisation du prolétariat séparément des autres classes.

À cette fin, ils appelaient à la formation de clubs ouvriers. Ils avaient à l'esprit le précédent de la Révolution française, dans laquelle des clubs politiques tels que celui des Jacobins furent des acteurs clés. Ils préconisaient la même chose pour l'Allemagne en 1850, mais cette fois sous forme de clubs prolétariens (formant ce que nous appellerions aujourd'hui un parti de masse) dont la tactique devait consister à surenchérir constamment sur les démocrates bourgeois ou petits-bourgeois. Le parti prolétaire doit agir ainsi afin de faire avancer le processus révolutionnaire, en le transformant en un processus continu : « *la révolution en permanence* » est le terme qu'ils utilisèrent dans ce célèbre document.

Marx et Engels passèrent ensuite plusieurs années sans être formellement engagés dans une organisation politique, jusqu'à la fondation de la 1^{re} Internationale en 1864. Le rôle qu'ils s'attribuaient à cette époque était d'agir directement au niveau international, plutôt que de s'engager dans une organisation nationale. La 1^{re} Internationale a rassemblé un large éventail de courants. Elle était tout sauf monolithique, comprenant ce que nous appellerions aujourd'hui des réformistes de gauche, ainsi que des anarchistes et, bien sûr, les marxistes. Les anarchistes eux-mêmes se composaient principalement de deux courants différents : les partisans du français Proudhon et les partisans du russe Bakounine. Ainsi, une variété de tendances et d'organisations ouvrières rejoignirent la 1^{re} Internationale, dont le nom officiel fut « *Association internationale des travailleurs* » (le langage archaïque de l'épo-

3. K. Marx, F. Engels, *Adresse du Comité central à la Ligue des communistes* : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1850/03/18500300.htm>



que omettait les travailleuses).

La I^e Internationale culmina avec la Commune de Paris. Nous avons célébré cette année le 150^e anniversaire de la Commune, le soulèvement des masses laborieuses, des ouvrier-es et des petit-es bourgeois-es de Paris, qui commença le 18 mars 1871 et s'acheva par une répression sanglante après deux mois et demi environ. Ce dénouement tragique mit fin à l'Internationale après une forte intensification des luttes intestines entre fractions, comme cela arrive très souvent dans les périodes de défaite et de reflux.

La II^e Internationale, la social-démocratie, Lénine et Luxemburg

L'étape suivante sera l'émergence de la social-démocratie allemande, que Marx et Engels ont suivie de très près depuis l'Angleterre. La *Critique du programme de Gotha* (4), qui est un commentaire sur le projet de programme du Parti socialiste ouvrier d'Allemagne avant son congrès fondateur en 1875, est un des textes les plus connus de Marx.

Plus tard, après la mort de Marx en 1883, la II^e Internationale fut fondée l'année du premier centenaire de la Révolution française en 1889. Engels était encore actif ; il mourra six ans plus tard. Marx et Engels ont donc contribué à des types d'organisation très divers au cours de leur vie. Considérons les deux Internationales : la II^e regroupait des partis ouvriers de masse, très différents des groupes impliqués dans la I^e, tout en comprenant un

éventail plus étroit d'opinions politiques. Bien qu'elle ait été tout à fait ouverte au débat, les anarchistes n'étaient pas bien venus dans ses rangs. La II^e Internationale était basée sur des partis ouvriers de masse engagés dans toute la gamme des formes de lutte de classe, depuis les syndicats jusqu'aux élections, luttes qu'il était devenu de plus en plus possible de mener légalement dans la plupart des pays européens à la fin du XIX^e siècle.

Ces partis ouvriers impliqués dans la lutte de masse sont apparus dans le contexte d'une critique du blanquisme, c'est-à-dire de l'idée qu'un petit groupe de révolutionnaires éclairés peut prendre le pouvoir par la force, par un coup d'État, et rééduquer les masses après avoir pris le pouvoir. Cette perspective, issue de l'un des courants radicaux qui se sont développés à partir de la Révolution française, avait été fortement critiquée par Marx et Engels comme illusoire ; ils lui opposaient leur conception profondément démocratique de la transformation révolutionnaire de la société.

Depuis l'époque de Marx et Engels, le marxisme a connu divers avatars, comme on le sait, mais le plus dominant au XX^e siècle a été incontestablement le modèle russe. Il s'agit plus précisément de la variante du marxisme développée par la fraction bolchevique du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, une section de la II^e Internationale. Après la scission du parti en 1912, les deux ailes – bolchevique et menchevique – restèrent affiliées à l'Internationale, qui ne tarda pas à entrer

en crise avec le début de la Première Guerre mondiale en 1914.

Les conditions de la Russie étaient, bien sûr, tout à fait exceptionnelles par rapport à celles de la France ou de l'Allemagne, ou de la plupart des autres pays où existaient de grandes sections de l'Internationale. La Russie était gouvernée par le tsarisme, un État très répressif qui n'accorda de libertés politiques que durant de brèves périodes. Les révolutionnaires russes devaient agir dans la clandestinité la plupart du temps, en se cachant de la police politique.

C'est à la lumière de ces conditions très spécifiques qu'il faut considérer la naissance du léninisme en tant que théorie du parti. Il naquit au tout début du siècle dernier, son premier document majeur étant l'ouvrage de Lénine intitulé *Que faire ?* (1902) (5). Ce livre offrait une conception de l'organisation et de la lutte qui, dans une très large mesure, était le fruit des circonstances que je viens de décrire : le parti clandestin de révolutionnaires professionnels agissant de manière « *conspiratrice* », la seule manière d'opérer pour les révolutionnaires dans les circonstances de l'époque en Russie.

Et pourtant, lorsque l'on examine l'évolution de la pensée de Lénine sur la question, on constate qu'après la Révolution de 1905, il modifia sa perspective vers une meilleure évaluation du potentiel de radicalisation spontanée des masses ouvrières. Alors qu'il avait initialement insisté sur le fait que le penchant spontané des travailleurs ne pouvait dépasser les limites d'une perspective syndicaliste, il réalisa en 1905 que les masses ouvrières pouvaient, par moments, se montrer plus révolutionnaires que n'importe quelle autre organisation – y compris la sienne !

Cela ne résolut pas pour autant le conflit qui s'était développé avant 1905 entre les mencheviks et les bolcheviks à propos de la conception du parti : Fallait-il un parti ouvert et à quel point ? Quelles devaient en être les conditions d'adhésion ? Fallait-il que toutes les membres du parti soient pleinement engagées dans l'activité politique quotidienne, ou pouvait-il inclure les sympathisant-es versant une cotisation, sans considération de leur niveau d'engagement dans l'action ? Cette discussion s'est intensifiée en 1903. Mais lorsque le parti scis-

4. K. Marx, *Critique du programme de Gotha*, <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1875/05/18750500.htm>

5. V. I. Lénine, *Que faire ?*, <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1902/02/19020200.htm>

Marxisme

sionna des années plus tard, en 1912, la divergence la plus grave était d'ordre politique – l'attitude envers la bourgeoisie libérale – plutôt qu'organisationnel. Cela explique l'attitude de quelqu'un comme Trotsky, qui était très critique de la conception du parti exprimée dans *Que faire ?* tout en étant politiquement plus proche des bolcheviks. D'où sa position conciliante envers les deux ailes après 1912, ayant été en accord et en désaccord avec chacune d'elles sur différentes questions.

À la même époque, Rosa Luxemburg était en fait plus critique à l'égard du parti social-démocrate allemand que Lénine. Alors que celui-ci considérait ce parti comme un modèle et une source d'inspiration essentielle, Rosa Luxemburg était la plus importante critique de gauche de la direction du parti. Elle aussi critiquait la conception du parti de Lénine, car elle misait fondamentalement sur le potentiel révolutionnaire des masses ouvrières et leur capacité à déborder la direction du parti social-démocrate en période révolutionnaire.

Ce bref, et seulement partiel, aperçu suffit à montrer qu'il existait une variété complexe de conceptions du parti ouvrier et de son rôle. Ce fait rend d'autant plus important la prise en compte des conditions différentes des différents pays dans lesquels se trouvaient les tenant-es de chacune de ces conceptions. Le parti bolchevique est devenu un grand parti de masse en 1917. Au cours de la radicalisation du processus révolutionnaire cette année-là, il a gagné à ses vues une grande partie de la classe ouvrière russe et d'autres composantes de la base sociale de la révolution russe : soldats, paysans, etc. Afin d'absorber la radicalisation de masse en cours, le parti ouvrit largement ses rangs. Nous voyons ici à l'œuvre la flexibilité de la forme organisationnelle qui est nécessaire pour s'adapter aux circonstances changeantes.

La formule « *centralisme démocratique* », que l'on attribue généralement au léninisme, n'est pas de Lénine en réalité. Elle résume le fonctionnement organisationnel de la social-démocratie allemande,

indiquant la combinaison de la démocratie dans le débat et du centralisme dans l'action. Elle n'était pas destinée à empêcher la discussion. Au contraire, l'accent était mis sur la qualification démocratique dans l'expression. Même dans les conditions très dures de la Russie tsariste, il y a toujours eu beaucoup de discussions, de conflits ouverts et de création de fractions organisationnelles au sein de chaque aile du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Les discussions purent se dérouler au grand jour en Russie lorsque les conditions changèrent en 1917.

Ce n'est que plus tard, en 1921, dans le contexte des conditions difficiles créées par la guerre civile, que les fractions furent interdites au sein du Parti communiste (l'héritier de l'aile bolchevique du parti ouvrier social-démocrate) – une décision qui s'est avérée être une erreur fatale. Elle n'a résolu aucun problème, mais a été utilisée par une fraction du parti, un groupe au sein de sa direction, afin de prendre le contrôle total du parti et se débarrasser de toute opposition. Ce fut le début de la mutation stalinienne.

En 1924, Staline redéfinit le léninisme et le consigna dans un ensemble de dogmes (6). Il s'agit en particulier d'une conception très centraliste et antidémocratique du parti : le culte du parti et de sa direction, une discipline de fer, l'interdiction des fractions et, par conséquent, de la discussion organisée au sein du parti. On y trouve la conception du parti comme instrument de la « *dictature du prolétariat* », un point de vue étranger non seulement à Marx et Engels, mais même au livre de Lénine *l'État et la révolution* (1917) (7), dans lequel le parti n'est même pas mentionné dans la définition de cette dictature (ce qui, d'une certaine manière, est en fait un problème, car le livre aurait dû discuter des droits et du rôle des partis après la révolution). Le plus important est que cette idée – que le parti incarne la dictature du prolétariat – est également devenue un pilier de ce qui était considéré à cette époque, par la plupart, comme constituant le léninisme.

Gramsci, guerre de positions et guerre de mouvement

De la même manière que se sont développés différents avatars du marxisme, il y a eu différents léninismes : celui des staliniens, que je viens de décrire, et d'autres léninismes, notamment parmi les groupes qui se disent trotskistes. Certains de ces derniers étaient en fait plutôt proches de la

version stalinienne ; à l'opposé, on trouve quelqu'un comme Ernest Mandel (8), le marxiste belge, dont le léninisme se rapproche beaucoup de la perspective de Rosa Luxemburg.

Une réflexion fort intéressante s'est développée après la révolution russe, celle d'Antonio Gramsci, le célèbre marxiste italien (9). En considérant les événements qui se déroulaient en Europe, il a souligné la différence entre les conditions de la Russie et celles de l'Europe occidentale. Nous revenons ici, une fois encore, à notre point de départ : les circonstances, la situation concrète de chaque pays et région. En Europe occidentale, la démocratie libérale allait de pair avec « *l'hégémonie* » bourgeoise. La bourgeoisie, pour gouverner, ne s'appuyait pas seulement sur la force, mais aussi sur le consentement d'une majorité populaire.

Il faut tenir compte de cette différence majeure, plutôt que de simplement copier l'expérience russe. Dans les conditions de type occidental, le parti ouvrier doit s'efforcer de construire une contre-hégémonie, c'est-à-dire de gagner le soutien de la majorité pour rompre avec la domination idéologique bourgeoise. Il doit mener une guerre de positions dans des conditions de démocratie libérale qui permettent au parti de conquérir des positions au sein même de l'État bourgeois par le biais d'élections. Cette guerre de positions est le prélude à une guerre de mouvement, une distinction empruntée à la stratégie militaire. Dans une guerre de positions, une force armée se retranche dans des positions fortes et des bastions, tandis que dans une guerre de mouvement, les troupes se mettent en mouvement afin d'occuper le territoire de l'ennemi et briser sa force armée. Ainsi, dans les conditions occidentales typiques, le parti ouvrier devrait envisager une guerre de positions prolongée tout en se préparant à passer à une guerre de mouvement lorsque cela deviendrait nécessaire.

Une conception matérialiste du parti et l'internet

Permettez-moi d'ajouter à tout cela ce que j'appellerais une conception matérialiste du parti. Pour les marxistes, le point de départ de l'analyse des conditions sociales et politiques est le matérialisme historique : les formes d'organisation d'une société donnée tendent à correspondre à ses moyens technologiques. Cet axiome peut être étendu à toutes les formes d'organisation : elles s'adaptent normalement aux conditions matérielles. C'est bien le

6. J. Staline, *Des principes du léninisme, Conférences faites à l'université Sverdlov*, https://www.marxists.org/francais/general/staline/works/1924/staline_principes.htm

7. V. I. Lénine, *L'État et la révolution*, <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/08/er00t.htm>

8. E. Mandel, *La théorie léniniste de l'organisation*, <http://www.ernestmandel.org/new/ecrits/article/la-theorie-leniniste-de-l>

9. A. Gramsci, *Notes sur Machiavel, sur la politique et sur le Prince moderne*, <https://www.marxists.org/francais/gramsci/works/1933/machiavel.htm>

cas des modes de gestion des entreprises capitalistes. Il en va de même pour l'organisation révolutionnaire : son type et sa forme dépendent en grande partie des moyens qu'elle utilise pour produire sa littérature, qui sont à leur tour déterminés par la technologie et les libertés politiques disponibles. Ainsi, si un parti s'appuie principalement sur l'imprimerie clandestine, il s'agit nécessairement d'une organisation conspiratrice qui exige un haut degré de centralisation et de secret. S'il peut imprimer sa littérature ouvertement et légalement, il peut être une organisation ouverte et démocratique (s'il est conspirateur par choix, plutôt que par nécessité, il s'agit généralement plus d'une secte que d'un parti). Cela nous amène à l'internet en tant que révolution technologique majeure dans la communication. La croyance que ce changement technologique ne devrait pas affecter la conception du parti est le signe indubitable que ce dernier est devenu une organisation dogmatique quasi-religieuse.

De nos jours, toutes les formes d'organisation sont largement conditionnées par l'existence de l'internet. C'est pourquoi la mise en réseau est devenue une forme d'organisation beaucoup plus répandue qu'elle ne pouvait l'être auparavant. Rendue possible par les réseaux virtuels, tels que les médias sociaux, elle peut également faciliter la constitution de réseaux réels. Grâce à l'internet, un mode de fonctionnement beaucoup plus démocratique est possible, tant dans le partage de l'information que dans la prise de décision. Il n'est pas nécessaire de faire venir des gens de très loin pour qu'ils se rencontrent physiquement chaque fois que vous avez besoin de mener un débat démocratique et de prendre une décision.

Le potentiel de l'internet est énorme, et nous ne sommes qu'au début de son utilisation. Il nourrit la forte aversion pour le centralisme et les cultes du leadership qui existe parmi la nouvelle génération. Je crois qu'il est plutôt sain qu'une telle défiance existe parmi la nouvelle génération, en comparaison des attitudes qui ont prévalu au XX^e siècle.

Le travail en réseau est à l'ordre du jour. Cela a commencé très tôt avec les Zapatistes qui ont prôné ce type d'organisation dans les années 1990. Une incarnation majeure aujourd'hui en est le mouvement *Black Lives Matter* (BLM). Ce mouvement a débuté il y a quelques années, principalement sous la forme d'un réseau constitué autour d'une plateforme en ligne et d'un ensemble de principes communs.

Les groupes locaux ne s'engagent qu'à respecter les principes généraux du mouvement, qui n'a pas de structure centrale : ce n'est qu'un réseau horizontal sans centre dirigeant ; pas de hiérarchie, pas de verticalité. C'est un produit de notre époque qui n'aurait pas été possible à une telle échelle sans la technologie moderne. C'est une bonne illustration de la conception matérialiste de l'organisation.

La mise en réseau est également à l'œuvre dans un autre développement majeur récent, survenu sur le continent africain, au Soudan. La révolution soudanaise qui a débuté en décembre 2018 a vu la formation de « *comités de résistance* », qui sont des structures locales principalement actives dans les quartiers urbains, chacune d'entre elles impliquant des centaines de membres, principalement des jeunes (10). Dans chaque grande zone urbaine, il y a des dizaines de ces comités, avec des centaines de participants chacun. Des dizaines de milliers de personnes sont organisées de cette manière dans des zones urbaines clés. Les « *comités de résistance* » fonctionnent tout à fait comme BLM : principes et objectifs communs, pas de direction centrale, utilisation intensive des médias sociaux. Mais ils ne se sont pas inspirés de BLM. Ils sont plutôt un produit de l'époque, un produit de l'aversion susmentionnée pour les expériences centralistes du passé et leurs tristes résultats, combinée aux nouvelles technologies.

Cela ne supprime pas pour autant la nécessité d'une organisation politique de celles et ceux qui partagent les mêmes idées, de celles et ceux qui, comme les communistes du Manifeste, partagent des points de vue spécifiques et veulent les promouvoir. Mais le degré qualitativement plus élevé de démocratie organisationnelle permis par la technologie moderne s'applique également à ces partis de celles et ceux qui partagent les mêmes idées.

Pour conclure, le point essentiel que j'ai évoqué au début est que le type d'organisation dépend des conditions concrètes du lieu où elle doit être construite. Le temps et le lieu sont déterminants, en plus de la dimension technologique. Il est très important d'éviter de tomber dans le sectarisme des « *partis d'avant-garde* » autoproclamés. L'avant-garde est un statut qui doit être acquis dans la pratique, et non proclamé. Pour être véritablement une avant-garde, il faut être considéré comme tel par les masses.

Les révolutionnaires marxistes qui souhaitent construire un parti d'avant-garde devraient se considérer, comme dans le

Manifeste communiste, comme faisant partie du mouvement de classe plus large qui implique d'autres organisations de différents types. Ils et elles devraient viser à construire un parti de masse de la classe ouvrière et à parvenir à le diriger – si et quand ils et elles parviennent à convaincre la majorité de leurs opinions. C'est aussi la raison pour laquelle ils doivent rejoindre les partis de masse, ouvriers et anticapitalistes là où ils existent, ou contribuer à leur construction. Ce n'est pas en construisant un « *parti d'avant-garde* » autoproclamé et en recrutant des membres dans ses rangs l'un-e après l'autre que l'on construit un parti de masse. Cela ne fonctionne pas de la sorte. En outre, le socialisme ne saurait être autrement que démocratique. C'est banal de le dire, mais cela signifie que l'on ne peut pas changer la société pour le mieux sans une majorité sociale en faveur du changement. Sinon, comme l'histoire nous l'a montré si tragiquement, on aboutit à la production de l'autoritarisme et de la dictature. Et cela a un prix énorme.

Mon dernier point concerne la nécessité d'une vigilance démocratique contre les effets corrosifs des institutions bourgeoises et des tendances bureaucratiques. Il est de nos jours possible de s'engager dans la guerre de positions décrite par Gramsci, qui comprend une lutte au sein des institutions électives de l'État bourgeois, dans la plupart des pays du monde, même s'il existe encore plusieurs États dictatoriaux. Cette lutte doit, bien sûr, être combinée avec une lutte de l'extérieur des institutions bourgeoises, par le biais des syndicats et de diverses formes de lutte de classe, comme les grèves, les sit-in, les occupations, les manifestations, etc.

Au cours de la guerre de positions, les révolutionnaires sont confrontés aux effets corrosifs des institutions bourgeoises, car les élu-es peuvent être affectés par le pouvoir corrompeur du capitalisme. On peut dire la même chose du pouvoir corrompeur de la bureaucratie, qui est à l'œuvre dans les syndicats et autres institutions de la classe ouvrière. Les révolutionnaires doivent rester vigilants face à ces risques inévitables et réfléchir à de nouvelles façons d'empêcher cet effet corrosif de prévaloir. Cela aussi est une des leçons clés de l'histoire que nous devons garder à l'esprit. ■

10. G. Achcar, « Où va la "révolution de décembre" au Soudan ? », <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article53755>

Allemagne

Perte de légitimité de la politique... et lourde défaite de Die Linke

Par Manuel Kellner*

Les partis de la « *grande coalition* » du gouvernement d'Angela Merkel, la CDU/CSU (chrétiens conservateurs) et le SPD n'ont attiré qu'un quart de l'électorat chacun. La CDU/CSU a eu le plus mauvais résultat depuis toujours avec 24,1 % des voix (196 élu-es). Le SPD, lui, avec son candidat à la chancellerie Olaf Scholz, a pu regagner du terrain (il y a quelques semaines, il était passé en dessous des 15 % dans les sondages) en arrivant à la première place avec 25,7 % (206 député-es). Donc, 75 % de l'électorat n'aura de toute façon pas voté pour le parti n° 1 du prochain gouvernement, quel qu'il soit. Les quelque 1,6 million de voix que les chrétiens conservateurs ont perdues au profit du SPD sont par ailleurs assez fortement liées au profil politique conservateur d'Olaf Scholz, un modéré de la génération des dirigeants sociaux-démocrates qui avaient fabriqué les contre-réformes de l'agenda 2010...

Avec la participation aux élections de 76 % (et 8,7 % de votes pour les petites formations qui ne seront pas représentées au Bundestag), le parlement allemand ne représentera même pas un tiers de l'électorat. La perte de légitimité démocratique qui en découle correspond à un processus amorcé depuis des années et qui s'accroît de plus en plus.

À l'extrême droite des partis au Bundestag, l'AfD ne peut pas être satisfait de ses pertes, qui l'amènent à 10,3 % (83 député-es) et lui fait perdre le rang de plus grand parti d'opposition. Il est en plus déchiré par des querelles internes, une partie de ses membres et dirigeants voulant appuyer les corona-négationnistes et marcher ensemble avec des formations néonazies et une autre faire preuve de plus de sérieux vis-à-vis des milieux de la politique bourgeoise officielle. Néanmoins, ce parti reste un ennemi redoutable qui, dans de grandes

parties de l'est de l'Allemagne, a encore surpassé la CDU en étant même devenu le parti le plus fort.

Les deux gagnants sont le parti des Verts obtenant avec 14,8 % (118 élu-es) son meilleur résultat (il y a quelques semaines il avait même dépassé la CDU/CSU en devenant le parti le plus fort dans les sondages), et le FDP libéral arrivant à 11,5 %, ce qui est assez spectaculaire (92 député-es). Jusqu'à nouvel ordre, personne ne pense à un renouveau de la « grande coalition » avec la CDU/CSU comme partenaire junior du SPD. Ce sont deux options qui vont être discutées et négociées les prochaines semaines (ou mois) : soit une coalition du SPD avec les Verts et le FDP, soit la CDU/CSU avec ces mêmes deux partis, qui donc, de toute façon jouent un rôle important et très probablement participeront au prochain gouvernement. Le FDP étant contre plus d'impôts sur les gros revenus et les grosses fortunes tout en voulant empêcher toute nouvelle dette publique, on voit mal comment un gouvernement commun pourrait financer les investissements promis par le SPD et les Verts dans l'infrastructure, les énergies renouvelables ou la communication électronique. Mais même s'il n'est pas facile d'imaginer les compromis à faire, étant donné que la CDU/CSU et son candidat à la chancellerie Armin Laschet sont vus comme les perdants de l'élection, une coalition « *rouge-verte-jaune* » semble la plus probable.

Le parti Die Linke (La Gauche) n'a même pas pu dépasser la barrière des 5 % en n'obtenant que 4,9 % des suffrages exprimés. S'il entre quand même au nouveau Bundestag avec 39 député-es en proportion des voix obtenues, c'est à cause d'une spécificité de la loi électorale allemande, qui le permet aux partis qui gagnent au moins trois mandats locaux directs – et Die Linke en a gagné tout juste trois (dans des circonscriptions de Berlin et à Leipzig). Avec ce très mauvais résultat, Die Linke semble avoir consommé tout son crédit acquis depuis sa fondation. En 2009, il avait obtenu 11,9 % des voix, et cela semblait être un « *bon début* »...

À qui ou à quoi la faute ? Les révolutionnaires et la gauche radicale anticapitaliste ont tendance à mettre ça dans le sac de l'opportunisme et de l'adaptation au parlementarisme (qui sont de vrais problèmes). Avec sa participation aux gouvernements régionaux appliquant une politique procapitaliste assez « normale », ce parti ne pouvait plus passer pour une force de révolte contre le règne du capital. Mais ce n'est pas si simple.

La majorité des gens plus ou moins prêts à voter pour Die Linke sont plutôt enclins à désirer une participation de ce parti au gouvernement, même au niveau fédéral, pour réaliser ne serait-ce qu'une petite partie de ses revendications sociales et écologiques. Ils trouvent même les positions du parti contre l'OTAN (assez virtuelles, en vérité) et contre toute intervention internationale de la Bundeswehr (là, assez réelles, car ses député-es ont toujours voté en conformité avec ce principe) quelque peu trop radicales.

Il n'est donc pas facile de trouver une recette. Il ne serait pas honnête de dire que nous saurions à tout moment comment on peut gagner plus de voix. Parfois, il faut dire des choses impopulaires à haute voix, contre le courant. Prenons l'exemple des 600 000 voix que Die Linke a perdues au profit du SPD. C'était un effet de « vote utile » ou de « vote tactique » pour empêcher Armin Laschet de battre le SPD, ce qui semblait possible au cours des dernières journées avant les élections. Même dans des milieux très proches de nous, il y avait des gens qui trouvaient extrêmement difficile de voter pour Die Linke : le risque que la CDU/CSU gagnerait et le risque que Die Linke échouerait à franchir la barrière des 5 % semblaient tous les deux réels. Et contre un effet de « vote utile » pour le « *moins mal* » dans des milieux plus larges, il n'est pas facile d'inventer un contrepoison.

Ceci dit, il est temps de débattre dans Die Linke et dans la gauche en général comment, à moyen terme, on peut construire une gauche politique plus forte, plus enracinée dans les entreprises, dans les quartiers, dans les écoles, active et inspirante dans les mouvements sociaux, porteuse de projets concrets de mobilisation et d'action s'intégrant dans une perspective de changement social radical, pour briser le pouvoir du grand capital et de ses serveurs politiques. Parce que nous ne pouvons pas attendre 2025 !

Si nous prenons seulement la lutte contre la catastrophe climatique, le prochain gouvernement ce sera encore quatre années de perdues. Et la fenêtre du temps qui nous reste commence à se fermer. Soit la victoire des principes de la solidarité et de la responsabilité écologique, soit la fin de tout ce qui est resté civilisé sur la planète.

La victoire à Berlin, le jour même des élections, de l'initiative populaire pour l'expropriation des grandes sociétés immobilières (qui détiennent plus de 3 000 appartements) après une formidable campagne sur le terrain montre la voie à suivre. ■

* Manuel Kellner est membre de l'Internationale Sozialistische Organisation (ISO, Organisation socialiste internationale, section de la IV^e Internationale en Allemagne) et rédacteur du mensuel *SoZ-Sozialistische Zeitung*.

Élections : résultats et perspectives

Par
Léonid Krieger*

Du 17 au 19 septembre, les élections législatives ont eu lieu en Russie, marquées par une fraude et des intimidations sans précédent. Malgré tous les efforts militants de l'opposition, le parti Russie Unie de Vladimir Poutine a conservé la majorité constitutionnelle à la Douma (Parlement russe). Cela signifie que Russie Unie n'a pas besoin d'une coalition avec d'autres partis pour faire passer les lois dont le régime a besoin. Le peuple russe s'attend à cinq années supplémentaires d'intensification de la répression étatique et à la poursuite des politiques d'austérité.

Quels changements – bien qu'insignifiants à ce stade – ces élections ont-elles apportés ? Et que devons-nous faire maintenant ? Pour répondre à ces questions, revenons au début de la campagne.

À Moscou, le 6 juin, a eu lieu un événement important : Mikhail Lobanov, un socialiste démocratique et dirigeant syndical, a été nommé candidat aux élections de la Douma. Son principal engagement vise à protéger les parcs et les forêts face aux entreprises du BTP, à construire un système d'éducation et de soins de santé de haute qualité et abordable, à augmenter les retraites et le salaire minimum, à abaisser l'âge de la retraite et à défendre les droits et les libertés civiques.

Le Mouvement socialiste russe, qui comprend un groupe de membres de la IVe Internationale, a activement soutenu la candidature de Lobanov. Nous avons fait campagne parmi les résidents du district où Mikhail a été nommé, nous avons affiché des autocollants et distribué nos journaux et nos tracts. Tout l'argent qui a dû être dépensé pour les besoins de cette campagne a été donné à Lobanov par des électeurs ordinaires.

Bien que Lobanov ne soit membre d'aucun parti, il a été candidat du Parti communiste de la Fédération de Russie (PCFR). Mikhail a accepté cela pour plu-



sieurs raisons. Premièrement, s'il s'était présenté en tant que candidat indépendant, il aurait été obligé de recueillir 15 000 signatures d'électeurs de sa circonscription, ce qui est pratiquement impossible pour un certain nombre de raisons bureaucratiques. Deuxièmement, la candidature du PCFR a permis à Mikhail de convaincre plus facilement celles et ceux qui fondent leurs espoirs sur ce parti. Il s'agissait à la fois de personnes qui soutenaient les communistes pour leur programme socio-économique et de personnes qui votaient pour le Parti communiste parce qu'il représentait l'alternative la plus efficace à Russie Unie.

En absence d'un véritable système parlementaire en Russie, les électeurs devaient voter non pas pour le candidat le plus approprié politiquement, mais pour celui qui pouvait battre le candidat de Russie Unie. Le fleuron de cette méthode est le « *vote intelligent* » – une tactique inventée par le prisonnier politique Alexei Navalny et son équipe. Quelques jours avant les élections, le site web et l'application « *vote intelligent* » ont publié une liste de candidats recommandés, dont Mikhail Lobanov. Malgré le fait qu'Alexei Navalny soit un ancien populiste de droite, la plupart des candidats recommandés venaient du PC. C'est pourquoi une situation paradoxale s'est développée en Russie : des

personnes se positionnant comme libérales ont voté pour les communistes lors de ces élections.

En 2019, grâce au « *vote intelligent* » 20 députés de l'opposition ont été élus au conseil municipal de la ville de Moscou contre 25 députés soutenus par le maire (élu en 2018) et son parti, Russie Unie. Pour éviter que cela ne se reproduise alors que l'opposition gagne en sympathie, les autorités ont eu recours à des falsifications par le biais du système de vote électronique.

Les membres de Russie Unie, tenant à rester au pouvoir, ont tout fait pour conserver la majorité des voix au Parlement. Plus de 5 000 falsifications ont été enregistrées.

Je me limiterais à décrire en détail un seul exemple de cette politique éhontée des autorités. À Saint-Petersbourg, un candidat à l'Assemblée législative de la ville était Boris Vishnevsky, membre du parti libéral Yabloko. Deux autres candidats se sont inscrits dans sa circonscription, portant les noms de... Boris Vishnevsky et... Boris Vishnevsky. Il s'agissait de deux candidats pro-Kremlin, Aleksey Shmelev et Viktor Bykov, qui ont changé de nom et d'apparence peu avant les élections. Distinguer le candidat de

* Léonid Krieger est militant du Mouvement socialiste russe à Moscou.

Russie

l'opposition de ces « *homonymes* » était presque impossible. Et lorsque le 22 septembre, après les élections, le vrai Boris Vishnevsky est allé se plaindre des nombreuses falsifications, il a été agressé en arrivant au bureau de l'administration de son district. Parmi les agresseurs se trouvaient ces autres candidats.

Pendant le scrutin il y a eu des attaques contre des observateurs, des stylos à l'encre effaçable ont été remis aux électeurs et, dans certains bureaux de vote, les caméras d'observation se sont « *soudainement* » éteintes. Dans la ville de Cheboksary, le président de la commission a même mangé la liste des électeurs pour dissimuler sa falsification.

Même dans de telles conditions, Russie Unie a perdu 19 sièges et le Parti communiste a remporté 15 sièges de plus que lors des élections précédentes. On peut aussi remarquer de petits changements dans les sentiments politiques des gens : ils évoluent lentement vers la gauche. Ainsi, le Parti libéral démocrate de Russie, populiste et d'extrême droite, a perdu 18 sièges à la Douma, et Une Russie juste - Pour la vérité, de centre-gauche, a obtenu 4 mandats supplémentaires.

Il est également évident que les gens peuvent se tourner non seulement vers la gauche comme alternative, mais aussi vers les idées libérales. Dans le même temps, ils constatent que les vieux partis libéraux ne les aident pas à résoudre les problèmes sociaux et ils cherchent de nouvelles formations pour exprimer leurs opinions. Ainsi, le fait que, pour la première fois depuis 2007, non pas quatre, mais cinq partis aient des élus à la Douma a fait sensation. Ce nouveau parti c'est Nouveau Peuple (qui, toutefois, a été accusé d'avoir un lien évident avec le Kremlin) avec 13 sièges. Toutefois, le succès de ce parti peut être attribué non pas tant à l'affiliation avec les autorités qu'à l'abondance de l'agitation dans la rue. Mais le vieux parti libéral Yabloko n'a obtenu que 1,34 % des voix, car son chef, Grigory Yavlinsky, a exhorté les partisans du « *vote intelligent* » à ne pas voter pour son parti.

Pour la première fois depuis 2003, Russie Unie n'a pas gagné toutes les régions de Russie. Dans la région de Khabarovsk (Extrême-Orient), dans la République Sakha (Yakoutie), dans la République des Maris (Tchéremisses) et dans le district autonome de Nénétsie, il y a eu plus de voix pour le PC que pour le parti de Poutine. Dans la plupart de ces régions, il y a un mécontentement de la

population, et des candidats sont parvenus à attirer les mécontents. Cela signifie qu'il existe une perspective de croissance de la protestation organisée non seulement dans les grandes villes de Moscou et de Saint-Pétersbourg, mais aussi « *en province* ».

Afin d'assurer la victoire de Mikhail Lobanov et d'empêcher de nombreuses falsifications, des observateurs du candidat étaient présents dans la plupart des bureaux de vote. Cela a permis à Lobanov de gagner avec 10 851 voix de plus !

Mais, malheureusement, aucun militant n'a pu observer le vote électronique, organisé dans six régions de Russie. Par exemple, à Moscou il est possible de choisir comment voter – de manière traditionnelle ou électronique. De nombreux travailleurs d'entreprises publiques et municipales se sont plaints que leurs directeurs les ont forcés, sous la menace d'un licenciement, à rédiger une déclaration exprimant leur « *désir* » de voter par voie électronique. Il semble que personne n'ait été forcé de voter pour des candidats spécifiques. Cependant, il n'existe aucun moyen indépendant de vérifier les résultats du vote électronique. Les autorités se contentent d'annoncer le résultat.

Le 19 septembre, les candidats de l'opposition, dont Mikhail Lobanov, ont gagné dans 9 des 15 districts de Moscou selon les résultats du vote traditionnel. Cependant, le 20 septembre, les autorités ont annoncé les résultats du vote électronique et « *il s'est avéré* » que les élections à Moscou ont été remportées exclusivement par les candidats du pouvoir ! Mikhail Lobanov et 8 autres candidats de l'opposition ont « *perdu* »... Les autorités ont apparemment truqué les résultats du vote électronique.

Le même jour, le 20 septembre, dans le centre de Moscou, le Parti communiste a organisé un rassemblement, auquel ont participé plusieurs centaines de personnes. C'est beaucoup, étant donné que l'événement avait été annoncé seulement quelques heures avant, que c'était un jour ouvrable et qu'il pleuvait. Lors de ce rassemblement, le PCFR a annoncé qu'il ne reconnaît pas les résultats du vote électronique et qu'il se bat pour que les candidats qui ont honnêtement gagné les élections deviennent députés.

Quand Mikhail Lobanov a pris la parole, la foule a scandé : « *Lobanov ! Lobanov !* » Notre candidat a annoncé : « *Au cours de ces mois, nous avons prouvé que nous étions capables de beaucoup de choses. Un mouvement a surgi qui a*

détruit les espoirs des autorités russes. Nous avons vu les gens voter contre l'inégalité flagrante qui déchire notre pays. Ils ont voté contre l'inégalité, dans laquelle une poignée pitoyable de gens riches possède tout. »

Lobanov n'a pas oublié de mentionner la nécessité de construire un mouvement de base : « *La vraie politique ne se résume pas aux élections. La vraie politique, c'est une lutte dans nos universités, dans nos quartiers, dans nos districts. C'est une lutte dans nos entreprises pour nos intérêts communs. Et nous allons continuer cette lutte. Nous sommes devenus plus forts et, par conséquent, nous sommes capables d'accomplir davantage.* »

Toutes les personnes présentes au rassemblement ne soutenaient pas totalement les communistes, c'est pourquoi Mikhail a annoncé depuis l'estrade : « *Je crois qu'il est de mon devoir, en tant que candidat pour lequel des personnes ayant des opinions et des positions différentes ont voté, de défendre ce qui nous unit. Le premier élément est la lutte contre l'inégalité politique et économique. Le second est la lutte contre la répression politique ou autre. J'exhorte tous les candidats à s'unir et à formuler des revendications communes.* »

Sur les réseaux sociaux, des rassemblements ont déjà été annoncés les 23 et 25 septembre, où les gens pourront se réunir et demander l'abolition du vote électronique. Effrayées par une éventuelle augmentation du mécontentement populaire, les autorités ont déjà annoncé qu'elles vérifieraient les résultats du vote électronique (tout en ayant prévenu que cette vérification n'aurait pas de valeur légale).

Il ne faut pas oublier que le vote électronique n'est qu'un des innombrables moyens de truquer les élections. Selon des analystes indépendants, les autorités auraient pu truquer plus de 13 millions de votes, soit 30 % du nombre total d'électeurs. La commission électorale centrale annoncera les résultats définitifs des élections le 24 septembre. Toutefois, la véritable issue des événements dépendra de la capacité des candidats de l'opposition, des militants de base et des Russes ordinaires à descendre dans la rue et à exiger que les vrais résultats des élections, et non les faux, soient reconnus. ■

Moscou, le 22 septembre 2021

Suite de la p. 68

Sa sortie de la LCR ne signifia pas la fin de son activité militante. Il s'était auparavant déjà investi dans AC ! (Agir ensemble contre le chômage) où, pour reprendre son expression, il jouait le rôle de « l'économiste de service » faisant la liaison entre des travaux économiques (sur le temps de travail) et un mouvement social qui avait besoin d'un argumentaire. Ce rôle, il allait le jouer intensément durant les années 2000 dans les mouvements contre les contre-réformes des retraites, fournissant des analyses techniques destinées à combattre les discours gouvernementaux présentant les reculs sociaux comme des fatalités. Il s'était investi dans le mouvement altermondialiste et dans ATTAC et son conseil scientifique ainsi que dans la fondation Copernic, et il participa aux travaux sur les dettes illégitimes en France comme en Grèce (Commission pour la vérité sur la dette grecque).

Économiste et statisticien, Michel possédait à la fois une grande connaissance de l'histoire et des théories économiques et la capacité de manier avec aisance séries statistiques et outils économétriques. Il insistait sur le fait que l'économiste critique devait être solide scientifiquement. Il travailla dans plusieurs institutions d'administration économique (où existaient à l'époque des lieux dont l'économie critique n'était pas encore entièrement bannie) avant de rejoindre l'IRES (Institut de recherche lié au mouvement syndical).

Malgré sa compétence reconnue et ses nombreux articles mobilisant l'économétrie, Michel resta presque toujours une sorte de marginal étranger au « cercle de la raison » économique (pour reprendre l'expression du courtisan multicaltres Alain Minc). En effet, Michel ne cachait pas ses convictions, travaillait sur des sujets comme la dynamique du capitalisme et de l'industrie française et la réduction du temps de travail, et, par ailleurs, démontait de façon argumentée les faux-semblants théoriques et empiriques des productions des économistes néolibéraux.

Michel était – pour reprendre une expression galvaudée – un « marxiste ouvert ». Mais ouvert à la façon de Lénine (dont le portrait orna pendant un temps son bureau de l'IRES), soucieux de « faire l'analyse concrète d'une situation concrète ». Ouvert aussi à la façon d'Ernest Mandel, économiste et dirigeant de la IV^e Internationale. À propos de Mandel, Michel expliquait : « Ce qui me plaisait chez Mandel, c'est que son fonds assez ortho-

doxe était combiné à un marxisme assez ouvert, qui n'était pas la pure répétition du dogme, l'analyse infinie des textes de Marx. » (2) Pour lui, les économistes marxistes ne pouvaient se contenter de reprendre de façon actualisée le livre I du Capital mais devaient se coltiner la réalité du capitalisme actuel en utilisant les données statistiques disponibles et en n'ignorant pas les travaux d'économistes non marxistes. Pour reprendre une de ses expressions, sa boussole était un « marxisme dialectique ».

Cela a pu lui valoir des critiques, notamment ces dernières années, dans des discussions sur le taux de profit et son impact sur l'évolution de l'activité économique. Il acceptait sans mal les observations méthodologiques (il n'est pas simple en effet d'approximer les évolutions du taux de profit à partir des données de la comptabilité nationale) ou considérait que le débat restait ouvert, tout en refusant, à la suite de Mandel, de voir dans les fluctuations du profit le déterminant unique des crises économiques. Par contre, Michel

Un « marxisme dialectique »... refusant de voir dans les fluctuations du profit le déterminant unique des crises économiques

n'appréciait guère les procès en « keynésianisme ». En effet, il a toujours souligné les limites de Keynes (et a fortiori les erreurs et la mauvaise foi de ses successeurs qui n'ont eu de cesse d'affadir ses apports au point d'aboutir à des conclusions contraires) et, surtout, il a toujours fait de la lutte des classes une réalité non pas « à côté » des mécanismes économiques mais au cœur de ceux-ci.

Michel était l'auteur de nombreux ouvrages, avait contribué à de nombreux autres et produit un nombre considérable d'articles que l'on trouvera sur son site <http://hussonet.free.fr/>. Outre ses propres travaux, il y mettait à disposition une masse d'articles et d'informations économiques. Ce site restera une référence.

Les centres d'intérêt de Michel étaient très larges : des questions théoriques les plus abstraites comme la transformation des valeurs en prix, à des analyses des différentes facettes du capitalisme contemporain : politiques économiques, dettes publiques, politiques sociales, catastrophe écologique... Dans *Six milliards sur la planète, sommes-nous trop ?* (3), il intégrait la crise écologique à sa réflexion et dénonçait les thèses malthusiennes et le capitalisme vert (et les divers instruments qu'il

préconise : droits à polluer et écotaxes). Il concluait en affirmant la nécessité de sortir du calcul économique marchand pour mettre en œuvre une planification et en appelait à un « socialisme au service des aspirations écologiques ».

Depuis des années, il attirait l'attention sur la baisse des gains de productivité des principales économies capitalistes (malgré l'expansion des nouvelles technologies) et leur conséquence : un système économique et social de plus en plus régressif. Le dernier texte reproduit sur son site s'intitule « Biden, miracle ou mirage ? » : il y souligne que le projet du successeur de Trump est avant tout de réaffirmer la suprématie des États-Unis.

Michel était l'auteur avec le dessinateur Charb (assassiné lors de l'attentat de 2015 contre *Charlie Hebdo*) d'un pédagogique *Capitalisme en 10 leçons* (4) écrit après la crise de 2008-2009 où, en conclusion, il décrivait les impasses du capitalisme de ce début de millénaire tout en rappelant cette vieille vérité du marxisme : « Le capitalisme n'est pas pour autant un fruit mûr et ne s'effondrera pas » sans l'initiative de forces sociales décidées à le dépasser. Dans son dernier ouvrage publié rédigé avec Alain Bihr – *Thomas Piketty, une critique illusoire du capital* (5) –, les auteurs passent en revue les thèses de Piketty, en soulignent les erreurs (l'idéologie déterminerait les inégalités, l'incompréhension de la nature du capitalisme comme système fondé sur l'exploitation) et les limites des mesures qu'il préconise. La postface du livre intègre la crise du coronavirus et souligne que, plus que jamais, il faut abandonner « le monde des bisounours », la recherche d'« alternatives astucieuses » (ce qui ne veut pas dire renoncer à l'élaboration programmatique) car ce sont en fait des affrontements sociaux d'une grande violence qui se profilent.

Son sens de l'humour se manifestait en permanence et l'avait conduit à mettre en exergue de son site la phrase méprisante d'un économiste officiel à son rencontre : « idéologue inconnu du monde académique se livrant à une critique incompetente ».

2. « Itinéraire d'un économiste critique – Entretien avec Michel Husson », *Savoir/Agir* 2017/4, n°42 (à lire sur le site ESSF: <https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article58951>)

3. Michel Husson, *Six milliards sur la planète, sommes-nous trop ?*, Textuel, Paris 2000, 16,77 €

4. Michel Husson et Charb, *le Capitalisme en 10 leçons*, La Découverte, Paris 2012, 11,00 €

5. Alain Bihr et Michel Husson, *Thomas Piketty, une critique illusoire du capital*, Page 2 & Syllepse, Lausanne-Paris 2020, 10,00 €

Michel Husson (1949-2021) un économiste expert et rouge

Par
Norbert Holcblat*

C'est avec consternation que nous avons appris le décès de Michel Husson le 18 juillet dernier. Michel Husson était un des plus brillants des économistes marxistes français et, surtout, il n'a jamais séparé son travail de recherche d'une volonté de changer le monde. Il était à la fois « expert et rouge ». Il avait choisi son côté de la barricade au voisinage de sa vingtième année (il était né en 1949) et, depuis, s'y tenait. Il était par ailleurs animé d'un humour caustique qui n'épargnait pas sa propre personne.



Pendant une cinquantaine d'années, son travail d'économiste et ses activités militantes se sont entrecroisés. Une partie importante de son travail d'économiste militant a été consacrée à combattre le rouleau compresseur de la propagande néolibérale, le fameux TINA (« *There is no alternative* », il n'y a pas d'alternative), une des expressions favorites de Margaret Thatcher. Ceci dans un contexte où, en France, ce que l'on a qualifié de « *pensée unique* » dominait depuis le début des

années 1980 dans les administrations, les universités et la recherche, défendue soit par des néolibéraux convaincus soit par des ralliés au tournant du parti socialiste vers l'austérité et les privatisations.

Après un passage au PSU, Michel rejoignit la LCR. À l'instar des autres militants, il participait aux actions de l'organisation et aux manifestations. Celles-ci étaient alors souvent agitées mais les tensions ne désarmaient pas sa capacité de dérision et d'autodérision : certains se souviennent sans doute de Michel ricanant sur son achat d'un nouveau blouson de cuir supposé mieux le protéger des matraques policières. Il fut un

des piliers de la cellule « Ministère des Finances » de la LCR et un des animateurs de la CFDT locale (avant le « recentrage » de cette confédération) et, en tant qu'économiste, répondait sans rechigner aux demandes qui lui étaient faites : articles réguliers dans Rouge et Critique communiste, rédaction d'argumentaires et animation de nombreuses séances de formation, y compris pour les jeunes et au niveau élémentaire. Il fut surtout un élément central du groupe de travail économique qui, pendant un temps, a tenu ses réunions chez lui. Il quitta la LCR fin 2006, soucieux avant tout de maintenir les cadres unitaires développés durant la campagne pour le « non » au

Michel Husson a tiré sa révérence le 18 juillet 2021, dans un endroit merveilleux, à Corvara di Badia (Italie)...



référendum sur le traité constitutionnel européen. Sa participation au Front de gauche autour de 2012 ne fut qu'éphémère. Il n'appartint jamais au NPA mais acceptait sans problème de fournir des interviews et articles à sa presse et à celle de la IV^e Internationale. De même, il écrivit de nombreux articles dans des revues progressistes de différents pays sur son site ainsi que sur le site *À l'encontre* (1).

* Norbert Holcblat, économiste, militant du NPA (France) et de la IV^e Internationale. Auteur avec Michel Husson de *L'Industrie française*, La Découverte, Paris 1990.

1. <https://alencontre.org/>

Lire la suite en p. 67